

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ARTISANAT

CLASSE SOCIALE

LA NOTION D'ARTISAN
LA LÉGISLATION ARTISANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} mars 1934, à 2 heures

PAR

Michel DEBRÉ

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques

Président : M. ROGER PICARD, professeur

*Suffragants : { MM. OUALID, professeur
PIROU, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1934

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ARTISANAT

CLASSE SOCIALE

LA NOTION D'ARTISAN
LA LÉGISLATION ARTISANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} mars 1934, à 2 heures

PAR

Michel DEBRÉ

Diplômé de l'École libre des Sciences politiques

Président : M. ROGER PICARD, professeur

*Suffragants : { MM. OUALID, professeur
PIROU, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



L'ARTISANAT

CLASSE SOCIALE

LA NOTION D'ARTISAN — LA LÉGISLATION ARTISANE

INTRODUCTION

M. Bergeret aimait et estimait hautement
les gens de métier.

Anatole FRANCE, *Monsieur Bergeret à Paris.*

L'Artisan, ce travailleur manuel qui, d'une façon indépendante, exerce son métier seul ou aidé de sa famille, de ses compagnons et de ses apprentis, semblait, jusqu'à ces dernières années, condamné à disparaître. Cependant les crises économiques et les bouleversements politiques qui suivent la guerre, montrent la persistance d'une forme de production que beaucoup d'économistes jugeaient périmée. Les dimensions restreintes de leurs entreprises et la tranquillité de leurs métiers permettent à la majorité des artisans d'ignorer le chômage et la plupart des misères que connaissent les ouvriers de la grande industrie. Propriétaires de leurs ateliers, ils constituent une puissance sociale qui, avec l'aide des paysans et des commerçants, peut assurer, ici la victoire de la dictature, là le triomphe de la démocratie. On comprend alors que, dans de nombreux pays, le législateur se soit efforcé de venir en aide aux petites industries urbaines et rurales.

En France, les premiers symptômes qui manifestent l'activité des artisans, s'observent dès l'année 1920 ; déjà dans les départements recouvrés, les travailleurs indépendants jouissaient, grâce aux lois allemandes, d'une situation privilégiée ;

à partir de 1922, le Parlement entreprend, tantôt imitant les institutions alsaciennes, tantôt créant une œuvre originale, de doter les artisans français d'un statut spécial qui leur soit favorable. Les économistes commencent à étudier le domaine de la production artisanale, ses formes nouvelles et les transformations que le XIX^e siècle a apportées aux métiers traditionnels.

Avant de décrire, dans une première partie, les caractères actuels de cette production artisanale, puis, dans une seconde partie, l'ensemble de la législation française en faveur de ces travailleurs indépendants, il convient de rappeler, en quelques pages, l'évolution que les petits métiers ont subie depuis la fin de l'Ancien Régime.

Situation économique, juridique et sociale des artisans à la veille de la Révolution.

À la veille de la Révolution, les artisans avaient perdu leur tranquillité et leur suprématie d'autrefois. Ils subissaient déjà la concurrence de la grande industrie et du travail à domicile salarié. En second lieu, leur situation juridique variait suivant les villes et les métiers : le plus souvent, ils étaient groupés en corporations, mais parfois l'exercice de la profession demeurait à peu près libre. Enfin, ils étaient divisés en deux catégories sociales : les plus prospères, assimilés à la bourgeoisie, appartenaient au Tiers Etat. Au contraire, un grand nombre d'artisans plus modestes étaient considérés comme des ouvriers ; privés de droits politiques, ils faisaient partie de ce qu'on appelait le Quatrième Etat.

C'est sous le règne de Henri IV que de grandes manufactures commencent à s'établir en France, grâce à des privilèges concédés pour un nombre d'années limitées. L'apparition de ces entreprises, dont on trouve, dès la fin du moyen-âge, des exemples dans l'industrie des mines, est un fait important : avant l'ère du capitalisme proprement dit, avant la machine à vapeur

et le chemin de fer, des exploitations industrielles considérables, qui réclament de gros capitaux, qui emploient un nombreux personnel, s'établissent, s'organisent et prospèrent. Mais ces manufactures ne vivent que par la faveur royale : elles disparaissent pour la plupart après la mort de Henri IV. Colbert voulant assurer la richesse économique et monétaire du royaume, les relève, en fonde de nouvelles et les réglemente d'une façon très stricte. Dès la fin du ^{xvii}e siècle, elles déclinent de nouveau. Il faut attendre la seconde moitié du ^{xviii}e pour voir se former une classe ouvrière, signe d'une renaissance de la grande entreprise ; cette renaissance n'a plus pour cause l'ambition ou l'intelligence d'un prince ou de ses ministres : un phénomène nouveau, le machinisme, crée un mouvement spontané. A la même époque, une nouvelle forme de production fait son apparition : le travail à domicile salarié s'était, depuis le ^{xvii}e siècle, rapidement développé dans certaines régions et dans différentes industries, en particulier, celles du textile. A la fin de l'Ancien Régime, la totalité des objets d'art, la plupart des objets de consommation courante sortent toujours des ateliers d'artisans, mais le travail artisanal ne possède plus une suprématie économique semblable à celle qu'il avait connue.

A la fin du ^{xviii}e siècle le cadre juridique qui entoure les principaux métiers présente lui aussi des symptômes de décadence. On sait que la corporation était un groupement qui unissait tous les artisans d'un même métier et d'une même ville. Dès que ses statuts avaient été homologués par l'autorité royale, elle était dotée d'un monopole rigoureux de fabrication et de vente ; prise dans son ensemble, elle avait pour base la division de tous les artisans du métier en trois classes, les apprentis, les compagnons appelés jadis valets, et les maîtres.

L'apprentissage était, suivant les métiers et les villes, d'une durée variable, mais toujours très longue et hors de proportions avec le temps normal pour connaître le métier. L'apprenti entièrement soumis à son maître, recevait en échange de son

travail et de sa soumission l'enseignement de tout ce qu'il devait savoir ; le nombre des apprentis était limité, et les statuts réglaient d'une façon minutieuse leurs rapports avec les maîtres. Le compagnon, en théorie, jouissait d'une liberté plus grande : il pouvait choisir son maître, discuter son contrat, changer de place si son patron ne respectait pas les clauses du contrat et les prescriptions réglementaires ; parfois même il jouait un rôle dans la corporation. En fait, il devait passer par toutes les exigences du maître, car, à moins de subir un nouvel apprentissage, il ne pouvait quitter la ville où il travaillait pour chercher une autre place. Isolés, exploités souvent, les compagnons avaient constitué des associations compagnonniques qui, parfois, manifestaient violemment leur mécontentement.

Le maîtrise formait le dernier échelon de la hiérarchie ; on y accédait, en principe, par l'exécution d'un chef-d'œuvre. Les maîtres profitaient de tous les avantages du régime corporatif : ils possédaient leurs boutiques, dirigeaient leurs compagnons et leurs apprentis, participaient aux assemblées de la corporation, nommaient les magistrats de la profession, ainsi que les divers fonctionnaires qui représentaient la communauté dans les cérémonies officielles et qui géraient le patrimoine, souvent important. La corporation était, en fait, un véritable syndicat patronal.

En ce qui concerne le métier, les attributions des corporations étaient pratiquement illimitées. Elles jouissaient, sur leur profession et dans leur ressort, d'un monopole absolu qui fermait l'exercice de cette profession à quiconque n'avait pas respecté les conditions voulues pour obtenir la maîtrise. Elles édictaient une réglementation professionnelle très précise qui avait principalement pour objet la limitation des heures et des jours de travail, le contrôle de l'achat des matières premières, de la vente et de la concurrence. D'autre part, elles étaient doublées d'associations nommées confréries qui, jadis, avaient eu pour but de venir en aide aux familles d'artisans, aux compagnons, aux malades et aux vieillards : depuis le ^{xv}^e siècle, la royauté

essayait d'interdire ces confréries qui, souvent, dilapidaient l'argent destiné aux aumônes, ou se transformaient en foyers d'agitation politique.

Au XVIII^e siècle, les abus se multiplient à l'intérieur des corporations, pour de nombreuses causes, entre autres l'égoïsme des maîtres et les exigences de la fiscalité. On commence à mal tolérer ces règles corporatives qui emprisonnent la liberté. L'inégalité entre la classe des maîtres et celle de leurs ouvriers blesse les idées nouvelles : injustes, dominateurs, les maîtres artisans écrasent leurs compagnons sous le poids de règlements devenus trop stricts et souvent les paient mal ; ceux-ci ne peuvent plus acquérir la maîtrise, désormais réservée aux fils et aux gendres des maîtres. Enfin la corporation engourdit l'activité économique : l'esprit d'invention disparaît, et, avec raison, les économistes l'accusent de provoquer la cherté de la vie.

Depuis la fin du XVI^e siècle, le pouvoir royal avait voulu, pour accroître son autorité et rendre plus aisée la perception des impôts, substituer aux corps de métiers indépendants, de véritables administrations d'Etat dans l'ordre économique. Divers édits, entre autres ceux de 1581, 1593, et 1673, avaient enjoint à tous les métiers du royaume de se soumettre au régime corporatif. Cependant, surtout dans certaines villes de province, de nombreux petits métiers libres subsistent à la fin de l'ancien régime : les artisans qui les exercent n'ont, en principe, pas d'apprentissage à subir ; la maîtrise s'obtient sans examen ni contribution, aussi ne confère-t-elle aucun monopole. Néanmoins des traditions suivies, aussi bien que des règlements, prescrivent le respect des trois échelons, apprenti, compagnon, maître, fixent les règles pour la passation des contrats... La situation des compagnons et des apprentis n'est pas meilleure : au lieu des statuts approuvés par l'autorité royale, ils sont soumis aux règles établies par les maîtres seuls. Des troubles, des grèves éclatent souvent qui marquent le mécontentement des salariés ; la vieille structure juridique des métiers est extrêmement compromise.

Enfin, politiquement, socialement, les artisans ne forment pas à la veille de la Révolution une classe unie. Dans les grandes villes, dans les centres importants de commerce et d'industrie, souvent les maîtres se sont enrichis et commandent à un nombre élevé de compagnons ; ils appartiennent à la bourgeoisie aisée. Mais dans les campagnes et dans les petites villes, l'artisan exerce son métier seul ou avec l'aide d'un personnel restreint. Son travail n'est pas toujours suffisant pour le faire vivre et il ne peut se procurer facilement les outils nécessaires à sa profession (1). Cet état misérable est tel qu'il se crée à cette époque un véritable prolétariat, un quatrième état, composé des artisans pauvres, des compagnons et des ouvriers dont la situation indigne contraste avec la prospérité de certains maîtres et la richesse des nouveaux industriels. Ces artisans isolés que la bourgeoisie méprise, font entendre des plaintes très vives. De nombreuses brochures paraissent : « *Le cahier du quatrième ordre* », « *Les doléances du pauvre peuple présentées au nom des manœuvriers, journaliers, artisans et autres, dépourvus de toute propriété* » (2). Le 3 mai 1789 « *La pétition des 150.000 ouvriers et artisans de Paris* » est remise entre les mains de Bailly : « Pourquoi nous oublier, nous pauvres artisans, sans lesquels nos frères éprouveraient des besoins que nos corps infatigables satisfont ou préviennent chaque jour ? ». Dans cette France prospère, nombreux sont les petits travailleurs indépendants aussi pauvres que les compagnons et les ouvriers.

Situation économique, juridique et sociale des artisans au cours du XIX^e siècle.

Au cours du XIX^e siècle, la situation économique, juridique et sociale des artisans, telle qu'on vient rapidement de la décrire, est complètement bouleversée : le machinisme absorbe l'activité économique presque tout entière, le régime corporatif

(1) Roger PICARD, XXX.

(2) Roger PICARD, XXX.

disparaît sans retour, les artisans forment peu à peu une classe sociale unie et distincte.

La transformation des instruments de production, le développement des moyens de transport, amènent la décadence des métiers (1). Il est à peine utile de faire ressortir l'infériorité industrielle du producteur isolé, dénué de moyens mécaniques suffisants pour rendre le travail plus rapide ou pour augmenter son rendement, incapable de comprendre et de suivre les progrès techniques, impuissant à conserver ses ouvriers par des salaires élevés, à organiser une division du travail dans son atelier trop réduit. Son infériorité commerciale éclate encore : il est limité dans les achats de matières et se trouve trop souvent placé sous la dépendance de fournisseurs qui lui accordent crédit ; il est mal placé pour la conservation et l'expédition de ses marchandises ou de ses produits ; la vente lui devient inaccessible dès qu'elle dépasse le rayon peu étendu de sa clientèle locale. Enfin, les habitudes du public ont changé : jadis pour combien d'objets une commande n'aurait-elle pas été passée d'avance, qu'on achète maintenant tout faits, à la dernière heure et le plus souvent meilleur marché. Le consommateur ne veut plus attendre la pièce unique que lui a fabriquée l'artisan. Bref, pour tous les genres de fabrication qui portent sur des articles de type uniforme ou du moins peu variés, qui sont susceptibles d'une production en masse, et destinés à des marchés étendus, le métier recule devant la fabrique, disparaît : l'artisan tombe sous la dépendance des entreprises capitalistes comme ouvrier ou comme travailleur à domicile salarié. Un monde nouveau est né, une production nouvelle, une consommation nouvelle.

Cependant le travail artisanal a subsisté.

En premier lieu, certains métiers n'ont pas disparu devant la grande industrie : ont résisté ceux qui ne visent qu'à satisfaire une clientèle locale, proche et régulière. La grande industrie

(1) BOURGUIN, VI.

n'obtient de bénéfices réels que si les marchés sont larges et les débouchés nombreux. Au contraire, lorsqu'il s'agit de répondre à des goûts particuliers qui ne sont pas partout ni toujours les mêmes, à des besoins disséminés qui sont variables et d'importance médiocre dans chaque localité, le petit métier se maintient et les usines ne triomphent pas : ainsi, dans les agglomérations urbaines, le tailleur, le coiffeur, le serrurier, le cordonnier..., dans les campagnes, le maréchal-ferrant, le forgeron, le charron, le boulanger ont conservé leur clientèle. Les artisans, dont le métier exige une manière particulière, presque un art personnel, ont aussi gardé leur suprématie : le ciseleur, l'ébéniste entrent dans cette catégorie. Enfin les mœurs européennes, et particulièrement les mœurs françaises, ont certainement marqué leur influence. Le Français apprécie le plaisir de commander un objet et de le voir créé suivant son goût ; il n'aime pas l'uniformité et ne comprend pas toujours les avantages du travail en série ; l'amour du travail lent, méticuleux, mais que l'on peut croire définitif, est partagé par le petit producteur et le petit consommateur.

En second lieu, le développement de la grande industrie l'a incitée elle-même au retour vers le travail artisanal : elle a senti le besoin de posséder des ouvriers complets, et même elle a dû comprendre la nécessité de laisser vivre à ses côtés des artisans indépendants. La délicatesse et la fragilité de certaines machines exigent que les pièces essentielles soient montées par des ouvriers capables, doués d'initiative et travaillant librement à domicile : ces faconniers sont des artisans. Les machines doivent être mises au point, doivent être revues après quelque temps d'usage. Ces réparateurs, ces metteurs au point, sont souvent des artisans. Enfin, l'expansion de certaines découvertes modernes a ramené dans les villes et dans les villages un grand nombre de travailleurs indépendants dont la présence devenait nécessaire : les appareils de télégraphie sans fil, les voitures automobiles réclament des soins et des réparations. Des artisans électriciens, des artisans mécaniciens se sont installés même dans de petites aggloméra-

tions. L'agriculture elle-même, s'est doucement convertie au machinisme ; cet effort de la grande industrie pour conquérir la campagne, a ramené dans les villages des artisans qu'une tâche nouvelle appelait.

Turgot, par un édit de février 1776, avait supprimé les corporations, mais Maurepas, son successeur, les avait rétablies six mois après. Quelques années plus tard les Etats généraux sont convoqués. Les cahiers de doléances, rédigés à cette occasion parlent à peu près tous des corporations, et presque tous pour les critiquer. La majorité, au nom du droit naturel, au nom de l'intérêt du commerce et de l'industrie, en réclame même la suppression. Aussi nul n'élève la voix au sein de l'Assemblée Constituante contre la proposition du citoyen Dallarde. Par le décret des 2-17 mars 1791, les corporations sont définitivement supprimées : l'Assemblée proclame la liberté du travail et la liberté du commerce. Plus de maîtrises ni de jurandes, plus d'apprentissage obligatoire, plus de privilèges pour les métiers, plus de règles ni de limites pour personne. Chacun peut désormais exercer sa profession ou son commerce, quand il veut, où il veut, comme il veut. La loi le Chapelier des 14-17 juin 1791 complète la défense édictée trois mois auparavant : toute association nouvelle est désormais interdite : « Il ne doit pas être permis, ainsi s'exprime le rapporteur, aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ».

Cette suppression des corporations par le législateur révolutionnaire n'a pas eu, sur les destinées du travail artisanal, l'influence funeste que lui attribuent certains auteurs : « l'étude nous montre, a-t-on écrit, que l'artisanat ne s'est maintenu florissant que tant qu'il a été soutenu par la corporation », et aussi, « la corporation morte, l'artisanat se meurt », et encore, « si la loi des 2-17 mars 1791 n'avait jamais été votée, le travail artisanal fortement organisé aurait résisté à la révolution ».

industrielle. Privés des cadres qui avaient assuré leur vigueur et leur suprématie, les artisans tombèrent dans un oubli profond et se trouvèrent dans une situation le plus souvent précaire » (1). En vérité il semble paradoxal de soutenir que la disparition d'un cadre juridique, le régime corporatif, ait entraîné la disparition d'une réalité économique, le travail artisanal. Même si la Révolution n'avait pas renouvelé le geste de Turgot, l'organisation médiévale des corps de métiers n'aurait pu résister au bouleversement industriel du *xix^e* siècle, seule cause de la décadence de l'artisanat.

Malgré quelques pétitions qui demandent le retour à l'état de choses antérieur, la législation impériale ne rétablit pas les communautés ; elle maintient, au contraire, l'interdiction de s'associer. Sous la Restauration, les partisans des institutions disparues crurent que le régime des corporations allait être rétabli. La Chambre introuvable n'est pas hostile à ces idées, mais sa prompte dissolution empêche les projets d'aboutir et les tentatives faites dans la suite auprès des pouvoirs publics, se heurtent à la résistance de la Chambre de commerce de Paris : celle-ci, soutenue par les économistes de l'école libérale, se prononce formellement en 1817 contre la renaissance des corporations. A cette époque la grande industrie prend son essor : bientôt on n'entend plus parler des corporations. Il faut attendre le *xx^e* siècle pour voir se constituer les premiers syndicats d'artisans, mais ces nouvelles associations professionnelles présenteront un caractère tout différent.

Avec la diminution de leur nombre et l'effacement de leur rôle dans la vie économique, les artisans ont peu à peu formé une classe sociale unie et homogène. La plupart de ceux qui dirigeaient un important personnel ont disparu, remplacés par des industriels. La production artisanale s'est restreinte et modifiée, son domaine s'est limité : en même temps les anta-

(1) Opinion soutenue dans les ouvrages de l'artisanat de DELAGE, BÉNARD, MILFORD, POUMARÈDE.

gonismes que l'on remarquait jadis se sont atténués. Sans doute à l'heure actuelle, il existe encore des différences entre l'artisan qui s'entoure d'une dizaine d'ouvriers et celui dont la famille constitue la seule main-d'œuvre. Le premier appartient à la petite bourgeoisie ; son existence est liée à celle des classes moyennes. Le second souffre le même sort que les ouvriers et partage les opinions des salariés de la grande industrie. A maintes reprises le législateur a restreint, par la fixation d'un chiffre maximum de compagnons, les faveurs qu'il accordait : ces mesures spéciales aux petits travailleurs prouvent donc que les conditions de vie ne sont pas encore absolument identiques pour tous les artisans. Mais le mouvement syndical s'étend à l'ensemble du territoire et à l'ensemble des métiers ; les intérêts communs sont de beaucoup les plus nombreux ; enfin chaque artisan, qu'il soit isolé ou chef d'une entreprise importante, a pris conscience de son originalité et de sa force : aussi la classe artisanne possède-t-elle une unité qui lui était jadis inconnue.

Le réveil de l'artisanat français au XX^e siècle.

La machine à vapeur et le chemin de fer qui avaient créé l'industrie au début du XIX^e siècle, ont depuis quelques années subi la concurrence de deux inventions qui n'ont pas profité seulement aux grandes entreprises, car leur influence sur la renaissance économique de l'artisanat est considérable : l'automobile et l'électricité. L'automobile réveille certaines régions isolées et endormies de la campagne ; touristes, voyageurs parcourent les plus lointains hameaux. Cette activité nouvelle des bourgs et des villages rend nécessaire la présence de certains métiers indispensables à la vie quotidienne, et un grand nombre d'artisans, réparateurs, mécaniciens, photographes demeurent derrière leur établi ou derrière leur comptoir. La recherche du caractère original de chaque province, le goût du pittoresque, ressuscitent la plupart des petites industries régionales. D'autre part, l'automobile permet aux artisans, anciennement ou récemment établis, d'étendre leur clientèle et d'augmenter leur

production. Ils peuvent, grâce à leur voiture, dépasser les limites de leur canton. Avec l'élargissement de leurs débouchés la prospérité est revenue.

L'électricité fournit aux artisans un second facteur essentiel de succès : une production plus rapide, plus facile et moins coûteuse. Elle leur permet de posséder un outillage mécanique perfectionné. Leur travail conserve la même qualité de matière, la même valeur artistique, mais il s'effectue avec plus de rapidité, autant de simplicité, moins de main-d'œuvre, moins de fatigue.

Il est impossible d'apprécier, par des chiffres ou par des statistiques, dans quelle mesure l'invention de l'automobile et la découverte de l'électricité ont contribué au développement de la production artisanale. Leur influence a été incontestable : de nombreux documents en font foi (1). Mais à côté de ces facteurs d'ordre économique, il en existe d'autres qui, dans l'ordre social ou politique, sont particuliers à l'artisanat français et expliquent l'essor du mouvement syndical après la guerre.

Le rattachement de l'Alsace et de la Lorraine eut une importance certaine : protégés par l'administration allemande, les métiers alsaciens avaient réussi à maintenir la qualité de leur apprentissage. Cet exemple fut utile aux artisans français, mais, très rapidement, les syndicats créés à l'intérieur du pays s'inspirèrent d'idées très différentes et même affirmèrent une doctrine opposée à la doctrine alsacienne.

Les réformes fiscales de 1914 et 1917 dotèrent les petits artisans d'un régime sévère qui agit sur eux comme un coup de fouet. Ces travailleurs dispersés se groupèrent en hâte pour que leurs doléances soient entendues par le législateur. Le Parlement devant l'ampleur de ce mouvement syndical a compris l'importance sociale de la classe artisanale. Mais avant d'étudier les mesures votées en sa faveur et leurs résultats, il est nécessaire de préciser la notion actuelle de l'artisan.

(1) Voir les rapports sur l'activité économique des artisans aux différents congrès de la Confédération générale de l'Artisanat français et les comptes rendus de la Chambre de Métiers d'Alsace (en particulier compte-rendu 1923-1927), LV et LVI.

PREMIÈRE PARTIE

La production artisanale et la notion d'artisan

INTRODUCTION

Est-il terme plus expressif et plus facile à définir, semble-t-il, que celui d'artisan ? Cependant lorsque l'économiste ferme ses livres et cherche à préciser quel est le travailleur que l'on peut encore appeler ainsi, lorsque le législateur veut, en tête de certaines lois destinées à encourager et à protéger l'artisan, le distinguer de l'industriel, de l'ouvrier, du commerçant, les difficultés accourent de tous côtés. D'une part, en effet, plusieurs traits particuliers qui, du point de vue économique, caractérisaient la production artisanale, ont été profondément modifiés au cours du xix^e et au début du xx^e siècles ; d'autre part, des questions politiques ou sociales ont encore compliqué les données du problème. Aussi, quoique la production artisanale dans la plupart des pays d'Europe se ressemble beaucoup, les législations étrangères ont parfois défini l'artisan d'une façon sensiblement différente. Cette étude sera consacrée à l'artisanat français.

1^o Influence du XIX^e et du XX^e siècle.

On emploie ces mots : artisanat, artisanal, néologismes que Littré ignorait, pour définir un mode de travail dont les

aspects furent multiples. Depuis la disparition presque complète de l'industrie domestique, ce mode de travail a été prospère, a subi une décadence, enfin a repris une certaine importance depuis qu'il comprend des professions inconnues au cours des siècles précédents. L'horloger, naguère artisan, s'est souvent transformé, presque sans modifications extérieures, en ouvrier à domicile. Le mécanicien, l'électricien modernes par contre ont rajeuni les cadres des petits métiers. Préciser la notion d'artisanat ? Faut-il s'attacher aux principaux caractères qu'il a revêtu pendant l'histoire ? Faut-il au contraire mépriser l'évolution passée et n'analyser que les facteurs actuels du problème ? Certaines définitions anciennes ne lui conviennent plus comme celle, par exemple, qui excluait les travailleurs qui se servent de la force motrice.

Les découvertes du xix^e siècle et la suprématie du machinisme ont profondément modifié l'activité et les conditions de travail des artisans. Leur indépendance économique a diminué, les connaissances théoriques et techniques ne se sont pas toujours conservées, enfin leur production a été complètement transformée.

Indépendance économique. — L'artisan ne jouit que d'une indépendance économique relative. Pour se procurer les matières premières nécessaires à l'exercice de sa profession, directement ou indirectement il s'adresse aux grandes entreprises. Il doit subir le prix qu'elles lui imposent et qu'il ne peut discuter comme pourrait le faire un gros patron. Mais, surtout, il devient trop souvent le vassal des manufactures capitalistes qui inondent le marché d'objets fabriqués en série. Ne pouvant résister, il est obligé de les acheter et de les mettre en vente pour satisfaire sa clientèle. Parfois son travail se borne à les façonner et à les ajuster. Sa boutique revêt un caractère mixte ; elle devient à la fois entreprise indépendante et succursale.

Connaissances techniques, travail manuel. — La science des

artisans a perdu de son éclat. Il y a quelques mois un souverain étranger passa, à un artisan ciseleur de Paris, la commande de plusieurs riches objets d'orfèvrerie, comme on en travaillait il y a deux ou trois siècles. La première difficulté contre laquelle se heurta cet artisan-ciseleur fut celle du recrutement de compagnons capables de mener à bien une œuvre pareille : il n'y a plus assez de demandes semblables pour faire vivre des ouvriers savants en ciselure. De même s'éteignent les familles d'artisans dont le métier consistait à dessiner et à construire les cartes et les plans en relief. Leur savoir spécial, leur apprentissage particulier, disparaissent. Comment la tradition pourrait-elle se maintenir, leur science se conserver ? Cette décadence se remarque dans des métiers encore vivants : nombreux sont les petits cordonniers qui savent réparer, mais qui seraient incapables de fabriquer convenablement une paire de chaussures. Pareille ignorance n'eût pas été tolérée autrefois. D'autre part, le travail manuel lui-même n'a pas conservé sa pureté. La force motrice, l'électricité l'ont transformé : elles ont profondément modifié la technique de nombreux métiers.

Transformation de la production. — Jadis, l'artisan fabriquait, réparait, façonnait. Actuellement un grand nombre d'artisans-fabricants ont disparu, par contre la plupart des artisans réparateurs ou façonniers ont subsisté. Une étude plus approfondie permettrait peut-être d'établir cette constatation sous une autre forme : les artisans, autrefois fabricants, tantôt se sont spécialisés dans un genre de fabrication déterminé, tantôt se sont transformés en artisans-réparateurs. Un grand nombre d'ébénistes ne fabriquent qu'une ou deux pièces d'ameublement ; le carrossier, artisan illustre, a vu sa renommée remplacée par celle des industriels qui lui ont succédé : dans les villages lointains, mi-carrossier, mi-charron, il répare les bâches et les roues des voitures paysannes. Sans doute les artisans-fabricants ne sont pas morts : en premier lieu, les objets d'art, qui exigent du travailleur une connaissance parfaite de la

technique, sont souvent l'œuvre d'artisans (fabricants de statuettes d'ivoire, de bronze d'imitation) ; les objets de luxe, qui s'adressent à une clientèle réduite mais stable, sortent presque toujours des petits ateliers (les bottiers et les chausseurs). Mais il ne faut pas que ces industries d'art ou de luxe réclament de gros capitaux ou une main-d'œuvre trop importante ; ainsi des artisans ne peuvent pas lutter contre les grands carrossiers de voitures automobiles. En second lieu, les petits fabricants d'objets à caractère régional ont su parfois résister et même se développer. Enfin, le ^{xx}^e siècle a vu naître les artisans modernes que réclamaient l'électricité, la télégraphie sans fil, le tourisme automobile et l'industrialisation des campagnes.

Ces trois conséquences du ^{xix}^e siècle, diminution de l'indépendance économique et des connaissances techniques, transformation de la production, sont liées étroitement entre elles. Longtemps les économistes en ont conclu à la décadence des métiers.

Mais les modifications qu'a subies la production artisanale ont montré la persistance d'un mode de travail qui, loin de disparaître, se renouvait sans cesse. Puis, après quelques essais timides, l'expérience a montré qu'il existait deux remèdes souvent efficaces. Pour empêcher la disparition progressive de l'indépendance économique des petits travailleurs, pour leur éviter même de devenir ouvriers salariés, les pouvoirs publics ont organisé en France et dans plusieurs pays étrangers, le crédit aux artisans. Afin qu'ils ne se transforment pas peu à peu en simples manœuvres, ignorant les rudiments de leur art et incapables de produire une œuvre originale, on s'est aperçu que l'apprentissage devait être réglementé et sanctionné. Le second remède demeura longtemps négligé, car les artisans français sont vifs, habiles, intelligents, mais ils en ont compris l'importance lors du retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France. Dans les départements recouvrés, la législation allemande avait organisé un apprentissage très bien conçu grâce auquel les

petits travailleurs possédaient des connaissances techniques assez approfondies.

2^o Influence des préoccupations d'ordre politique et social.

Dans la plupart des pays d'Europe, on a remarqué, après la guerre, le rôle social des artisans. En France, et ailleurs, le législateur s'est aussitôt intéressé aux artisans. Il a voulu préciser leurs caractères distinctifs : mais des conceptions différentes se sont faites jour qui ont abouti souvent à des définitions assez diverses. Certains pays, l'Allemagne, l'Italie par exemple, ont adopté la notion d'entité corporative. La « connaissance du métier » apparaît comme l'élément essentiel qui prouve la qualité d'artisan. Les groupements d'artisans comprennent alors des maîtres qui commandent à de véritables entreprises industrielles, qui emploient cinquante, cent ouvriers, plus encore parfois. Leurs intérêts ne sont pas toujours les mêmes que ceux de la foule des petits travailleurs. Cependant, en fait, ils dirigent le mouvement, sont à la tête des organismes officiels, et font la force de ces associations. En France, au contraire, l'Etat n'est pas intervenu. Il a laissé les artisans se grouper librement : certains ont voulu former une classe sociale vraiment unie, ils ont éliminé de leurs syndicats ceux qui commandaient à un trop grand nombre de compagnons, et ont cherché à obtenir du Parlement une définition légale très stricte de l'artisan. Ils se sont heurtés à des résistances nombreuses et en particulier aux corporations d'Alsace et de Moselle qui ont été créées par la législation impériale allemande. Ces luttes expliquent le caractère volontairement imprécis des premières définitions françaises.

Enfin il faut remarquer que les lois qui intéressent les artisans leur accordent pour la plupart un régime privilégié par rapport au régime du droit commun. Aussi ces lois sont-elles appliquées parfois à des travailleurs qui ne sont pas toujours des artisans, mais qui sans ces lois ne seraient pas protégés. Au contraire,

elles en éliminent d'autres qui, quoique artisans, jouissent d'une situation suffisamment prospère pour être soumis au droit commun. Ces distinctions faites par la législation augmentent les difficultés de l'analyse. Elles disparaîtront le jour où le Parlement votera un statut spécial à l'artisanat.

On étudiera successivement les caractères économiques qui distinguent la production artisanale, les caractères juridiques qui donnent aux artisans leur situation sociale particulière, enfin la notion d'artisan d'après la législation, la doctrine et la jurisprudence françaises.

CHAPITRE I

LA PRODUCTION ARTISANE

§ 1. — La place de l'artisanat parmi les divers types de production.

D'après la classification traditionnelle de Karl Bücher, cinq formes de production industrielle peuvent être dégagées.

1^o « *Les industries domestiques* » représentent probablement la plus ancienne forme de production industrielle. Elles emploient les matières premières fournies par le travail familial et répondent à tous les besoins de la maison. Le surplus est vendu sur le marché local ou sur des marchés éloignés. A ces industries se rattachent les métiers transmis par une longue tradition comme le tissage à la main, la broderie, la sculpture sur bois, la dentelle. Elles se rencontrent encore dans les pays agricoles, soit qu'un long hiver laisse aux paysans des loisirs, soit que ceux-ci cherchent un revenu supplémentaire. Ces petits producteurs effectuent des travaux semblables à ceux que les artisans mettent en vente, mais, juridiquement, ils sont exclus de la classe artisanale.

2^o « *Le travail aux gages du client* » s'exécute de deux façons différentes. Tantôt l'ouvrier se rend au domicile du client ; celui-ci, souvent, ne se contente pas de fournir la matière première, mais encore l'héberge jusqu'à la fin de son travail ; ainsi les couturières exercent leur métier au domicile de leurs clientes, les bourreliers, en Beauce par exemple, à certaines époques de

l'année, se rendent dans les grandes fermes et y logent jusqu'à ce que les réparations qu'ils effectuent soient terminées. Ces couturières, ces bourrelliers sont déjà de véritables artisans, et les syndicats les considèrent comme tels. Tantôt, au contraire l'ouvrier travaille chez lui les matières premières qui lui sont fournies ; le mode de production ne revêt une certaine importance qu'à partir du moment où un intermédiaire s'interposant entre l'ouvrier et la clientèle, lui assure un travail régulier.

3° « *L'artisan* » possède les moyens de production nécessaires, achète lui-même ses matières premières et vend directement au consommateur. Le développement de cette forme de production industrielle est lié soit au développement des villes, soit au développement de la vie rurale. Dans les pays de l'Europe occidentale et méditerranéenne où les villes sont devenues à des époques diverses des marchés importants et des centres de civilisation, l'artisanat urbain a revêtu une forme nationale et même régionale : aux formes traditionnelles, des formes nouvelles se sont ajoutées. Parmi les premières, certaines ont résisté à la concentration capitaliste, les secondes ont été créées et alimentées par la grande industrie. Dans les pays comme la Russie, où la vie urbaine ne peut se comparer à la vie rurale, le caractère de l'artisanat s'est moins transformé ; il est demeuré lié à l'agriculture et, comme elle, s'est peu modifié.

4° « *La fabrique collective* » appelée encore « fabrique décentralisée » se développe dès que le marché sur lequel les petits entrepreneurs écoulaient leurs produits se montre insuffisant pour les rémunérer. Un entrepreneur s'interpose alors, qui, au regard du consommateur, devient le seul producteur, et, au regard des producteurs, le patron qui fixe et rémunère le travail. Cette forme de fabrique s'est constituée parfois au-dessus des industries domestiques, mais surtout au-dessus des artisans qui, en ce cas, perdent leur caractère de travailleurs indépendants pour se transformer en ouvriers salariés travaillant à domicile. Souvent leur situation est intermédiaire, une partie

de l'année ils sont indépendants, puis un seul entrepreneur devient leur client et, en fait, leur patron. Ces ouvriers à domicile prennent le nom de façonniers et sont, en ce cas, assimilés parfois aux artisans (1).

5° *La fabrique*, au sens contraire, dont le XIX^e a vu le développement rapide et qui, aujourd'hui, est de beaucoup la plus importante forme de production.

L'artisan, tel que cette classification schématique permet de le définir est caractérisé par certains traits qui, économiquement, le distinguent des autres types :

il possède ses instruments de travail ;

il achète lui-même les matières premières avec lesquelles tantôt il fabrique complètement ou partiellement un objet, tantôt il répare ou ajuste un objet qui lui est confié ;

il travaille lui-même avec un nombre variable d'aides ;

il vend directement à la clientèle.

Cette première définition, qui tient compte des principaux éléments du petit métier, est à la fois nécessaire et suffisante pour étudier le domaine actuel, de la production artisanale.

Chaque fois que l'exercice d'une profession industrielle exige le contrat direct entre le travailleur et le consommateur, ou du moins lorsqu'il est grandement favorisé par ce contact, la petite entreprise indépendante résiste à la concentration capitaliste. Cette observation, notée par tous les économistes, se vérifie lorsqu'on passe en revue les branches de l'industrie qui visent à satisfaire aux besoins essentiels de l'homme (2).

Dans les industries du bâtiment, les petites entreprises demeurent nombreuses et prospères. Les constructions de faible dimension, les installations, les réparations chez les particuliers, surtout dans les campagnes et dans les petites villes de province sont leur œuvre : les maçons, les charpentiers, les menuisiers,

(1) H. RABINOVITCH, LXIV.

(2) BOURGUIN, VI.

les couvreurs et les plombiers, sans oublier les peintres, les vitriers et les serruriers... que d'artisans auxquels il est souvent fait appel ? Dans les industries de l'ameublement, les tapissiers et les ébénistes, sont loin d'avoir toujours cédé la place à des entreprises industrielles ; ils reçoivent directement les ordres de leur clientèle et exécutent leurs travaux sur commande. Dans les industries du vêtement, les tailleurs, les couturières, les modistes, les lingères d'une part, les bottiers et les cordonniers d'autre part : autant d'artisans dont la situation actuelle est florissante. Il ne faut pas oublier les coiffeurs, les blanchisseurs, qui exécutent des services personnels et dont les métiers se sont multipliés au fur et à mesure qu'ils se détachaient de l'industrie domestique ; de même on ne peut laisser de côté le relieur, l'encadreur, l'horloger... Enfin, l'accroissement considérable des boucheries et des charcuteries, des boulangeries, confiseries et pâtisseries prouvent leur prospérité ; leur caractère commercial les a sans doute beaucoup favorisés. En résumé, exception faite de ces industries de l'alimentation, les métiers qui ont le mieux résisté sont d'abord ceux du bâtiment, ensuite ceux du vêtement.

Pour étudier, avec une précision plus grande, le domaine et les limites de la production artisanale, il convient de choisir une division d'après le genre d'activité. On distinguera donc :

en premier lieu les métiers composés en majorité de fabricants, c'est-à-dire d'artisans dont les bénéfices proviennent essentiellement de la vente d'objets qu'ils fabriquent eux-mêmes : la production d'une œuvre originale suffit à expliquer leur réussite ;

en second lieu les métiers composés en majorité ou en totalité d'ajusteurs, de réparateurs ou de façonniers, c'est-à-dire d'artisans dont la prospérité ne se comprend que par les opérations d'ajustement, de réparation ou de façon qu'ils font subir à des objets achevés ou en voie d'achèvement. Le façonnier mérite une mention

particulière, car ce mot s'entend en deux sens différents. L'ouvrier-façonnier est un travailleur mi-ouvrier à domicile, mi-artisan, qui dirige un petit atelier où il exécute, sous sa responsabilité, un travail pour le compte d'un seul client avec qui il est lié par un contrat d'entreprise. L'artisan-façonnier est un véritable artisan, répondant à toutes les conditions désirables pour être considéré comme tel, mais dont l'activité consiste principalement à achever le dernier travail qui doit donner à l'objet sa forme définitive : le blanchisseur peut-être choisi comme exemple. Dans le premier sens, le mot façonnier est compris comme un terme juridique, dans le second, comme un terme économique et c'est ainsi qu'il sera entendu dans ce chapitre (1).

§ 2. — Les différents aspects de la production artisanale.

1^o *Fabrication.*

Parmi les artisans fabricants, une distinction doit être établie : certains fabriquent des objets d'art ou de luxe : leur travail exige une technique spéciale et un apprentissage sérieux ; d'autres fabriquent des objets à caractère local ; d'autres, enfin, fabriquent des objets de consommation courante.

a) **Fabrication d'objets de luxe ou d'art.**

Les principaux artisans sont pour les objets de luxe :

- le bottier et le chausseur (fabricant de bottes, de chaussures sur mesure) ;
- le fabricant de colliers, de muselières, objets en cuir, le maroquinier ;
- le sellier (fabricant de selles et de harnachements sur mesure) ;

(1) On laissera volontairement de côté les industries de l'alimentation, V. *infra*.

le fabricant d'instruments de musique et accessoires ;
le chemisier (fabricant de chemises et linges sur mesure) ;
le tailleur ;
le passementier ;
la brodeuse ;

Pour les objets d'art :

l'ébéniste d'art ;
le feronnier d'art ;
le ciseleur, l'orfèvre et l'artisan du cuivre ;
le fabricant de bronzes d'art, bronzes d'éclairage ; bronzes d'imitation ;
le maître potier ;
le maître verrier ;
le décorateur sur bois, sur faïence, sur porcelaine, sur verre ;
le vitrier d'art ;
le marqueteur ;
le céramiste, le miniaturiste ;
le dessinateur de fleurs, le dessinateur pour étoffes ou papiers peints ;
le sculpteur sur bois, le sculpteur sur pierre ;
le mouleur statuaire ;
le fabricant d'objets et de statuettes en ivoire ;
le maître-relieur.

Cette liste énumère la majorité des fabrications d'objets de luxe ou d'art qui relèvent encore de la discipline artisanale. Mais beaucoup ne sont que les vestiges d'une activité ancienne ; la concurrence des grandes manufactures n'a pas fait disparaître ces petites entreprises, mais elle a diminué leur prospérité. De nombreux auteurs, à la fin du siècle dernier, avaient espéré que la fabrication de ces objets de luxe ou d'art échapperait totalement au travail en série. Ils comptaient sans la souplesse

du machinisme et sans les transformations du goût. La grande industrie, d'une part, a mis à la disposition de tous un ensemble de produits que les artisans ne pouvaient fabriquer que pour les classes riches, d'autre part, elle a su créer des modèles différents destinés à attirer la clientèle qui continue à n'acheter certains objets que sur commande. Les objets d'art qui devraient en principe, présenter une certaine originalité, les objets, même d'une consommation fréquente, que l'on s'attachait à revêtir d'un caractère particulier, ont fini eux-mêmes par être fabriqués dans les ateliers des grandes entreprises. Le goût du public, riche ou élégant, grâce aux concessions que les manufactures purent lui faire, s'est modelé avec quelque retard sur l'évolution économique du siècle ; il s'est adapté aux produits fabriqués en série. Avec la disparition de la clientèle, s'évanouit la production et la tradition qui l'illustrait : lorsqu'un mécène moderne cherche un ciseleur d'art, il ne trouve qu'avec difficulté un artisan capable d'exécuter un travail que de nombreux travailleurs, sous Louis XIV, auraient facilement mené à bien.

Plusieurs de ces métiers jouissent, cependant, d'une exceptionnelle prospérité : dans l'ébénisterie d'art et dans la ferronnerie d'art, par exemple, se trouvent les plus importantes entreprises artisanes. Certaines, dans les régions parisienne, tourangelle, provençale, alsacienne..., doivent leur richesse aux antiquaires ou aux particuliers qui leur donnent à copier de vieux modèles de meubles ou d'objets en ferronnerie. La création et l'édition de meubles modernes est au contraire la principale activité de quelques ébénistes, auxquels se joignent souvent les sculpteurs sur bois ; mais la mode actuelle, avec ses meubles nus, l'absence d'ornements, la simplicité de la décoration intérieure, menace ce beau métier. Dans les grandes villes, les petites industries du vêtement de luxe ont conservé une nombreuse clientèle : les tailleurs, chemisiers, chausseurs. Enfin, parmi les travailleurs du cuir, beaucoup occupent une solide situation commerciale : la plupart, véritables artisans comme les

bottiers ou selliers fabriquent et vendent eux-mêmes, d'autres, surtout les maroquiniers, ne s'adressent directement à la clientèle que par hasard : les objets qui sortent de leurs mains, sont régulièrement achetés par une ou deux grandes maisons qui les marquent de leur nom et les mettent en vente. La prospérité de ces divers métiers s'explique à la fois par les difficultés que présente la fabrication de quelques produits et par l'exigence d'une clientèle qui, pour des raisons variables, désire une qualité de fond ou de forme trop rare pour pouvoir lui être fournie par la grande industrie ou par le grand commerce. Les grandes entreprises rivales de ces artisans ne réussissent pas à leur enlever toute activité, soit à cause du long apprentissage préliminaire dont leurs ouvriers ne peuvent profiter aussi bien, soit à cause de l'exiguité d'une clientèle qui ne suffit pas à les rémunérer, et que la personnalité d'un homme séduit plus que l'anonymat d'une fabrique.

La situation des autres petits métiers d'art est moins assurée. Les maîtres verriers, les maîtres potiers, les maîtres relieurs lorsqu'ils sont habiles, par leurs liens avec les professions littéraires et artistiques, peuvent jouir dans les centres intellectuels comme Paris, d'une grande vogue. Mais leur clientèle n'est pas régulière : la mode la dirige souvent plus que le goût artistique, et les circonstances financières ne lui permettent pas toujours de coûteuses fantaisies. De nombreux artisans sentent leur existence compromise : les sculpteurs sur bois, autrefois prospères dans de nombreuses régions de France, notamment en Alsace, les sculpteurs sur pierre, les décorateurs, les ciseleurs, etc... Aussi, à l'heure actuelle, un mouvement se crée pour renouveler la production et éviter la ruine définitive de ces petits fabricants qui travaillent suivant la discipline artisanale. Les organisations syndicales se préoccupent de la situation des artisans des métiers d'art et étudient quelle aide pourrait leur être apportée. Les enquêtes ont prouvé sans doute que ces métiers avaient perdu leur ancienne importance, aussi bien si l'on examine le nombre des travailleurs employés que la qua-

lité des produits mis en vente. La grande majorité de ces artisans se contente tantôt de copier des objets anciens, les ébénistes en particulier, tantôt d'exécuter de petites choses, de menus objets, des colifichets dont la mode se répand quelques mois et dont la vente est momentanément assurée. Mais rares sont ceux qui dirigent une véritable entreprise. Parmi les ébénistes, les ferronniers ou les verriers d'art, pour ne citer que ces métiers, certains, comme on l'a vu, voient grand et s'attachent à une œuvre originale, mais ils ne forment qu'une minorité : les difficultés à surmonter sont nombreuses ; ils ne peuvent recruter un personnel suffisamment habile, ils ne peuvent supporter les charges financières auxquelles l'exercice de leur profession les expose.

Cette tentative de renaissance, si l'on suppose résolues ces deux questions de l'apprentissage et du crédit, réussira-t-elle cependant ? Les artisans d'art offriront-ils leurs objets à un prix tel que la clientèle ait avantage à se diriger plutôt vers leurs ateliers que vers les comptoirs des usines ? Plusieurs arguments, plusieurs preuves soutiennent les dirigeants de ce mouvement :

1. Depuis la guerre, les artisans des métiers d'art ont reçu un nombre croissant de demandes. Les grands magasins font appel à eux pour des objets généralement de petites dimensions, en bois, en verre, ou en cuir, et qui subissent les variations de la mode. Ils sont devenus le principal, parfois même l'unique client de certains artisans.

2. Les principaux objets d'art ne valent que par leur originalité. Or, pour qu'une machine puisse couvrir son coût de production, elle doit produire un nombre très élevé d'objets semblables. Si un industriel veut qu'une machine fabriquant de la cretonne imprimée ne soit pas une charge pour lui, il lui faut vendre au moins mille mètres de cette étoffe ; il en est de même pour les autres industries (1).

(1) Rapport Robert au Congrès de l'Institut National des Métiers (avril 1933), LVI.

3. L'artisan travaille, construit ou fabrique honnêtement. Il a hérité d'une longue tradition le goût de l'ouvrage bien fait. Les petites dimensions de sa clientèle lui permettent de conserver cette tradition, et même l'y oblige. L'œuvre de l'artisan ébéniste, par exemple, est réputée pour sa solidité et pour la qualité des matériaux employés.

4. Une œuvre d'art, qu'elle sorte d'un atelier d'artisan ou d'un atelier d'artiste, est d'abord l'œuvre d'un homme et ne saurait être l'œuvre ni d'une foule de spécialistes anonymes, ni de machines inertes.

Cette plaidoirie permet-elle de considérer le succès de cette renaissance des petites industries d'art comme assurée ? A croire certains pessimistes, qui font état de plusieurs constatations pour limiter la portée de ces quatre points, il serait permis d'en douter. Sans doute, prétendent-ils, de nombreux artisans ont été, et sont encore, les heureux fournisseurs des grands magasins, mais peut-on dire qu'il est un véritable fabricant d'objets d'art, celui qui produit sans cesse les mêmes modèles de colifichets, qu'ils soient en verre, en cuir ou en bois ? N'y a-t-il pas une extension injustifiée du terme d'art, lorsqu'un bottier, pour ne citer qu'un exemple entre plusieurs, s'intitule bottier d'art ? Puis, ajoutent-ils, si l'œuvre du véritable artisan est originale, solidement, honnêtement achevée, est-il le seul à ne présenter au public que des produits de qualité ? On voit parfois, même en ébénisterie, des entrepreneurs qui réunissent des ouvriers habiles, aidés par des machines simples, et qui offrent à leur clientèle des objets de goût et de qualité. Enfin, dans cette rivalité artistique entre l'artisan et l'industriel, celui-ci possède trois avantages importants : il demande sans cesse de nouveaux modèles à des artistes, aux peintres, aux sculpteurs, aux architectes, aux graveurs ; le petit fabricant, au contraire, doit suivre sa seule imagination ou obéir au goût de sa clientèle ; le public, même celui qu'on appelle cultivé, préfère souvent acheter des objets dont la forme, la qualité ou le dessin lui sont imposés. En second lieu, l'industriel peut étendre son

rayon de vente beaucoup plus que l'artisan pour qui les dépenses de publicité sont une lourde charge. En troisième lieu, d'une façon générale, le petit travailleur indépendant n'a pas, surtout dans ce domaine d'activité économique où sévissent les variations de la mode et les dépressions des crises, les moyens financiers qui permettent aux usines importantes de se lancer et de résister.

Plaidoirie et réquisitoire sont trop absolus. Deux faits permettent de conclure. De nombreux artisans, dont le principal bénéfice provient de la vente d'objets d'art fabriqués entièrement par eux, subsistent encore, malgré leur nombre moindre, et parfois leur valeur diminuée : ébénistes, ferronniers, verriers, céramistes, émailleurs, potiers. Pour enrayer cette décadence, pour vaincre les difficultés qui s'opposent à une renaissance, un mouvement s'est créé : afin d'aider les artisans à franchir les obstacles qui viennent d'être signalés, des artistes, peintres, dessinateurs et sculpteurs, des commerçants se sont groupés autour d'eux ; unis ils espèrent rendre aux petites industries d'art une partie de la renommée dont elles étaient entourées jusqu'au milieu du siècle dernier. Ce mouvement est trop récent pour qu'on puisse juger les résultats, mais il existe en France et à l'étranger, surtout en Italie et en Allemagne. On verra plus loin les tendances qui l'animent et les résultats qui ont déjà été obtenus en matière de crédit.

b) Fabrication d'objets à caractère régional ou local.

Il faut distinguer parmi les artisans fabricant des objets à caractère régional ou local, deux catégories très différentes. En premier lieu, certains métiers produisent des objets dans le but de satisfaire une clientèle uniquement locale, par exemple :

les fabricants de filets dans les petits villages des côtes maritimes ;

les fabricants d'échasses dans les Landes ;

les tonneliers dans les régions de petite propriété viticole
(Vosges, Touraine, Provence..).

et l'on peut ajouter à cette liste certains artisans comme les bottiers et selliers établis à proximité des écoles militaires de cavalerie ou d'artillerie à Saumur, à Fontainebleau, à Poitiers...

En second lieu, il existe de petits fabricants qui rassemblés dans une région déterminée, soit par la nature et les ressources du sol, soit par la nécessité du climat et de la culture, soit par la situation générale du pays, soit même par une tradition qui ne s'explique plus bien, produisent des objets dont l'écoulement s'étend sur un pays ou sur un continent :

- le fabricant d'articles de Paris (jouets, bibelots..);
- le fabricant d'articles de Saint-Claude (pipes);
- les couteliers de Langres;
- le fabricant de jouets d'Alsace;
- les canuts de Lyon;
- les potiers et les marqueteurs d'Alsace, etc...

Jadis ces deux listes auraient été plus longues : maintenant la plupart de ces petits fabricants d'objets à caractère régional disparaissent. Lorsque l'artisan ne vise qu'à satisfaire une consommation restreinte, il semble qu'il doive rester maître du marché. Mais, au cours du xix^e siècle, les différentes habitudes locales ont été unifiées, et par la réunion de clientèles disséminées, la grande entreprise a chassé l'artisan. Les petites industries qui fabriquaient les coiffes, les robes dont s'ornaient et s'habillaient les paysannes dans diverses provinces, ont disparu : la campagne s'est adaptée aux costumes uniformes vendus par les manufactures. La majorité des métiers régionaux ont subi la même évolution et les petits artisans meurent sans trouver de remplaçants : en Alsace, pour ne prendre que cette province où autrefois ils étaient nombreux, ont disparu les sabotiers, les couteliers, les cordiers, les tisserands, les fondeurs d'étain, artisans dont l'habileté était renommée dans l'est de la France. Les producteurs qui, dans une seule région, travaillaient pour le monde

entier, ont subi une décadence semblable : ils ont cédé la place tantôt à la fabrique proprement dite, tantôt à la fabrique collective, c'est-à-dire à l'entrepreneur qui concentre en ses mains l'œuvre d'ouvriers travaillant à domicile. Le goût d'une clientèle avertie, la personnalité de certains artisans, la finesse ou la délicatesse de certains objets n'ont sauvé qu'un petit nombre de ces industries locales.

c) Fabrication d'objets de caractère courant.

Parmi cette dernière catégorie d'artisans fabricants, certains ont déjà été cités comme fabricants d'objets de luxe ou d'art, d'autres ne connaissent que la production courante :

- les fabricants d'objets d'ameublement, les ébénistes ;
- les tailleurs, couturières et couturiers ;
- le potier ;
- le relieur ;
- les fabricants de bâches, de capotes de voitures ;
- les constructeurs de barques ;
- les fabricants de bouchons et objets en liège ;
- les fabricants de broserie fine ou commune ;
- les fabricants de cadres (encadreur) ;
- les fabricants de chaises (chaisiers) ;
- les fabricants de charnières, crémones, cuivrerie ;
- les fabricants d'instruments d'optique et de précision ;
- les fabricants de parapluies ;
- les fabricants d'abat-jour pour lampes ;
- les fabricants de tonneaux (tonneliers) ;
- les vanniers-rotiers, etc, etc...

Cette liste est incomplète (1), mais les seuls vraiment prospères ne sont pas nombreux. Les tailleurs, les couturières pos-

(1) On peut consulter la liste des principales professions artisanales dressée par l'Administration des Contributions directes (liste reproduite dans la thèse de M. POUMARÈDE) ou la liste des métiers d'artisanat dans le Règlement d'apprentissage de la Chambre de Métiers d'Alsace (reproduite dans la thèse de M. DATY). V. Documents annexes I.

sèdent une situation très sûre : dans les villes de province, dans les campagnes ils n'ont pas été chassés par les magasins de confection : les bourgeois et même les paysans souvent s'habillent chez eux. Les ébénistes ou, plus simplement, les menuisiers, les métiers du bâtiment possèdent toujours dans les villes et dans les villages, une importante clientèle. Comment s'expliquer la persistance de ces artisans producteurs ? Sans doute ils ne sont pourvus que d'un outillage médiocre ; ils ignorent la technique moderne, mais ils apportent à leur travail une énergie ignorée des ouvriers car leur labeur leur est directement payé ; ils soignent leur œuvre car ils la signent, car elle répond de leur valeur ; enfin ils gèrent leurs affaires eux-mêmes, connaissent leur clientèle et leur personnel. Sans doute cette clientèle s'adresse à eux par tradition, par voisinage, mais aussi par individualisme, poussée par le plaisir et le goût du travail original, parce qu'elle est certaine du travail correctement et honnêtement achevé. En outre, et c'est là le secret de l'existence d'un grand nombre d'artisans, ils vendent aux grands magasins les objets qu'ils ont fabriqués : la mode impose des changements qui nuisent au travail en série, et, au contraire, profitent aux travailleurs que leur apprentissage a rendus plus habiles. Il faut ajouter, enfin, que de nombreux petits fabricants, quoique vendant toujours à la clientèle, se sont spécialisés ; certains menuisiers-ébénistes, dans la région parisienne, entre autres exemples, ne produisent qu'une ou deux pièces d'ameublement.

La grande supériorité de l'artisan vient de son habileté et de sa science. Dans les départements recouvrés où l'organisation de l'apprentissage est le premier souci de la Chambre de Métiers et des corporations, où, depuis plus de trente ans, l'apprentissage est sanctionné et réglementé, le nombre des artisans qui tirent leur principal bénéfice de la fabrication est certainement plus élevé que dans l'intérieur du pays où l'enseignement technique est rudimentaire et l'apprentissage mal surveillé. Aussi pour beaucoup d'artisans les opérations d'ajustement,

de réparation, de façon constituent la plus grande part de leur activité et la source principale de leurs bénéfices.

2^o Ajustement. Réparation. Façon.

Le sens des deux premiers termes est clair ; ajuster signifie accommoder un produit demi-travaillé ou presque terminé afin de l'adapter exactement au désir du client ; réparer consiste à remettre en état un objet, à lui rendre la forme et les qualités primitives que l'usage ou un accident lui ont fait perdre. Façonner (1), c'est achever le dernier travail qui doit donner à un objet son aspect définitif ; à prendre ce verbe dans un sens large, le relieur, qui recouvre les livres qui lui sont confiés, la couturière, qui coupe un vêtement dans un tissu que sa cliente a d'abord acheté, sont des faconniers ; mais on les a rangés parmi les artisans-fabricants car leur travail modifie si bien l'objet qui leur est apporté, qu'il sort de leurs mains complètement transformé. En un sens plus étroit, on réservera le nom de faconniers à ceux dont le travail n'entraîne pas de changements si importants, et qui se rapprochent, par conséquent, des artisans dont la principale activité se résume à des opérations d'ajustement et de réparation.

Un grand nombre de professions artisanes ont évolué :

- le bourrelier ;
- le charron ;
- le chaudronnier ;
- le céramiste ;
- le chaisier ;
- le couvreur ;
- le cordonnier ;
- le maréchal-ferrant ;
- le tapissier-décorateur ;
- le serrurier ;

(1) Voir p. 23.

- le tonnelier ;
- le tourneur sur bois, métaux, galalithe, ivoire ;
- le vitrier, etc...

Les métiers de cordonnier ou de serrurier peuvent être pris comme exemple des transformations qu'ont subies les petites industries. Il y a cinquante ans, les cordonniers faisaient eux-mêmes, sur mesure, les chaussures qui leur étaient commandées ; maintenant, si l'on excepte ceux qui, dans certains villages, vendent encore les galoches ou les sabots qu'ils fabriquent (galochier, sabotier), ils se contentent presque tous de réparer les chaussures achetées toutes faites par leurs clients. La comparaison entre le travail des serruriers du début du XIX^e siècle et le travail des mêmes artisans du XX^e est aussi instructive ; jadis ils fabriquaient les clefs, les serrures, les crémones, les charnières, en partant des matières premières ; actuellement, le serrurier prend la serrure, la clef, tous les objets en cuivre, en laiton, en aluminium... tels que les lui fournit la grande industrie qui simplifie le travail et dégrossit tous ces produits. Puis il les façonne, les ajuste, les orne, les pose, les répare.

Certains métiers ont toujours été des métiers de simple façon :

- le blanchisseur ;
- le coiffeur ;

(professions qui sont parfois classées dans une catégorie particulière sous le nom de services personnels.)

- le laqueur ;
- le peintre en bâtiments, le peintre décorateur ;
- le peintre d'enseignes ;
- le plâtrier.

La grande industrie a rendu leur tâche plus aisée ; par exemple la fabrication en grand des couleurs a diminué l'importance du rôle réservé autrefois au peintre en bâtiment, qui se contente maintenant de les mélanger et de les étendre.

Enfin, on peut établir une troisième liste qui comprendra

les artisans nés des inventions scientifiques du ^{xix}^e et des progrès mêmes de la grande industrie, par exemple :

l'électricien (le monteur d'appareils et d'installations électriques ou téléphoniques...);

le mécanicien ;

le réparateur, monteur et ajusteur d'appareils de T. S. F. ;

l'installateur de chauffage central ;

le photographe ;

le réparateur de machines agricoles ;

La liste n'est pas longue, mais ces métiers comptent de nombreux artisans. Malgré leur apparition récente, ils ont déjà subi les conséquences de l'évolution économique. Les progrès de la grande industrie ont modifié l'aspect que les premiers d'entre eux avaient revêtus au début de ce siècle : les moins atteints sont, grâce à « l'industrialisation » et à « l'électrification » des campagnes, les artisans réparateurs de machines agricoles et les artisans électriciens. En effet, la réparation des nouvelles machines employées par la culture est devenue, dans de nombreux villages, le travail principal d'un grand nombre de forgerons charrons ou maréchaux-ferrants ; ces artisans qui n'avaient plus de charrettes ni de charrues à construire, souvent moins de chevaux à ferrer, ont pu continuer ainsi l'exercice de leurs métiers. Des ouvriers électriciens et des ouvriers mécaniciens se sont installés, sinon dans les villages, du moins dans les petites villes, et ont augmenté le nombre des ateliers d'artisans.

La réparation, l'ajustement et la façon constituent donc le bénéfice principal, parfois unique, de ces trois catégories de travailleurs. Grâce à cette forme d'activité, pour certains nouvelle, pour d'autres renouvée, les métiers d'artisanat, aidés par l'électricité et par l'automobile ont pu subsister, se défendre, en certains points renaître. Souvent aussi les artisans ajoutent à leur travail industriel un travail purement commercial qui consiste dans la vente au détail de produits manufacturés achetés, parfois en gros, surtout en demi-gros (le tonnelier vend des

tonneaux tout faits, l'électricien, des appareils électriques, le bottier, des chaussures toutes faites, etc...). Si son bénéfice provient uniquement de cette vente, l'artisan devient alors commerçant détaillant. Si le travail industriel est resté sa principale occupation, il demeure artisan. On retrouvera plus loin les questions délicates que ce problème de l'artisan-commerçant a posées.

On pourrait, en résumé, exposer l'influence du XIX^e siècle sur l'artisanat de la façon suivante :

1^o certains métiers ont complètement disparu (ex : tuilier, chapelier...) ou presque complètement (ex : le fabricant de parapluies) ; plusieurs d'entre eux se sont transformés en succursales commerciales de fabriques industrielles ;

2^o certains ont dû renoncer totalement ou en partie à la fabrication de produits originaux et sont venus grossir le nombre des artisans réparateurs et façonniers (cordonnier, serrurier) ;

3^o certains ont continué de travailler la matière première et de créer des objets fabriqués (bottier, ébéniste), aidés dans leur travail non seulement par des instruments nouveaux nés du machinisme ou par l'électricité, mais parfois aussi par certaines façons préliminaires que de grandes entreprises peuvent faire subir à la matière première, souvent ils se spécialisent dans un genre de fabrication déterminé ;

4^o aucun ne semble avoir résisté et être demeuré tel qu'il était au début du XIX^e siècle : les exemples que l'on pourrait citer sont uniquement des cas d'espèce appartenant à des métiers dont la technique est demeurée très primitive (un grand nombre de coiffeurs n'ont pas encore adopté l'électricité).

Cette échelle, cependant, n'indique pas qu'il s'est produit, avec la diminution de l'activité productrice des artisans, une « interpénétration » des métiers. On ne verra plus la querelle d'artisans exerçant des professions connexes pour la bonne raison qu'un seul artisan effectue souvent, à l'heure actuelle, une série d'opérations qui appartenaient jadis en propre à plusieurs

métiers distincts. Une conséquence sociale de cette « fusion » économique se constate par le fait que l'on n'est plus en présence de corporations locales de métiers, mais de confédérations régionales et surtout nationales d'artisans de toutes professions. Cette transformation des métiers se remarque d'une façon courante. Elle a été augmentée lors de l'apparition de l'électricité et de la T. S. F. qui ont ouvert aux artisans de nouveaux débouchés : ainsi le serrurier s'est souvent doublé d'un ouvrier électricien capable d'exécuter les premières réparations, d'effectuer même une installation électrique totale, quoique plus ou moins rudimentaire, dans les maisons de son village. Avec ces inventions nouvelles, le petit artisan, grâce à l'habileté de ses mains, grâce aux connaissances théoriques qu'il a pu acquérir pendant son apprentissage, est devenu, particulièrement dans les campagnes, une sorte de touche à tout intelligent. Il est même permis de penser qu'à côté des artisans traditionnels, les fabricants, les façonniers, les réparateurs, il existe une foule d'artisans très nombreux et plus agissants encore, qui vivent du progrès et dont la faculté d'assimilation a donné et donne encore une grande part de sa force au mouvement artisanal. Prenons par exemple les ouvriers, ajusteurs, serruriers, tourneurs, horlogers, qui au ^{xx}^e siècle se sont installés celui-ci comme mécanicien, celui-là comme électricien ; leur rôle au début de l'industrie automobile, au moment de l'essor de la télégraphie sans fil, a été considérable : les voitures, les appareils qui étaient alors en usage réclamaient un ajustement, une mise au point préliminaires suivis d'ajustements et de mises au point successives, sans compter les réparations multiples rendues nécessaires par les incidents de chaque jour. Puis la technique s'est perfectionnée : les voitures automobiles ont pu sortir des usines, partir aussitôt et vivre intactes pendant de longs kilomètres. Les constructeurs d'appareils de T. S. F. se sont efforcés, à leur tour, depuis quelques années, de fournir à leur clientèle des objets qui sont prêts à être placés, qui n'ont plus besoin ni d'accessoires ni d'un long ajustement : aussitôt l'on voit le nombre

et l'activité des artisans de village se réduire ; ils deviennent commerçants, retournent à la serrurerie, tout en conservant une habileté manuelle qui leur servira le jour où de nouvelles inventions que la technique industrielle n'aura pas encore eu le temps de perfectionner, réclameront leur secours pour plusieurs années.

La vieille forme économique du travail que constitue l'artisanat s'est donc régénérée. Lorsqu'apparaissent des objets ou des appareils nés d'une invention ou d'une mode nouvelles, ce sont les artisans qui les premiers les fabriquent et seuls les réparent : ils sont soumis, en effet, à une discipline économique et technique suffisamment rudimentaire et souple pour modifier rapidement leur production. La routine ou la prudence, plus que l'importance de leur approvisionnement ou de leurs machines, les empêchent parfois de s'assimiler une technique nouvelle de fabrication. Le jour où l'objet se crée en série, le rôle de l'artisan diminue : il devient simple réparateur, et même disparaît parfois. On a pu dire que les artisans actuels étaient, en un sens, de véritables pionniers.

* * *

De cet exposé succinct de la production artisanale, ressort toute l'importance du problème de l'apprentissage. La connaissance du métier est indispensable à l'artisan ; elle ne se résume pas en quelques gestes simples qui lui permettent de gagner médiocrement sa vie. Il doit savoir plus, il doit connaître les rudiments théoriques de son art, il doit pouvoir produire une œuvre originale et s'adapter rapidement aux transformations de la vie économique. Parmi toutes les mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre en faveur des artisans, l'organisation de l'apprentissage et de l'enseignement technique apparaît comme une des plus utiles.

Cet exposé permet de comprendre, en second lieu, les dimensions variables des entreprises artisanales. La clientèle de l'artisan réparateur ou façonnier est souvent réduite, son travail

simple : aussi exerce-t-il son métier le plus souvent seul ou avec le secours de quelques membres de sa famille ; un ou deux compagnons l'aident parfois, rarement plus. Cependant quelques-uns, comme les coiffeurs ou les blanchisseurs, sont obligés souvent d'avoir recours à une main-d'œuvre plus nombreuse. Les artisans-fabricants, enfin, dirigent des entreprises dont les dimensions peuvent être plus importantes : leur clientèle s'étend assez loin, leur travail est vraiment difficile ; aussi leur famille les seconde-t-elle moins, le nombre de leurs compagnons et de leurs apprentis est plus élevé : chez les artisans fabricants d'objets d'art ou de luxe, il atteint et dépasse même la dizaine.

Les métiers d'artisanat sont directement utiles à l'homme, dont « chaque jour ils satisfont et préviennent les besoins » ; les artisans s'établissent donc, comme les petits commerçants, au centre des agglomérations, dans les villages, dans les petites villes. Dans les centres importants, la grande industrie trouve des débouchés suffisants pour chasser les entreprises plus modestes, cependant, comme réparateurs ou façonniers, ils se répartissent dans les différents quartiers des grandes villes, suivant les besoins de la clientèle (les serruriers par exemple) ou, au contraire, pour des raisons de commodité, se groupent en des endroits déterminés (les blanchisseurs). Les artisans qui occupent une branche d'industrie très particulière (copie de meubles anciens) ou qui fabriquent des objets dont la qualité est particulièrement renommée, sont réunis dans certaines villes, comme les bottiers de Saumur, ou dans certains quartiers, comme les ébénistes du faubourg Saint-Antoine à Paris.

Cette étude sur la production artisanale est brève : peu d'études ont été publiées, aucune enquête importante n'a été poursuivie. Il est permis d'espérer que, lorsque les Chambres de Métiers auront acquis l'expérience qu'elles ne possèdent pas encore, elles s'intéresseront à la vie de leurs artisans. Le jour où dans chaque département les principaux métiers auront fait l'objet

de monographies et de statistiques, on pourra dresser un tableau plus complet et plus précis à la fois, de la production artisanale, de son domaine actuel et des transformations qu'elle a subies(1).

(1) Sous la direction de son secrétaire général M. Ley, la Chambre des Métiers de Strasbourg poursuit actuellement une enquête très intéressante sur la situation des métiers dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. M. GAUDIN a écrit, en 1925, une thèse vivante et bien documentée sur le maréchalferrant.

CHAPITRE II

LA CLASSE ARTISANE : LA NOTION JURIDIQUE D'ARTISAN

Durant le xix^e et le début du xx^e siècle, malgré la survivance de l'artisanat comme forme économique de production, aucun sentiment de classe n'agitait les artisans ; à l'heure actuelle, au contraire, un nouvel état d'esprit se substitue à ce vieil individualisme. Avant d'étudier, dans un chapitre ultérieur (III^e partie), la force de l'artisanat, classe sociale, il importe de préciser la notion d'artisan en examinant les différents caractères juridiques qui donnent aux petits métiers une physionomie particulière.

L'artisan, le compagnon, l'apprenti.

Le mot d'artisan au sens large, comprend l'apprenti et le compagnon aussi bien que le maître. On nomme apprenti, le jeune homme qui travaille pour apprendre son métier. Peu de difficultés s'élèvent au sujet de cette définition : d'une part l'apprentissage est un moment provisoire dans l'existence de l'individu ; son temps terminé, il opte pour telle ou telle catégorie de travailleurs et relève aussitôt de telle ou telle législation ; d'autre part, l'apprentissage n'est pas spécial aux artisans. Avec le développement des machines, la complexité et la délicatesse de leurs rouages, avec les nouvelles inventions dont les applications rendent nécessaires de la part du praticien un grand soin, une longue habitude et aussi de sérieuses connaissances, les industriels ont désiré des travailleurs spécialisés, ayant subi un

temps d'apprentissage. Ils ont organisé, soit directement, soit par l'intermédiaire des Chambres de commerce, des écoles et des cours. Le jour où la législation française aura accordé aux artisans, comme ils le désirent, le droit d'instruire eux-mêmes des jeunes gens et de leur délivrer un diplôme, peut-être que la définition de l'apprenti artisan sera différente et plus étroite.

Le compagnon, de son côté, répond-il à une notion précise ? En l'absence de textes, on est obligé de répondre négativement. Le compagnon qui travaille chez un maître, peut d'un jour à l'autre s'engager dans une usine, et vice-versa. Le compagnon ressemble à l'ouvrier : comme lui il est salarié, comme lui il est soumis à son patron par un contrat de travail ; il est protégé par la même législation. D'autre part, le compagnon ne peut pas se réclamer de sa qualité d'artisan : il ne fait presque jamais partie des syndicats qui se constituent entre maîtres ; s'il veut s'unir, il peut ou adhérer à des groupements de compagnons, ou se faire inscrire à un syndicat affilié aux confédérations ouvrières. Néanmoins l'assimilation entre le travailleur salarié de l'artisan et le travailleur salarié de l'industrie n'est pas complète. Du point de vue économique, les compagnons, dans la presque totalité des cas, doivent avoir appris leur métier et en connaître la technique : pareil savoir n'est pas toujours nécessaire à l'ouvrier d'usine. Du point de vue juridique, la loi du 26 juillet 1925 a sanctionné leur existence distincte : elle leur donne, en effet, le droit d'élire des représentants aux Chambres de métiers, organes officiels des artisans, dans la proportion du 1/3 du nombre total des membres élus : ces délégués-compagnons siègent avec les mêmes droits que les délégués des maîtres, sauf certaines restrictions en matière financière et budgétaire où les compagnons n'ont que voix consultative : cette différence de situation répond à la nécessité de donner voix prépondérante aux chefs d'entreprise, plus expérimentés, qui connaissent le risque des affaires et qui, surtout, payent les taxes votées. En résumé, on peut définir le compagnon : le travailleur salarié et employé par un maître-

artisan, qui jouit, d'une façon générale, du même statut que les ouvriers salariés de la grande industrie, mais qui doit, pour exercer son métier, avoir subi un apprentissage, et qui possède certains droits spéciaux, comme celui d'élire des représentants aux Chambres de métiers.

Mais qu'est-ce qu'un maître-artisan ? Comme un ouvrier, il travaille. Comme un industriel, il dirige. Comme un commerçant, il achète et revend. Comme un artiste, souvent il imagine et compose. Cependant il conserve son originalité.

§ 1. — L'artisan et l'ouvrier.

Travail indépendant et travail à domicile.

L'artisan est un ouvrier : il exerce comme lui une profession manuelle ; leur travail se ressemble, le résultat de leurs efforts est comparable ; les conditions de vie de l'artisan sont parfois même peu différentes de celles des travailleurs qu'il emploie et de celles des travailleurs de la grande industrie. Pourtant du point de vue juridique, comme du point de vue économique, il ne peut être assimilé à un ouvrier. A quel caractère reconnaîtra-t-on l'un de l'autre ?

L'artisan exerce son métier chez lui, sur des matières qu'il achète lui-même, qu'il revend après les avoir transformées, ou sur des objets déjà fabriqués qu'il modifie, rajeunit et dont il prolonge l'usage ; l'ouvrier travaille dans une usine, où le patron qui l'emploie lui fournit l'objet de sa tâche, le surveille et le rémunère, sa journée achevée ou sa pièce finie, par un salaire forfaitaire. La distinction semble facile : pourtant en dehors des ateliers patronaux, il existe plusieurs sortes de travailleurs à domicile qui ne sont pas des travailleurs indépendants. Sans parler des ouvrages que l'ouvrier, sa journée à l'usine terminée, confectionne pour le compte du patron qui l'emploie dans ses ateliers, que penser du travail que l'ouvrier, demeurant chez lui, exécute pour le compte d'un entrepreneur ? Est-ce du travail artisanal ? On découvre maints caractères communs ;

cet ouvrier à domicile ne se sert pas de machine à grand rendement : il possède de simples outils mécaniques à main, il emploie la force motrice, mais le travail de l'ouvrier demeure le plus important ; sa famille l'aide, des étrangers parfois, qui se rapprochent, suivant leur âge, de la catégorie des compagnons, ou de celle des apprentis. Mais les apparences de l'indépendance existent seules : ce travailleur n'a qu'un seul client, entrepositaire, agent commercial, fabricant ou grand magasin : la fabrication ou la transformation de l'objet et sa vente au public, opérations concentrées entre les mains des petits patrons, des artisans, sont, dans le cas du travail à domicile, des opérations distinctes. L'œuvre de production ou de transformation et l'œuvre d'échange se sont scindées : d'un côté le rouage central, un fabricant ou un commerçant, qui réunit les produits et se charge de leur écoulement ; de l'autre côté une multitude d'ateliers à domicile attachés à l'œuvre de production. Sans doute on peut encore nommer ce travail, petite industrie, puisque l'objet en totalité ou en grande partie a été exécuté par des groupes humbles, restreints, dispersés dans plusieurs villages, mais ce n'est plus, ou ce n'est pas encore la petite industrie artisanale, maîtresse de sa vente. Ce travailleur à domicile s'apparente à l'artisanat, quant au mode de production, mais appartient à la grande industrie par le mode de centralisation et de vente des produits.

Contrat de travail et contrat d'entreprise.

Un caractère essentiel distingue donc l'ouvrier à domicile de l'artisan. Le premier est un salarié, et non un travailleur indépendant. Le second s'adresse librement au public, à des gens qui ne sont pas des employeurs professionnels. Mais quelle est la différence entre le travailleur salarié et le travailleur indépendant ? Le premier, dit-on, est lié par contrat de travail ; le second au contraire, lorsqu'on lui commande des objets, lorsqu'on lui demande d'en réparer ou d'en transformer, se lie par contrat d'entreprise ou d'industrie.

Quelle définition peut-on donner de ces deux contrats ? Certains auteurs, déclarent qu'il y a contrat de travail ou de louage de services lorsque la rémunération est fixée au temps, et qu'il y a contrat d'entreprise, ou de louage d'ouvrage, chaque fois que la rémunération est fixée d'après l'importance du travail fait. La critique la plus grave qu'on adresse d'ordinaire à cette doctrine, est que le mode de rémunération doit être considéré comme un élément accessoire du contrat et ne saurait modifier sa nature ; on peut ajouter que la distinction est souvent difficile à établir, car il arrive que les deux modes de rémunération soient combinés. D'autres auteurs ont proposé un critérium plus souple : un contrat de travail serait conclu, toutes les fois que l'ouvrier ou l'employé s'engagerait à travailler pour le compte d'un employeur professionnel ; au contraire, on serait en présence du contrat d'entreprise chaque fois qu'un individu proposerait son travail, ou le produit de son travail, au public. Mais ce critérium manque de précision juridique : un employeur professionnel peut, en effet, accepter des offres de service dans lesquelles il est difficile de ne pas voir un contrat d'entreprise ; d'autre part l'homme qui pour le même travail est embauché un jour par un industriel, le lendemain par un médecin, est-il lié à quelques heures d'intervalle par un contrat différent ? Aussi la jurisprudence de la Cour de cassation, pour déterminer ce qu'elle entendait par contrat de travail et contrat d'industrie, a-t-elle formulé un troisième critérium qu'une grande partie de la doctrine a adopté : le contrat de travail implique, dit-elle, un rapport de direction et de subordination entre l'employeur et l'employé. L'ouvrier aliène une part de son indépendance en devenant salarié, il obéit à son patron ; celui-ci le dirige dans l'exécution de sa tâche, lui commande et le paye. L'ouvrier subit du patron qui l'emploie, une dépendance juridique. Au contraire l'artisan ignore toute subordination, il est maître de son travail, et juridiquement de son revenu. Cette notion de dépendance juridique sert de caractère distinctif entre ces deux contrats : il importe de ne pas la

confondre avec la notion de dépendance économique (1).

Est ouvrier, tout travailleur salarié, c'est-à-dire embauché par contrat de travail ; est au contraire, artisan, tout travailleur indépendant qui passe avec ses clients un contrat d'entreprise. Ce critérium est simple, mais rigide : il exclue de la notion de salarié, un grand nombre d'ouvriers à domicile, qui ne sont pas des artisans ni même des façonniers. Aussi la doctrine qui ne considère comme salarié que l'individu lié par contrat de travail est-elle critiquée et la Cour de cassation cherche, semble-t-il, à assouplir la définition qu'elle avait formulée. La qualité d'ouvrier salarié ne serait pas seulement reconnue à ceux qui ont conclu un contrat de travail, mais aussi à ceux qui, d'une manière régulière, pour le compte et sous la surveillance des mêmes fabricants, effectuent une tâche déterminée. Cette nouvelle définition, moyen terme entre la notion de dépendance juridique et celle de dépendance économique, est encore très imprécise.

En résumé, l'artisan se distingue de l'ouvrier à domicile par les caractéristiques suivantes :

- 1° Il n'est jamais lié par contrat de travail, tandis que le plus souvent l'ouvrier à domicile a conclu un contrat de ce genre.

(1) Voir chapitre I.

Ces notions de dépendance juridique et de dépendance économique ont été discutées ces mois derniers à propos de l'application des lois des 5 avril 1928 et 30 avril 1930 sur les assurances sociales. Une circulaire ministérielle du 23 août 1930 prescrit aux préfets de considérer comme salarié tout travailleur qui, en fait, est dans un rapport de subordination personnelle ou de dépendance économique à l'égard de celui qui l'emploie, quelle que soit la qualification juridique du contrat qui lie l'ouvrier (ou l'employé) à l'employeur. Par contre, le 6 juillet 1931 (D. P. 1931. 1. 121) la Cour de cassation a rendu un arrêt aux termes duquel la qualité de salarié implique nécessairement l'existence d'un lien juridique de subordination du travailleur à la personne qui l'emploie. Différents arrêts de juin et d'août 1932 semblent marquer, comme il est dit au texte, l'intention de la Cour de définir, pour l'application des lois sur les assurances sociales, la qualité de salarié d'une façon moins stricte (D. P. 1933.1.147 avec la note de M. Paul Pic).

- 2^o Dans tous les cas, il ne travaille jamais pour le compte d'un seul fabricant : il s'adresse toujours au public ; il demeure libre dans l'exécution de sa tâche comme dans la direction de son personnel.

L'artisan et le manoeuvre.

Le simple manoeuvre, comme le laveur de voitures, le portefaix, le frotteur, le cireur de bottes, ne peut être considéré comme un artisan. Sans doute, il n'est pas loué par contrat de louage de services et il travaille de ses mains, mais il n'exerce pas d'art mécanique : qui dit art, dit, en effet, ensemble de qualités techniques à mettre en œuvre pour aboutir à un résultat. Le travail de l'artisan suppose une éducation technique, un apprentissage, une part de réflexion personnelle, caractères que ne possède pas le travail du manoeuvre. Le premier fabrique, transforme, répare, l'autre se contente de mettre au point un détail.

§ 2. — L'artisan et le façonnier.

Le façonnier n'est plus un ouvrier à domicile et il n'est pas encore un artisan : il transforme la matière appartenant à des industriels ou à des commerçants en un produit achevé. Comme un ouvrier à domicile, par conséquent, il opère exclusivement pour le compte d'entrepreneurs. Mais, d'une part, le façonnier est lié, non par un contrat de travail, mais par un véritable contrat d'entreprise, et, d'autre part, il exécute son travail sous sa propre responsabilité : il n'est pas dirigé par un patron, il est maître de sa tâche et commande à un atelier, où il occupe et contrôle quelques membres de sa famille, des compagnons, des apprentis. Comme un artisan, par conséquent, il travaille, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice et peut devenir le chef d'une petite entreprise à caractère familial. Mais, le façonnier n'achète pas et ne possède pas les matières premières nécessaires à son travail ; en outre, il ne vend pas directement à la clientèle.

La distinction entre le façonnier et l'artisan d'un côté, le façonnier et l'ouvrier à domicile de l'autre, semble juridiquement facile à préciser. Cependant la réalité économique dément souvent la théorie. Nombreuses sont les professions exercées à la fois par des ouvriers à domicile, par des façonniers et par des artisans ; en particulier dans l'industrie de la chaussure, il est facile d'observer, parfois, dans un seul quartier, des travailleurs qui, matériellement, effectuent le même travail et qui, juridiquement, sont étiquetés ouvrier à domicile, façonnier, artisan. Entre tous ces travailleurs manuels, qui achètent ou reçoivent une matière première dans le même état et que leur habileté manuelle transforme en un produit presque identique, une distinction est difficile à établir. Un artisan travaille tantôt à façon, et tantôt pour son compte. Un façonnier parfois se lie par un véritable contrat de travail et subit la direction technique d'un patron ou d'un contremaître. Les économistes et les agents du fisc se trouvent donc embarrassés.

Faut-il taxer comme artisan ou comme façonnier le travailleur manuel qui, au lieu de rendre à ses entrepreneurs des produits fabriqués avec la matière première qui lui est fournie, remet en échange une quantité d'objets manufacturés équivalant à la quantité de matière première reçue (1) ? Celui qui, par exemple, transforme pour le compte d'éleveurs de troupeaux, de la laine brute que ceux-ci lui confient, s'il échange aussitôt contre cette laine brute qui lui est apportée, une quantité équivalente de laine manufacturée, perd-il sa qualité de façonnier ? Le Conseil d'Etat a considéré que cette circonstance n'était pas de nature à modifier le caractère de la tâche qui demeure : tâche à façon (2).

Pour affirmer qu'un travailleur à domicile est ouvrier et non façonnier, les difficultés sont plus grandes encore. Juger exactement le degré d'indépendance technique de ce travailleur, est une affaire malaisée. L'existence du contrat de travail semble une preuve facile à obtenir. Cependant il arrive fréquemment,

(1) Jeanne CARLOT, XLIII.

(2) Conseil d'Etat, arrêt VIDAL, 18 mai 1928, *Recueil des arrêts*, p. 651.

comme on l'a dit plus haut, que des ouvriers à domicile, véritables salariés d'un patron qui contrôle et commande, véritables employés qui n'ont pas plus de responsabilité dans l'exécution de leur travail qu'un ouvrier d'usine, ne soient pas liés par un contrat de travail. En particulier, depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 6 juillet 1931 qui a reconnu, pour l'application de la loi sur les assurances sociales, la qualité de salariés aux seuls travailleurs qu'un lien juridique de subordination soumet à la personne qui les emploie, nombreux sont les patrons qui n'ont pas renouvelé leur contrat de travail avec les ouvriers à domicile ; ceux-ci demeurent vis-à-vis de leurs employeurs dans un rapport de simple dépendance économique et technique. Ils ne sont pourtant pas devenus des façonniers.

Ces exemples permettent de se rendre compte des difficultés d'une analyse exacte. Approximativement on peut dire que le façonnier jouit d'une indépendance technique que ne possède pas l'ouvrier à domicile : il est plus que lui maître de sa manière de travailler, de sa méthode, en un certain sens, même du résultat à obtenir ; en outre, souvent le façonnier travaille pour plusieurs industriels et commerçants ; il dirige le travail de sa famille, de deux ou trois ouvriers rassemblés en atelier ou travaillant eux-mêmes à domicile. Tantôt il se rapproche de l'artisan qui, lui, vend directement à la clientèle ; tantôt il se distingue mal de l'ouvrier qui, dans sa chambre, exécute un travail et reçoit son salaire de la main d'un petit industriel.

En fait, la distinction entre l'artisan et le façonnier n'est pas une opération qui, à l'heure actuelle, présente un grand intérêt. Souvent dans la même année est artisan, puis façonnier, le travailleur que, l'année précédente, on pouvait avec raison estimer ouvrier à domicile, et qui, l'année suivante, aura de nouveau l'apparence d'un véritable artisan, vendant directement à la clientèle. Ces transformations sont suffisamment fréquentes pour que l'administration des contributions directes en fasse état lors de la perception des impôts, qui varient légèrement suivant que le travail est exécuté à façon pour le compte

d'autrui, ou pour le compte de l'artisan lui-même. Aussi ne doit-on pas être étonné si les organisations professionnelles d'artisans admettent les façonniers parmi leurs membres, et si le même régime, à peu de différence près, tant administratif que financier, est appliqué à ces deux catégories de travailleurs.

§ 3. — L'artisan et le petit industriel.

L'artisan est un patron : comme un industriel, il dirige, il surveille, il prend les commandes, il traite avec les fournisseurs de matières premières, avec les consommateurs. Pourtant ni du point de vue juridique, ni même du point de vue économique l'artisan ne peut être assimilé à un patron, même chef d'une usine de petite importance. Quel critérium permettra de les distinguer l'un de l'autre ?

Nombre d'ouvriers et importance du chiffre d'affaires.

Faut-il choisir comme critérium le nombre d'ouvriers ? Au delà d'un certain chiffre l'employeur serait industriel, en deçà artisan. La question peut être discutée : n'y a-t-il pas des petits patrons, véritables industriels, dont le nombre d'ouvriers est très réduit ? Des entreprises artisanes, lorsqu'elles connaissent le succès, ne deviennent-elles pas importantes ? En outre comment fixer ce chiffre-critère ? Pourquoi dix plutôt que quinze ou vingt ? Qu'arrivera-t-il lorsqu'un employeur augmentera ou diminuera brusquement le nombre de ses ouvriers ? Changera-t-il de classe ? Ce critérium est difficile à préciser ; du point de vue juridique, il ne peut être retenu. Cependant les définitions législatives ont dû l'employer à plusieurs reprises.

On ne s'arrêtera pas plus longtemps à la doctrine qui distingue le petit patron de l'artisan, suivant le chiffre d'affaires. Cette fois encore, on peut discuter : pourquoi choisir ce critérium ? N'existe-t-il pas des petits industriels dont le chiffre

d'affaires puisse être inférieur à celui de véritables artisans ? Ensuite quel chiffre choisir ? Que de facteurs indépendants des conditions de travail de l'artisan, interviennent et rendent inopérante pareille distinction ! Que survienne une période de prospérité ou une crise économique, que le coût de la vie subisse quelques fluctuations brutales, que la monnaie se déprécie... tous ces éléments, extérieurs au travail de l'artisan, pourraient, d'une année à l'autre, soit le maintenir dans la classe artisanale, soit l'en chasser. Etablir un chiffre d'affaires moyen ? Faire varier le chiffre d'affaires chaque année ? Ce critérium, qui comme le précédent, n'est nullement juridique, deviendrait en outre compliqué et d'une application difficile.

Travail d'artisan et travail d'industriel.

En réalité, l'artisan se distingue juridiquement de l'industriel par le caractère de son travail, de sa main-d'œuvre et de sa vente.

1° Par le caractère de son travail.

a) L'artisan participe personnellement au travail de sa profession ; il exerce son métier : il tient l'outil et fabrique, façonne ou répare lui-même. Aussi, le jour où il ne travaille plus au milieu de ses ouvriers, échappe-t-il à l'artisanat, devient-il un petit industriel qui surveille son atelier ; il le deviendra d'ailleurs encore s'il a sous ses ordres, intermédiaire entre lui et ses salariés, un contremaître, c'est-à-dire un ouvrier qui dirige et contrôle.

b) La division du travail est inexistante ou rudimentaire. D'une part, dans la production, l'artisan et chacun de ses auxiliaires « exécute complètement la façon de sa pièce ». D'autre part, dans l'organisation de l'entreprise aucune séparation n'existe entre les diverses fonctions de direction et l'exercice du métier : l'artisan les remplit toutes, sauf lorsqu'il délègue certaines opérations (achat par exemple) à une société coopérative. Au contraire dans une grande entreprise, la spécialisation et la

division du travail sont la règle ; on pourrait presque dire qu'elles en sont la raison d'être. Sans division du travail, l'usine ne serait qu'une concentration d'artisans.

c) Le travail manuel reste prépondérant et le machinisme ne doit pas l'avoir supprimé. Sans doute l'artisan, de nos jours, fait appel à la force motrice pour l'aider dans sa fabrication, le tour lui rend d'inappréciables services et dans de nombreux métiers l'énergie électrique seconde les artisans ; mais l'habileté de leurs mains les distingue. Ils perdent leur qualité d'artisan le jour où leur rôle se réduit à surveiller l'œuvre de rouages mécaniques.

2° Par le caractère de la main-d'œuvre.

L'artisan emploie d'une part, une main-d'œuvre familiale, d'autre part, une main-d'œuvre salariée. Tous les textes relatifs à l'artisanat signalent ce caractère particulier du petit atelier. La femme, les parents, les enfants de l'artisan composent sa première main-d'œuvre. Si elle se montre insuffisante, il engage des salariés. Ces salariés ne sont pas des ouvriers ordinaires, mais des compagnons : ils ont appris leur métier, possèdent des connaissances techniques suffisantes pour exécuter entièrement tout le travail qu'exige leur profession. Enfin, et cette idée a été la source de nombreuses discussions qui ne sont pas encore closes, il semble que leur nombre soit limité... mais comment ? Cet élément accessoire, mais certain, de la définition de l'artisan est très délicat à préciser. Enfin, le maître reçoit dans son atelier des apprentis.

3° Par le caractère de la vente.

L'artisan, généralement, ne va pas au-devant du désir de la clientèle : il produit essentiellement sur commande, en tous cas, pour satisfaire à des besoins déterminés et fixés du consommateur. Cette prédominance de la vente sur commande entraîne un second caractère : celui de la vente au détail. L'usine, au contraire, produit en masse, propose à la clientèle plus qu'elle n'attend que celle-ci vienne à elle, et organise, en même temps,

la vente en gros et demi-gros à des intermédiaires qui se chargent de l'écoulement au détail.

§ 4. — L'artisan et le commerçant.

Les controverses.

Existe-t-il une ligne de démarcation précise entre la notion d'artisan et la notion de commerçant, comme on a pu en fixer dans les lignes qui précèdent entre la notion d'artisan et celle d'ouvrier ou d'industriel ? La lecture d'un certain nombre de lois, d'arrêts et de théories nous oblige à poser cette question et à essayer de la résoudre.

I. — La loi du 30 juin 1923 établit une discrimination fiscale : elle nomme « artisans » les travailleurs qui se livrent principalement à la vente des produits de leur travail et qui n'emploient pas d'autre concours que celui de certains membres de leur famille, d'un apprenti de moins de 18 ans, et d'un compagnon. Les travailleurs indépendants qui ne rentrent pas dans cette définition ne sont pas déclarés « artisans » et demeurent soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Cette loi donne à l'administration deux éléments pour définir l'artisan : 1^o le caractère de la vente : l'artisan vend principalement le produit de son travail ; 2^o le caractère de la main-d'œuvre, qui doit se réduire à la famille et à deux aides : un apprenti et un compagnon. Le premier élément est juridique ; le deuxième est uniquement fiscal. La différence entre le travailleur indépendant qui emploie deux compagnons, et celui qui en a engagé trois ou quatre, est arbitraire.

II. — Puisque le critérium de cette loi du 30 juin 1923 ne peut être retenu pour une analyse juridique, trouve-t-on dans la doctrine ou dans la jurisprudence, un autre essai de discrimination ? Un arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1909 (1),

(1) D. P. 1909.1.344.

confirmant un arrêt de la Cour de Toulouse du 26 février 1908 (1), permit à certains auteurs de considérer qu'un critère juridique était fixé qui distinguait définitivement la notion d'artisan de la notion de commerçant. D'après cet arrêt de la Cour de cassation, on doit considérer les trois éléments suivants :

Achat de matières premières : l'artisan n'achète et ne travaille les matières premières dont il a besoin que pour l'exécution des commandes qui lui sont adressées.

Source du bénéfice : l'artisan tire son gain, pour la presque totalité, du travail auquel il se livre sur les matières premières qu'il vient d'acheter. Son bénéfice ne consiste pas dans la spéculation sur la matière première ni dans la spéculation sur le travail de la main-d'œuvre. Le travail manuel n'exclut pas, bien entendu, l'usage de la force motrice.

Procédés de vente : l'artisan ne réalise pas la vente de ses produits selon les procédés en usage dans la pratique commerciale : en l'espèce, le cordonnier auquel la Cour de Toulouse reconnut le caractère d'artisan, ne possédait ni magasin, ni boutique.

Lors de la discussion de la loi du 30 juin 1923 (2), plusieurs orateurs citèrent cet arrêt soit pour le prôner, soit pour le critiquer. L'artisan ne spéculé-t-il jamais ni sur la matière première, ni sur le travail d'autrui ? Lui est-il interdit de recourir à des procédés commerciaux ? Nombreux, cependant, sont les artisans qui ne se bornent pas à fournir leur travail sur commande, mais qui achètent des matières, les travaillent et les mettent en vente.

Sans doute, a-t-on répondu, mais l'artisan ne tire son bénéfice que de son travail personnel, non d'une spéculation sur l'achat et la vente. Que penser alors, d'un cordonnier qui, non seulement fabrique et répare des chaussures, mais vend des objets

(1) D. P. 1908.2.333.

(2) Chambre des députés, séance des 18 et 19 janvier 1923.

manufacturés qu'il a achetés en série et qu'il écoule au détail... ? En outre, l'artisan ne travaille pas seul : son atelier comprend plusieurs compagnons : leur travail ne lui procure-t-il pas encore un surcroît de bénéfice ? Il devient entrepreneur de manufacture au sens où l'entend le Code de commerce. Enfin l'artisan possède boutique, étalage, enseigne, pignon sur rue, il recourt à la réclame...

Dans ces conditions, pour trouver un artisan qui puisse se prétendre non commerçant, il faudrait que cet artisan travaillât seul, en tous cas sans aucun ouvrier, qu'il ne vendît que sur commande, en n'achetant, à chaque commande, que la matière indispensable à son exécution, sans jamais constituer d'approvisionnement, qu'enfin il ne possédât ni magasin, ni vitrine. Combien d'artisans répondent à cette définition ?

III. — La doctrine s'est intéressée à la question ; les théories construites pour aboutir à une distinction claire ont été exposées ou résumées dans divers ouvrages (1).

1^o *Première théorie* : Si l'artisan n'achète les matières premières dont il a besoin qu'au fur et à mesure des commandes qu'il reçoit, il ne fait pas d'acte de commerce et ne peut être considéré comme commerçant. Par contre, s'il confectionne d'avance les produits qu'il doit vendre, il exerce des actes de commerce et devient commerçant, avec toutes les conséquences qu'une telle qualité entraîne. Cette première théorie n'a pas longtemps été soutenue : le fait d'acheter avant la commande ou après celle-ci ne peut changer la nature d'une opération qui, sauf cette circonstance de temps, est identique dans les deux cas .

2^o *Deuxième théorie* : Aucune différence n'est faite entre l'artisan et le commerçant : puisque de toute façon il achète des matières premières pour les revendre, et que l'article 632 du

(1) DE CHAIGNON, XL ; POUMARÈDE, LI.

Code de commerce ne distingue pas plusieurs sortes d'achats-reventes, suivant que le travail est commandé ou exécuté d'avance, l'artisan sera toujours commerçant. Mais cette théorie ne tient pas compte de l'élément travail, que l'artisan ajoute, et qui ne permet pas de l'assimiler à un commerçant.

3^o *Troisième théorie* : Chaque fois que l'artisan achète des matières premières et tire son bénéfice de la revente, il doit être traité en commerçant ; par contre lorsque son gain provient du travail personnel qui crée la valeur de l'objet, il recouvre la qualité d'artisan. Mais suivant quelles indications considérera-t-on que le travail de l'artisan n'est qu'accessoire et de peu d'importance, donc qu'il est commerçant ? Dans quel cas au contraire sera-t-on certain que le produit a été entièrement modifié ? Les auteurs ont prétendu trouver un critérium dans l'examen de l'objet acheté suivi de l'examen de l'objet vendu. Lorsque la matière achetée puis travaillée peut être qualifiée de produit nouveau, celui qui la vend n'est pas un commerçant, mais un artisan. Cette théorie est difficile à mettre en pratique, par l'imprécision de son critérium.

4^o *Quatrième théorie* : Si l'artisan travaille sur un objet déjà en circulation, qui n'est pas par conséquent un produit neuf, le renouvelle avant de le revendre, il n'est pas commerçant ; si par contre il achète des matières premières, non usagées, il est assimilable à un commerçant. « L'artisan est l'individu, indépendant de tout patron, qui se charge d'un travail commandé par un consommateur. Il confectionne ou répare un produit déjà parvenu chez celui qui s'en sert ». (Thaller et Percerou). Le terme d'artisan est alors réduit dans de trop grandes proportions.

5^o Une *cinquième théorie* vient d'être élaborée (1) : elle part du postulat suivant : l'artisan appartient au droit civil, sa profession est civile, les actes de commerce qu'il accomplit

(1) POUMARÈDE, L.I.

dans l'exercice de son métier n'ont pas pour résultat de rendre sa profession commerciale. Au contraire les actes de commerce qu'il accomplit deviennent civils à son contact, par une application nouvelle de la théorie jurisprudentielle des actes civils par accessoire. Tout d'abord les achats de matières premières destinées à servir d'objets à son travail lui seront permis. Comment le cordonnier exercerait-il son métier s'il n'achetait pas de cuir ? Le maréchal ferrant ne peut ferrer les chevaux sans acquérir les fers indispensables, etc... (1). Le principal reproche que l'on peut adresser à cette théorie est son extrême simplicité qui la fait rapidement tomber dans l'arbitraire. Pourquoi, contrairement à ce qui a lieu pour toute autre personne, l'artisan qui, manifestement, passe des opérations souvent identiques à celles d'un commerçant ordinaire, verrait-il la qualité commerciale de ses actes s'évanouir devant la qualité « civile » de sa profession ?

Pour établir une distinction entre ces deux professions, ces théories transforment la notion d'artisan, qu'elles élargissent ou rétrécissent suivant leur fantaisie, et modifient le sens des textes, dont elles diminuent ou augmentent la portée. L'examen de certaines lois qui ont été votées depuis la promulgation du Code de commerce, permet peut-être de résoudre ce problème d'une façon plus positive.

Les deux sens du mot commerçant.

En son sens large et ancien, le mot commerçant désigne une catégorie juridique d'individus. Le commerce a besoin de règles juridiques et d'institutions favorables à la rapidité des transactions et au développement du crédit (2) : quelle que soit la situation sociale qu'ils occupent, ceux qui réuniront les conditions fixées par la loi française établissant un régime spécial en matière de commerce, seront appelés des commerçants.

(1) POUMARÈDE, LI.

(2) THALLER et PERCEROU, XXXV.

Tous les artisans ou presque tous sont compris dans cette première définition. Mais, de nos jours, des lois spéciales donnent un sens plus strict à ce mot de commerçant : elles créent peu à peu une classe sociale dont les membres possèdent des intérêts communs à tous et particuliers à eux seuls : cette classe, grâce à la législation qui reflète une évolution économique incontestable, se groupe par opposition aux producteurs : les industriels, les artisans ; de cette classe où l'on distingue déjà les grands et les petits commerçants, *tous les artisans ou presque tous sont exclus.*

Le sens large.

D'après le Code de commerce, sont dits commerçants ceux qui remplissent les deux conditions suivantes : 1^o exercer des actes de commerce, au sens de l'article 632 ; 2^o faire du commerce sa profession habituelle et à son compte personnel. Il semble difficile de nier que la plupart des artisans, dans l'état actuel de l'artisanat, ne répondent pas à cette double condition.

I. — Prenons le cas, d'abord, de l'artisan qui produit des objets, qui fabrique : le simple achat de matières premières pour les travailler et les revendre constitue un acte de commerce au sens de l'alinéa 1 de l'article 632. Certains auteurs prétendent que cet acte d'achat-revente n'est réellement un acte de commerce que :

1^o si l'opération est à double face, c'est-à-dire s'il y a vraiment d'abord achat, ensuite revente. L'acte, passé par l'artisan, est conforme à cette première condition.

2^o si l'opérateur désire réaliser un bénéfice sur l'objet même dont il trafique. Ce désir est éprouvé par l'artisan : sans doute le gain principal vient de son travail ; mais quel est le petit fabricant qui ne vende au détail des produits manufacturés qu'il a achetés en gros ? le bottier vend des lacets, des boîtes de cirage, des

chaussures ; le sellier possède en son magasin des étriers, des gourmettes, des mors... ; s'il n'exerce pas cette activité purement commerciale, on le dira commerçant, non seulement parce qu'il façonne avant de revendre, mais encore parce qu'il devient entrepreneur de manufacture (art. 632, al. 3).

3° si l'achat et la vente portent sur des meubles : ce qui est le cas pour les artisans.

Ils exercent ces actes de commerce à titre de profession. Même si elle n'est pas notoire, même si elle ne constitue pas leur état principal, il suffit qu'elle se manifeste envers une certaine clientèle. Ils travaillent à titre personnel : ils dirigent leur entreprise et courent les risques inhérents à toute tentative commerciale.

II. — Par conséquent lorsque les artisans sont dans l'obligation d'acheter leurs matières premières, la solution n'est pas douteuse : l'opération tombe sous la qualification d'achat pour revendre, à ce titre elle est commerciale, et comme elle se répète, la profession de l'artisan revêt bien, au sens du Code de commerce, le caractère commercial. Si nous supposons maintenant, qu'au lieu d'être en présence d'un artisan producteur et fabricant, qui achète la matière de son travail, nous étions en présence d'un artisan réparateur ou d'un artisan façonnier, aurions-nous toujours affaire à des commerçants ? La réponse doit être affirmative, sauf pour des cas particuliers. Ils sont considérés comme entrepreneurs de manufacture, c'est-à-dire estimés commerçants en vertu de l'alinéa 3 de l'article 632 : manufacture ne signifie pas seulement la mise à façon d'un produit entre le temps où il quitte le producteur et celui où le consommateur l'acquiert (opération faite par les artisans producteurs ou fabricants dont il vient d'être parlé), mais encore la simple opération de fabrication ou de réparation de marchandises dont la matière, en vertu d'un louage d'ouvrage, est fournie à l'artisan par le donneur d'ordre. « La manufacture est l'industrie

au sens large que ce dernier mot comporte » (1). Qu'ils aient ou non des ouvriers à leurs gages, le réparateur et le façonnier sont aussi des commerçants. Cependant si les auteurs, en majorité, adoptent cette solution pour les artisans réparateurs, un grand nombre la repousse en ce qui concerne les façonniers : plusieurs déclarent que le mot manufacture ne peut convenir à l'opération à laquelle ceux-ci se livrent. D'autres déclarent le problème de solution douteuse. Enfin, lorsque le service rendu porte non sur un objet à confectionner, mais sur des soins personnels à donner à la clientèle, c'est en principe, disent certains, le droit civil qu'il faut suivre, non le droit commercial. Il semble, néanmoins, comme les termes du Code de commerce peuvent être compris dans un sens large et comme la vie des artisans est à notre époque mêlée étroitement à la vie commerciale, que non seulement on puisse, au sens du Code, qualifier de commerçants tous les artisans producteurs et fabricants, mais encore traiter de même les réparateurs et les façonniers.

Des cas d'espèce dérogent à cette règle, mais il faut peut-être pour découvrir le caractère commun de toutes ces exceptions, s'attacher moins à la qualité économique de l'artisan (producteur, réparateur, façonnier...) qu'aux caractéristiques juridiques dont il entoure l'exercice de sa profession. Les mots débordent dans la vie le contenu de leur définition : ainsi le coiffeur dont le travail essentiel devrait dépendre du droit civil, par toutes les opérations commerciales qu'il est amené obligatoirement à conclure plusieurs fois par jour, sera entièrement soumis aux règles du droit commercial. Au contraire, l'artisan qui devrait naturellement être un commerçant, mais qui exerce sa profession dans des conditions telles que toute idée de négoce, de spéculation ou de circulation en est absente, se verra appliquer les règles du droit civil. On retrouve ici le cas de l'arrêt de la Cour de Toulouse du 26 février 1908 et de la Cour de cassation du 27 avril 1909, que les auteurs ont eu tort de prendre comme

(1) THALLER et PERCEROU, XXXV.

un critérium général et définitif. Seul l'artisan travaillant en chambre, sans ouvrier, sans magasin, sans vitrine, sans approvisionnements, achetant à crédit et au fur et à mesure de ses besoins la matière première nécessaire à l'exercice de sa profession, ne sera pas commerçant : il n'aura pas à se faire inscrire au registre du commerce institué par la loi du 8 mars 1919 (1).

Le sens strict.

D'autre part le mot de commerçant connaît un sens strict auquel font allusion les lois spéciales votées soit pour les « commerçants » soit pour les « artisans ». On constate en effet que l'impôt dont on frappe les premiers ne frappe pas la totalité des seconds, que le crédit au petit commerce est distinct du crédit à l'artisanat, que chaque classe, enfin, possède sa représentation administrative distincte. Quelle est la différence entre le sens large et le sens strict du mot commerçant ? ou, ce qui revient

(1) La Cour de Douai, le 24 janvier 1900 (D. P. 1900.2.467), a reconnu commerçant, et comme tel soumis à la loi de la faillite, le cordonnier qui fait habituellement des achats de marchandises destinées à être vendues après avoir été travaillées et mises en œuvre : « attendu que l'achat des matières premières fait « par J. à la dame M. pour une somme de 1.391 fr. ne peut être considéré comme « une de ces acquisitions modiques que les artisans peuvent faire accidentelle-
« ment pour l'exécution d'un travail commandé, que cette marchandise était
« destinée à être revendue et mise en œuvre, qu'elle formait entre les mains de
« J. un véritable approvisionnement et que son acquisition doit aux termes de
« l'art. 632 du Code de commerce être considérée comme un acte de commerce...
il a été en bon droit déclaré en état de faillite. »

Par contre, le cordonnier qui sans ouvrier, sans magasin, sans vitrine, n'achète que les fournitures qui sont indispensables à son travail personnel, et qui par le travail auquel il la soumet vend une marchandise réellement nouvelle, ne pourra être déclaré en faillite « attendu que dans ces conditions les commandes « de D. à la maison C. paraissent avoir été faites au fur et à mesure des com-
« mandes qu'il recevait lui-même, bien plutôt que comme véritables approvi-
« sionnements, attendu... qu'il y a lieu de considérer si la marchandise après
« le travail auquel elle a été soumise ne constitue pas une production nouvelle ». Pour ces motifs la Cour de Toulouse le 26 février 1908 (D. P. 1908.2.333) a rendu un arrêt exemptant le cordonnier D. de la faillite : cet arrêt fut confirmé par la Cour de cassation, Chambre des Requêtes, le 27 avril 1909 (D. P. 1909.1.344). Etant donné la rareté des artisans répondant aux conditions fixées par ce dernier arrêt, on peut bien considérer que, sauf des cas d'espèce où la jurisprudence ne s'attache qu'aux caractéristiques juridiques que revêt l'exercice de leur profession, les artisans sont des commerçants.

au même, quel est le critérium qui distingue le « commerçant » au sens strict et l'« artisan » ? Alors que suivant le Code de commerce est commerçant même celui qui, avant de la revendre, travaille la matière qu'il achète, selon ces lois spéciales ne sera considéré comme commerçant que celui qui ne tire son bénéfice que de la différence de prix entre le moment de l'achat et le moment de la vente ; l'artisan sera l'individu dont le principal gain, du moins le gain initial, provient du travail qu'il a fait subir à la matière première, soit qu'il l'ait achetée, soit qu'on la lui ait confiée. La loi du 30 juin 1923 dont on a parlé au début de ce chapitre, s'applique aux artisans qui, entre autres conditions, se livrent principalement à la vente des produits de leur propre travail : au regard de cette loi fiscale, sont donc seuls artisans, et non commerçants, les petits industriels qui cherchent leur bénéfice, avant tout, dans la valeur de leur travail.

Le problème, à s'en tenir à ce qui vient d'être dit, serait simple. Chaque fois qu'on se trouverait dans le domaine du Code de commerce ou de la législation générale (compétence des tribunaux de commerce, faillite), tous les artisans, sauf les restrictions que les analyses de la jurisprudence ont imposées, seraient des commerçants ; chaque fois qu'on sortirait de ce domaine pour entrer dans celui d'une loi spéciale, il faudrait distinguer si le « travail manuel » ajouté à la « spéculation sur la matière première » ne supprime pas à l'artisan sa qualité de commerçant et ne lui donne pas, sur une question de détail, un statut particulier.

Mais des difficultés se présentent qui compliquent le problème : la première tient aux caractères mêmes des lois votées en faveur de l'artisanat. Ces lois restreignent le nombre des privilégiés, en excluant du bénéfice de leurs dispositions les artisans dont la situation paraît suffisamment prospère pour subir le régime commun imposé aux commerçants. La loi fixe un chiffre d'ouvriers : quiconque emploie un nombre d'ouvriers supérieur à ce chiffre ne jouit, ni pour ses impôts, ni pour ses emprunts, d'un statut privilégié par rapport aux commerçants auxquels

son importance l'assimile, malgré le « travail manuel » qui théoriquement le distingue.

La seconde difficulté a trait aux industries de l'alimentation. On verra plus loin que les artisans alsaciens et quelques artisans français les considèrent comme des professions artisanes : mais l'unanimité est loin d'être obtenue à ce sujet. Juridiquement, la question est délicate à trancher : certains métiers de l'alimentation, la boulangerie par exemple, obligent les individus qui les exercent, à travailler manuellement la matière première achetée avant de la remettre en vente ; ce travail exige même un apprentissage préalable, caractéristique importante du métier artisanal. Mais toutes les professions de l'alimentation ne peuvent être assimilées de la même manière aux professions d'artisans : la boucherie, la charcuterie ? Que disent les textes : rangent-ils les petits industriels de l'alimentation parmi les commerçants au sens strict ou parmi les artisans ? Une instruction ministérielle du 1^{er} juin 1929, a propos de l'application de la loi sur les Chambres de métiers a réglé jusqu'à nouvel ordre la question. Les industries de l'alimentation seront considérées comme professions artisanes pour les élections aux Chambres de métiers (loi du 26 juillet 1925) et pour le bénéfice des dispositions de la loi du 27 décembre 1923 sur le crédit à l'artisanat (1). Mais, étant donné le texte de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qui qualifie d'artisans, seuls les individus qui se livrent principalement à la vente des produits de leur travail, elles seront considérées, du point de vue fiscal, comme des professions commerciales, au sens strict, non comme des professions artisanes.

Cette interprétation des termes de la loi de 1923, telle que cette circulaire du 1^{er} juin 1929 l'a établie, a été développée pour la première fois dans une lettre du Président du Conseil Ministre des Finances (2). « Or l'exemption d'impôt prévue

(1) La commission prévue par cette loi a émis en 1929 un avis favorable à cette interprétation.

(2) Cette lettre datée du 6 février 1928, était adressée au Président de la Com-

en faveur de certains artisans ne s'applique qu'à ceux qui, entre autres conditions, satisfont à celle de se livrer *principalement* à la vente des produits de leur propre travail. On ne considère donc, comme artisans, au point de vue fiscal, que les petits industriels qui cherchent avant tout à réaliser la valeur de leur travail manuel et c'est d'ailleurs pour ce motif que leurs revenus professionnels ont été assimilés aux revenus du travail pour l'établissement de l'impôt. Or il est manifeste que tel n'est pas le cas notamment des bouchers, dont le bénéfice, provenant de la différence entre le prix d'achat du bétail sur pied et le prix de vente au détail, est essentiellement commercial. De même pour ce qui est des profits des boulangers, confiseurs, pâtisseries ; ils ont, pour une large part, leur source dans la fourniture des denrées mises en œuvre et ils ne peuvent par suite être considérés comme la simple rémunération du travail manuel des exploitants... ».

Conclusion.

On ne peut pas dire : l'artisan n'est pas un commerçant, comme on a dit plus haut : l'artisan n'est pas un industriel, l'artisan n'est pas un ouvrier. Il faut distinguer la tendance ancienne et la tendance moderne de la législation.

1^o *Tendance ancienne de la législation* : La plupart des artisans sont commerçants. Ils sont, dans les limites et aux conditions fixées par les lois, justiciables des tribunaux de commerce, soumis au régime commercial des preuves, du gage et du prêt d'argent, passibles des peines spéciales en matière de faux et particulièrement en matière de cessation de paiements (faillite ou liquidation judiciaire), assujettis à la tenue de livres, à la publicité du contrat de mariage ; ils sont électeurs et éligibles

mission des Finances du Sénat, au sujet des commentaires que renfermait le rapport fait à la Chambre des députés sur le projet qui allait devenir la loi du 22 décembre 1928 (voir ci-dessous). Le Président du Conseil était alors M. Poincaré. Le mot « principalement » a été souligné dans la circulaire du 1^{er} juin 1929.

aux tribunaux et aux Chambres de commerce ; ils doivent s'immatriculer sur le registre de commerce, etc...

2^o *Tendance moderne de la législation* : Artisans, industriels, commerçants en gros, petits détaillants, etc.. soumis à la législation du Code de commerce et des grandes lois commerciales, se distinguent par des caractères particuliers qui leur font accorder peu à peu un statut spécial, différent pour chacun d'eux, quoique comparable. Les artisans sur certains points ont obtenu gain de cause (représentation des intérêts, crédit), sur d'autres ils n'ont fait que changer de statut et ont été assimilés aux ouvriers, par exemple en matière fiscale. Cette différenciation progressive entre ces commerçants, au sens large, entraîne actuellement de nombreuses difficultés : en premier lieu, la législation ne sait pas encore de quel côté ranger plusieurs professions, en second lieu les lois introduisent des éléments numériques qui troublent tout essai de classification juridique. Le sort, variable suivant les textes, des industries de l'alimentation, le fait que les maîtres artisans sont électeurs et éligibles à la fois aux Chambres de métiers et aux Chambres de commerce, prouvent, entre autres témoignages, l'obscurité et l'incertitude de cette différenciation.

Dans un arrêt récent (1), daté du 28 février 1933, la Chambre des requêtes a sanctionné cette évolution. Un artisan, petit serrurier d'Orléans, qui travaillait seul, aidé d'un apprenti, avait porté, devant le juge de paix de son canton, une réclamation contre sa radiation de la liste des électeurs consulaires. Il prétendait, quoique serrurier à façon, exercer des actes de commerce et demandait sa réinscription. Le juge de paix avait examiné uniquement sa situation professionnelle : après avoir estimé que le fait d'être inscrit sur la liste électorale de la Chambre de métiers ne conférait pas l'électorat consulaire, il avait constaté que le serrurier à façon ne remplissait pas les conditions voulues pour être qualifié d'artisan-commerçant et avait écarté

(1) D. P. 1933.1.103.

sa réclamation. La Cour de cassation a, pour deux motifs, rejeté le pourvoi formé contre cette décision. Elle regarde d'abord la situation réelle de l'artisan :

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que B... exerce à Orléans le métier de serrurier à façon, qu'il travaille seul avec un apprenti et est inscrit sur la liste électorale de la Chambre des métiers du Loiret comme maître-artisan... ».

Elle tient compte, en son second motif, de la situation légale de l'artisan :

« Attendu qu'un serrurier exerçant son métier manuel dans les conditions légales permettant son inscription sur la liste des électeurs aux Chambres de métiers comme maître-artisan, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, n'utilisant pas d'autre concours que celui d'un apprenti, et, à raison de cette situation affranchi de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux... est un artisan et ne peut être assimilé à un commerçant ».

La Chambre constate donc que B... répond : 1^o à la définition de l'artisan édictée dans la loi du 26 juillet 1925 ; 2^o à celle fixée par la loi du 30 juin 1923 (décret de codification du 15 octobre 1926). Ce second motif prouve l'évolution de la législation : lentement, une conception de l'artisan distincte de la conception du commerçant ou de celle de l'industriel se fait jour. Mais on peut s'étonner que la Cour de cassation ait cru devoir se fonder sur des définitions aussi arbitraires que des définitions fixées par des lois qui n'ont pas trait au litige. En effet, il existe, d'abord, des artisans électeurs aux Chambres de métiers qui exercent des actes de commerce. D'autre part si, parmi les artisans qui sont imposés sous la cédule des traitements et salaires, certains ne sont pas des commerçants, il en est d'autres que la présence d'un compagnon supplémentaire empêche de jouir de cette faveur et qui, peut-être, n'exécutent pas non plus des actes de commerce. Ce motif paraît donc superflu. Le premier motif, dont le juge de paix s'était contenté, suffit à

lui seul à rayer, dès sa première inscription, ce petit serrurier de la liste des électeurs consulaires. Cet arrêt montre le rôle de la législation spéciale à l'artisanat, qui crée des classifications nouvelles : jusqu'en 1931, ce petit serrurier était demeuré électeur consulaire.

§ 5. — L'artisan et les professions libérales.

Au premier abord, l'artisan paraît n'avoir aucun lien avec les professions libérales. Son travail est manuel et celui d'un professeur, d'un médecin, d'un magistrat est un travail intellectuel. Cependant la tâche du peintre n'est-elle pas elle aussi manuelle ? Le jeu et l'habileté de ses mains l'aident à exercer son métier et lui sont nécessaires pour qu'il puisse employer son intelligence. D'autre part, le mécanicien penché sur le rouage d'une voiture automobile qui, pour une raison inconnue, se refuse à marcher, ne doit-il pas réfléchir, chercher dans ses connaissances techniques, dans sa mémoire, des éléments d'information qui lui permettront de réparer ? Il se livre à un travail intellectuel d'analyse et de synthèse, sans lequel la partie manuelle de son métier ne vaudrait rien. Ces deux exemples ne sont pas extraordinaires : l'histoire nous montre, d'une manière plus significative encore, que certaines professions dites à notre époque libérales, étaient considérées comme artisanes peu de siècles auparavant : les chirurgiens ne se sont scindés de la corporation des barbiers qu'au XVIII^e siècle parce qu'on s'aperçut, après d'interminables querelles, que pour l'opération chirurgicale, l'activité intellectuelle était plus importante que la seule habileté manuelle. Du jour où la chirurgie devint une science, les chirurgiens furent considérés comme membres d'une profession libérale. Le premier caractère qui distingue la profession artisanale, sera l'importance plus grande que revêt le travail manuel par rapport aux connaissances intellectuelles et à la réflexion : ainsi la peinture est classée profession libérale, alors que le photographe et le dessinateur industriel exercent

une profession artisanne. Le sculpteur est artiste, le statuaire artisan. Cependant, il ne faut pas oublier le rôle que, dans l'exercice des petits métiers, jouent l'intelligence et le savoir.

La différence s'affirme par un second caractère : les artisans comme les intellectuels ou les artistes travaillent par eux-mêmes. Mais l'artisan se contente parfois de diriger les compagnons qui l'aident à son œuvre ; au contraire, devant nécessairement réfléchir et savoir, l'intellectuel travaille presque uniquement par lui-même : ses collaborateurs ne lui apportent jamais qu'un secours accessoire.

Artisan. Artiste. Artisan d'art.

Cette distinction entre l'artisan et l'artiste n'avait jamais, jusqu'à ces dernières années, donné lieu à la moindre controverse ; mais la création, en 1932, du groupement syndical des artisans d'art a soulevé des discussions très vives qui ne seront pas closes d'ici longtemps. Cette association, divisée en quatre sections, réunit des peintres, des sculpteurs, des graveurs, des décorateurs, et les appelle tous du nom générique d'« artisans d'art ». Jusqu'ici, ces mots, qu'une fantaisie philologique a seule pu accoupler, étaient restés peu employés. Certains artisans fabriquent des objets d'art : les ébénistes, les ferronniers, les statuaires... Ils travaillent suivant la discipline artisanne et ne se distinguent des autres artisans que par le caractère artistique de l'ouvrage que leurs mains pétrissent et façonnent ; parfois, par abréviation, ils sont nommés « artisans d'art », et les petites entreprises de plusieurs d'entre eux connaissent le succès. Mais ces mots d'« artisans d'art », ont connu brusquement une extension motivée moins par une évolution économique, que par des circonstances politiques. Les artistes, ceux qui jusqu'à présent étaient ainsi qualifiés, peintres, sculpteurs, graveurs, étant assimilés aux professions libérales, ne jouissaient pas des mesures votées par le Parlement, en faveur des artisans. L'idée vint à certains de transformer leur appellation, d'oublier

désormais ce nom d'artiste qui faisait leur malheur, de prendre celui d'artisan, doublé du mot « art », afin de préserver la susceptibilité de plusieurs d'entre eux à qui l'assimilation avec serruriers, mécaniciens et bouchers, ne souriait guère. Certains même qui affectent, par snobisme, de mépriser la culture et l'intelligence se réjouissent de ce changement de nom. La législation artisanale leur devient ainsi en grande partie applicable, et des retouches insignifiantes permettent même de leur en étendre complètement le bénéfice. Dans quelle mesure ces artistes ont-ils le droit de s'intituler artisans ?

Les arguments invoqués par le groupement syndical peuvent être résumés de la façon suivante (1) :

1^o Les artistes, peintres, sculpteurs et graveurs, exercent une profession essentiellement manuelle, ils travaillent par eux-mêmes, généralement seuls ; ils sont indépendants et vendent, souvent sur commande, soit directement au public, soit à des commerçants qui revendent au détail. Par ces caractères, l'artiste ressemble à l'artisan comme un frère à un frère ; il doit bénéficier des mêmes mesures.

2^o Non seulement les artistes peuvent être assimilés à des artisans, mais encore ils forment l'élite de la classe artisanale ; ils ne demeurent pas simples exécutants, mais sont de véritables créateurs. Avant d'éditer une de leurs œuvres, ils la rêvent et l'imaginent. Plus que tous les autres artisans, ils représentent la force et le génie du travail manuel. Leurs qualités intellectuelles ne peuvent les empêcher de profiter des mesures destinées aux artisans, puisque l'administration elle-même, dans la liste des professions imposables au titre des professions artisanes, cite les métiers qu'exercent des artisans-créateurs : fabricants de bronze d'art, céramistes, ciseleurs...

3^o Historiquement l'artiste et l'artisan ont de tout temps été confondus. Au ^{xvii}xvii^e et au ^{xviii}xviii^e siècles le peintre en bâtiment

(1) Rapport de M. Jean CROUZILLARD, président du Groupement syndical des Artisans d'Art, au Ministère du Travail, 1933.

et le peintre d'histoire, le sculpteur et le statuaire appartenaient à la même communauté : la confrérie de Saint-Luc. Au ^{xix}^e siècle une scission s'est produite, les artistes ont été assimilés à tort aux professions libérales. La tradition doit être reprise, les artistes doivent revendiquer le titre d'artisans d'art.

Tous les syndicats d'artisans n'acceptent pas cette manière de voir et quelques-uns protestent en ces termes :

1. Sans doute les artistes se considèrent à juste titre comme des travailleurs manuels ; mais cet adjectif s'entend de deux façons : le travail manuel s'oppose, d'une part, au travail à la machine, d'autre part, au travail intellectuel. Le travail manuel de l'artisan se comprend dans les deux sens, non le travail de l'artiste qui, les groupements d'artisans d'art le reconnaissent eux-mêmes, ne s'oppose qu'au travail à la machine. N'y a-t-il pas là une différence économique telle qu'elle permet de classer juridiquement les artistes parmi les professions libérales, et non parmi les métiers d'artisanat ? En second lieu, l'artiste travaille par lui-même, et, s'il veut rester digne de son nom, il ne se fait pas aider dans sa tâche. Mais l'artiste répond : combien de grands peintres ont laissé des compagnons achever leurs plus illustres tableaux ?

2. Il existe bien des artisans qui sont à la fois créateurs et exécutants, et les métiers d'art en offrent de nombreux exemples ; néanmoins il ne faut pas se laisser leurrer par les mots. L'artisan-créateur, le ciseleur par exemple, est essentiellement un artisan : il exécute, et c'est là son gain. Pour quelques ornements qu'il imagine lui-même, combien d'objets produit-il d'après des modèles imposés ? Au contraire, ces associations d'artisans d'art se refusent à admettre comme membres, les travailleurs qui exécutent d'après un modèle et qui ne sont pas uniquement des créateurs. Dans la liste officielle des professions artisanes, aucun des métiers indiqués ne subsisterait si les artisans qui les exerçaient se contentaient d'éditer et de reproduire leurs propres œuvres. L'assimilation des peintres,

des sculpteurs et des graveurs apparaît donc comme une gageure.

3. Enfin, la scission entre artistes et artisans n'est pas due seulement à la volonté des hommes. Les uns sont restés des ouvriers et les autres se sont élevés au rang des professions intellectuelles et libérales, car le développement des lettres et des arts a amené une profonde modification économique et sociale, qu'il paraît difficile et chimérique de vouloir supprimer par un changement de mot. Si les chirurgiens s'intitulaient barbiers d'art, redeviendraient-ils aussitôt artisans ? Lorsque le Parlement vient en aide aux petits travailleurs des métiers d'artisanat, il sait qu'il encourage une masse homogène, fidèle à la démocratie, dispersée sur l'ensemble du territoire, proche des paysans auxquels l'unissent les mêmes conditions sociales d'existence et de labeur. Peut-on en dire autant des artistes ?

Un observateur impartial éprouve quelque peine à rétablir une vérité approximative : il est évident que les artistes ont le droit de se nommer artisans pour profiter des faveurs du législateur : il est juste que les possesseurs du titre protestent contre un partage qui diminue leurs privilèges.

Une définition stricte du mot artisan, à l'heure actuelle, et pour les raisons énoncées au début de ce paragraphe, exclut formellement les artistes (1). Si ceux-ci ne pouvaient à eux seuls former un syndicat, ils le constitueraient plus volontiers avec les membres des autres professions libérales qu'avec les ébénistes, les mécaniciens et les électriciens. Leurs liens avec les artisans se réduisent à une dextérité manuelle commune et à une assimilation juridique qui remonte aux débuts de l'histoire, mais qui, depuis longtemps, a pris fin.

Cependant les circonstances économiques expliquent et justifient le mouvement des artistes : le chômage sévit, et pour beaucoup, le lendemain est plein d'incertitudes. D'un autre côté, la législation en faveur des artisans, n'est pas absolument spéciale à ces travailleurs manuels ; modifications du système fiscal,

(1) H. HAUSER, XIX *bis*.

organisation du crédit, secours de chômage, concessions de travaux : autant de mesures dont plusieurs catégories de citoyens sont appelés à bénéficier d'une façon ou d'une autre. Le malheur des temps conduit les artistes à se grouper et à implorer les secours de l'Etat : s'ils continuent à espérer plus des pouvoirs publics que de leur effort personnel, et si le Parlement juge utile de les secourir officiellement, une législation particulière aux artistes sera peu à peu élaborée. Alors le terme d'artisan d'art, s'il ne disparaît pas, reprendra le sens restreint qu'il connaissait il y a quelques mois : il restera l'apanage des ébénistes, des ferronniers, ou même des bottiers. Si elle aboutit à un encouragement officiel donné par les pouvoirs publics à certaines professions intellectuelles, cette extension inconsidérée de la notion d'artisan n'aura peut-être pas donné de mauvais résultats.

§ 6. — Caractères distinctifs de l'artisanat moderne.

Après cette étude, on peut grouper de la façon suivante les caractères particuliers de l'artisanat.

A. — Caractères juridiques.

INDÉPENDANCE DU TRAVAILLEUR :

C'est un caractère essentiel ; aucun contrat de travail ne doit lier l'artisan avec un entrepreneur. Il n'est pas salarié, et n'est soumis à aucune direction ni surveillance patronale. Certains auteurs jugent utile d'ajouter : autonomie de l'entreprise. Non seulement, en effet, l'artisan n'exerce pas son métier dans un atelier englobé dans une usine, mais encore il est propriétaire, locataire ou usufruitier du local où il travaille. Ce caractère autonome de l'entreprise n'est qu'une conséquence de l'indépendance du travailleur.

B. — Caractères économiques.

1. TRAVAIL DE L'ARTISAN :

- 1^o Travail personnel.
- 2^o Travail manuel,

L'artisan exerce son métier après avoir subi son temps d'apprentissage et de formation professionnelle ; de plus en plus couramment il use de la force motrice, mais les machines qu'il emploie sont presque toujours simples et de petite taille. Son travail, comme celui de ses compagnons, reste prépondérant et il ne se contente jamais de surveiller ; sa main dirige la machine, comme elle dirige l'outil.

2. ABSENCE DE DIVISION DU TRAVAIL :

1^o dans la production.

L'œuvre de l'artisan sort unique et entière de ses mains ; ni le maître, ni les compagnons ne sont spécialisés.

2^o dans l'organisation de l'entreprise.

Aucune séparation n'existe entre la fonction de direction et de surveillance et la fonction de production : le maître artisan gère et travaille.

3. CARACTÈRES PARTICULIERS DE LA MAIN-D'ŒUVRE :

1^o Importance de la famille.

La famille constitue, chez les petits artisans, la première main-d'œuvre.

2^o Les compagnons.

Ce sont des salariés ordinaires ; ils doivent néanmoins, en principe, connaître à fond leur métier ; leur nombre est peu élevé.

3^o Les apprentis.

Ce sont des jeunes gens qui travaillent au bénéfice du maître-artisan, lequel, en échange, leur apprend son métier.

4. CARACTÈRES PARTICULIERS DE LA VENTE.

L'artisan vend à la clientèle, au détail et souvent sur commande ; la spéculation sur la matière première n'est jamais son but principal. Il vend parfois, directement, à de grands magasins ou à des commerçants : il s'apparente, en ce cas, aux façonniers.

CHAPITRE III

LA NOTION D'ARTISAN D'APRÈS LA LÉGISLATION, LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

§ 1. — La notion d'artisan d'après la législation.

Les lois des 30 juin et 27 décembre 1923.

Le premier texte relatif à l'artisanat est la loi du 30 juin 1923 portant fixation du budget général de l'année 1923, ou plus exactement l'article 10 de cette loi. Cet article ne donne aucune définition de l'artisan : il se contente d'édicter une mesure protectrice (passage de la cédule des bénéfiques industriels et commerciaux à la cédule des traitements et des salaires) en faveur de certaines catégories de travailleurs : ouvriers à domicile, artisans, marchands ambulants, marins propriétaires d'un seul bateau, etc... En ce qui concerne les artisans, la loi limite son privilège à ceux qui, travaillant chez eux ou au dehors, se livrent principalement à la vente du produit de leur travail et n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un apprenti de moins de 18 ans, avec lequel un contrat d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du Livre 1^{er} du Code du travail.

Ce texte indique une première tentative pour définir l'artisan. La loi a retenu, explicitement, comme éléments de sa définition : le caractère de la vente, dont il a déjà été parlé à propos de la distinction entre commerçant et artisan (vente

des produits du travail), et de la main-d'œuvre (main-d'œuvre essentiellement familiale : le texte primitif avait spécifié que les membres de la famille devaient habiter sous le même toit que l'artisan : cette condition n'a pas été maintenue). Implicitement, la loi édicte la nécessité du travail personnel de l'artisan. Mais l'analyse des caractères spécifiques de l'artisanat n'est pas poussée plus loin, et le texte limite aussitôt sa faveur à ceux qui n'emploient qu'un apprenti et un compagnon, ce qui donne à la définition un caractère fiscal plus que juridique : seuls profiteront de l'article 10, ceux que depuis cette loi de 1923 on a nommé petits artisans. Les autres, c'est-à-dire les travailleurs indépendants qui emploient plus d'un compagnon et plus d'un apprenti, demeurent imposables au titre des bénéficiaires industriels et commerciaux. On ne peut donc, en ce qui concerne la notion d'artisan, retenir de l'article 10 qu'un premier effort pour grouper certains éléments que le législateur a jugé les meilleurs.

La loi du 27 décembre 1923 qui organise le crédit à l'artisanat, est la seconde des lois importantes votées en faveur de l'artisan. Elle ne donne aucune définition, mais la commission créée par l'article 6 de cette loi a réparé cet oubli (1) : « sont considérés petits artisans, les travailleurs de l'un ou l'autre sexe exerçant à leurs risques et périls les travaux manuels qui font l'objet de ce métier, et n'occupant comme auxiliaires, en dehors des membres de leur famille que deux personnes au plus ; ce nombre peut être porté à trois s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat d'apprentissage. Sont considérés comme membres de la famille le conjoint, les ascendants, les enfants et les petits-enfants ou pupilles habitant avec eux ». Cette définition, présente sur la précédente, le grand avantage d'affirmer la nécessité de l'indépendance juridique du travailleur (« à ses risques et périls ») ; elle précise de même la qualité manuelle du travail de l'artisan ; enfin elle insiste sur le caractère de la

(1) Séance du 23 octobre 1924.

main-d'œuvre : en premier lieu la famille qui comprend, outre le conjoint, les ascendants, etc..., les pupilles habitant chez l'artisan, en second lieu les compagnons et les apprentis. Mais l'analyse légale s'arrête ici ; elle ne parle pas, contrairement à l'article 10 de la loi du 30 juin, du caractère de la vente : son silence à ce sujet permet aux industries de l'alimentation de bénéficier de ses dispositions. Enfin, après avoir fixé qualitativement les travailleurs qu'elle protège, elle limite quantitativement le nombre des bénéficiaires. Son texte ne signifie pas que tout travailleur aidé par plus de 2 ou 3 auxiliaires, ne peut être tenu pour artisan, mais il le déclare implicitement exclu de cette organisation du crédit.

Un décret du 28 juillet 1932 qui prévoit des subventions aux caisses de chômage créées par les travailleurs indépendants, propose une nouvelle définition de l'artisan qui s'apparente beaucoup à la précédente, mais précise plusieurs détails. Le paragraphe 3 de l'article 1 s'exprime ainsi : « Sont assimilés aux travailleurs indépendants les chefs d'une petite entreprise artisanale au sens de l'article 5 § 2 de la loi du 27 décembre 1923, c'est-à-dire les travailleurs de l'un ou l'autre sexe exerçant un métier, d'une façon indépendante, effectuant eux-mêmes les travaux manuels qui sont l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaires en dehors des membres de leur famille que deux personnes au plus : ce nombre peut être porté à trois s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat écrit d'apprentissage ; sont considérés comme membres de la famille le conjoint, les ascendants, les enfants et petits-enfants et leurs conjoints ou les pupilles habitant avec eux ». Les précisions apportées par ce décret à la définition peuvent se résumer comme suit : après avoir rappelé dès le début la nécessité de l'indépendance juridique de l'artisan et de l'autonomie de son entreprise, il indique à deux reprises l'obligation du travail personnel (exerçant... effectuant eux-mêmes...) et du travail manuel (un métier... les travaux manuels) ; il insiste enfin, sur le caractère familial de la main-d'œuvre en comprenant parmi la famille

qui travaille au bénéfice de l'artisan, les conjoints des enfants et petits-enfants, afin d'éviter toute chicane avec l'administration ; naturellement, il limite, par la fixation d'un chiffre maximum d'ouvriers, le domaine de son application, et, pour la première fois, il stipule le caractère écrit du contrat d'apprentissage.

La définition de la loi du 26 juillet 1925.

Pour la création des Chambres de métiers, le législateur a dû donner une définition générale et ne grouper que des éléments qualitatifs pour préciser cette notion d'artisan.

« Par maître-artisan, dit l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925, il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou l'autre sexe, qui exercent un métier manuel, à condition d'une part qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, ou de compagnons, ou apprentis et à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ».

Cette définition paraît non seulement large mais précise. Large, elle l'est sans doute puisqu'elle ne limite pas le nombre des compagnons ni des apprentis. Mais est-elle si précise qu'elle le semble ? Sans doute elle fait appel à un grand nombre de caractères juridiques et de caractères économiques importants. Comme caractères juridiques, la loi retient celui du travail, qui doit être indépendant (sans se trouver sous la direction d'un patron) : elle n'admet donc pas l'existence d'un contrat de travail qui lierait l'artisan. Comme caractères économiques, la loi cite formellement le caractère personnel et manuel du travail, et les caractères particuliers de la main-d'œuvre (la famille, les compagnons, les apprentis) ; mais cette définition ne parle ni de la division du travail ni de la vente des objets fabriqués ou réparés.

Le législateur a-t-il eu tort de voter une définition si imprécise et qui allait fatalement provoquer des discussions ? Il faut reconnaître qu'à l'époque où cette loi fut adoptée, il eut été

difficile et arbitraire de préciser davantage une notion peu connue et encore peu distincte. Mais en fait, lorsqu'il fallut élire les premières Chambres de métiers, si aucun conflit ne s'éleva entre les ouvriers de la grande industrie et les artisans, par contre des difficultés surgirent quand il fallut départager, d'un côté les petits industriels et les petits commerçants qui prétendaient forcer l'accès de ces Chambres et, de l'autre côté, les artisans qui entendaient leur en interdire l'entrée. On s'aperçut alors à quel point il était délicat d'établir un critérium définitif séparant l'artisan du commerçant et de l'industriel. Cette loi n'a pas édicté une définition assez précise pour mettre fin aux discussions doctrinales. A chaque création d'une nouvelle Chambre de métiers, les querelles ne font que s'aviver. Certains groupements assurent que la loi a eu raison de ne pas énumérer un trop grand nombre de conditions restrictives, les autres réclament la révision dans un sens plus étroit, de cet article 1^{er}. Trois questions principales sont en litige.

1^o *La question du travail manuel.* — Certains ont pris ces deux mots à la lettre et ont voulu établir une distinction entre les artisans qui se servent d'outils à main et ceux qui emploient des machines à force motrice. Ces distinctions sont inutiles et fausses : nul n'a jamais nié que l'artisan d'aujourd'hui ne soit différent de l'artisan d'autrefois ; il a subi l'influence du progrès scientifique : la machine de l'artisan est son outil perfectionné. Hier scie à main, aujourd'hui scie mécanique : les moyens d'exécution du travail ont changé et changeront encore. Par « travail manuel », il faut comprendre travail à main comme travail à la force motrice, à la seule condition que l'habileté de l'artisan subsiste et ne se transforme pas en simple surveillance de la machine. Cette première question est maintenant résolue et ne présente plus de difficultés ; il n'en est pas de même des deux autres.

2^o *La question de la main-d'œuvre.* — L'artisan peut-il diriger une main-d'œuvre en nombre illimité ? Doit-on au contraire

fixer un chiffre maximum au delà duquel l'atelier artisanal devient atelier d'usine ?

3^o *La question du caractère de la vente.* — L'artisan ne doit-il vendre principalement que le produit de son travail ? En pratique cette question se pose ainsi : les industries de l'alimentation peuvent-elles être considérées comme des professions artisanes et peuvent-elles envoyer des représentants aux Chambres de métiers ?

§ 2. — Les querelles doctrinales.

A. — Les classifications de la C. G. A. F.

La Confédération générale de l'artisanat français, le plus important et le plus actif des groupements d'artisans, donne, en tête de ses statuts, une définition de l'artisan qui se rapproche de la définition de la loi du 26 juillet 1925, mais dont la portée est beaucoup plus restreinte.

« Par artisan, il y a lieu d'entendre tout travailleur de l'un ou l'autre sexe exerçant personnellement et à son compte un métier manuel, soit seul, soit avec le concours de son conjoint, des membres de sa famille, de compagnons ou d'apprentis, employant ou non de la matière première lui appartenant ou appartenant à des tiers, transformant celle-ci en produits ouvrés ou procédant sur des objets déjà fabriqués, soit à des modifications, soit à des opérations destinées à en prolonger l'usage et travaillant uniquement sans se trouver sous la direction d'un patron ».

Comme l'article 1^{er} de la loi sur les Chambres de métiers, ces statuts de la C. G. A. F. affirment le caractère d'indépendance juridique, proclament la nécessité pour pouvoir se dire artisan de travailler personnellement et manuellement : mais sur un point ils s'écartent complètement du texte légal : ils limitent strictement les catégories de travailleurs (classification qualitative des artisans). Enfin, quoiqu'en ce qui concerne la main-d'œuvre ces statuts se bornent à une énumération sans fixer

aucun chiffre maximum ni pour le nombre des compagnons, ni pour celui des apprentis, la Confédération tend actuellement à restreindre les dimensions de l'atelier artisanal afin d'expulser de tous les syndicats d'artisans les petits industriels qu'une définition trop peu stricte laisserait pénétrer (classification quantitative des artisans).

a) *Classification qualitative.* — Les artisans opèrent, d'après la C. G. A. F. de l'une des trois façons suivantes : ou ils transforment en matière ouvrée la matière première leur appartenant, et en assurent eux-mêmes le placement : dans ce cas ce sont des *artisans producteurs* ; ou ils font subir à la matière première usagée des transformations permettant d'en prolonger l'usage, en exécutant ces transformations avec des produits leur appartenant : dans ce cas ce sont des *artisans réparateurs* ; ou, enfin, ils transforment en matière ouvrée la matière première appartenant à autrui, mais cette transformation s'effectue sous leur responsabilité sans qu'ils se trouvent sous la direction d'un patron : dans ce cas ce sont des *artisans façonniers*.

Cette classification exclut toutes les industries de l'alimentation : la Confédération estime que le travail exécuté par les boulangers, bouchers, charcutiers, ne peut pas se comparer avec le travail manuel de l'artisan ; elle juge que les intérêts de ces deux branches différentes de l'activité économique sont distincts et que c'est, par conséquent, une erreur d'avoir créé un organisme où les professions artisanes sont mêlées aux métiers de l'alimentation.

b) *Classification quantitative.* — Pas plus que la législation de 1925, la Confédération n'avait songé à limiter dans ses statuts le nombre des compagnons ou des apprentis ; mais des incidents soulevés à propos de l'application de la loi sur les Chambres de métiers l'ont obligée à préciser sa doctrine et à établir une seconde classification. La Confédération reconnaît deux catégories d'artisans : 1^o Les petits artisans, c'est-à-dire ceux qui profitent de la loi du 30 juin 1923 ; 2^o les moyens et les grands

artisans, c'est-à-dire ceux qui en sus des membres de leur famille occupent jusqu'à dix compagnons ou apprentis, mais assurent par eux-mêmes la direction technique et commerciale de leur affaire, n'emploient ni chef d'atelier, ni contremaître et connaissent à fond leur métier. La Confédération use donc de deux éléments pour préciser sa définition. En premier lieu, la division du travail : quel que soit le chiffre de leur main-d'œuvre, ne peuvent se nommer artisans que ceux dont l'atelier ne connaît ni spécialisation ni division du travail ; en second lieu, la Confédération, par l'addition d'un élément numérique, établit une présomption d'artisanat, en déclarant que, quel que soit son mode de travail, quiconque emploiera plus de dix compagnons ne pourra être considéré comme artisan. En fait, la C. G. A. F. admet, exceptionnellement, certains artisans véritables qui travaillent eux-mêmes quoique entourés de douze ou quinze compagnons.

Le grand argument qu'emploie la C. G. A. F. pour défendre ses idées est le suivant : si vous n'établissez pas ces restrictions, dit-elle, vous créerez des divergences d'intérêt, la classe artisanale sera divisée. Vous serez obligés de choisir entre deux solutions : ou vous ne défendrez que certains intérêts, alors les ateliers familiaux pâtiront aux dépens des entreprises plus vastes qui sauront se faire entendre les premières, ou bien vous voudrez défendre tous ces intérêts différents ; alors vous éparpillerez vos efforts, vos réclamations seront moins âpres, le législateur vous écoutera d'une oreille distraite et finalement, au lieu de réformes, il faudra vous contenter de compromis peu satisfaisants. Restreindre votre classe, c'est la rendre unie, cohérente et déjà victorieuse.

B. — Les opinions adverses.

I. *La thèse alsacienne.* — La notion d'artisan, telle que la conçoit la C. G. A. F., n'est pas admise par tous les groupements d'artisans. En particulier fortes de leur tradition et de leur succès, les corporations alsaciennes opposent à la thèse de la

Confédération la vieille doctrine, issue de la législation allemande, grâce à laquelle dans les provinces recouvrées les artisans se sont groupés d'une façon remarquable. Leur thèse s'oppose sur deux points principaux à la thèse de la C. G. A. F. : elle reconnaît aux industries de l'alimentation le caractère de professions artisanes et elle se refuse à jeter l'exclusive sur les chefs d'entreprises indépendantes qui occupent un grand nombre de compagnons ou d'apprentis, pratiquent la division du travail et embauchent des contremaitres. Les Alsaciens apportent, pour soutenir leurs idées, une série d'arguments que l'on peut résumer de la façon suivante (1) :

1^o Sérieusement menacé dans son existence même par l'évolution de la technique, si l'artisanat est aujourd'hui appelé à une renaissance par un singulier retour des choses, il a besoin, pour remplir le rôle qu'on attend de lui, du concours de tous ceux qui veulent adhérer à cette forme de travail ; plus ses défenseurs seront nombreux, mieux cela vaudra pour lui. Il ne faut donc pas commencer par construire la maison des artisans avec cet esprit de chapelle et d'exclusivité qui va jusqu'à répudier tous les artisans des industries alimentaires. Il ne faut donc pas non plus jeter l'anathème sur ceux qui, grâce à leurs qualités personnelles, grâce à leurs efforts ou grâce à la fortune, ont agrandi leurs affaires et occupent plus de dix compagnons.

2^o Le but de l'action artisanale doit être de procurer aux artisans la considération et le bien-être qu'ils méritent par leur travail et leur fonction économique. Préconiser que les petits ont le devoir de demeurer petits n'est-ce pas un programme qui va à l'encontre du progrès et même du bon sens ? Limiter son effort, c'est se préparer un grave échec.

3^o Enfin, le mouvement artisanal doit conserver assez de souplesse, assez de largeur de vues pour pouvoir réunir en une

(1) M. PETER, *Mémoire à l'Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers* (mai 1932), LXII.

communauté d'idées et d'idéal tous ceux qui ont appris un métier manuel, qui ont été apprentis, ouvriers, maîtres, qui ont gardé la fierté de l'artisan, même si l'ampleur de leur entreprise les éloigne de plus en plus du petit atelier familial où ils ont commencé leur apprentissage.

Les Alsaciens ne veulent pas sans doute noyer les petits artisans dans des groupements que domineraient les chefs d'entreprises importantes : d'une part la petite entreprise constitue toujours la règle pour l'artisanat et, d'autre part, ils ne désirent pas effacer la ligne de démarcation entre l'artisanat et l'industrie. A l'instar de la législation allemande, les Alsaciens estiment qu'il ne faut ni rejeter les industries de l'alimentation ni fixer un maximum pour le personnel occupé ou pour le chiffre d'affaires. Ils vont même plus loin car ils n'exigent plus du maître-artisan qu'il soit lui-même occupé au travail manuel de son entreprise : si celle-ci, sans acquérir un caractère de manufacture industrielle, s'est développée au point que son chef ne puisse s'occuper que de l'administration et de la direction, qu'il soit obligé par conséquent de nommer des contre-maitres, pourquoi chasser cet ancien artisan ? Sa force profitera à toute la corporation.

II. *La thèse des organisations syndicales dissidentes.* — En dehors des provinces recouvrées, la thèse alsacienne a rencontré des partisans. En particulier, l'Union des Artisans français se montre favorable à une définition large et imprécise du terme artisan : non seulement les dirigeants de cette union comprennent dans cette notion les industries de l'alimentation, non seulement il n'admettent aucune limitation numérique que ce soit pour la main-d'œuvre, pour le chiffre d'affaires ou pour les dimensions de l'entreprise, non seulement ils consentent à ce que l'artisan ne pratique plus son métier et se contente de diriger son entreprise, mais encore ils ne sont pas loin de penser qu'afin d'augmenter la force du mouvement, il serait bon de s'adjoindre des professions assez différentes, dont la seule

caractéristique commune avec l'artisanat consiste à n'être ni des professions salariées, ni des professions patronales. Ainsi, ils ajoutent à la classe artisanne, d'un côté les artistes, les peintres, les sculpteurs..., d'un autre côté les petits commerçants.

Cette thèse est naturellement acceptée par les groupements qu'ont constitués les artistes et qui tirent grand profit d'une alliance avec de véritables artisans. Elle plaît aussi aux syndicats formés par certaines industries de l'alimentation (bouchers, sommeliers, boulangers). Elle montre une tendance certaine des classes moyennes à s'unir pour défendre leurs intérêts, aussi bien contre les syndicats ouvriers que contre les associations de patrons et d'industriels. Cependant cette doctrine demeure trop vague et trop confuse pour attirer l'enthousiasme des artisans qui préfèrent une définition plus simple et plus stricte.

§ 3. — La jurisprudence.

La définition donnée par la loi du 25 juillet 1925 a donc donné lieu à de nombreuses discussions doctrinales. Un premier sujet de litige a été provisoirement résolu par une circulaire ministérielle du 1^{er} juin 1929. Se référant à l'opinion du Président du Conseil énoncée lors de la préparation de la loi du 22 décembre 1928 (1), le ministre du Travail a déclaré qu'étant donné les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1925, il était naturel de considérer les industries de l'alimentation comme appartenant aux professions artisanes. A propos des bouchers, boulangers, confiseurs, etc... le texte ministériel s'exprime ainsi : « Les conditions d'exercice de leur métier permettent, en ce qui concerne les élections aux Chambres de métiers, de les considérer comme des artisans ». Sur ce premier point la thèse alsacienne triomphe donc à l'heure actuelle.

Mais aucune circulaire, et pour cause, n'a pu fixer un chiffre

(1) Voir le chapitre précédent.

maximum d'ouvriers. Aussi à propos d'élections à certaines Chambres de métiers, plusieurs contestations se sont élevées devant les tribunaux. Quels sont ces litiges ? Quelles sont les juridictions compétentes ?

Les litiges qui se sont présentés et se présenteront encore jusqu'à une nouvelle législation, se ramènent tous au même : le refus de la part de certains artisans de considérer le chef d'une entreprise de quelque importance comme un des leurs, par conséquent la volonté de la part de ceux-là, soit de radier celui-ci de la liste des électeurs, soit, s'il a été élu, de l'expulser de la Chambre de métiers. Les juridictions compétentes varient selon la manière dont le procès a été engagé : aussi la jurisprudence, actuellement trop récente pour être abondante, ne tardera pas à le devenir. Le procès peut se présenter de trois façons différentes :

1^o A propos du contentieux des listes électorales : compétence du juge de paix en vertu de l'article 6 de la loi de 1925 qui renvoie aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires : jurisprudence par conséquent de la Cour de Cassation (Chambre des requêtes). La compétence est judiciaire puisqu'il s'agit de droits individuels.

2^o A propos du contentieux des opérations électorales : compétence du Conseil de préfecture, en vertu de ce même article 6 qui renvoie aux dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur les élections municipales : jurisprudence par conséquent du Conseil d'Etat. La compétence est administrative puisque le procès porte sur des opérations administratives.

3^o A propos des centimes additionnels perçus au bénéfice des Chambres de métiers : compétence du Conseil de préfecture, juridiction compétente en matière de contributions directes, en vertu du dernier alinéa de l'article 19 de la loi de 1925 qui ajoute que les réclamations des assujettis à la taxe sont instruites par la Chambre de métiers avant d'être transmises au tribunal compétent : jurisprudence par conséquent du Conseil d'Etat.

A l'heure actuelle deux arrêts importants sont seuls intervenus : un de la Cour de Cassation en date du 5 janvier 1932 et un autre du Conseil de préfecture interdépartemental d'Orléans en date du 30 janvier 1932 contre lequel un recours a été formé au Conseil d'Etat qui ne s'est pas encore prononcé. Ces deux arrêts donnent raison l'un en grande partie, l'autre entièrement, à la thèse confédérale (1).

Dans le premier cas, la Chambre des requêtes était en présence d'un recours formé par un petit industriel contre la décision du juge de paix qui le rayait des listes électorales des Chambres de métiers ; il prétendait posséder la qualité d'artisan. La Cour s'est exprimée ainsi :

« Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 et de l'article 3 du décret du 14 avril 1928, sont considérés comme maîtres-artisans et peuvent être inscrits à ce titre sur la liste des électeurs aux Chambres de métiers, les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis, et à condition d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ; que s'ils ne satisfont pas à ces conditions essentielles, ils ne peuvent, d'après l'article 5 du décret du 14 avril 1928, quoique inscrits sur la liste des électeurs à la Chambre de

(1) Un troisième arrêt est à citer, celui du Conseil de préfecture interdépartemental de Poitiers, en date du 6 mai 1932. Des protestations avaient été portées devant lui par des artisans qui demandaient l'annulation de l'élection à la Chambre de Métiers d'Indre-et-Loire de trois entrepreneurs de travaux publics dont la qualité d'artisan était discutée. Le Conseil de préfecture de Poitiers, contrairement à celui d'Orléans, n'a pas prononcé l'annulation :

«... considérant que c'est seulement à l'audience que les protestataires ont présenté des allégations, d'ailleurs contestées, ayant trait au *défaut d'exécution personnelle* du travail par les candidats, aux *concours employés par ces derniers*... considérant que ces griefs et conclusions sont tardifs et qu'il y a lieu de les déclarer irrecevables... »

La décision du Conseil de préfecture de Poitiers étant simplement motivée par un défaut de procédure, présente donc, du point de vue doctrinal, un moindre intérêt que celle du Conseil de préfecture d'Orléans,

commerce, être obligatoirement inscrits sur la liste des électeurs à la Chambre de métiers :

« Attendu qu'il résulte des constatations et des déclarations du jugement attaqué que « B... est à la tête d'une entreprise de menuiserie occupant des ouvriers et des apprentis, qu'il ne travaille pas par lui-même, mais se borne à faire exécuter des travaux sur des plans par lui établis, qu'il ne participe pas personnellement aux travaux matériels de sa profession » ; qu'en déduisant de ces constatations et déclarations que B... ne satisfait pas aux conditions établies par la loi du 26 juillet 1925, parmi lesquelles *se dégage essentiellement le travail en atelier familial* avec l'aide de membres de la famille, de compagnons ou apprentis, et que, dès lors, il ne pouvait être considéré comme un maître-artisan, et en décidant, par suite, qu'il n'y avait pas lieu de l'inscrire sur la liste électorale de la Chambre de métiers, le juge de paix a légalement justifié sa décision :

Par ces motifs, rejette (1) ».

La Cour a donc estimé que l'absence de travail personnel suffit pour éliminer de la classe artisanale quiconque ne remplit pas cette condition. En outre, elle insiste sur le caractère d'atelier familial que doit présenter, d'après l'esprit de la loi de 1925, l'entreprise de l'artisan. Ce premier arrêt donne, dans son principe, raison à la thèse confédérale : ce sieur B... pourrait être inscrit sur la liste électorale de la Chambre de Metz ou de Strasbourg.

Le Conseil de préfecture interdépartemental d'Orléans, sur une affaire semblable, s'est prononcé dans le même sens, avec plus de rigueur encore :

« Considérant que l'article premier de la loi du 26 juillet 1925, créant des Chambres de métiers destinées à servir d'organes aux intérêts des artisans, maîtres ou compagnons, dispose qu'il y a lieu d'entendre comme maîtres-artisans les travailleurs qui exercent un métier manuel, à condition qu'ils accomplissent

(1) D. H. 4 février 1932,

leur travail par eux-mêmes, soit seuls, soit avec le concours de leur conjoint, de membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis ; que, bien que la loi ne fixe pas le nombre de ces compagnons ou apprentis, *son esprit comme la nature des choses* ne veulent pas qu'il dépasse sensiblement quelques unités ;

Considérant que les sieurs F... et B... ne remplissent pas cette dernière condition, qu'ils sont à la tête d'un personnel dont il n'est pas dénié qu'il n'est pas inférieur à une quinzaine ; qu'inscrits ou non sur la liste des électeurs de la Chambre de commerce, ils n'ont donc pas la qualité de maîtres-artisans voulue par la loi ; qu'il est d'ailleurs sans intérêt de rechercher s'ils l'ont eue jadis, cet examen ne pouvant être pertinent que s'ils avaient renoncé alors à l'exercice de leur métier... ».

Le Conseil de préfecture a donc attaqué le problème de son côté le plus délicat et le plus discuté : il a constaté la nature et l'importance de la main-d'œuvre et a déclaré que « l'esprit de la loi comme la nature des choses » exigeaient un chiffre limité d'employés. Comme la Cour de Cassation, malgré le silence de la loi, il proclame le caractère essentiellement familial de l'entreprise artisanale ; il va plus loin encore puisqu'il envisage la possibilité de limiter le personnel autour du chiffre quinze. Cet arrêt a été l'objet d'un recours au Conseil d'Etat : ceux qui lui sont opposés protestent contre cette interprétation de la loi ; le texte de 1925 ne parle pas de limiter le nombre des ouvriers et pour annuler une élection, le Conseil de préfecture ne jugerait que d'après cet élément ! N'est-ce pas une extension abusive et une mauvaise interprétation de la volonté du législateur ? Si le Conseil d'Etat rejette le recours, la jurisprudence judiciaire et la jurisprudence administrative seront d'accord et la thèse confédérale triomphera.

§ 4. — La notion d'artisan d'après la nouvelle législation.

La proposition Courtier.

Sans attendre qu'une jurisprudence se crée qui précise le statut légal des Chambres de métiers, M. Joseph Courtier,

auteur de la loi de 1925, déposa, le 7 juillet 1932, une proposition de loi sur le bureau du Sénat « tendant à compléter la définition des maîtres-artisans donnée par la loi portant création des Chambres de métiers ». Cette proposition, adoptée par la Haute Assemblée dans sa séance du 19 janvier 1933, se réduisait à un seul article et s'inspirait directement des vues de la Confédération générale (1). Elle était rédigée de la façon suivante :

« Par maîtres-artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs autonomes de l'un ou l'autre sexe exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, ayant ou non enseigne et boutique, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, justifiant de leurs capacités professionnelles par un apprentissage préalable ou un exercice prolongé de ce métier, accomplissant leur travail seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, de compagnons ou d'apprentis.

Le nombre des compagnons et apprentis ne devra en aucun cas dépasser dix unités, l'artisan devant assurer seul la direction de son travail ».

La précision de cette définition, si on la compare à celles qui l'ont précédée, est remarquable ; elle fait état de tous les éléments importants qui peuvent entrer dans une définition (2). Elle prévoit :

l'indépendance juridique de l'artisan et l'autonomie de son entreprise (travailleur autonome... sans se trouver sous la direction d'un patron... à son compte...);

(1) *J. O. Débats parlementaires. Sénat. Vendredi 20 janvier 1933, p. 43.* La discussion mit aux prises M. ECCARD, qui défendit la thèse alsacienne, et M. SERRE, avocat de la doctrine confédérale.

Cette nouvelle définition ne doit pas s'appliquer aux Chambres de Métiers de Strasbourg et de Metz, dont l'organisation et le fonctionnement demeurent régis par les lois locales.

(2) Une proposition de loi déposée par le groupe de défense artisanale de la Chambre des députés tendant à créer une imposition sur le revenu des professions exercées par les maîtres-artisans, reprend, dans son article 2, les mêmes termes que la proposition COURTIER pour définir le maître-artisan (voir II^e partie, chap. II).

l'obligation du travail personnel (personnellement...); du travail manuel (métier manuel... employant ou non la force motrice...);

et, dans une mesure encore limitée, de l'apprentissage (justifiant de leurs capacités professionnelles...);

l'absence de division du travail (accomplissant son travail seul... et devant assurer seul la direction de son travail);

le caractère de la vente (se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail);

et de la main-d'œuvre (la famille, les compagnons, les apprentis).

Mais cette proposition de loi ne s'arrête pas là : elle tend 1^o à éliminer de la classe artisanale quiconque dirige une entreprise de plus de dix compagnons ou apprentis. Elle donne raison, par conséquent, à la thèse de la C. G. A. F. ; 2^o à en exclure toutes les industries de l'alimentation : les termes « se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail » ont été ajoutés dans ce but. C'est, en effet, parce que la loi de 1923 emploie ces mêmes termes, que le bénéfice de cette loi n'a pas été appliqué aux industries de l'alimentation ; mais la jurisprudence n'admettra peut-être pas que ces simples mots suffisent à rayer celles-ci de la liste des professions artisanes.

Les motions de l'assemblée des présidents des Chambres de métiers.

Avant même que cette proposition de loi ait été déposée par son auteur, les Présidents des Chambres de métiers réunis à Paris, adoptaient, les 19 et 20 mai 1932, une motion « concernant la définition de la notion d'artisan ». Cette motion, d'origine alsacienne, reflétait la tendance opposée à celle de la C. G. A. F. En termes éloquents, le Président de la Chambre de métiers d'Alsace a repris dans le mémoire qui précède cette motion, les

arguments qui, à son avis, militent en faveur d'une définition large du mot artisan. Il s'élève contre l'exclusion des industries de l'alimentation et contre la fixation d'un chiffre maximum de la main-d'œuvre. Il insiste sur les dangers que, selon lui, ferait courir au mouvement artisanal tout entier et aux Chambres de métiers en particulier, l'adoption d'une formule trop rigide. « Ce serait, dit-il, l'anémie des groupements d'artisans et le déficit constant du budget des chambres puisqu'elles seraient privées des plus puissants et des plus riches ». La motion suivante fut donc votée :

« L'Assemblée des Présidents des Chambres de métiers de France réunie à Paris le 19 mai 1932,

après avoir pris connaissance d'un projet modificatif de la définition de l'artisan que renferme l'article 1^{er} de la loi organique des Chambres de métiers,

estime que toute définition restrictive de la notion d'artisan serait inopportune, constate que les législations étrangères ont renoncé à définir l'artisan d'une façon rigide, exprime le vœu que la rédaction actuelle de la loi du 26 juillet 1925 soit maintenue dans l'intérêt de l'unité morale et de la force du mouvement artisanal en France ».

Cette motion souleva parmi les artisans affiliées à la C. G. A. F. une grande effervescence. Au Congrès d'Avignon (juin 1932), les fédérations protestèrent violemment contre cette motion ; elles donnèrent mandat à leurs dirigeants de maintenir la thèse confédérale et de la faire triompher.

La discussion fut reprise, lors d'une seconde assemblée des Présidents des Chambres de métiers, le 18 novembre 1932. Il fut impossible de s'entendre, les uns désirant le *statu quo*, les autres l'adoption de la nouvelle proposition. Avant de se séparer, le texte suivant fut cependant voté, qui remettait la discussion à la prochaine session : « En raison des difficultés que présente la définition de l'artisan et, surtout, en raison de l'importance de cette définition et des thèses contradictoires présentées par différentes Chambres de métiers par l'organe de leurs présidents,

il importé, avant de se livrer à un vote définitif, que les membres élus de chaque Chambre de métiers soient plus complètement éclairés sur cette question et que tous les présidents se présentent à la prochaine assemblée avec un mandat impératif ».

Quelques semaines plus tard, le 19 janvier 1933, le Sénat votait la proposition Courtier ; la Chambre aussitôt en était saisie et la renvoyait à sa commission du travail (1). Celle-ci, mise en présence des diverses tendances, représentées d'un côté par les députés alsaciens, de l'autre par la majorité du groupe parlementaire de défense artisanale, se livra à une étude approfondie, faisant comparaître devant elle les principaux dirigeants du mouvement syndical. De leur côté, les Chambres de commerce, craignant de perdre leurs électeurs, s'agitaient et réclamaient la fixation d'un chiffre maximum à cinq ou six. Cette solution conduirait à la ruine toutes les Chambres de métiers.

Pendant ce temps les discussions doctrinales entre les Alsaciens et la Confédération redoublèrent de vigueur. Dans le journal de la Chambre de métiers de Strasbourg, « *La Gazette des Métiers* », et dans l'organe de la Confédération, « *l'Artisan français* », les articles se succédèrent avec une violence chaque semaine accrue ; les adversaires inondèrent de leurs brochures tous les départements. Il ne fut plus permis à un artisan de rester neutre, chacun dut choisir. Or, les groupements dissidents de l'intérieur du pays ne possèdent en fait à peu près aucune influence ; aussi, malgré la longue tradition, la situation prospère des institutions artisanes du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle, la lutte était inégale. Lors de la réunion des Présidents des Chambres de métiers, à Paris, le 20 mai 1933, après des débats très violents, la thèse alsacienne fut rejetée par 17 voix contre 10 et le congrès confédéral d'Annecy en juin 1933 put enregistrer sur ce point une victoire que ne faisait pas escompter la motion de l'année précédente.

(1) Le rapporteur désigné fut M. LEROLLE.

Les amendements à la proposition Courtier.

La Chambre de métiers d'Alsace fit un nouvel effort : elle créa à Strasbourg, avec l'aide de la Chambre de métiers de Metz et l'Union des artisans français, un Comité d'action et d'entente artisanes. Auparavant, le 31 mai 1933, les députés des trois départements recouvrés avaient déposé un amendement destiné à remplacer le deuxième alinéa de la proposition Courtier et ainsi conçu :

« Le nombre des compagnons et apprentis ne devra en aucun cas dépasser le nombre des unités fixées pour chaque métier ou groupe de métiers par arrêté du ministre du Travail, compte tenu des besoins du métier et, le cas échéant, des particularités régionales ».

Cette disposition modérée et raisonnable avait le mérite, en premier lieu, d'affirmer la nécessité de limiter par la fixation d'un chiffre maximum, le nombre des compagnons et des apprentis qu'un artisan peut employer. Elle présentait, en second lieu, l'avantage de respecter le caractère particulier de chaque métier, en permettant de faire varier le chiffre maximum suivant la profession ou la région envisagées : en fait, ce chiffre doit osciller entre un minimum de 6 et un maximum de 15. Enfin, grâce à cet amendement, on aurait pu, dans quelques années, envisager l'unification du régime des Chambres de métiers de droit commun et de droit local. Cependant cet amendement n'était pas sans défaut : il est peut-être dangereux de laisser l'administration fixer souverainement, pour chaque métier, pour chaque département, le chiffre d'ouvriers employés au delà duquel l'artisan devient industriel. De nombreuses influences peuvent agir d'une façon néfaste. Néanmoins, l'adoption de cet amendement eût été souhaitable : bien guidés, les services du ministère du Travail auraient pu résoudre avec succès cette question difficile.

La C. G. A. F. comprit aussitôt les avantages de cette disposition. Aussi, en décembre 1933, M. Paulin, successeur de M. Courtier à la présidence du groupe parlementaire de défense artisanale,

présentait à son tour un amendement, destiné non plus à remplacer le second alinéa de la proposition mais à l'augmenter d'un troisième ainsi conçu :

« Un arrêté du ministre du Travail fixera, dans la limite de ce « chiffre maximum de 10, et après avis des organisations syndi-
« cales d'artisans et des Chambres de métiers, le nombre total
« des compagnons et apprentis pour chaque métier ou groupe
« de métiers ».

Cette disposition interdit les modifications régionales, que la précédente rendait possibles : le chiffre limite devra être semblable pour toute la France. Elle ne permet de respecter les caractéristiques particulières de chaque métier d'artisanat qu'à une condition très stricte : aucun artisan ne devra employer plus de dix compagnons et apprentis. Mais cette limitation, en paralysant l'action de l'administration, supprime une partie des avantages de la proposition alsacienne et évince de véritables artisans. En fait, il faut reconnaître que, seule, une minorité est touchée, car la plupart des entreprises artisanes n'emploient que de 1 à 5 collaborateurs. Cette remarque diminue beaucoup l'intérêt de la discussion entre les deux amendements ; cependant les plus instruits parmi les artisans, les plus habiles à diriger les Chambres de métiers sont ceux qui commandent de 6 à 12 ou 14 compagnons et apprentis. Il sont peu nombreux, mais leur influence est souvent bienfaisante.

La Chambre des députés, le 16 janvier 1934, a adopté la proposition Courtier et, en même temps, l'amendement Paulin (1). Le Sénat déjà saisi, en ratifiant ce vote, consacrera bientôt la victoire de la Confédération.

Conclusion.

Une bonne définition de l'artisan doit présenter un double caractère : un caractère économique car l'artisanat est une

1. J. O. Débats parlementaires. Chambre. Mardi 16 janvier 1934. Voir la discussion entre MM. WALTER et PAULIN.

forme de production, « ce n'est pas une invention doctrinale mais une réalité économique » (1), un caractère social, car l'ensemble des travailleurs indépendants que groupe ce mot d'artisanat forme une classe indépendante. Quelle analyse permettra de juger la valeur de telle ou telle définition ?

En premier lieu, l'artisanat se présente comme une forme de la petite industrie. Son activité renaît : un grand nombre d'artisans réparateurs, ajusteurs et faconniers s'installent près des consommateurs ; ils raccommoient ou ajustent les objets fabriqués par les grandes manufactures, ils vendent accessoirement des produits achevés ou presque achevés, parfois travaillent une matière première brute. Même si leurs affaires sont prospères, le caractère de leur métier, leur clientèle peu étendue font naturellement que leur entreprise est petite et qu'ils n'emploient qu'un nombre restreint d'ouvriers. Mais les artisans producteurs, fabricants constituent encore dans certains métiers la majorité. Les dimensions de leurs entreprises peuvent être plus importantes : d'une part leur clientèle s'étend souvent plus loin, d'autre part, le caractère même de leur métier de fabricant les oblige à embaucher des compagnons plus habiles et mieux doués. Cependant le nombre de ces entreprises qui, même en restant artisanes, font travailler un personnel important, est largement inférieur au nombre de celles qui, autour du foyer familial, se contentent de réparer et d'ajuster, parfois de fabriquer ; aussi peut-on dire : ne peuvent être à coup sûr qualifiées d'artisanes que les entreprises de petites dimensions, c'est-à-dire qui emploient peu de collaborateurs salariés.

En second lieu, l'artisanat constitue une classe sociale qui s'assemble et revendique ses droits, mais par quel critérium ses membres doivent-ils se distinguer ? Connaissance et amour du métier, répondent depuis de longues années les Alsaciens. Travail personnel à la fois derrière l'établi et derrière le comptoir, prétendent, depuis la Guerre, les dirigeants de la C. G. A. F.

(1) M. PETER, LXII.

Des deux côtés le désir est le même : insuffler une plus grande force à l'artisanat. Si on réduit le nombre des membres, on les rattache, sans aucun doute, à un intérêt plus immédiatement commun ; peu de divergences d'opinions, mêmes conditions de travail et de vie : la classe artisanale sera plus unie. Si on accepte la tradition alsacienne, que faut-il craindre ? l'introduction dans le cadre des organisations artisanes, de patrons, véritables industriels dont les intérêts ne sont pas toujours ceux des petits artisans, dont les conditions de vie ne sont pas identiques. Mais les Alsaciens avancent deux arguments : l'un d'ordre sentimental : l'artisan dont l'entreprise grandit, demeure artisan dans l'âme, même s'il ne travaille plus lui-même ; l'autre d'ordre financier : les « grands » artisans procureront à leurs collègues plus modestes des ressources qui ne sont pas à négliger ; l'argument est important, et juste si l'on compare la situation brillante des Chambres d'Alsace et de Moselle, et celle, plus modeste, des Chambres des autres départements. Mais il n'a pas convaincu le législateur qui a estimé que les Chambres de métiers composées seulement de petits artisans peuvent vivre et jouer leur rôle. Il a jugé, au contraire, préférable, pour éviter toute difficulté de la part des Chambres de commerce et des Conseils généraux, pour assurer une meilleure cohésion sans crainte de voir s'immiscer les intérêts divergents de patrons plus riches et plus satisfaits, de restreindre le nombre des artisans par une condition juridique plus difficile à remplir, mais qui crée un lien plus difficile à rompre.

Faut-il, en conséquence, approuver la nouvelle définition ? Par l'énumération des éléments qualitatifs elle apparaît comme la meilleure et la plus complète qu'un texte législatif ait jamais édictée. Elle appelle, cependant, plusieurs réserves. En premier lieu, s'il est permis de considérer les industries de l'alimentation comme appartenant plutôt aux professions commerciales qu'aux professions artisanes, il n'est pas choquant de leur voir appliquer les mêmes dispositions législatives. Les intérêts que défendent les boulangers, les charcutiers, les bouchers ne sont pas à ce

point différents des intérêts que représentent les artisans, pour que les mêmes organismes ne puissent les représenter. Des discussions s'élèveront encore sur ce point ; la jurisprudence devant le silence des travaux parlementaires et le petit nombre d'arguments juridiques considérera peut-être que la nouvelle définition, malgré la C. G. A. F., n'exclut point les métiers de l'alimentation.

En second lieu, le chiffre de 10 compagnons prête à la critique. Il paraît, d'abord, inutile de rechercher une limitation quantitative, alors que l'artisan se reconnaît aisément du fait qu'il travaille lui-même dans son atelier et que, dans l'entreprise qu'il dirige, les compagnons effectuent entièrement la façon de leur pièce. Sans doute de véritables industriels ont pu diriger des Chambres de métiers : mais l'institution est nouvelle et les tribunaux auraient réprimé ces abus. Ensuite, ce chiffre dix, par son arbitraire, est injuste pour certains artisans ; il donnera naissance à de nouvelles questions, car il ne tient pas compte de l'importance de la main-d'œuvre familiale et la loi ne prévoit pas le sort qui sera réservé à l'artisan qui, pour quelques mois, embauchera un onzième ouvrier, ou simplement un ouvrier de plus que le chiffre limite auquel il sera astreint. Les Alsaciens craignent, enfin, que les défauts de cette nouvelle définition ne finissent par nuire à la prospérité de l'artisanat, et au développement des Chambres de métiers. La C. G. A. F., au contraire, espère que la classe des artisans, plus unie et plus homogène, saura mieux protéger la technique des métiers et diriger l'apprentissage des jeunes. Après le verdict du législateur, l'avenir seul les départagera.

CHAPITRE IV

L'IMPORTANCE NUMÉRIQUE DES ARTISANS FRANÇAIS

Quelle est actuellement l'importance numérique des artisans français ? A-t-elle augmenté ou diminué depuis la fin du ^{xix}^e siècle ? A ces deux questions, une réponse exacte serait du plus grand intérêt. Malheureusement, il est impossible d'établir une statistique précise. Par les soins du Service de la Statistique générale, est exécuté, à intervalles réguliers, le dénombrement de la population active de la France. Particulièrement, la situation des personnes travaillant dans l'industrie ou exerçant une profession industrielle au sens large, est définie à chaque recensement. Mais ce recensement, renouvelé tous les cinq ans, ne classe pas toujours les travailleurs suivant leur condition juridique : sans doute les paysans et les pêcheurs, les commerçants et les banquiers, les membres des professions libérales sont rangés dans des catégories spéciales, cependant, dans les métiers qui peuvent être exercés soit à la manière industrielle, soit à la manière artisanne, aucune séparation n'est visible. Cette confusion rend sinon vaines, du moins difficiles, toutes les recherches tentées pour fixer, en France, le nombre des artisans. Elle s'explique par les difficultés que rencontreraient les statisticiens, désireux de distinguer les industriels des chefs d'entreprise artisanne : comme on a pu le juger d'après les chapitres précédents, le critérium entre artisan et patron, au sens que le capitalisme a donné à ce mot, fait encore l'objet de maintes discussions, et la définition votée par le Parlement pour les

élections au Chambres de métiers, n'a pas encore fait disparaître les disputes et les procès. Les intéressés eux-mêmes trouble-raient le recensement, les uns se disant industriels par une mauvaise interprétation des lois, les autres se prétendant arti-sans pour profiter d'un régime privilégié. Les syndicats et les organismes officiels, sauf la Chambre de métiers de Strasbourg, n'ont pas encore l'expérience ni le personnel nécessaires, pour établir les statistiques des travailleurs indépendants vivant dans leur ressort. Aussi se trouve-t-on obligé de collationner et d'in-terpréter les résultats officiels des recensements publiés par la Statistique générale de la France. Il n'est pas impossible, cepen-dant, que dans quelques années, une fois installées, toutes les Chambres de métiers, des données numériques plus précises puissent être fournies.

Dans le dénombrement de la population active en France, une première répartition des travailleurs est effectuée par groupes professionnels. Cette répartition a fait l'objet en 1921 d'une légère modification ; néanmoins la comparaison entre les divers recensements est permis. On distingue : 1^o Pêche ; 2^o Agriculture ; 3^o Mines et Carrières ; 4^o Industries de trans-formation ; 5^o Industries de transport ; 6^o Commerce et Banque ; 7^o Professions libérales ; 8^o Soins personnels et domestiques ; 9^o Services publics administratifs et industriels. La presque totalité des artisans se trouve dénombrée à la quatrième sec-tion : industries de transformation, elle-même divisée en une série de sous-catégories. Cependant divers métiers d'artisanat ne sont pas comptés dans cette rubrique ; ainsi les coiffeurs sont classés sous le titre : soins personnels ; en outre, parmi les indus-tries de transformation, certaines ne peuvent être considérées comme des professions véritablement artisanes, les métiers de l'alimentation, par exemple, et d'autres sont exercés tantôt à la manière artisanale, tantôt industriellement. Ces difficultés obli-gent à des distinctions parfois justifiées, parfois hasardeuses.

Une seconde répartition est opérée suivant l'importance matérielle de l'entreprise. D'après les règles fixées par la Statis-

tique générale, on distingue les « isolés » et les « établissements ». Les individus exerçant leur métier seuls, sans aide aucune, sont classés dans la catégorie spéciale des isolés, qu'ils travaillent pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui. Au contraire, on entend par établissement « un groupe de personnes travaillant en commun, dans une même localité, sous la direction d'un ou de plusieurs représentants d'une même raison sociale, d'une même ville (1) ». D'après cette définition, un établissement comprend au moins deux personnes ; aussi les établissements sont-ils classés d'après le nombre des employés et ouvriers (établissements sans aucun salarié, c'est-à-dire composés de deux patrons, père et fils, mari et femme, ou même de trois patrons ; établissements de 1 à 5, de 6 à 10, de 11 à 20... salariés). A côté des établissements classés ainsi suivant leur importance numérique, une statistique est établie, d'une part des chefs d'établissements suivant leur sexe, d'autre part des employés et ouvriers suivant leur importance numérique dans chaque catégorie d'établissements (les établissements de 2 à 5 personnes emploient, par exemple, tant ... de personnes).

Distinguer les artisans de ceux qui ne le sont pas, est, à l'intérieur de cette seconde répartition, une œuvre difficile. Parmi les isolés, sont rangés aussi bien les petits propriétaires, pêcheurs, paysans, commerçants, artisans, travaillant d'une façon indépendante, que les ouvriers à domicile et les salariés à emploi irrégulier ; dans les industries de transformation qui seules nous occupent, puisque, en effet, sauf les coiffeurs, on ne saurait calculer le nombre des artisans dans les autres catégories, la distinction entre petits patrons et ouvriers à domicile apparaît assez compliquée. Parmi les établissements, une première règle servira de guide : on ne prendra que les nombres correspondant aux établissements de 1 à 10 personnes ; il est permis de considérer qu'au delà il n'existe qu'un nombre infime d'entreprises artisanes. Mais, même parmi ces établissements, tous ne sont pas

(1) M. DE VILLE-CHABROLLE, XXXVIII.

dirigés par des artisans. Sans doute la presque totalité des ateliers qui occupent de 1 à 6 ou 7 personnes sont la propriété de véritables artisans ; mais, au delà, on peut, dans certaines branches d'industries, trouver un nombre presque égal de grands ateliers d'artisans et de petites usines.

Notre tâche consistera à dégager, d'une manière approximative, l'importance numérique de l'artisanat français. Les industries de transformation, où se trouvent la plupart des métiers d'artisanat, se divisent en : industries mal désignées ; industries de l'alimentation ; industries chimiques ; caoutchouc, papier, carton ; industries polygraphiques ; industries textiles ; travail des étoffes et du vêtement ; cuirs et peaux ; industries du bois ; métallurgie, et travail des métaux ordinaires ; travail des métaux fins et pierres précieuses ; travaux publics et bâtiment ; travail des pierres et terres au feu. Chaque fois que cette suppression sera possible, on éliminera les industries de l'alimentation ; on ajoutera, au contraire, les coiffeurs, classés sous une autre rubrique.

On étudiera, dans un premier paragraphe, le nombre approximatif des artisans à l'heure actuelle, en prenant comme chiffres de base, ceux publiés il y a quelques mois, résultat du recensement de 1926 ; dans un second paragraphe, on examinera l'évolution que les petits métiers semblent avoir subie depuis la fin du *xix^e* siècle.

§ 1. — L'importance numérique des exploitations artisanes d'après le recensement de 1926.

Les isolés.

La principale difficulté est de distinguer les petits patrons indépendants des ouvriers à domicile. D'après un calcul établi par la Statistique générale de la France, on compterait en 1926, sur les 1.142.000 travailleurs isolés, 1.037.000 petits patrons et 165.000 ouvriers à domicile, puis, sur les 1.430.000 travail-

leuses isolées, 615.000 petites patronnes et 885.000 ouvrières à domicile. Mais ces chiffres comprennent l'ensemble des professions agricoles, commerciales et industrielles. Si on fait le calcul des isolés et des isolées, uniquement parmi les industries de transformation, on obtient les résultats suivants :

Isolés	425.765
Isolées.....	<u>424.578</u>
Total.....	850.343

A ce total, dont sont exclues les industries de l'alimentation, il importe d'ajouter 15.129 coiffeurs (12.919 isolés, 2.210 isolées) : on obtient ainsi 865.472. Ce chiffre comprend les patrons et les ouvriers à domicile, non les salariés à emploi irrégulier qui font l'objet de calculs distincts. Mais quelle est la proportion respective des patrons et des ouvriers ? Parmi les isolés, la majorité est certainement composée d'artisans : les ouvriers à domicile ne constituent qu'une faible minorité ; par contre, les ouvrières à domicile sont certainement beaucoup plus nombreuses que les artisanes. On peut vérifier assez aisément ces deux affirmations. En effet, on remarque que la plupart des isolés appartiennent aux industries du bois (123.914), des métaux (91.116) et du bâtiment (terrassément, construction : 72.082). Or, les industries du bois comprennent principalement les charpentiers, charrons, menuisiers, ébénistes, sabotiers et fabricants de jouets ; dans les industries des métaux sont classés, en particulier, les maréchaux-ferrants, les constructeurs d'appareils mécaniques, les serruriers ; dans les industries du bâtiment, on trouve surtout les maçons, plâtriers, fumistes, plombiers, peintres, couvreurs... ; ces travailleurs isolés sont tous, ou presque tous, des artisans. La quasi-unanimité des 13.000 coiffeurs se compose de petits patrons. Au contraire, les isolées, dans une proportion qui dépasse les trois-quarts, sont composées de travailleuses du vêtement (340.000 sur 425.000) : à l'exception d'un nombre, cependant important, de lingères, modistes, couturières, blanchisseuses qui peuvent

être considérées comme de véritables artisanes, une grande partie de ces travailleuses du vêtement sont des ouvrières à domicile. Des difficultés, d'un autre ordre, surgissent encore, car il n'est pas aisé de distinguer l'artisan de l'ouvrier à domicile et de l'ouvrier façonnier. Les syndicats d'artisans n'adoptent pas toujours la même solution.

Néanmoins, en faisant état des constatations précédentes, il semble que sur les 858.000 isolés et isolées, on puisse, sans craindre trop d'erreurs, fixer à environ 560.000 le nombre des artisans et artisanes exerçant seuls leur métier.

Les établissements.

On a défini l'établissement : un groupe de deux ou plusieurs personnes travaillant en commun, en un lieu déterminé, sous la direction d'un ou de plusieurs représentants d'une même raison sociale. Deux ou trois associés, travaillant ensemble et sans aide, forment un établissement n'occupant aucun employé.

En 1926 on a compté dans les industries de transformation, 602.030 établissements occupant 4.926.138 salariés. Comment établir la proportion approximative des ateliers d'artisans et le nombre du personnel qui s'y trouve employé (parents non associés, compagnons et apprentis?) Parmi les établissements n'employant aucun salarié, la totalité, à l'exception de certaines industries non artisanes, les métiers de l'alimentation par exemple, est constituée par les ateliers de travailleurs indépendants. Parmi les établissements employant de 1 à 5 salariés, la grande majorité est également formée par les entreprises de petits artisans. Au contraire, à partir du 6^e et du 7^e ouvrier, il faut, semble-t-il, se montrer plus circonspect et essayer de distinguer les groupes d'industries, où les grands ateliers sont plus nombreux que les petites usines. Inutile d'ajouter que ces classifications sont très hasardeuses, et, malgré les renseignements fournis par des enquêtes ou des monographies, il faut se contenter d'hypothèses.

D'après le tableau publié à la fin du chapitre, les entreprises qui, dans les industries de transformation, n'emploient aucun salarié, sont au nombre de 44.564 ; de ce nombre, on doit déduire 11.186 métiers de l'alimentation, et ajouter 1.073 coiffeurs. On peut conclure à l'existence d'environ 35.000 (34.451) établissements d'artisans n'employant aucun salarié.

Les entreprises qui emploient de 1 à 5 salariés, sont au nombre de 452.501 ; celles qui n'occupent qu'un seul employé constituent, à elles seules, la majorité. Après avoir supprimé les 67.774 établissements d'alimentation et ajouté les 14.287 coiffeurs, on obtient un total de 399.014 entreprises, que l'on peut considérer toutes comme artisanes.

Enfin on compte 44.361 établissements qui emploient de 6 à 10 salariés ; en mettant à part les 4.391 entreprises d'alimentation, et en les remplaçant par 317 coiffeurs, on obtient un total de 40.287 établissements ; tous n'appartiennent pas à des artisans, quoique la majorité soit probablement constituée par de petits ateliers. Dans les principaux métiers de cette catégorie : industries textiles (2.350), travail des étoffes et du vêtement (6.530), industries du bois (7.398), travail des métaux ordinaires (7.449), travaux de terrassements et construction (9.448), les entreprises artisanes ne manquent pas, mais les syndicats, eux-mêmes, ignorent la proportion des ateliers par rapport aux usines. Cependant, comme de beaucoup les plus nombreux sont ceux qui emploient 6 ouvriers (14.022), 7 ouvriers (9.481) et 8 ouvriers (8.438), on peut, approximativement, fixer leur nombre aux environs de 30.000.

Parmi les établissements, employant plus de 10 salariés, les ateliers d'artisans deviennent de plus en plus rares : dans certains métiers, on rencontre de véritables artisans dirigeant 12 ou 15 compagnons ; on ne peut guère fixer leur importance numérique.

Si l'on établit une addition générale, on obtient les résultats suivants :

Entreprises artisanes :

sans aucun salarié	35.000
employant de 1 à 5 salariés	400.000
employant de 6 à 10 salariés	30.000
soit un total de :	<u>465.000</u>

En ajoutant les 560.000 isolés et isolées, on obtient un total approximatif de 1.125.000 *exploitations artisanes*, métiers de l'alimentation exclus.

On peut, enfin, essayer de calculer l'importance du personnel salarié travaillant dans des entreprises artisanes.

Le total du personnel employé dans les industries de transformation est de 4.926.138. 824.580 sont occupés dans les établissements de 1 à 5 salariés et 336.581 dans les établissements de 6 à 10 salariés, ce qui donne, dans l'ensemble, 1.161.161 salariés. Mais il faut retrancher de ce total 158.706 employés dans les métiers de l'alimentation, et rajouter 24.693 employés chez les coiffeurs et perruquiers, ceux-ci étant presque tous, quelle que soit l'importance de leur personnel, considérés comme artisans. On obtient ainsi un chiffre de 1.027.148 employés. Tous, il est vrai, n'ont pas passé de contrat avec des artisans, car il a paru, ici, trop arbitraire d'essayer une division entre les établissements industriels et les ateliers d'artisans occupant entre 8 et 10 ouvriers. Par contre, il est impossible, pour des raisons analogues à celles qui ont été énoncées plus haut, de calculer le nombre d'employés dans les établissements d'artisans occupant plus de 10 compagnons. On peut donc conclure qu'il existe, dans les entreprises artisanes, environ 1 million de salariés.

Pour obtenir le nombre total des personnes travaillant à la manière artisanale, il faudrait ajouter à ce million : 1^o les chefs d'établissements ; 2^o les isolés.

On a, précédemment, cherché à fixer le nombre des isolés : environ 560.000. Mais il est impossible d'établir le total, même approximatif, des chefs d'entreprises artisanes ; en effet, la Statistique générale de la France n'indique que le nombre des chefs d'établissements, hommes et femmes, sans tenir compte

de l'importance des établissements qu'ils dirigent. Sans doute on peut avoir un minimum. Pour les établissements sans aucun salarié, le nombre des chefs d'établissements est au moins du double du nombre des établissements, par définition même de l'établissement, ce qui donne un minimum de 70.000 (68.902) ; pour les établissements occupant de 1 à 10 salariés, le nombre des chefs d'établissements est au moins égal au nombre des établissements (430.000), mais ces chiffres sont certainement très inférieurs à la réalité. Si ces calculs, au lieu d'être de simples hypothèses, pouvaient être sûrs, il est probable qu'on pourrait estimer le nombre des personnes travaillant à la manière artisanale, indépendants, patrons et compagnons, à près de 2 millions 500.000.

§ 2. — L'importance numérique des exploitations artisanales depuis le début du XX^e siècle.

On peut, d'après les recensements de 1906 et de 1921, faire les mêmes calculs que ceux que nous venons de faire d'après le recensement de 1926. Mais plus on s'éloigne de l'époque actuelle, plus les hypothèses deviennent fantaisies. Aussi, dans ce second paragraphe, cherchera-t-on moins à fixer l'importance numérique approximative des artisans isolés ou chefs d'entreprises à telle époque, qu'à indiquer l'évolution qu'ils semblent avoir subie. On emploiera, à cette fin, les résultats publiés dans les tableaux ci-dessous : les chiffres relatifs aux isolés comprennent non seulement des artisans, mais encore les ouvriers à domicile ; les chiffres relatifs aux établissements de 6 à 10 salariés, et au personnel de ces établissements comprennent à la fois des grands ateliers d'artisans et des petites usines. Il serait vain, dans l'un comme dans l'autre cas, de donner une proposition approximative : on peut, cependant, prétendre, sans crainte d'erreur, que, parmi les isolés, la proportion des ouvriers à domicile, par rapport aux artisans, était beaucoup plus forte au début du siècle qu'à l'heure actuelle ; et que par contre, la majorité des établissements de 6 à 10 personnes a toujours été composée

d'ateliers d'artisans. De l'étude de ces chiffres, deux conclusions se dégagent :

1^o Pendant les vingt premières années du siècle, on observe une diminution presque générale du nombre des exploitations artisanes.

Il faut remarquer, d'abord, que les chiffres de 1906 se rapportent à 87 départements, et que ceux donnés par le recensement de 1921 ont trait à la France tout entière, soit 90 départements. La diminution indiquée par les chiffres n'est qu'une diminution apparente, inférieure encore à la diminution réelle. Cette diminution atteint, en premier lieu, les isolés qui perdent, au moins, 1/3 de leur effectif ; elle porte, en second lieu, sur les établissements sans aucun salarié, ou employant entre 1 et 5 salariés ; par contre, elle touche peu les établissements de 6 à 10 salariés, qui, malgré l'augmentation apparente due à l'accroissement du territoire, ont subi une légère diminution.

Cette décadence des artisans s'explique par diverses raisons d'inégale importance. En premier lieu, les chiffres fournis par la statistique dans la liste des isolés comprennent à la fois des ouvriers à domicile et des artisans ; or, ce sont les premiers qui de beaucoup ont le plus déchu. En second lieu, la Guerre a conduit brusquement à une très grande concentration des entreprises. Enfin, après les hostilités, beaucoup, parmi les survivants des travailleurs isolés et des petits patrons, ne sont pas retournés à leurs anciennes occupations ; au contraire, ils sont devenus ouvriers salariés.

2^o Depuis la Guerre, alors que le nombre des isolés et des petites exploitations continue à décroître, le nombre des entreprises artisanes d'une certaine importance augmente :

Entre les recensements de 1921 et de 1926 la comparaison est facile à établir. Le nombre des isolés continue à diminuer : de 1.078.742, il passe à 865.472 ; cette diminution atteint à la fois ouvriers à domicile et artisans ; on la constate dans la presque unanimité des métiers. Les établissements qui n'occupent aucun

salarié, c'est-à-dire ceux qui sont dirigés par 2 ou 3 personnes associées, suivent une évolution semblable, et la diminution de leur nombre est importante : de 40.613, ils passent à 34.451.

Par contre, les établissements qui occupent de 1 à 5 salariés augmentent notablement : de 357.475 ils passent à 399.014, et ceux qui emploient de 6 à 10 salariés, passent de 31.712 à 40.287, dépassant probablement le chiffre qu'ils atteignaient en 1906, Alsace et Lorraine compris. L'importance du personnel employé dans les établissements de 1 à 5 et de 6 à 10 salariés, a, de même, augmenté (de 869.289 à 1.027.148). Ce revirement est dû au recul de la concentration dans certaines industries, depuis la fin de la Guerre, mais il s'explique surtout, semble-t-il, par le développement de l'automobile, et de l'électrification des campagnes. Des mécaniciens se sont installés dans les petites villes et dans les villages ; de nombreux artisans ont, grâce à l'électricité, renouvelé leur industrie. Cette adaptation des métiers au machinisme et aux nouveaux progrès de la science, s'est faite au détriment des isolés et des trop petits établissements qui, souvent, n'ont pas eu les moyens de se procurer un matériel assez coûteux, et qui, d'ailleurs, ont eu à souffrir de l'exode des gens de la campagne vers les villes.

Dans un article déjà cité, M. de Ville Chabrolle a établi que le personnel de la petite industrie (établissements de 1 à 10 personnes) avait surtout décréu dans les industries du vêtement, des textiles, des cuirs et peaux ; et que, par contre, il s'était sensiblement élevé dans les industries métallurgiques, particulièrement dans le travail des métaux ordinaires (391.100 en 1926 au lieu de 334.000 en 1921), dans les industries du bois (445.000 au lieu de 412.000), dans les travaux publics et le bâtiment (377.400 au lieu de 291.300).

Dans ce même article, le tableau suivant est publié, qui montre l'importance proportionnelle des petites industries par rapport aux moyennes et aux grandes. On notera : 1^o que les établissements sans aucun salarié sont comptés comme établissements occupant au moins deux personnes ; 2^o que ce tableau laisse de

TERRITOIRE D'AVANT-GUERRE (87 DÉPARTEMENTS). — (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)
(Bulletin de la Statistique générale de la France, avril-juin 1933.)

Etablissements composés de :	Répartition pour 100						Nombre moyen de personnes par établissement		
	Etablissements			Personnel			1926	1921	1906
	1926	1921	1906	1926	1921	1906			
1 personne (isolée) .	61,2	67,8	71,2	13,8	19,0	26,7	1,6	1,5	1,4
2 à 5 personnes	32,0	27,1	25,6	20,8	21,6	26,5			
6 à 10 —	2,9	2,1	1,5	5,6	5,0	4,9	8,7	8,6	8,6
11 à 20 —	1,7	1,3	0,8	6,2	5,7	4,9	15,8	15,8	16,0
21 à 50 —	1,3	1,0	0,5	9,4	8,9	6,9	33,0	33,0	33,4
51 à 100 —	0,5	0,4	0,2	7,4	7,2	5,3	71,5	71,6	72,4
101 à 200 —	0,3	0,2	0,1	8,0	7,6	5,7	140	141	143
201 à 500 —	0,1	0,1	0,1	9,5	8,9	7,2	303	303	308
501 à 1.000 —	—	—	—	6,0	5,2	4,5	685	703	696
Plus de 1.000 —	—	—	—	13,3	10,9	7,4	2.486	2.360	2.228
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	4,4	3,6	2,7

côté, afin de permettre une meilleure comparaison, les statistiques ayant trait aux départements recouvrés ; 3^o que les chiffres indiqués comprennent à la fois les industries de transformation et les industries extractives (mines, carrières). Cependant, comme les établissements dont le pourcentage est inscrit dans les trois premières lignes sont, en très grande partie, des exploitations artisanes, on peut se reporter à ce tableau pour avoir une idée approximative de l'importance des ateliers d'artisans par rapport à l'industrie.

Cette étude très brève, et forcément incertaine, permet cependant de constater :

1^o L'importance actuelle de l'artisanat : il existe certainement plus d'un million d'entreprises artisanes (isolées ou établissements) et plus de deux millions d'individus que l'on peut effectivement qualifier d'artisans.

2^o L'augmentation, après la Guerre, du nombre total des entreprises artisanes, grâce au développement des petites et moyennes exploitations (de 3 à 10 compagnons).

ISOLÉS

Isolés		Industries de transformation (non compris les métiers de l'alimentation)	Coiffeurs	Total (artisans et ouvriers à domicile)
1926	Isolés	425.765	12.919	865.472
	Isolées	424.578	2.210	
	TOTAL	850.343	15.129	
1921	Isolés	438.327	13.398	1.078.742
	Isolées	624.187	2.830	
	TOTAL	1.062.514	16.228	
1906 (87 dép.)	Isolés	598.080	15.154	1.481.955
	Isolées	866.395	2.326	
	TOTAL	1.464.475	17.480	

ÉTABLISSEMENTS

Etablissements		Industries de transfor- mation (total)	Métiers de l'alimen- tation (à sous- traire)	Coiffeurs (à ajouter)	Total (éta- blis- sements d'arti- sans)
1926	Sans aucun salarié.....	44.564	11.186	1.073	34.451
	De 1 à 5 salariés.....	452.361	67.774	14.287	399.014
	De 6 à 10 salariés.....	44.361	4.391	317	40.287
1921	Sans aucun salarié	54.517	14.994	1.090	40.613
	De 1 à 5 salariés.....	411.519	66.765	12.721	357.475
	De 6 à 10 salariés.....	35.422	3.876	166	31.712
1906 (87 dép.)	Sans aucun salarié	63.203	10.383	641	53.461
	De 1 à 5 salariés.....	527.261	81.038	14.383	460.606
	De 6 à 10 salariés.....	34.822	3.972	66	30.916

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS

Personnel des établissements		Industries de transforma- tions (total)	Métiers de l'alimen- tation (à sous- traire)	Coiffeurs (à ajouter)	Total (personnel des éta- blis- sements d'artisans)
1926	De 1 à 5 salariés...	824.580	125.960	22.389	721.009
	De 6 à 10 salariés...	336.581	32.746	2.304	306.139
	TOTAL	1.161.161	158.706	24.693	1.027.148
1921	De 1 à 5 salariés...	733.475	124.098	18.684	628.061
	De 6 à 10 salariés...	268.859	28.813	1.182	241.228
	TOTAL	1.002.334	152.911	19.866	869.289
1906 (87 dép.)	De 1 à 5 salariés...	906.599	180.747	21.145	
	De 6 à 10 salariés...	261.538			
	TOTAL	1.168.137			1.008.535

CHAPITRE V

LE PROBLÈME DE L'ARTISANAT

§ 1. — Le mouvement artisanal. Son but.

L'artisan exerce sa profession avec indépendance, selon certaines règles traditionnelles qu'il peut suivre toutes ou dont il peut répudier quelques-unes, selon ses goûts personnels, ceux de sa clientèle, avec un outillage que le progrès a rendu plus moderne. Son œuvre porte une marque particulière. L'individualisme et l'indépendance paraissent être les deux caractères qui le distinguent tout d'abord.

Ce réveil économique que les artisans se sont plus à observer devait logiquement provoquer un mouvement social et politique. Les mesures les plus propres à assurer leur sauvegarde étaient en effet variées et urgentes : les unes d'ordre uniquement professionnel qui pouvaient être réalisées sans l'aide des pouvoirs publics, les autres d'ordre plus général qui exigeaient le vote de lois particulières.

La principale des mesures à prendre concernait l'apprentissage : alors que n'existait pas encore de législation en leur faveur, les artisans de plusieurs départements français, mêlés aux commerçants, aux industriels, aux paysans mêmes, ont suivi l'initiative des Chambres de commerce qui, par la création de Chambres de métiers ou de Chambres d'apprentissage, ont voulu pallier aux insuffisances les plus graves de l'absence d'enseignement technique et manuel. En effet, l'apprentissage est pour l'artisanat, une véritable nécessité. Connaître son métier, ses finesses, ses traditions, son esprit, se tenir au courant des progrès

de la technique, autant de qualités indispensables à la prospérité des petits métiers.

Nombreuses étaient les mesures qui dépendaient de l'initiative gouvernementale ou parlementaire. Les artisans demandaient d'abord des organismes officiels qui puissent devenir, à côté des autorités locales et du pouvoir central, les interprètes de leurs désirs et les conseillers de l'administration. En second lieu, leur condition exigeait une rapide modification à la législation fiscale et l'organisation du crédit. Les lois de 1917 laissaient à l'artisan une situation très défavorisée par rapport à celle des industriels. L'organisation peu solide de l'artisanat, la dispersion de tous les artisans empêchaient les petits travailleurs de trouver du crédit : les difficultés de l'après-guerre auxquelles résistaient les entreprises plus puissantes, étaient au contraire, mal surmontées par les petits artisans gênés dans leurs achats de matières premières ou d'outils mécaniques. L'électricité permet le développement des petits métiers, mais il faut d'abord payer son installation. Enfin, leur situation particulière qui, juridiquement, les rapproche de la classe patronale, mais qui, économiquement, les mêle à la classe salariée, rendait nécessaires des mesures exceptionnelles et certaines lois spéciales.

Le groupement des artisans, l'intervention de l'Etat, pouvaient seuls assurer l'exécution de ce programme. Ainsi pour vivre, pour sauvegarder leurs métiers, les artisans ont dû se grouper et demander le secours des pouvoirs publics, donc diminuer leur individualisme et leur indépendance.

Comment se grouper ? Le souvenir des corporations n'était pas mort, mais ne pouvait être utile : si chaque métier avait voulu s'organiser à l'intérieur d'une ville ou à l'intérieur d'une région, quelle eût été sa force dans l'économie de la nation ? Si, par un effort difficile, la majorité des artisans d'une profession, en constituant des unions de syndicats, avaient abouti à la création de fédérations indépendantes représentant chacune leur catégorie de travailleurs, auraient-elle lutté contre les entreprises

capitalistes rivales ? Le sort d'une bataille entre une union de petits cordonniers et un syndicat puissant de gros fabricants de chaussures ne laisse aucun doute. Il fallait rassembler, quels que soient le genre et le caractère de leur activité, producteurs, réparateurs, façonniers, artisans des métiers d'art, artisans industriels, isolés ou chefs de petites entreprises, tous les travailleurs indépendants qui répondent aux mêmes conditions de labeur et d'existence, afin de poursuivre en commun la défense de leurs intérêts. Sans doute l'imprécision de la notion d'artisan a compliqué le problème, ceux qui se sont mis à la tête de ce mouvement syndical ont compris leur tâche d'une façon différente. Mais l'idée générale qui les a guidés est la même : associer en vue d'un même but tous ceux qui se disent ou se croient artisans, réunir en un faisceau unique leurs revendications. On comprendra alors, pourquoi ces mots : artisanat, artisanal, se sont créés, comment en peu de temps ces néologismes sont devenus des termes d'usage quotidien, comment, même, ils ont été employés pour qualifier une forme d'activité économique qui ne les a jamais connus ; ils répondent à une idée nouvelle, née elle-même d'une nécessité nouvelle.

Réclamer le secours de l'Etat ? La souveraineté impérieuse des problèmes économiques, la lutte incessante des classes et des intérêts, oblige l'Etat, unitaire ou fédéral, autoritaire ou démocratique, à prendre la figure d'un arbitre et d'un juge. Les artisans ont demandé un régime de faveur et imploré la protection de la puissance publique. Lorsque les premières manufactures firent leur apparition, elles réclamèrent des privilèges et obtinrent le droit d'être exemptées du régime commun, c'est-à-dire du régime des statuts corporatifs modifiés par les édits ou les ordonnances du roi. A notre époque, la situation est renversée : le régime sous lequel vit la grande industrie constitue le régime général, l'artisanat, au contraire, doit être protégé. Le nombre des artisans, l'importance, la qualité, le renom de leur travail, leur souci de tranquillité politique et de stabilité financière, leur défense de la famille comme élément actif dans la société,

leurs liens avec la vie des bourgs, des villages et des campagnes, voici d'indéniables titres à la faveur de l'Etat.

§ 2. — L'intervention de l'Etat. Son but.

Les pouvoirs publics ont été amenés à protéger l'artisanat pour plusieurs raisons :

La représentation des intérêts.

A l'intérieur de l'organisation administrative française, les groupements au ^{xx}e siècle se sont créés une place importante : on ne considère plus seulement l'homme comme un citoyen au sens politique du mot, mais aussi comme un producteur, l'artisan, par exemple, comme un consommateur ou comme un usager des services publics. Ces individus aux intérêts divers demandent à intervenir dans la vie du pays, à être consultés pour toutes les décisions qui les concernent. Ainsi est née l'idée de représentation des intérêts ; ses applications se sont étendues, principalement sous la forme d'organes consultatifs placés auprès des pouvoirs locaux ou du pouvoir central. Mais ce principe ne prend une véritable valeur, juridique aussi bien que sociale, qu'à la condition que tous les intérêts soient également représentés. Puisque l'artisanat joue un rôle dans la vie économique de la nation, il est juste de le mêler à sa vie politique au même titre que les groupements d'industriels, d'ouvriers ou de paysans.

L'apprentissage et l'exode rural.

Depuis longtemps les pouvoirs publics se préoccupent de l'apprentissage. D'importants intérêts économiques sont liés aux métiers, par exemple aux petites industries qui ne produisent que des objets d'art ou de luxe : il faut des ouvriers qualifiés, connaissant la technique de leur profession. Certaines grandes industries, de leur côté, réclament des salariés sachant plus que la simple pratique de leur métier. Ce problème de l'enseignement technique, dont la question de l'apprentissage arti-

sanal n'est qu'un aspect, malgré les solutions partielles qui sont intervenues, est loin d'être résolu.

L'affluence des gens de la campagne vers les grands centres a provoqué l'affaiblissement de l'artisanat agricole dans plusieurs régions de la France. Si les pouvoirs publics veulent remédier à cet exode, ils ne doivent pas seulement venir en aide aux paysans, mais ils doivent encore protéger et secourir les artisans ruraux auxquels l'électricité et l'automobile ne procurent pas une prospérité suffisante. D'autre part, le développement du machinisme agricole rappelle dans les villages de nombreux artisans modernes : mécaniciens et réparateurs. Le sort d'une partie de l'artisanat est lié au rôle et au développement de l'agriculture.

Souci d'ordre social et d'ordre politique.

L'artisan défend la famille, la propriété, l'épargne : il constitue avec la classe paysanne un solide pilier de l'armature sociale. Le rapporteur de la loi du 26 juillet 1925 s'exprimait en ces termes : « Parce qu'il ne travaille pas caserné dans l'immense usine, il reste le travailleur du foyer ; ainsi se trouve par lui sauvegardée la famille dans un instant où se pose le problème angoissant de la natalité ! Enfin parce qu'il guide l'instinct de la propriété, parce qu'il conserve l'habitude d'un travail calme, personnel, qui se poursuit sous le toit où s'abritent ceux qu'il aime, il est de ceux que ne peuvent entraîner les mirages trompeurs de la révolution, de ceux qui, parmi les classes moyennes du pays, restent les meilleurs soutiens de l'ordre et de la sécurité contre les fauteurs de troubles et les apôtres de la révolte... ! »

Cette assimilation de la classe artisanale à la classe moyenne a été critiquée : « La notion d'artisan, même en son sens large, ne se confond pas avec celle des classes moyennes. La notion d'artisanat comprend des éléments qui n'appartiennent pas et n'ont jamais été considérés comme appartenant aux classes moyennes, et inversement les classes moyennes embrassent les catégories qui ne peuvent entrer dans la notion d'artisanat ». (1) Cepen-

(1) RABINOVITCH, LXIV.

dant, les auteurs et les législations étrangères, qui ne cherchent pas à limiter par un élément numérique (chiffre maximum de la main-d'œuvre) ou par un élément qualitatif très strict (travail personnel et manuel obligatoire) la notion d'artisan, aboutissent facilement à confondre la classe artisanne avec ce qu'on est convenu d'appeler la classe moyenne, c'est-à-dire la classe de la petite et de la moyenne bourgeoisie où se coudoient intellectuels, artistes, petits commerçants, rentiers... Au contraire, les législations et les théoriciens qui adoptent un critérium semblable au critérium proposé par la C. G. A F., rétrécissent les cadres de la classe artisanne, la rapprochent de la classe ouvrière dont elle partage alors les conditions de vie, lui donnent plus de cohésion, en un mot la parent d'un aspect plus révolutionnaire. Mais le rôle de la famille et de la propriété, la fierté de la tradition, atténuent ce caractère et la laissent un peu distante de la masse des salariés.

DEUXIÈME PARTIE

La législation française en faveur des Artisans.

CHAPITRE I

ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

SECTION I. — L'organisation professionnelle des artisans français.

§ 1. — La législation française sur les associations professionnelles.

Les associations professionnelles sont des groupements permanents d'individus qui exercent une même profession, ou des professions similaires. Elles défendent les intérêts de leurs membres, et cherchent à améliorer les conditions ou le bénéfice de leur travail. Leur composition et leur statut, leur rôle social et économique varient suivant les pays et suivant les époques. Tantôt elles comprennent les maîtres, les compagnons et les isolés, les patrons et leurs ouvriers ; tantôt les travailleurs s'unissent par catégories et les divers groupements s'opposent les uns aux autres. Certains régimes les organisent à leur volonté ; d'autres s'en désintéressent ; d'autres, enfin, prononcent leur dissolution comme nuisibles à la prospérité du pays ou comme contraires à l'ordre public. Ces associations, en effet, dès que s'affirment leur nombre et l'importance des intérêts qu'elles

représentent, sont entraînées au service d'une cause sociale ou politique. Non contentes de vouloir améliorer la situation de leurs membres, elle désirent quelquefois, par la révolution ou par des réformes successives, modifier à leur profit l'organisation économique et administrative de la nation.

Tantôt secrètes, tantôt officielles, les associations professionnelles ont presque toujours existé. Mais à la fin du ^{xix}^e siècle et au ^{xx}^e un mouvement syndical d'une envergure et d'une puissance inconnues s'étend à tous les pays du monde où la grande industrie s'est développée. Patrons et ouvriers se groupent les uns contre les autres, et chaque profession, chaque métier, chaque classe sociale pour se défendre, se rassemble et s'unit. Par la loi du 21 mars 1884, le Parlement abrogeant les mesures qui, depuis la Révolution, limitaient la liberté d'association, reconnaît la légalité des syndicats professionnels et leur accorde un statut plus favorable qu'à tous les autres groupements. La loi du 12 mars 1920 qui augmente encore leurs privilèges, forme avec celle de 1884, le livre III du Code du travail, charte fondamentale des associations professionnelles françaises.

Ces syndicats que constituent entre elles les personnes qui exercent le même métier, des métiers similaires ou des professions concourant à l'établissement de produits déterminés, par les principes de leur organisation et de leurs attributions, présentent avec les anciennes corporations des différences fondamentales. Le législateur républicain, par la loi de 1884, a affirmé sa volonté d'assurer le respect de la liberté ; en outre, soucieux de maintenir l'égalité entre les métiers, il a établi un régime général qui s'applique à l'ensemble des professions et au territoire tout entier. Chaque individu reste libre d'adhérer ou de conserver son indépendance ; une fois membre, il peut donner sa démission quand il lui plaît ; la constitution de syndicats multiples et rivaux est autorisée. Mais l'activité de ces groupements ne doit s'exercer qu'en matière professionnelle et ils ne jouissent d'aucun pouvoir important de décision. Au con-

traire, la corporation, association unique et obligatoire dans son ressort, surprenait par son caractère local et particulier : chaque ville possédait son organisation, chaque métier ses règlements. Dominées et commandées par les maîtres, qui interdisaient aux compagnons de se grouper, ces communautés étaient dotées, après l'homologation de leurs statuts, d'une capacité juridique totale et d'attributions extrêmement importantes. Leur pouvoir réglementaire s'étendait à toutes les affaires économiques et sociales de leur profession et à tous les individus qui en faisaient partie.

Comment les artisans ont-ils profité de la législation nouvelle ?

§ 2. — Les artisans et le mouvement syndical.

A. — La Confédération Générale de l'Artisanat Français.

Ses débuts.

Les ouvriers d'une usine s'associent rapidement, car les liens du voisinage et l'entière communauté d'intérêts leur permettent de se grouper sans difficultés. La concentration industrielle rassemble dans une seule région d'innombrables travailleurs salariés qui partagent les mêmes conditions d'existence ; aussi leurs syndicats se rapprochent vite : tous doivent se défendre contre leurs employeurs. Ceux-ci, de leur côté, pour résister à leurs ouvriers, pour se protéger et pour éviter les conflits qui peuvent eux-mêmes les séparer, se rejoignent et s'unissent aisément.

Au contraire, les artisans d'un même métier vivent dispersés sur le territoire. Dans la même ville, ils sont parfois amis et parfois concurrents, leur situation varie suivant leur activité personnelle, chaque profession possède ses caractères particuliers : aussi leurs conditions d'existence ne sont-elles jamais identiques et leurs intérêts sont souvent différents. Enfin, ils ne sont pas obligés de se grouper pour lutter contre des patrons ; les dimensions de leur clientèle ne donnent pas lieu à des conflits

tels qu'ils soient incités à s'unir pour les régler. Aussi, malgré la loi du 21 mars 1884, peu de syndicats d'artisans existaient à la fin du XIX^e siècle. Entre 1890 et 1914, les selliers, les cordonniers, les coiffeurs constituèrent quelques rares associations qu'un effectif réduit et de maigres ressources condamnaient à la médiocrité ; seuls les maréchaux-ferrants et les forgerons avaient créé une fédération active. Mais, après la guerre, quelques années ont suffi pour unir étroitement plusieurs centaines de milliers d'artisans

Diverses causes expliquent ce brusque revirement. En premier lieu, l'isolement empêchait les petits artisans de trouver du crédit ; or, sans avances, ils ne pouvaient transformer leur atelier ni profiter de l'électricité. En second lieu, la nouvelle législation fiscale, votée en 1917, ne tenait aucun compte du caractère particulier de la production artisanale et se montrait injustement sévère à l'égard des métiers. Il importait donc, d'une part, de modifier le régime des impôts, d'autre part, d'organiser une forme nouvelle de crédit. L'union s'imposait aux travailleurs dispersés : ils avaient devant eux l'exemple des artisans d'Alsace et de Lorraine qui, groupés depuis vingt ans, tiraient grand profit de leur association et de leur entr'aide.

Aux cordonniers, plus exactement à la Fédération de la Petite Industrie de la Chaussure revint l'honneur d'avoir uni les forces artisanes autour d'un même programme et sans distinction de métiers (1). Elle sut intéresser à son œuvre M. Clémentel, sénateur du Puy-de-Dôme. A l'instigation de ce dernier, elle convoqua à Paris les 27 et 28 mars 1922 un congrès d'artisans ; les débats se terminèrent par la création de la Con-

(1) A la Fédération de la Petite Industrie de la Chaussure fondée en 1919, par M. GRANDADAM, avait adhéré le syndicat des Petits Fabricants de Chaussures constitué par M. TAILLEDET. M. Tailledet comme Président de la C. G. A. F. et M. Grandadam comme secrétaire général ont groupé la majorité des artisans français, élaboré une doctrine, contribué à la renaissance des métiers. L'œuvre législative en faveur des artisans est en grande partie leur œuvre. Le Siège social de la C. G. A. F. se trouve à Paris, 30, rue des Vinaigriers. La liste des fédérations est reproduite parmi les documents annexes.

fédération générale de l'Artisanat français. Cet organisme fut chargé d'effectuer les premières démarches pour obtenir le vote des mesures les plus urgentes ; grâce à M. Clémentel et grâce à l'habileté des dirigeants de la C. G. A. F., le lien établi entre les pouvoirs publics et les artisans ne s'est jamais rompu : à l'heure actuelle le groupe parlementaire de défense artisanale compte plus de quatre cents sénateurs et députés.

Cette Confédération générale créée en 1922, s'intitulait union nationale des fédérations professionnelles d'artisans ; ces mots constituaient une façade derrière laquelle n'existait rien. Puisque l'organisation alsacienne conservait son statut local, que restait-il ? Quelques rares fédérations à peine ébauchées, une cinquantaine de syndicats dispersés : la confédération apparaissait comme un cadre sans tableau. Multiplier le nombre des syndicats, les grouper en fédérations, telle fut l'œuvre fertile des premières années : les dirigeants de la C. G. A. F. avaient donc, d'une part, à intervenir auprès des pouvoirs publics, d'autre part, à unir et à rassembler les artisans. Ils battirent le rappel de toutes les associations déjà organisées et établirent dans les régions où il n'en existait pas, des comités d'action chargés de s'occuper de la propagande locale ou départementale. Les congrès de la C. G. A. F. chaque année plus importants, prouvent leur succès. Actuellement près de 200.000 artisans, groupés en plus de 320 syndicats professionnels généraux, départementaux ou locaux, formant eux-mêmes vingt-sept fédérations nationales de métiers, sont affiliés à la C. G. A. F.

Les statuts, les tendances et l'importance de la C. G. A. F.

Une étude rapide des nouveaux statuts de la Confédération générale de l'artisanat français, tels qu'ils ont été approuvés par son assemblée générale du 16 janvier 1928, permet de se rendre compte de l'importance du groupement, des tendances qui l'animent.

L'article premier est ainsi conçu : « il est formé entre les

fédérations professionnelles (union nationale des syndicats professionnels) existant en France, en Algérie, aux Colonies et Pays de Protectorat et celles qui viendraient à se constituer et adhérentes aux présents statuts, une union nationale régie par les lois des 21 mars 1884 et 12 mars 1920, les lois en vigueur ou qui seraient promulguées touchant les syndicats professionnels, sous la dénomination de Confédération générale de l'Artisanat français ». Suit une définition de l'artisan qui a déjà fait l'objet d'une analyse.

L'article deuxième précise le but de cette union nationale : la Confédération doit dans l'ordre économique, contribuer au développement de la production artisanale ; dans l'ordre professionnel, aider les artisans isolés à se grouper par métiers, réaliser tout ce qui peut intéresser l'artisanat, lorsque l'initiative privée suffit à cette réalisation, sinon poursuivre auprès des pouvoirs publics, l'effort nécessaire au vote des lois utiles ; dans l'ordre social, créer des organisations d'entr'aide et de secours ; d'une façon générale enfin, appuyer toutes les revendications nationales ou locales des artisans.

La C. G. A. F. ne reçoit que les adhésions qui émanent des fédérations nationales professionnelles, constituées conformément aux lois des 21 mars 1884 et 12 mars 1920 ; par profession ou groupe de professions reconnues n'est admise qu'une seule fédération. Les syndicats, qu'ils soient généraux, départementaux ou locaux adhèrent à la fédération nationale de leur profession. En outre, les syndicats locaux et départementaux (dans chaque département où fonctionne une Chambre de métiers) font partie d'une union départementale des syndicats professionnels artisanaux. Par localité et par profession les fédérations nationales et les unions syndicales n'admettent qu'un seul syndicat. A l'heure actuelle, tous les métiers d'artisanat sont représentés dans les fédérations de la C. G. A. F. (V. annexes) sauf les industries de l'alimentation que la C. G. A. F. exclut de la liste des professions artisanes.

Les attributions administratives sont partagées entre un

comité national, un comité de direction et un bureau confédéral. Le *comité national* se compose des délégués des fédérations nationales et des délégués des unions départementales : il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir au nom de la confédération, pour la défendre, pour la représenter. Il approuve le budget et s'occupe de toutes les questions importantes qui intéressent les fédérations et l'artisanat. Il tient au moins deux sessions par an. Le *comité de direction* ne comprend que les délégués des fédérations au comité national ; assemblée plus restreinte et réunie quatre fois par an, elle prépare et exécute les décisions du comité national, elle établit le projet de budget annuel et règle l'administration générale de la confédération. Enfin, le *bureau confédéral*, constitué par le président, les dix vice-présidents (quatre choisis parmi les délégués des fédérations, six parmi les délégués des unions) le secrétaire général, le trésorier, et quelques autres membres, forme l'organe exécutif qui, convoqué une fois par mois, sous l'autorité du président et du secrétaire général, dirige tous les rouages administratifs et financiers de la confédération. A côté de ces organes permanents, une *commission de contrôle* désignée chaque année par l'assemblée générale, surveille l'application des décisions du comité national en matière financière. Une fois par an, enfin, tous les syndicats affiliés aux fédérations sont convoqués en *Congrès national* et en assemblée générale : là sont discutés, rejetés ou approuvés les rapports et les projets de résolution intéressant l'artisanat ; les décisions y sont prises en dernier ressort. Suivant le nombre de ses membres, chaque syndicat dispose d'un chiffre variable de voix.

Les ressources financières de la C. G. A. F. proviennent, en premier lieu, d'un tiers de la cotisation syndicale de chaque artisan ; les services divers payés par les usagers, les abonnements les ventes de brochures forment une seconde source de recettes et permettent à la confédération d'établir chaque année un budget de plus de 2 millions.

Le caractère particulier de la C. G. A. F. s'affirme par trois tendances très nettes :

1^o Une tendance centralisatrice : seules les fédérations nationales peuvent s'affilier à la C. G. A. F. Celle-ci n'a donc de rapports directs qu'avec des unions nationales de syndicats et ne reçoit pas l'adhésion de fédérations ou d'unions régionales. Une seule dérogation fut apportée à cette règle lors de la création des Chambres de métiers : puisque ces organismes dans chaque département comprennent les délégués des artisans, les dirigeants de la confédération ont compris l'intérêt qu'il y avait à créer, avant la fondation d'une Chambre et dans son ressort futur, une union départementale des syndicats confédérés. Ces unions sont représentées au comité national, non au comité de direction.

2^o Une tendance unitaire : pour éviter les divergences de doctrines entre gens du même métier, la confédération veut une seule union départementale par département, un seul syndicat professionnel par localité.

3^o Enfin, la confédération restreint le nombre de ses membres : d'une part, elle défend la conception stricte de la notion d'artisan, elle exclut les métiers de l'alimentation et les artistes ; d'autre part, elle n'admet à l'intérieur des syndicats que les artisans-maitres. Les intérêts communs aux seuls travailleurs manuels indépendants, isolés ou petits patrons, assurent la solidité de leur union.

L'influence de la C. G. A. F. ne se mesure pas seulement au nombre de ses adhérents, répartis en 320 syndicats, groupés en 27 fédérations, ni même au montant de la part des cotisations syndicales qu'elle reçoit (200.000 francs en 1926, plus de 1.300.000 en 1932). On la constate au simple énoncé de la législation en vigueur et à la description de son activité dans tous les domaines. Elle publie un organe bi-mensuel (l'Artisan-cordonnier devenu *l'Artisan français*), elle a créé, en son siège social, des services juridique, fiscal, commercial, immobilier,

des services de banque, de pensions, d'assurances, d'informations. Elle organise la propagande artisanale et le fonctionnement de commissions d'études. Enfin, elle a fondé le 29 mai 1931, un Centre d'Etudes des Métiers français, transformé le 12 mai 1932 en Institut national des Métiers, institution privée, divisée en douze sections (Législation civile et commerciale comparée, Immobilière, Commerciale, Industrielle, Apprentissage et Education, Financière, Artistique, Economie politique, Agricole, Hygiène, Mutualité et Prévoyance sociale, Propagande). Cet institut dirige des enquêtes et propose les mesures utiles au développement de la production artisanale.

B. — Les organisations syndicales dissidentes.

A côté de la C. G. A. F. d'autres groupements d'artisans se sont fondés : la doctrine qu'elle défend rejette les commerçants, les artistes, les patrons dont le nombre d'ouvriers dépasse 10 unités, les compagnons ; centralisatrice, elle heurte le sentiment de certains, qui à l'instar des artisans d'Alsace et de Lorraine, entendent rester maîtres en leur province ; autoritaire, elle froisse quelques syndicats qui préfèrent demeurer indépendants et conserver pour eux la totalité des cotisations. Les mécontents ont constitué des associations assez diverses, peu nombreuses et moins importantes.

L'U. A. F. Ses statuts. Ses tendances. (1)

En 1924, certaines fédérations ont quitté la C. G. A. F. et ont fondé l'Union des Artisans français. Cette nouvelle confédération, pendant quelques années, parut contrebalancer l'influence

(1) *Président d'honneur* : M. SCHLEIFFER, président d'honneur des Chambres de Métiers d'Alsace ; *Président* : M. BOULNOIS ; *Secrétaire* : M. DEJEANTE. Les dirigeants de l'U. A. F. pour toutes les questions artisanales défendent les mêmes doctrines que les organisations alsaciennes. Le Siège social est 79, rue du Temple, à Paris. Le calcul exact de son importance numérique paraît difficile à établir.

de son aînée ; mais à l'heure actuelle, elle a perdu un grand nombre de ses membres. Des 17 fédérations qu'elle groupe encore nominalement, certaines paraissent, à l'examen, assez squelettiques. Une analyse rapide de ses statuts adoptés, en assemblée générale, le 25 février 1925 permettra de comprendre les différences essentielles qui la séparent du groupement précédemment étudié.

L'article premier s'exprime ainsi : « Entre les fédérations régionales d'artisans adhérents aux présents statuts et celles qui adhéreront par la suite, il est fondé sous le régime de la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920, une union qui prend le nom » d'Union des Artisans français ». Cette union groupera les unions des fédérations d'artisans français et des Colonies ». Le territoire français se trouve donc divisé en régions à l'intérieur desquelles s'assemblent d'abord les syndicats professionnels.

Le but de l'Union se résume en ces mots : sauvegarde des intérêts professionnels et corporatifs. Elle encourage et soutient les fédérations, elle documente les pouvoirs publics sur toutes les questions artisanes. Elle est administrée par un conseil composé de 2 délégués par région (3 pour la région parisienne). Ce conseil se réunit au moins une fois tous les six mois et élit un bureau renouvelable tous les trois ans : ce bureau comprend un président, un vice-président, un secrétaire général, un trésorier et quelques autres membres ; il possède tous les pouvoirs propres à assurer l'exécution des décisions du conseil. Chaque année, un congrès réunit l'assemblée générale des délégués des groupements adhérents. Tous les rapports que le conseil dépose devant lui y sont discutés, refusés ou approuvés. Le peu d'importance de ces rouages administratifs par rapport à la forte organisation centrale de la C. G. A. F., s'explique par l'indépendance des fédérations que l'article 8 des statuts consacre en ces termes : « le bureau n'a pas à s'immiscer dans l'organisation des régions qui sont et restent entièrement autonomes sous réserve de verser des cotisations arrêtées au congrès et de suivre les

directives générales que leurs délégués auront d'ailleurs fixées en leur nom au Conseil ». Cette liberté accordée aux fédérations régionales s'explique par la volonté des fondateurs de l'U. A. F. qui ont désiré avant tout sauvegarder le caractère provincial des métiers d'artisanat ; mais elle aboutit à de fâcheux résultats ; les dirigeants de l'Union ne jouissent d'aucun pouvoir effectif sur leurs membres, le budget confédéral se réduit à quelques milliers de francs, car les régions soit par esprit d'indépendance, soit par l'absence de syndicats prospères, n'envoient au siège social qu'une cotisation infime. La doctrine de l'Union des Artisans français s'oppose sur tous les points à celle de la C. G. A. F.

1^o L'U. A. F. veut une organisation décentralisée. La France est divisée en régions artisanes dont les circonscriptions sont déterminées par le comité national, les syndicats d'artisans de ces régions s'unissent en fédérations régionales (une par région) et seules, en principe, ces fédérations régionales peuvent adhérer à l'Union : cependant des fédérations professionnelles sont exceptionnellement admises. Si l'on consulte la liste des fédérations affiliées aux deux groupements rivaux, on constate aussitôt la différence de doctrine (1) : adhérent à la C. G. A. F. les fédérations des artisans de la chaussure, du vêtement, des cuirs et peaux, de l'ameublement, etc... au contraire sont affiliées à l'U. A. F. les fédérations des Alpes, du Sud-Ouest, de Bourgogne et de Franche-Comté, etc... Les fédérations versent seules une cotisation à l'Union, non les artisans ; quel que soit le nombre de ses membres, chaque région envoie deux délégués au Conseil ; pas de journal national, seules sont publiées de petites revues régionales.

2^o Si l'Union des artisans français n'admet qu'une fédération par région, son autorité ne dépasse pas cette règle : les fédérations sont libres de fixer la composition, le nombre et le caractère de leurs syndicats.

(1) Voir les documents annexes.

3° L'Union cherche à englober le plus grand nombre possible de membres. On a vu qu'elle s'était constituée à l'intérieur du pays l'avocat des thèses alsaciennes et qu'elle les développait encore : elle ne ferme pas ses portes aux compagnons, elle accueille les artistes ; ni les uns ni les autres à vrai dire, ne profitent de sa générosité.

L'imprécision de sa doctrine, l'absence de pouvoir fort et de ressources financières, n'ont pas permis à l'U. A. F. d'acquérir une situation semblable à celle de la C. G. A. F. Seule, celle-ci contribue au développement de la législation et à l'effort international des artisans. A l'heure actuelle, les métiers de l'alimentation, certains métiers d'art, tels que la ciselure, l'orfèvrerie, la ferronnerie, plusieurs associations d'artisans parisiens forment la plus grande part de l'effectif de l'U. A. F. Cependant, les tendances qui l'animent présentent un certain intérêt : alliée, non seulement avec les corporations alsaciennes mais encore avec les groupements d'artistes et de petits commerçants, elle cherche à réunir sous le même étendard, les métiers d'artisanat, les métiers de l'alimentation et l'ensemble des petits travailleurs qui résistent à la concentration industrielle. Les tentatives de ses dirigeants enthousiastes, que le succès n'a pas couronnées, se rapprochent de celles que l'on constate dans certains pays où des associations ont groupé des représentants de toutes les classes moyennes. Mais, en France, les artisans, même dans l'union, conservent leur individualisme.

Les tentatives de nouvelles confédérations.

En octobre 1931, quelques fédérations régionales abandonnèrent l'Union des Artisans français et constituèrent la « Confédération Artisane française ». Ses dirigeants se réclamaient de la doctrine alsacienne et préconisaient pour le relèvement des métiers, une très forte décentralisation. Mais la défection de ses quelques membres, l'absence de ressources financières

amenèrent, en dix-huit mois, la disparition de cette troisième organisation.

De temps en temps, un artisan plein d'ambition rêve de grouper sous sa direction, tous ses camarades isolés, mais rapidement la vie balaye ses rêves. Pour être vraiment complet, on peut citer la Chambre artisanale de France, qui, malgré son effectif minime, organise parfois des expositions et des concours.

Les groupements indépendants.

La Confédération des maréchaux-ferrants, charrons, forgerons, entrepreneurs de travaux agricoles et de battage, marchands-réparateurs de machines agricoles, groupe quelques très anciens syndicats d'artisans (1). C'est, en effet, au cours de l'année 1901, que fut fondée la première de ces fédérations, celle des syndicats de patrons-maréchaux, qui réunissait une dizaine de syndicats de la région parisienne. Une proposition de loi, votée par le Sénat, le 5 novembre 1901, menaçait les droits de leur profession : la Haute Assemblée voulait réserver l'exercice de la médecine vétérinaire aux seuls diplômés des Ecoles nationales vétérinaires, et, par là, elle entendait interdire aux maréchaux-ferrants de donner des soins aux animaux malades. Les maréchaux, grâce à leur union, purent protester et la proposition ne fut pas adoptée par la Chambre des députés. Redoutant de nouvelles attaques, la fédération mena une active propagande et le nombre de ses membres ne cessa d'augmenter. Elle créa une Ecole supérieure de maréchalerie pour développer les connaissances techniques des maréchaux. En 1921, elle se transforma en fédération nationale des syndicats de patrons-maréchaux, charrons et forgerons, puis en une confédération à laquelle vinrent s'affilier les entrepreneurs de travaux agricoles et de battage, enfin les réparateurs de machines agricoles ; son effectif est de 4.000 membres environ.

Cette association ne groupe qu'une minorité d'artisans-

(1) *Président* : M. PEILLON. Siège social, 86, boulevard de Port-Royal, Paris.

maréchaux et charrons, mais elle entend représenter la corporation tout entière ; c'est ainsi, par exemple, qu'elle s'est intéressée au sort des maréchaux militaires. Depuis la guerre, la confédération a pris la tête d'un mouvement destiné à réunir tous les « artisans-ruraux », mais, malgré l'effort de ses dirigeants, elle n'a pas réussi à grouper l'ensemble des professions artisanes proches de l'agriculture. Elle tient des congrès réguliers, où de façon très sérieuse, sont étudiées les principales questions dont la solution préoccupe ses membres (enseignement, tarif de vente); elle publie un organe officiel « le maréchal et le charron modernes ». Ses dirigeants n'ont jamais pu s'entendre avec ceux de la C. G. A. F. ; ils se sont alliés parfois avec les alsaciens. L'activité de cette confédération, peut-être justement parce qu'elle ne s'est exercée qu'en faveur d'un petit nombre de professions très limitées et proches les unes des autres, a permis dans quelques départements, une sérieuse amélioration des connaissances techniques et pratiques de ses membres.

Certaines professions qui appartiennent, ou prétendent appartenir aux métiers d'artisanat, ont constitué pour la défense de leurs intérêts particuliers, des associations indépendantes. Les industries de l'alimentation, rejetées par la C. G. A. F. ont, les premières, fondé des syndicats dont certains ont acquis une notable importance numérique : les bouchers se sont groupés en une « Union artisanale de la Boucherie française » et cet exemple a été imité par les meuniers et par d'autres encore. L'U. A. F. reconnaît et cherche à protéger ces syndicats.

Récemment, les artistes ayant, comme on l'a vu, revendiqué le titre « d'artisans d'art » se sont assemblés. En mai 1932 naquit le « groupement syndical des artisans d'art : artistes peintres, sculpteurs, graveurs, décorateurs » (1), qui, à la fin de 1933,

(1) *Président* : M. J. CROUZILLARD ; *Secrétaire général* : M. RAMEY, Siège social, 6, rue Desaix, à Paris. Voir p. 68.

unissait environ 1.800 membres. Ce syndicat, fondé sous le régime de la loi de 1884, se divise comme son titre l'indique en quatre sections : artistes peintres, sculpteurs, graveurs, décorateurs. Les trois premiers termes se passent de commentaires, le quatrième désigne l'ensemble des métiers exercés par des artisans qui produisent des objets d'art : ciseleur, sculpteur sur bois, ébéniste d'art, graveur sur métal, miniaturiste, marqueteur, laqueur. Mais ce groupement exige de ses membres un effort de création qui n'est pas à la portée de tous les artisans. L'ébéniste d'art, par exemple, n'est accepté que si, parmi les meubles qu'il exécute, plusieurs ont été conçus par lui avant la mise en œuvre. Cette exigence, même pour les métiers d'artisanat, d'un minimum d'articles créés, donne à ce groupement un caractère particulier qui autorise certains à ne pas le considérer comme un véritable syndicat artisanal : à l'heure actuelle, la majorité des artisans fabricants, en effet, travaillent d'après des modèles que des clients ou des artistes leur confient. Cette opinion paraît d'autant plus juste que les peintres et les sculpteurs forment la majorité du syndicat. L'intérêt que présente pour les membres du groupement l'appellation d'artisans a déjà été exposé.

Cette association se propose d'abord de protéger les intérêts de ses adhérents, de les représenter auprès des pouvoirs publics et de constituer un centre d'informations destiné à l'ensemble des professions artistiques. Mais les dirigeants du groupement visent un but plus précis : créer des équipes qui acceptent de travailler en commun à la décoration, à l'aménagement et à la réfection de monuments, assurer la participation des artistes au bénéfice des avantages prévus par le plan d'outillage national et par les lois importantes votées en faveur des artisans. Dans cette période de crise économique, les artistes en effet, ont senti le besoin de se grouper pour demander à l'Etat de les secourir par des allocations de chômage, par des avances remboursables, et, enfin par des travaux à effectuer. Cette association essaie de constituer des coopératives de production grâce auxquelles

nombre d'artisans éviteront la misère : elle cherche ainsi à profiter des lois de 1923, 1929 et 1932 sur le crédit à l'artisanat ; elle a déjà obtenu d'importants résultats (V. chap. II).

Avec l'U. A. F., ce groupement syndical entretient de bons rapports ; tous deux ont, grâce à l'appui des artisans d'Alsace, fondé une union de coopératives de crédit. La C. G. A. F., au contraire, n'estime pas autant ces nouveaux camarades et, quel que soit le bien fondé de leurs réclamations, la thèse que soutiennent les artistes froisse sa conception stricte de l'artisan.

Les succès remportés par ce premier groupement ont provoqué la formation d'association rivales qui partagent sa doctrine et ses désirs. En juillet 1933, par exemple, est née l'Association des artisans créateurs d'art décoratif contemporain. Les artistes perdent le goût de l'individualisme et de la solitude dans les difficultés de l'heure présente.

§ 3. — L'organisation professionnelle en Alsace et en Lorraine.

Les corporations.

Les artisans, dans les provinces recouvrées, peuvent, selon les lois de 1884 et de 1920, constituer des syndicats, forme de groupement commune à toutes les professions. Mais la législation allemande a été partiellement maintenue dans les trois nouveaux départements créés en 1918. Elle régit encore les artisans en vertu des articles 81 à 104 de la loi sur les professions ou Code Industriel ; elle règle le fonctionnement d'une forme d'association professionnelle propre aux artisans, la corporation, liée à un organisme administratif, la Chambre de métiers, institution également spéciale aux travailleurs indépendants (1).

Lorsque les artisans (ceux qui exercent une profession en leur propre nom, ainsi s'exprime la loi locale) désirent s'unir pour défendre en commun leurs intérêts professionnels dans une même branche d'industrie, ils se groupent en une corporation

(1) H. LEY, LXI. Les lois allemandes en vigueur sont celles des 26 juillet 1897 et 26 juillet 1900.

dont le ressort comprend, suivant les cas, un village, un canton, un arrondissement, voire même un département, mais pas plus. La corporation se présente sous un des deux aspects suivants : soit corporation libre, soit corporation obligatoire. Dans les deux cas, le droit allemand la considère comme une personne morale de droit public, dotée en conséquence de pouvoirs importants, mais soumise à la tutelle de l'administration. Les artisans peuvent éviter ce groupement officiel en créant des associations, organismes privés que régit encore la législation locale, mais qui, assujettis à des règles et à un contrôle moins stricts, sont dépourvus de la plupart des droits reconnus à la corporation.

La corporation libre est formée par un certain nombre d'artisans qui se groupent volontairement à l'intérieur d'une circonscription donnée : elle est reconnue par un arrêté préfectoral qui, en approuvant ses statuts, lui accorde la personnalité morale, tout en la laissant sous la surveillance de l'administration. Nul n'est obligé d'en faire partie, mais à l'intérieur de la circonscription adoptée, il ne pourra pas se constituer, pour le même métier, une autre corporation facultative. Si plusieurs de ces artisans désirent augmenter la force et le rôle de leur association, ils adressent une demande au préfet ; celui-ci organise un référendum dans la circonscription envisagée ; lorsqu'une majorité se prononce en faveur de l'obligation, l'administration peut, sans y être forcée, ordonner la constitution d'une corporation obligatoire, « dont seront d'office membres tous les artisans exerçant le métier en question dans la circonscription pour laquelle doit fonctionner la corporation obligatoire envisagée ». Alors que pour la corporation facultative les statuts portent : « *Peut faire partie* de la corporation toute personne exerçant dans la circonscription à son propre compte tel métier... », pour la corporation obligatoire il est dit : « *Fait obligatoirement partie* de la corporation, toute personne qui exerce dans la circonscription tel métier, à son propre compte ». Le rôle et le fonctionnement de ces deux formes de corporation sont en général identiques. En théorie, la corporation obligatoire est appelée à une mission

plus importante puisqu'elle groupe un plus grand nombre d'individus ; elle devait jadis affirmer en outre une très forte emprise de l'administration sur les métiers.

La corporation alsacienne a pour mission de sauvegarder les intérêts professionnels de ses membres ; la loi explique d'une façon précise ce qu'elle entend par ces mots : la corporation doit développer l'esprit de solidarité et le sentiment de l'honneur, maintenir les bons rapports entre maîtres et compagnons, régler et surveiller l'apprentissage, créer des maisons d'éducation professionnelle, organiser des examens, secourir les membres de la corporation grâce à des caisses corporatives, fonder des coopératives, enfin régler par l'arbitrage les litiges qui surviennent entre maîtres et compagnons. Pratiquement l'apprentissage et le règlement de ces conflits constituent la tâche principale des corporations.

Créée pour un métier déterminé à l'intérieur d'une circonscription dont l'étendue est variable, mais ne doit pas, sauf autorisation du ministre chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, dépasser les frontières d'un département, la corporation, facultative ou obligatoire, jouit d'un véritable monopole ; deux corporations, pour une même profession, ne peuvent coexister dans une circonscription. Les statuts, charte de ces organismes professionnels, sont soumis à une réglementation sévère : ils comprennent obligatoirement plusieurs dispositions qui précisent, en particulier, le nom, le siège et les buts de la corporation, la composition de son bureau et la tenue des comptes. Un arrêté préfectoral les approuve et les modifications qui postérieurement y sont apportées doivent être soumises à la même approbation. La décision du préfet peut être attaquée devant le Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine.

Les statuts fixent les règles pour l'adhésion, la démission et l'exclusion, ainsi que les droits et les devoirs des membres de la corporation. Les organes actifs sont constitués, d'une part, par l'*assemblée générale* qui possède les attributions essentielles à la vie de la corporation, d'autre part, par un *comité de direction*

élu par l'assemblée et qui représente le pouvoir exécutif du groupement. L'assemblée générale ou assemblée corporative est composée soit de tous les membres de l'association, soit de certains d'entre eux élus par les autres. Elle examine les affaires les plus importantes, vote le budget et prend toutes les décisions nécessaires pour une bonne gestion administrative et financière. Sous son contrôle le comité de direction règle les affaires courantes, représente la corporation ; il possède, en fait, d'importants pouvoirs et peut infliger des amendes aux membres qui ont contrevenu aux règles statutaires. A côté de ces organes actifs, existent deux commissions importantes : la *commission de l'apprentissage*, qui est chargée de l'étude des questions ayant trait à l'éducation professionnelle, et la *commission des compagnons* qui assure la participation des ouvriers à la vie de l'association corporative : elle est, en effet, élue par tous les compagnons occupés chez les membres de la corporation ; son rôle consiste à discuter les problèmes relatifs au compagnonnage et à prendre part, soit par elle-même, soit par l'intermédiaire du président qu'elle a élu, aux délibérations où l'assemblée de la corporation discute les questions d'apprentissage et de compagnonnage.

Les statuts fixent, en dernier lieu, les règles pour l'administration et la gestion des biens de la communauté, enfin les cas et les modes de dissolution. La loi donne à l'autorité administrative le droit de dissoudre le groupement dans certains cas, lorsque les finances sont mal gérées par exemple ; la dissolution volontaire n'est possible que pour la corporation libre et peut-être prononcée à la majorité absolue. La corporation obligatoire n'a pas le droit de se dissoudre elle-même, mais son assemblée générale peut provoquer le retrait de l'arrêté de constitution, après une délibération qui n'est valable que si plusieurs conditions relatives au délai de convocation et au quorum nécessaire de présents et de votants sont remplies. Dans tous les cas, le reliquat de l'avoir effectif peut être versé soit à la commune où siégeait la corporation, soit à une autre association profession-

nelle, soit enfin, et de préférence, à la Chambre de métiers d'Alsace ou de Moselle.

Cette disposition des statuts s'explique par la dépendance de l'organisation syndicale par rapport à l'organisation administrative alsacienne ; c'est là, en effet, le dernier caractère particulier aux corporations du droit local : comme les corporations, les Chambres de métiers sont exclusivement des institutions artisanes. Toutes deux n'ont été créées que pour les artisans, alors qu'en droit français commun, seuls les organismes administratifs sont spéciaux aux travailleurs de la classe artisanne. Ayant le même but, leur dépendance se comprend : elle se manifeste, en premier lieu par l'organisation des Chambres de métiers qui ne sont élues que par les artisans groupés à l'intérieur des syndicats, corporations ou associations, et jamais par les artisans demeurés isolés ; elle se manifeste en second lieu par la subordination des groupements corporatifs ou syndicaux à la Chambre de Métiers qui exerce à leur égard une sorte de pouvoir réglementaire et qui limite ou contrôle leur activité, particulièrement en matière d'apprentissage.

Dans les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin existaient, à la fin de 1933, 154 corporations, dont 94 étaient libres et 60 obligatoires. Dans le département de la Moselle on comptait, à la même époque, 57 corporations, 13 obligatoires, 44 libres. Les corporations des principaux métiers se sont groupées dans des fédérations régionales ; et dans les grandes villes des unions locales de corporations se sont constituées. Les fédérations régionales ont acquis une importance notable : elles comprennent des corporations de même métier, mais surtout de métiers différents. Lors de leur constitution, leurs statuts doivent être approuvés : sous le contrôle de l'administration, elles aident les corporations adhérentes, en créant notamment des caisses de secours et en rendant plus aisée l'application des règlements sur l'apprentissage. Vingt-deux fédérations existaient en 1930, qui, pour les trois départements, comprenaient environ 19.000 membres. Réunies elles forment la Fédération

des métiers d'Alsace et de Lorraine, alliée à l'Union des Artisans français ; mais ce groupement général ne possède pas le rôle d'une confédération selon la loi française. Dans les départements recouvrés, la vie professionnelle des artisans se concentre d'une part, dans les corporations, d'autre part, à l'intérieur des Chambres de métiers.

A côté des syndicats de la loi commune, rares et éphémères en Alsace, à côté des corporations du droit local, nombreuses et actives, la législation allemande régit encore d'autres groupements professionnels ; les artisans peuvent ainsi s'unir en associations : cette forme simplifiée de la corporation n'a pas besoin d'être particulière à un seul métier, aussi l'ensemble des artisans d'une même circonscription l'adoptent-ils pour constituer un organe interprofessionnel de défense locale auquel viennent s'inscrire des industriels et des travailleurs qui ne sont pas artisans. Simple organe de défense économique, l'association interprofessionnelle joue un rôle moins précis et moins utile que la corporation. On comptait cependant, en 1933, 54 associations de ce genre dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, une dizaine en Moselle. Leur composition variée a obligé le législateur allemand à établir des règles assez compliquées pour les conditions d'électorat aux Chambres de métiers.

D'après une statistique de la Chambre de métiers d'Alsace 26.000 artisans sont groupés dans son ressort, ce qui constitue environ 64 % de la population artisanne. Les statistiques établies par la Chambre de Metz sont moins précises : il n'y a que 30 % environ des artisans du département de la Moselle qui se soient groupés.

Le syndicat du droit français et la corporation du droit local.

Entre la corporation du droit alsacien et le syndicat du droit français on constate certaines différences fondamentales (1).

En ce qui concerne l'organisation :

(1) H. LEY, LIX,

1^o La corporation est une forme particulière aux artisans ; à l'intérieur du pays, au contraire, le syndicat s'applique à toutes les professions : aucune loi française n'a prévu un mode de groupement professionnel spécial à l'artisanat.

2^o La corporation possède un monopole. Il ne peut exister à l'intérieur d'une circonscription qu'une seule corporation par métier. Cependant les syndicats peuvent se créer aussi nombreux qu'ils le veulent.

3^o La composition des syndicats et des confédérations créés par les artisans en vertu des lois de 1884 et de 1920 est plus restreinte que la composition des corporations alsaciennes ; en effet, celles-ci réalisent, en partie du moins, la collaboration des employeurs et des employés puisque les compagnons, sans faire partie de la corporation, élisent des représentants qui font entendre leur voix à propos de toutes les affaires qui les concernent ; sans doute la corporation ne peut être assimilée à un syndicat professionnel mixte. Cette formule a été abandonnée en Alsace, comme dans le reste de la France car, au sein de ces corporations, les employés ne possèdent ni la même représentation ni les mêmes droits que les employeurs (1). D'autre part, les statuts corporatifs peuvent contenir un article permettant à ceux qui exercent dans la circonscription de la corporation le même métier que les membres de la corporation, soit comme contremaître d'usine, soit comme industriel, d'en faire partie au même titre que les artisans. Cette disposition qui, en fait, est peu répandue, pourrait aboutir à donner à ces associations professionnelles une composition très différente de celle des syndicats ; ceux-ci, au contraire, ont tendance à se restreindre et à éviter tout éparpillement de leurs efforts.

4^o La corporation revêt parfois un caractère obligatoire : si dans un village, dans un canton, ou dans toute autre circonscription, la majorité des chefs des petites entreprises se prononce en faveur de l'obligation, d'office tous les artisans de

(1) L'introduction de la législation française permet naturellement aux employés de se syndiquer suivant la formule des lois de 1884 et 1920.

la région envisagée sont membres de la corporation. Au contraire, la liberté d'adhésion et de démission constitue en droit interne le principe fondamental, principe proclamé par la législation et défendu par la jurisprudence.

La différence entre ces deux formes d'association se remarque encore dans leur fonctionnement : toutes deux acquièrent sans doute la personnalité juridique, le syndicat professionnel par le simple dépôt de ses statuts, la corporation par l'acte administratif qui approuve ses statuts et autorise sa création : mais alors que le premier, fonctionnant en dehors de tout contrôle administratif, ne possède vis-à-vis de sa profession aucun pouvoir de décision, par contre la seconde, placée sous une certaine tutelle administrative, jouit en matière d'apprentissage d'un véritable pouvoir réglementaire. Enfin, les associations artisanes d'Alsace et de Moselle jouent, dans les élections aux Chambres de métiers, un rôle que ne connaissent pas les groupements des artisans de l'intérieur.

De profondes différences séparent donc ces deux groupements professionnels : syndicat et corporation. La forme syndicale telle qu'elle a été comprise par les artisans, et, d'une façon générale, par tous les travailleurs, a, pour premier but, la défense des intérêts de la profession : intriguer auprès des pouvoirs publics, réclamer une législation favorable, grouper tous les intéressés, mais eux seuls, afin d'être forts et cohérents, s'occuper, d'autre part, d'aider leurs membres par des caisses de secours, des caisses de retraite, par des conseils de toute sorte... c'est une forme d'association libre, essentiellement démocratique, respectueuse même de l'individu, et fréquemment tournée vers les questions politiques. La forme corporative, au contraire, telle que la législation impériale allemande l'a donnée aux métiers alsaciens, est à la fois plus réduite et plus importante, moins utile et cependant parfois plus efficace ; elle est tout entière dirigée vers le problème de l'apprentissage, matière à pro-

pos de laquelle la corporation possède des pouvoirs étendus : puis, comme le syndicat, elle s'occupe de caisses de secours, de coopératives, d'entr'aide professionnelle ; mais, par contre, elle ne se présente pas comme un instrument de libération sociale et ne cherche pas à grouper ses membres autour d'intérêts politiques communs. C'est une forme d'association moins respectueuse des droits individuels puisqu'elle peut être obligatoire, beaucoup moins démocratique car, d'une part elle a plus d'autorité sur ses membres, et que, d'autre part, elle englobe les compagnons en leur laissant une situation inférieure.

L'organisation professionnelle des artisans français demeure donc, à l'heure actuelle, assez compliquée. D'un côté, la Confédération générale de l'Artisanat français : active et influente, elle a acquis une situation prépondérante qu'elle doit autant au nombre de ses adhérents qu'à l'habileté de ses chefs ; grâce à son effort, le Parlement a voté, depuis quelques années, une législation utile. D'un autre côté, plusieurs associations assez dissimilaires et beaucoup moins nombreuses qu'un seul désir rassemble autour de la Chambre de métiers d'Alsace : celui de lutter contre l'omnipotence de la C. G. A. F. ; un comité d'entente et d'action artisanes a été créé à Strasbourg, à la fin de l'année 1933, par les principales de ces associations.

Cette division, ou plutôt ces divisions, ont de graves inconvénients ; les discussions entre artisans les éloignent parfois de la défense de leurs intérêts professionnels communs. Cependant ces luttes permettent un contrôle réciproque efficace et stimulent l'émulation des groupements.

CHAPITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

§ 1. — La représentation des intérêts d'après la législation française.

Les individus que la Révolution française avait libérés des anciennes entraves, par l'évolution économique et sociale du *xix^e* siècle, ont senti la nécessité de s'associer sur de nouvelles bases pour défendre leurs intérêts. Cette période de regroupement semble le premier stade d'une évolution importante : des syndicats dispersés, indépendants les uns des autres se forment peu à peu, en dehors de la loi. Puis le législateur reconnaît leur existence ; il fixe les règles générales de leur fonctionnement et de leurs attributions, parfois les protège, parfois au contraire cherche à limiter le domaine de leur activité. Enfin, ces associations augmentent en nombre et en puissance ; travailleurs manuels et intellectuels, producteurs, consommateurs, usagers des services publics s'assemblent et s'unissent : leurs groupements jouent un rôle de plus en plus important dans la vie économique et sociale de la nation. Alors, un second stade s'ébauche : ces associations prennent place dans les cadres de l'organisation administrative ; en dehors, au-dessus des syndicats, apparaissent des conseils consultatifs placés à côté des pouvoirs publics. Ainsi s'est lentement formée cette idée nouvelle de représentation des intérêts qui a rapidement connu des applications utiles : le nombre des conseils consultatifs a considérablement augmenté, leur composition a été modifiée en faveur des

syndicats. L'administration dont les charges deviennent chaque jour plus diverses, trouve dans ces assemblées les secours nécessaires à l'exécution des mesures économiques ou sociales votées par le Parlement ; les textes, lois, décrets ou arrêtés sont plus complets et plus clairs ; ils rencontrent une obéissance d'autant plus grande que les intéressés ont contribué à leur élaboration ; enfin, grâce aux réunions périodiques, des groupements jadis opposés discutent : au lieu de lutter, ils arrivent à s'entendre.

Par diverses lois, dont la plus importante est celle du 26 juillet 1925, le législateur a accordé à cette catégorie de producteurs que l'on nomme artisans, une représentation particulière.

§ II. — Un établissement public décentralisé pour artisans : La Chambre de Métiers.

A. — Les précédents.

Lorsque la loi du 26 juillet 1925, institua les Chambres de métiers, ce mot n'était pas inconnu, même en France. Dès avant la guerre, plusieurs établissements privés avaient été fondés sous ce titre, et, surtout, la législation allemande avait créé en Alsace-Lorraine, une Chambre de métiers dont le statut devait servir de modèle aux Chambres de métiers françaises.

1^o Les Chambres de métiers en France avant 1925.

Les institutions qui, sous le nom de Chambre de métiers, ont été créées en France quelques années avant la guerre, ont été exclusivement fondées par des particuliers ou des groupements privés qui, pour remédier à la crise de l'apprentissage, en ont, à leur gré, élaboré les statuts et fixé les attributions. Cette absence de fondement légal, à laquelle s'ajoutait l'absence de ressources régulières, et de pouvoir réglementaire pour imposer leurs décisions, explique les médiocres résultats de leur fonctionnement. Quelques lignes suffiront pour décrire les caractères communs de ces établissements.

1° Les groupements qui ont fondé ces établissements étaient tous animés d'une même pensée : la nécessité de remédier à la crise de l'apprentissage. C'est ainsi qu'industriels, commerçants et artisans se réunirent dans de nombreux départements pour créer des cours professionnels : une quinzaine de Chambres de métiers ou Chambres d'apprentissage, virent le jour en 1910 et 1925 ; certaines aux cours techniques avaient annexé un service de placement d'apprentis. La plupart d'entre elles ont vécu trop peu de temps : elles n'ont pas pu prendre la place que leurs fondateurs avaient rêvée pour eux.

2° Leur composition n'était pas uniforme. Plusieurs auteurs se sont étonnés de ne voir aucune d'elles faire figurer dans son programme, la défense d'intérêts déterminés, que ce soit les intérêts des métiers ou d'autres : mais elles ne le pouvaient pas, car établies pour organiser des cours d'enseignement technique, de nombreux industriels en avaient été souvent les principaux adhérents et s'étaient groupés avec des commerçants et des artisans. Les anciennes Chambres de métiers ignoraient donc cette partie importante du programme des chambres actuelles : la défense de la profession artisanale.

3° Enfin, sauf, la Chambre de métiers de la Gironde, ces organismes ne constituaient pas des établissements autonomes. Dues sans exception à l'initiative des Chambres de commerce, elles demeuraient toujours dans une étroite tutelle, sans local, sans budget et sans conseil d'administration indépendants. Ces liens trop étroits entre les deux organismes ont contribué à réduire l'activité des Chambres de métiers.

La première de ces institutions est due à la Chambre de commerce de Limoges qui en 1911 avec l'aide de la municipalité, créa une Chambre de métiers dont les attributions comprenaient l'organisation de cours complémentaires et gratuits, de conférences, de concours et d'examens. La physionomie des autres Chambres de métiers ressemblait, en général, à celle de Limoges, sauf toutefois la Chambre de métiers de la Gironde qui,

autonome, par sa composition à la fois artisanale, ouvrière et patronale, complétée par des membres de droit fonctionnaires municipaux ou régionaux, par l'étendue de son ressort, par ses attributions moins limitées que celles des autres Chambres, jouait un rôle important. Elle s'était remarquablement développée : un décret du 24 décembre 1919, l'avait reconnue établissement d'utilité publique.

Ces tentatives commencées avant la guerre, continuées de 1919 à 1925 n'eurent pas une grande influence. Au contraire, l'organisation de la Chambre de métiers de Strasbourg qui avait à beaucoup d'entre elles déjà servi d'exemple, inspira directement le législateur français en 1925. Il est d'autant plus intéressant d'étudier, même succinctement, son fonctionnement et son œuvre, que, malgré l'arrêté du 11 avril 1923, pris par le Commissaire général de la République qui a scindé la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine en deux, Chambre de métiers d'Alsace et Chambre de métiers de la Moselle, l'ancienne législation allemande continue à s'appliquer sur le territoire des provinces recouvrées.

2° La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine (1899-1923).

Les Chambres de métiers ont été instituées par le législateur allemand, à la fin du xix^e siècle. Auparavant avait été créé ce régime d'associations professionnelles propre aux artisans, qu'on nomme régime corporatif. Un arrêté du 12 avril 1898 étendit dans la province d'Alsace et de Lorraine, la législation en vigueur sur les corporations libres et sur les corporations obligatoires. Rapidement, ces groupements se développèrent, et pour compléter cette œuvre, pour assurer l'union entre les métiers d'artisanat, un second arrêté pris en date du 6 décembre 1899 appliqua, en Alsace et en Lorraine, la nouvelle législation sur les Chambres de métiers (1).

(1) On trouvera une étude approfondie sur l'organisation, le fonctionnement et les attributions de cette institution de droit local dans les thèses de DANIEL, BARRAUD, DATY et surtout MILFORD.

La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine était comme toutes les autres Chambres de métiers de l'empire allemand l'organe représentatif des intérêts de l'artisanat. Elle avait un rôle précis : elle était chargée de réglementer et de surveiller l'apprentissage dans les métiers, elle devait contrôler et développer la formation professionnelle des artisans, depuis l'apprenti jusqu'au maître. Pour remplir sa mission, la Chambre ne se contentait pas d'assurer l'exécution des lois et des décrets, elle possédait un véritable pouvoir réglementaire : ses corporations devaient obéir aux décisions qu'elle prenait dans les limites de sa compétence, et aux prescriptions qu'elle édictait ; d'un autre côté les mesures que voulaient prendre les corporations n'avaient de valeur que si elles s'accordaient avec les règlements de la Chambre de métiers. A côté de cette tâche essentielle la Chambre de métiers, d'une façon générale, dirigeait la vie économique et sociale des artisans et des corporations. Soutenue par l'administration allemande, elle exerçait sur les métiers d'Alsace et de Lorraine, une grande influence.

Sa composition et son fonctionnement. — La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine était composée de la façon suivante :

1^o Des patrons (artisans-maîtres) au nombre de 36 avec un nombre égal de suppléants.

2^o Des compagnons, au nombre de 12 avec un nombre égal de suppléants.

3^o Des experts, au nombre de 7.

Les maîtres et les compagnons étaient élus respectivement, par les électeurs maîtres et les électeurs compagnons. Pour être électeur, tout artisan, quelle que fût sa catégorie, devait être majeur, satisfaire à certaines conditions d'apprentissage et de moralité, enfin, être membre d'une corporation ou d'une commission de compagnons. Cette condition montre l'interdépendance qui existait entre la Chambre de métiers et les groupements professionnels. Pour être éligible, il fallait être âgé de

30 ans, répondre à certaines conditions de résidence, enfin posséder le droit de former des apprentis, c'est-à-dire être titulaire du brevet de maîtrise. Les membres experts étaient élus par l'assemblée de la Chambre de métiers, parmi les techniciens dont la compétence était jugée utile aux artisans.

La Chambre de métiers était divisée en quatre sections dont les membres pouvaient siéger et délibérer séparément : Strasbourg, Colmar, Mulhouse et Metz. Son fonctionnement était assuré par plusieurs organes : l'assemblée plénière, le comité ou conseil d'administration, les assemblées de sections, enfin diverses commissions. *L'assemblée plénière* réunissait les membres de la Chambre : ses pouvoirs s'étendaient d'une façon générale, à tous les problèmes qui entraient dans la compétence de la Chambre ; certaines affaires comme le vote du budget, l'élection des membres experts et du secrétaire général, la modification des statuts, l'élaboration des règlements d'apprentissage et d'examen étaient obligatoirement soumises à l'assemblée plénière. Le comité ou *conseil d'administration* comprenait : le Président de la Chambre, élu en assemblée plénière, les présidents de sections, membres de droit, enfin quatre membres élus par la Chambre ; il faisait fonction de pouvoir exécutif, préparait et appliquait les décisions de l'assemblée, représentait la Chambre en justice. *Les assemblées de section* qui ne se composaient que des membres de la section, élaient un président et étaient surtout chargés des études préparatoires, des enquêtes ; elles désignaient certains jurys d'examens. Enfin, des *commissions* permanentes ou extraordinaires complétaient cette organisation : elles étaient dirigées par le conseil d'administration ; la commission d'apprentissage, les commissions d'examens des compagnons et des maîtres, les commissions des compagnons étaient les plus importantes : elles étudiaient certaines questions particulières, jugeaient les réclamations, contrôlaient les comptes, assuraient la justice des examens, représentaient les compagnons.

Son organisation financière. — Pour exécuter la mission qui

lui était dévolue, la Chambre de métiers devait faire face à des dépenses assez élevées qui rendaient nécessaires d'importantes ressources. Aussi le législateur allemand avait-il édicté que les frais d'établissement et de fonctionnement des Chambres de métiers, en tant qu'ils ne pourraient être couverts par des recettes et subventions diverses, seraient supportés par les communes de la circonscription de la Chambre de métiers. Le budget de la Chambre de métiers comprenait donc, comme recettes :

1^o Les subventions, les droits d'examen et de scolarité (admission aux examens, fréquentation des cours) et les rémunérations afférentes à d'autres services, comme le droit perçu pour l'utilisation des bureaux de placement.

2^o La taxe de la Chambre de métiers, versée par les communes de sa circonscription : la quote-part de chacune de ces communes était calculée suivant le revenu des exploitations artisanes établies sur son territoire. Les conseils municipaux pouvaient faire supporter par les artisans eux-mêmes (même ceux qui n'étaient pas électeurs à la Chambre de métiers) la partie de la taxe qui leur incombait.

Le budget était arrêté en séance plénière ; avant de devenir exécutoire, il était ratifié par l'autorité administrative régionale.

Ses attributions. — Le législateur allemand avait confié aux Chambres de métiers des attributions précises, et pour remplir la tâche qu'il leur avait tracée, il leur avait donné l'autorité nécessaire.

1^o En premier lieu, la Chambre de métiers devait réglementer et surveiller la formation professionnelle des artisans. Conformément aux lois locales et à son statut organique, la Chambre de métiers avait élaboré un règlement d'apprentissage où étaient fixées la durée, les conditions, les modalités de l'apprentissage à l'atelier. Un service de contrôleurs s'assurait par d'incessantes visites que ce règlement était appliqué, et aux contraventions s'attachaient des sanctions pécuniaires. Les contrats d'appren-

tissage, tous écrits, faisaient également l'objet d'une surveillance. En outre, la Chambre de métiers avait créé des cours techniques professionnels destinés à compléter l'enseignement manuel de l'atelier. Grâce à un système d'examen, la Chambre s'assurait de la qualité des apprentis et des compagnons. L'examen dit de maîtrise donnait à ceux qui l'avaient passé avec succès, le brevet de maîtrise, et seuls les titulaires de ce brevet pouvaient former des apprentis. Telles étaient les grandes lignes du régime créé par la Chambre d'Alsace. Dès avant la guerre, mais surtout lors du retour des départements recouvrés, la Chambre de Strasbourg s'était préoccupée de l'orientation professionnelle et du placement des apprentis (1).

2^o En second lieu, la Chambre de métiers devait défendre et protéger les intérêts des métiers. Elle remplissait une mission consultative auprès des pouvoirs publics en émettant des vœux, en délibérant sur les projets de décrets ou d'arrêtés que l'autorité administrative était obligée de lui adresser lorsque ces projets intéressaient les métiers. La Chambre de métiers pouvait, de sa propre initiative, adresser des motions et des vœux aux pouvoirs publics. Elle contribuait, enfin, à développer l'esprit corporatif, à maintenir l'union parfois difficile entre maîtres-artisans et compagnons ; elle encourageait les coopératives, les caisses de secours et de prévoyance.

L'activité de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine avait étonné les artisans et les parlementaires. A ses débuts la C. G. A. F. s'inspira de l'exemple alsacien ; mais l'influence des provinces recouvrées ne s'est pas limitée au mouvement syndical. Encouragé par toutes les organisations professionnelles, le groupe parlementaire de défense artisanale demanda la création dans les départements français d'organismes semblables à la Chambre de Strasbourg. Ce fut l'objet de la proposition de M. Courtier alors député et président de ce groupe.

(1) Voir le chapitre sur l'apprentissage.

Auparavant plusieurs propositions de lois avaient déjà été déposées, dont les principales sont les suivantes :

1^o La proposition de M. Bouilloux-Lafont, député (11 décembre 1917).

2^o La proposition de M. de l'Estourbeillon, député (8 février 1918).

3^o La proposition de M. Verlot, député, au nom du groupe parlementaire de l'enseignement technique (30 juin 1921).

4^o Amendement de M. de Dion, député, tendant à modifier la proposition Verlot (10 novembre 1921).

Parmi ces propositions, les unes visaient simplement à rendre légal le type de Chambre de métiers qui s'était développé en France depuis 1910, d'autres au contraire, étaient plus ambitieuses et voulaient étendre l'action des Chambres de métiers aux artisans, aux commerçants, aux industriels. La proposition Courtier déposée le 31 décembre 1922 était soutenue par les organisations syndicales françaises et alsaciennes : elle fut discutée et votée trois ans plus tard ; la loi promulguée le 26 juillet 1925, avait été, au cours des débats parlementaires, amputée des articles relatifs à l'organisation de l'apprentissage.

Cette loi du 26 juillet 1925 a été complétée et modifiée par les textes suivants :

Loi du 15 juin 1930 ;

Loi du 22 mars 1932 ;

Loi du 26 avril 1932 ;

Règlement d'administration publique du 14 avril 1928.

Principales circulaires ministérielles :

17 juillet 1928 ;

11 juin 1929 ;

15 janvier 1930 ;

15 février 1932.

B. — La loi du 26 juillet 1925.

La loi définit d'abord les Chambres de métiers : elles sont auprès des pouvoirs publics, dit l'article premier, les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans-maîtres et compagnons. La loi précise ensuite la notion d'artisan : « Par maîtres-artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel, à condition d'une part qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, ou de compagnons ou apprentis, et à condition d'autre part, qu'il l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron » (V. I^{re} partie).

Les Chambres de métiers sont des établissements publics, c'est-à-dire des personnes morales de droit public dont le patrimoine est affecté soit à la gestion d'un service public national ou local, soit à la défense d'un intérêt public.

Les Chambres de métiers sont des établissements publics décentralisés : elles représentent les artisans, maîtres et compagnons de leur département. Cependant, plusieurs Chambres peuvent être créées dans le même département ; et une Chambre peut se diviser en autant de sections qu'elle le juge utile. Malgré cette décentralisation, malgré le caractère régional que de nombreux artisans veulent conserver à leurs métiers, les Chambres de métiers doivent demeurer unies ; la loi n'entend pas que chaque Chambre reste isolée dans son ressort ; elle a institué une réunion annuelle des présidents des Chambres de métiers. Tels sont les caractères généraux de ces établissements publics. On examinera successivement leur organisation, leur fonctionnement et leurs attributions.

1^o Organisation des Chambres de métiers.

I. CRÉATION.

Le gouvernement peut prendre l'initiative de créer une Chambre de métiers. Mais l'usage courant veut que cette ini-

tiative émane des intéressés eux-mêmes ; la demande formulée par les artisans d'un département constituera une présomption en faveur du bien fondé de la mesure à intervenir. L'initiative peut venir aussi de l'une des assemblées, dont l'avis doit être obligatoirement demandé avant que soit signé le décret d'institution.

Quelle que soit l'origine de la demande, la loi exige des garanties, car il importe que les Chambres ne soient pas inutilement créées ; les impositions qu'on exigera des membres devront répondre à un besoin réel. Avant que toute décision intervienne, l'autorité administrative, en l'espèce le préfet, demande l'avis :

à l'échelon commune : du Conseil municipal de la commune désignée pour devenir le siège de la nouvelle Chambre ;

à l'échelon départemental : de la Chambre de commerce, du Comité départemental de l'enseignement technique, du Conseil général ;

à un échelon plus élevé encore : du Comité régional des arts appliqués et des organisations professionnelles intéressées.

Ces assemblées sont consultées d'abord sur l'opportunité de la création projetée, puis sur l'étendue de la circonscription éventuelle (le département, ou une partie du département) sur les catégories « dans lesquelles devront être répartis les métiers de cette circonscription », enfin, sur l'octroi possible d'une subvention destinée à aider la future Chambre à ses débuts. De son côté, l'autorité administrative poursuit son enquête : elle cherche à recenser approximativement les métiers dans la région envisagée. L'administration emploie, pour établir ce recensement, la liste des professions artisanes dressée par l'administration des Contributions directes : cette liste ne comprend pas les industries de l'alimentation dont le recensement doit être effectué « par tout autre moyen ».

Tous les corps consultés doivent donner leur avis ; peu importe qu'ils ne soient pas tous favorables au projet : l'adminis-

tration doit seule prendre ses responsabilités. Lorsque les avis nécessaires ont été recueillis, un décret pris après délibération du Conseil d'Etat, institue, s'il y a lieu, la Chambre de métiers. Le décret détermine la circonscription qui désormais formera le ressort de cette Chambre, fixe les différentes catégories entre lesquelles sont répartis les métiers et enfin, le nombre des maîtres et des compagnons affectés à chaque catégorie. Avant de prendre sa décision, l'administration tient compte du nombre des électeurs, de l'importance économique ou sociale des métiers de la région, enfin, de leur caractère régional ou artistique. Mais certaines règles limitent la liberté de l'autorité administrative : le nombre des membres élus ne peut être inférieur à 18, ni excéder 36, sauf à Paris où il pourra s'élever à 72 ; d'autre part, le total des membres, aussi bien maîtres-artisans, qu'artisans-compagnons, doit correspondre à un nombre pair.

II. COMPOSITION.

Les Chambres de métiers sont composées de membres élus, de membres de droit, de membres correspondants ; les premiers seuls ont voix délibérative.

Les membres élus sont les délégués des maîtres et des compagnons. La loi n'a pas voulu que la Chambre soit uniquement composée de représentants des maîtres, mais ceux-ci constituent la majorité car $\frac{1}{3}$ des sièges est seul réservé aux compagnons. La loi a donné la direction de la Chambre aux artisans expérimentés qui connaissent la responsabilité qu'entraîne une entreprise et qui paient seuls les taxes votées.

Les membres de droit n'ont que voix consultative : ce sont l'Inspecteur départemental de l'enseignement technique (s'il en existe plusieurs dans le ressort de la Chambre, le ministre de l'Instruction publique nomme celui qui doit en faire partie), un Inspecteur départemental du travail désigné par le ministre du Travail, et un représentant du Comité départemental de l'enseignement technique choisi par ce comité.

Enfin, les Chambres de métiers peuvent élire dans toute l'étendue de leur circonscription des membres correspondants pris parmi les artisans inscrits sur leurs listes électorales ; le nombre des membres correspondants ne doit pas dépasser la moitié du nombre des membres élus ; comme les membres de droit, ils n'ont que voix consultative.

III. ELECTIONS.

a) Electorat. — CONDITIONS DE JOUISSANCE DU DROIT D'ÉLECTORAT.

Seuls, les maîtres-artisans et les artisans-compagnons qui répondent à la définition fixée par la loi, sont électeurs. La loi renvoyait, quant aux détails du régime électoral, à la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prudhommes. Elle classe, cependant, parmi les électeurs-maîtres, les artisans ne travaillant qu'avec l'aide de leur famille, c'est-à-dire sans compagnon ; la loi sur les Conseils de prudhommes plaçait au contraire ces artisans isolés parmi les électeurs ouvriers. Depuis 1907, les idées ont évolué et l'artisanat est apparu comme une classe sociale distincte.

Le décret du 14 avril 1928 précise les conditions du droit d'électorat. Il édicte les règles suivantes : les hommes doivent :

1^o être inscrits sur les listes électorales politiques ;

2^o être âgés de 25 ans, révolus au plus tard le dernier jour du délai imparti par le maire, pour l'inscription des électeurs ;

3^o exercer depuis 3 ans, apprentissage compris, une profession citée dans le décret d'institution de la Chambre, et, l'exercer dans le ressort de cette Chambre depuis un an.

Les femmes doivent :

1^o être françaises et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues par les articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852 ;

2° et 3° remplir les mêmes conditions d'âge et d'exercice de la profession.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT D'ÉLECTORAT. — L'artisan, maître ou compagnon doit être inscrit sur la liste électorale de la Chambre des métiers. A cet effet la loi prévoit que, dès la parution du décret d'institution, une liste sera dressée qui comprendra, sur des tableaux différents, les électeurs artisans-maîtres et les électeurs artisans-compagnons. S'ils satisfont aux conditions de jouissance du droit d'électorat, les maîtres-artisans inscrits sur la liste des électeurs à la Chambre de commerce sont obligatoirement transcrits sur la liste des électeurs à la Chambre de métiers. Tout maître-artisan régulièrement porté sur la liste électorale de la Chambre de métiers peut requérir son inscription sur celle de la Chambre de commerce. Les dispositions de la loi étaient à ce sujet imprécises : cet artisan pouvait-il requérir son inscription même s'il ne remplissait pas les conditions prévues par les lois du 8 avril 1883 et 19 février 1908 sur les Chambres de commerce ? La loi du 15 juin 1930 a répondu par la négative.

Quelles sont les autorités compétentes pour établir et revoir les listes ?

La première liste électorale est établie, dans chaque commune, par une commission composée du maire, d'un artisan-maître et d'un artisan-compagnon désignés par le Conseil municipal. A défaut d'artisan-compagnon, le Conseil municipal nomme un deuxième artisan-maître. Le soin de la révision annuelle des listes est confiée à une commission composée d'une façon identique.

A quelle époque les listes sont elles établies et revues ?

En cas de création ou de réorganisation de la Chambre, l'autorité préfectorale après avoir invité les conseils municipaux à se réunir pour désigner les deux assistants du maire, prend un arrêté déterminant le point de départ d'une période de vingt jours pendant lesquels, dans chaque commune du ressort

de la Chambre, il est procédé à l'inscription des électeurs habitant à l'intérieur de ce ressort. D'autre part, chaque année, dans les vingt jours qui suivent la révision des listes politiques, s'opère la révision des listes électorales de la Chambre de métiers. Lorsque la résidence d'un artisan est comprise dans le ressort d'une Chambre et que son entreprise est située dans le ressort d'une autre, le décret prévoit que l'artisan ne sera électeur qu'à la Chambre dont dépend son entreprise.

Comment les listes sont-elles arrêtées ?

Dès leur établissement ou leur révision, les listes sont envoyées au préfet qui les examine, les vérifie et les arrête. Elles sont déposées au secrétariat des mairies de toutes les communes du département où les électeurs, prévenus par affiches, peuvent les consulter. Les réclamations contre la confection des listes doivent être formulées dans les 15 jours ; elles sont portées devant le juge de paix du canton qui statue, sauf recours devant la Cour de cassation. Pour l'instruction et le jugement, la loi renvoie aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

b) Eligibilité. — CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIALES.

Pour être éligibles, les artisans (ou artisanes) doivent d'abord satisfaire aux conditions générales suivantes :

- 1^o Résider depuis 3 ans dans le ressort de la Chambre.
- 2^o Etre âgés de trente ans au moins.
- 3^o Savoir lire et écrire.

Les artisans doivent en outre répondre à des conditions spéciales. S'ils sont inscrits sur les listes électorales de la Chambre de métiers ou s'ils remplissent les conditions pour y être inscrits, ils doivent pour être éligibles, exercer effectivement leur métier depuis plus de cinq ans, apprentissage compris. S'ils n'exercent plus leur métier, et ne sont plus inscrits par conséquent sur les listes électorales, ils sont éligibles, si remplissant les conditions précitées ils peuvent établir :

1^o Qu'ils ont exercé leur métier pendant 15 ans, dont cinq dans le ressort de la Chambre.

2^o Qu'ils n'ont encouru aucune des condamnations prévues par le décret de 1852.

La loi précise que les membres sortants sont rééligibles indéfiniment. Ils sont élus pour six ans et le renouvellement a lieu, par moitié, tous les 3 ans, dans le courant de décembre. Lors de la constitution d'une Chambre de métiers, l'ordre du renouvellement par catégorie est fixé par tirage au sort. Le renouvellement triennal dans chaque catégorie porte sur la moitié des artisans-maitres et sur la moitié des artisans-compagnons.

c) Vote.

Les règles fondamentales du vote sont les suivantes :

1^o Les membres artisans-maitres sont élus par les artisans-maitres ; les membres artisans-compagnons par les compagnons.

2^o Les élections ont lieu au scrutin de liste et par catégorie ; la majorité relative suffit, car il n'y a qu'un seul tour ; en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

3^o Le vote a lieu par canton.

Pour le détail des opérations électorales, la loi de 1926 renvoyait à la loi municipale du 3 avril 1884 ; le décret de 1928, cependant, a précisé certains points. Le préfet convoque les électeurs au moins vingt jours d'avance, il indique le jour, le lieu, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin ; le vote a lieu par canton, dans les mairies désignées par le préfet ; le bureau est composé du maire ou de son délégué, assisté de 4 électeurs qui sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes à l'ouverture du scrutin. Ce même décret fixe les règles relatives au dépouillement, qui s'opère dans chaque section de vote, et à la proclamation des résultats, qui se fait au bureau de la première section de vote. Les protestations, contre les opérations électorales ou contre le résultat des élections, sont portées devant le Conseil de préfecture qui statue, sauf recours au Conseil

d'Etat, conformément aux dispositions de la loi municipale.

Deux particularités sont à noter. Le second tour de scrutin est supprimé : quel que soit le nombre des votants, les élections sont toujours acquises à la majorité relative. Le vote par correspondance est autorisé : les bulletins doivent en ce cas, parvenir enfermés sous double enveloppe au bureau de vote, et, au plus tard, la veille du jour de l'ouverture du scrutin ; l'enveloppe intérieure ne porte que le nom des candidats, l'enveloppe extérieure contient le nom, la catégorie, la qualité (maître ou compagnon) la signature de l'électeur. Les votes par correspondance sont dépouillés après la clôture du scrutin, pour pouvoir déchirer les enveloppes d'électeurs qui seraient venus voter dans la journée.

2° Fonctionnement administratif et organisation financière.

I. FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF.

Statut des membres. — La loi fixe certaines règles relatives à l'assiduité des membres de la Chambre et à la gratuité de leurs fonctions. Les délégués sont obligés d'assister aux séances : ceux qui, pendant 6 mois, se sont abstenus de se rendre aux convocations sans motif légitime, sont déclarés démissionnaires par le préfet après avis de la Chambre. Les fonctions sont gratuites : cependant le règlement de la Chambre peut prévoir l'attribution de jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement.

Statut du bureau. — Les Chambres de métiers élisent leur bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un ou de plusieurs secrétaires. Le bureau reste en fonction pendant 3 ans : à chaque renouvellement triennal on procède à de nouvelles élections : les membres sortants sont rééligibles ; en cas de décès ou de démission d'un membre du bureau, il est immédiatement pourvu à la vacance.

Statut de la Chambre. — Lorsqu'une vacance partielle se

produit, la loi ne prévoit pas d'élections complémentaires sauf si la Chambre se trouve réduite aux $\frac{3}{4}$ de ses membres : des élections ont alors lieu dans un délai de deux mois à dater de la dernière vacance, et il est pourvu au remplacement des membres décédés ou démissionnaires. Des règles précises sont édictées pour les élections complémentaires qui ont lieu l'année précédant le renouvellement partiel. Pour qu'une délibération soit valable, le nombre des membres présents doit dépasser la moitié de ceux en exercice ; les décisions sont prises à la majorité absolue des votants et la voix du président est prépondérante.

Les Chambres de métiers entrent directement en rapport avec l'administration ; elles émettent des vœux ; elles transmettent chaque année le compte rendu de leurs travaux aux ministres du Travail, de l'Education nationale, et du commerce. Les Chambres correspondent entre elles, et peuvent, en commun, réaliser tous les projets qui ne dépassent pas les limites de leurs attributions.

Enfin, les Chambres de métiers peuvent être dissoutes et supprimées. La dissolution est provoquée par un rapport signé des trois ministres dont on vient de parler ; après avis de la commission créée par la loi du 27 décembre 1923, elle est décidée par décret. De nouvelles élections ont lieu dans un délai de deux mois. La suppression, mesure définitive, est provoquée par un rapport, signé des mêmes ministres, s'ils estiment que la Chambre de métiers envisagée ne répond plus aux besoins en vue desquels elle avait été instituée ; elle est décidée par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Assemblée des présidents. — Le législateur a voulu que les Chambres de métiers ne s'ignorent pas les unes les autres, et que, le plus possible, elles travaillent d'un commun accord. Aussi a-t-il prévu la réunion obligatoire, chaque année, à Paris, des présidents de Chambres de métiers, ou de leurs délégués. Cette assemblée générale des présidents élit un bureau permanent,

qui siège à Paris, et dont le président est chargé de la convoquer chaque année (v. § 3).

II. — RESSOURCES FINANCIÈRES ET BUDGET (1).

Ressources. — Les ressources des Chambres de métiers se composent :

1^o De subventions de l'Etat, du département, des communes, des Chambres de commerce, de tout autre établissement public ou d'associations professionnelles : l'octroi de ces subventions doit être envisagé, soit lors de la création de la Chambre afin de l'aider au début de son activité, soit plus tard en vue de dépenses spéciales ou extraordinaires.

2^o De dons ou de legs.

3^o D'emprunts. L'Etat prend toujours de grandes précautions lorsqu'il s'agit des emprunts que lancent les personnes publiques décentralisées : la Chambre de métiers précise, d'abord l'emploi qu'elle compte faire de cet emprunt (construction d'écoles ou de bâtiments pour ses services, par exemple) ; l'emprunt est ensuite autorisé par décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et de l'Instruction publique.

4^o Enfin, en vue de pourvoir aux dépenses ordinaires, il est prévu (art. 19 de la loi, modifié par les lois du 22 mars et 26 avril 1932) une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes. Cette imposition est acquittée par tous les artisans-maîtres ressortissant de la Chambre de métiers. La quotité des centimes, votés par les Chambres de métiers, est appliquée au montant du droit de patente, tel qu'il résulte de l'application du tarif annexé à la loi du 19 avril 1905, et sans la majoration résultant de l'application de la loi du 19 juillet 1928. Mais la loi limite la liberté des Chambres en ce qui con-

(1) Pour tout ce qui concerne la comptabilité intérieure des Chambres de Métiers et l'établissement du budget et des comptes, se reporter à la circulaire du Ministre du Travail M. LANDRY, datée du 15 février 1932.

cerne le vote de cette imposition : a) le nombre des centimes additionnels ne pourra être supérieur à 10 ; b) les Chambres de métiers ne pourront délibérer sur l'application de cette taxe qui si le nombre des membres présents dépasse les trois quart des membres en exercice ; c) les artisans-maitres, ont seuls, à ce sujet, voix délibérative, car seuls ils sont soumis au paiement de la taxe. d) Enfin, à la fois, pour éviter que les artisans par leur vote s'exonèrent de toute taxe et pour obliger ceux qui ne sont pas soumis à la patente de collaborer cependant aux charges budgétaires, la loi du 26 avril 1932 décide que, lorsque l'application au principal des centimes votés par la Chambre de métiers, fera ressortir un chiffre inférieur à 1,50, la taxe sera fixée à ce chiffre et qu'elle sera également due par les artisans exonérés de la contribution des patentes.

L'état matriciel des assujettis à la taxe est établi par chaque Chambre de métiers avant le 1^{er} mai de chaque année ; elle est transmise pour l'année suivante par les soins de la direction départementale des Contributions directes. L'année de leur création, les Chambres de métiers sont exceptionnellement autorisées à ne fournir leur état matriciel qu'à la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu leur installation (loi du 22 mars 1932).

Budget et comptabilité. — Le budget ordinaire comprend, dans un premier tableau, l'ensemble des recettes ordinaires : produit global de l'imposition, subventions annuelles pour services ordinaires, arrérages de rentes provenant de dons et legs, intérêts des fonds placés, produits des locations d'immeubles ; dans un second tableau, toutes les dépenses ordinaires : frais de confection et de recouvrement des rôles, frais généraux d'administration, emploi des subventions, dépenses diverses. A ce budget ordinaire peut s'ajouter :

1^o Un budget extraordinaire dressé en vue d'affecter à des dépenses spéciales des ressources non renouvelables.

2^o Un fond de réserve doté des excédents possibles ou du

résultat de certaines recettes ; sur ce fond de réserve des prélèvements exceptionnels peuvent être autorisés.

Le projet de budget établi et voté par la Chambre de métiers est adressé avant le 1^{er} juillet au préfet, avec les comptes rendus des recettes et des dépenses de l'année précédente. Le préfet transmet le projet et les comptes rendus aux ministères du Travail et de l'Instruction publique, afin qu'ils soient soumis à l'approbation des ministres intéressés.

A l'exemple des Chambres de commerce et des autres établissements publics, la comptabilité des Chambres de métiers se règle par exercice : les paiements effectués et les droits acquis du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année de l'exercice sont les seuls qui appartiennent à cet exercice. Des exceptions à cette règle visent les travaux de matériel dont l'exécution déjà commencée doit s'achever avant le 1^{er} janvier ; un délai complémentaire de 4 mois est destiné à la liquidation, à l'ordonnancement et au paiement des dépenses ainsi qu'à l'encaissement des recettes. Le président remplit les fonctions d'ordonnateur, celles de comptable sont assumées par le trésorier. Tout crédit supplémentaire doit au préalable être autorisé par le ministre du Travail ; toute délibération tendant à engager une dépense non prévue, doit être soumise à son approbation. L'organisation pratique de la comptabilité varie suivant chaque Chambre (livre-journal, grand-livre) mais afin d'assurer le contrôle strict des dépenses engagées et d'éviter tout dépassement de crédit, un registre des dépenses engagées est obligatoirement tenu au secrétariat de chaque Chambre.

3^o Attributions.

Les articles 17 et 18 de la loi de 1925, commentés par la circulaire du 17 juillet 1928, quelques mots dans la loi du 20 mars 1928, constituent à eux seuls les textes relatifs aux attributions des Chambres de métiers.

Ces organismes ont été créés en vertu des mêmes idées qui avaient, jadis, conduit le législateur allemand à organiser les

premières Chambres de métiers : quant à leur organisation et à leur fonctionnement, des différences de législation se justifient, mais il semble que leurs attributions eussent dû être les mêmes. En effet, la proposition de loi déposée en 1922 dotait les Chambres de métiers : 1^o d'un rôle actif dans l'organisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle ; 2^o de la défense générale des intérêts des métiers. Mais au moment même où cette proposition se trouvait en discussion, la commission de l'Instruction publique de la Chambre des députés était saisie d'une autre proposition, tendant à l'organisation générale de l'apprentissage en France. Afin de ne pas multiplier en cette matière les textes législatifs, afin aussi de hâter le vote de la loi, la partie de la proposition relative à l'apprentissage dans les métiers d'artisanat, fut supprimée. Cet incident a momentanément fait perdre aux nouveaux organismes toute attribution intéressante.

A suivre la lettre de la loi actuelle, le rôle des Chambres françaises se résume à peu de chose. Elles doivent « sauvegarder les intérêts professionnels et économiques des métiers ». L'administration est obligée de demander leur avis à propos de toutes les questions qui intéressent l'artisanat ; elles peuvent émettre des vœux de leur propre initiative ; la loi leur permet de se concerter et institue une réunion annuelle de leurs présidents. En outre les Chambres de métiers « participent à l'organisation de l'apprentissage dans les conditions qui sont fixées par une loi spéciale ». Cette loi n'a pas encore été votée, cependant, dès leur création, les Chambres sont associées à l'œuvre des Comités départementaux et des Commissions locales d'enseignement technique créées par la loi du 25 juillet 1919. Chaque Chambre envoie quatre délégués au comité (deux maîtres, deux compagnons) et deux représentants (un maître, un compagnon) aux commissions. La loi du 20 mars 1928, sur le contrat d'apprentissage, autorise les Chambres de métiers (entre autres groupements) à arrêter les règles générales pour l'établissement des contrats d'apprentissage, contrats qui sont obligatoirement écrits.

C. — L'application de la loi du 26 juillet 1925.

1^o Le sort des Chambres de métiers antérieures à la loi.

LA CHAMBRE D'ALSACE ET DE LORRAINE.

Avant que la proposition de loi déposée à la Chambre des députés eût été définitivement votée, un arrêté du commissaire général de la République française en date du 11 avril 1923, avait supprimé la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine et l'avait remplacée par deux nouvelles Chambres. L'une, dite Chambre d'Alsace, siège à Strasbourg et comprend dans son ressort les deux départements du Haut-Rhin et du Bas Rhin : elle est divisée en 3 sections (Strasbourg, Colmar, Mulhouse) et se compose de 24 artisans-maitres (1) 8 compagnons (1) et 5 membres experts. L'autre, nommée Chambre de la Moselle, siège à Metz, et comprend 12 artisans-maitres, 4 compagnons, 2 experts. Cette scission a été opérée à la demande des Lorrains qui estimaient que la Chambre de Strasbourg leur imposait de trop fortes cotisations. Malgré la résistance des Alsaciens qui craignaient que cette scission ne dispersât les efforts des artisans, l'administration française prit en considération la demande des Lorrains. La loi allemande de 1897, devenue loi locale, continue à régir ces deux organismes auxquels ne s'applique pas la loi de 1925. Entre ces deux textes, les différences sont nombreuses et particulièrement importantes (2).

1^o Les Chambres de métiers d'Alsace et de Moselle, comme l'ancienne Chambre de Strasbourg, sont liées aux corporations et associations artisanes. Leurs membres sont élus au sein de chaque corporation et de chaque association par les artisans qui y sont affiliés : ceux qui n'appartiennent à aucune organisation syndicale ne sont pas électeurs. La représentation des ouvriers est assurée par la corporation qui possède obligatoire-

(1) Et autant de suppléants.

(2) Hubert LEY, LXI.

ment une « commission de compagnons ». Enfin, les Chambres exercent sur ces corporations et associations dont elles émanent, un droit de regard et leur imposent le respect de leurs décisions.

Les Chambres créées à l'intérieur du pays, au contraire, sont élues par le suffrage universel des artisans, syndiqués ou indépendants, au scrutin de liste, à raison d'une liste par catégorie de métiers. La représentation des ouvriers est fixée forfaitairement (1/3). Enfin, Chambres et syndicats s'ignorent, vivent sans aucun rapport légal entre eux.

2° 3° Les attributions et les ressources financières des Chambres d'Alsace et de Moselle sont également importantes : elles interviennent, par exemple, lors de conflits entre artisans et compagnons, qui échappent ainsi à l'activité des syndicats, et surtout, elles possèdent en matière d'apprentissage et de formation professionnelle, un pouvoir réglementaire qui assure leur situation et les rend utiles. Enfin, la loi leur accorde par la perception de droits multiples et d'une taxe spéciale, des ressources plus que suffisantes. Les Chambres de métiers du droit français ne jouissent d'aucun statut analogue ; peu de ressources, pas d'attributions.

Telles sont les différences essentielles, il en existe d'autres. Si la proposition de loi déposée par M. Courtier est adoptée, la ressemblance entre les deux catégories de Chambres s'estompera beaucoup. L'introduction à l'heure actuelle du régime français dans les départements recouverts ne semble pas à conseiller. Au contraire, il est urgent que la loi de 1925 soit complétée. Lorsque les Chambres de l'intérieur jouiront d'une situation semblable à celle qu'occupent les Chambres de droit local l'unification des deux régimes pourra alors être envisagée. La seule différence consistera dans les rapports entre Chambres et associations professionnelles, étroits en Alsace et en Moselle, inexistants ailleurs : il faut remarquer à ce sujet que la législation avait été modifiée en Allemagne dès avant l'avènement du gouvernement raciste ; une loi du 11 février 1929, modifiant

la loi de 1897, avait diminué le rôle des corporations d'artisans aux élections pour les Chambres de métiers. Celles-ci tendaient à devenir, comme en France, des organismes représentant non seulement les artisans syndiqués, mais aussi les artisans indépendants. Cette solution, qui ne fait pas obstacle aux pouvoirs de la Chambre sur les groupements professionnels, exprime avec plus d'impartialité les désirs de l'artisanat ; elle est conforme à une organisation démocratique de la représentation des intérêts : la législation locale sera peut-être un jour modifiée en ce sens.

LES CHAMBRES DE MÉTIERS D'ORIGINE PRIVÉE.

Les institutions qui fonctionnaient sous ce nom avant la loi de 1925, ou bien sont amenées à disparaître, ou bien, si elles entendent se maintenir, sont obligées de modifier leur appellation. Elles n'exercent plus aucune influence sur les métiers d'artisanat (Circulaire ministérielle du 7 août 1928).

2° Des difficultés d'application.

Plus de quatre ans s'écoulèrent entre le numéro du *Journal Officiel* qui publia la loi du 26 juillet 1925 et celui qui annonça la création des premières Chambres de métiers (décrets du 31 décembre 1929 au *J. O.* du 7 janvier 1930). A l'heure actuelle encore, les difficultés d'application n'ont pas toutes disparu ; de nouvelles se sont même présentées.

En ce qui concerne la création et la composition des Chambers de métiers. — Les pouvoirs publics et les artisans se sont heurtés chacun de leur côté, à plusieurs difficultés.

Aussitôt que le préfet est saisi d'une demande de création de Chambre de métiers, il en réfère au ministre du Travail, et fait procéder à l'enquête prévue. Mais ni la loi ni le décret n'ont pensé à la mauvaise volonté de certains organismes. Si dans de nombreux départements les avis ont été donnés dans un laps de temps assez court (1), dans beaucoup d'autres, il n'en fut pas

(1) L'autorité administrative fixe parfois un délai à l'expiration duquel l'organisme consulté est censé avoir donné un avis favorable.

ainsi ; dans le département de la Seine, par exemple, les pouvoirs publics aussi bien que les artisans se heurtèrent à la mauvaise volonté de la Chambre de commerce : celle-ci craignait que cette nouvelle Chambre de métiers ne prit tout de suite une place importante, aussi sans refuser explicitement, elle formulait des réserves et ne se décidait pas à donner son avis. La plupart des syndicats importants de la région parisienne avaient beau réclamer une Chambre de métiers : le Conseil municipal de Paris et le Comité d'enseignement technique hésitaient, émus par l'hostilité de la Chambre de commerce ; enfin, après une longue attente et d'après discussions, le décret signé le 13 septembre 1933 parut le 22. Des résistances imprévues retardent donc l'application de la loi.

Le nombre des catégories, pas plus que la répartition des artisans à l'intérieur de ces catégories n'était prévu par les textes. La question du nombre étant cependant fixée implicitement. La loi fixe un maximum de 36 et un minimum de 18 ; d'autre part, le nombre des représentants, maîtres ou compagnons, doit être pair et le renouvellement doit se faire par moitié ; enfin, la Chambre comprend $\frac{2}{3}$ de maîtres, $\frac{1}{3}$ de compagnons. Par application de ces règles légales, le nombre des catégories ne peut pas être inférieur à six, et le nombre des membres d'une catégorie ne peut pas être supérieur à ce même chiffre. La Chambre, sauf celle de la Seine, comprendra donc généralement 6 catégories, chacune comprenant 4 maîtres et 2 compagnons. La question de la répartition des artisans à l'intérieur de ces six catégories ne peut pas être résolue d'une façon générale : les métiers connexes sont réunis et élisent les mêmes représentants ; c'est ainsi que dans tous les cas, les industries de l'alimentation occuperont une catégorie particulière. Les métiers particulièrement importants dans un département remplissent à eux seuls une catégorie. Chaque décret d'institution fixe cette répartition pour la Chambre de métiers qu'il crée. Le groupement dans des catégories distinctes des métiers de l'alimentation, du bâtiment, du bois, des cuirs et peaux, des métaux, enfin

du vêtement, les artisans des industries diverses étant rattachés à la catégorie la plus faible numériquement, assure, en général une juste répartition des artisans (Circulaire du 15 janvier 1930).

La question des grands artisans ou petits industriels n'est pas encore résolue. Celle que pose la présence des industries de l'alimentation ne l'est pas non plus, ces questions ont été suffisamment développées dans un chapitre antérieur, il n'est pas utile d'y insister ici : on se rappellera seulement que la dernière proposition de loi déposée par M. Courtier, tend à exclure des Chambres de métiers tout individu qui dirige un atelier où travaillent plus de dix compagnons. Implicitement, elle cherche à éliminer aussi les métiers de l'alimentation : mais sur ce point, le silence des travaux parlementaires permettra peut-être à la jurisprudence de maintenir ces petites industries au sein des Chambres de métiers.

Certains artisans ont demandé la suppression de l'article 18 de la loi de 1925 qui permet au gouvernement de dissoudre une Chambre par décret rendu en la forme de règlement d'administration publique. Il ne semble pas qu'il doive y avoir là une source d'abus telle qu'une réforme immédiate s'impose. Des protestations isolées ont été élevées contre la présence d'artisans retirés des affaires au sein des Chambres de métiers ; enfin, des accusations plus sérieuses ont été portées contre les pratiques auxquelles donne lieu le vote par correspondance. Profitant de l'ignorance des électeurs, les syndicats leur font signer des bulletins blancs, puis les remplissent et les envoient eux-mêmes. Les artisans apprendront vite à éviter ces inconvénients.

En ce qui concerne les ressources et les attributions des Chambres de métiers. — Sans doute il serait injuste de dire qu'à l'heure actuelle les Chambres de métiers sont absolument inutiles : il serait en tous cas faux de prétendre qu'elles jouent un rôle important. Elles rassemblent les artisans, émettent des vœux, commencent à s'intéresser à l'apprentissage ; mais elles ne

possèdent aucun pouvoir et ne peuvent imposer aucune directive aux artisans de leur ressort. Leurs ressources sont modestes (1). Cette taxe est d'un rendement très faible : en fait la majorité des ressortissants ne payent que la somme de 1,50 sur laquelle il faut déduire au moins 1 franc car l'établissement des états matriciels, avertissements... coûtent cher. Si l'on élimine des Chambres de métiers les plus gros cotisants, pour qu'elles puissent vivre il deviendra nécessaire d'augmenter l'imposition de chaque ressortissant, mais il faudrait, d'abord, leur confier des attributions plus précises. Ces organismes n'ont pas été créés pour présenter des vœux ou réclamer des faveurs aux autorités administratives, mais bien pour travailler eux-mêmes au développement de la production artisanale, à la formation professionnelle des ouvriers et des maîtres, et au bien-être de toutes les corporations. L'exemple des Chambres alsacienne et lorraine doit guider le législateur et lui inspirer une réforme rapide de la loi de 1925.

Cette réforme est d'autant plus à souhaiter que le nombre des Chambres de métiers augmente sans cesse. A l'heure actuelle 38 ont été créées, et leurs présidents se réunissent régulièrement deux fois par an ; bientôt, une ou plusieurs Chambres de métiers fonctionneront dans chaque département (V. documents annexes).

D. — Conclusion.

Trois classes de producteurs, les commerçants, et les industriels, les paysans, les artisans, sont à l'heure actuelle, représentés par trois catégories distinctes d'établissements publics. La loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 19 février 1908 a réorganisé les Chambres de commerce « qui sont auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts industriels et commerciaux de leur circonscription ». La loi du 15 octobre 1919, abrogée et

(1) Voir dans l'organe officiel de la confédération nationale des maréchaux, charrons et forgerons (n° de février 1933) un article de M. L. GAILLARD, président de la Chambre de Métiers de Tours.

remplacée par la loi du 3 janvier 1924, a institué des Chambres d'agriculture « qui sont, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts des agriculteurs de leur département ». Enfin, la loi du 26 juillet 1925, a créé, de nouveaux organismes, les Chambres de métiers « qui sont, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans, maîtres et compagnons de leur circonscription » (1).

Ces trois catégories d'établissements publics sont des organes de protection et de défense ; ils représentent les intérêts de trois catégories distinctes de producteurs, ils soutiennent les revendications de leurs membres, ils émettent des vœux et des avis pour la sauvegarde de leurs professions. Certains se sont étonnés de voir des établissements publics à qui la loi semble fixer, comme tâche essentielle celle de défendre non l'intérêt national, mais une coalition d'intérêts particuliers. Chacun de ces organismes, disent-ils, essaye d'attirer vers lui toutes les faveurs du législateur, sans se soucier des injustices qui peuvent en résulter pour les autres catégories de producteurs. Il semble curieux que la loi ait sanctionné officiellement ces revendications égoïstes et qu'elle ait assimilé aux rouages de son administration qui, traditionnellement doivent connaître et protéger l'intérêt général de tous les citoyens, des établissements dont l'activité fondamentale se résume en des réclamations perpétuelles au seul bénéfice d'une classe sociale : les associations professionnelles suffisent à mener cette lutte entre intérêts économiques. Pourquoi la loi a-t-elle institué au-dessus des organisations syndicales de commerçants et d'industriels, d'agriculteurs, d'artisans, ces institutions officielles, Chambres

(1) Entre les lois de 1898 et 1924 et de 1925, existent certaines différences peu importantes, mais parfois difficiles à expliquer. La loi de 1924 déclare elle-même qu'il sera créé une Chambre d'Agriculture dans chaque département, les lois de 1898 et 1925 prévoient simplement un décret d'institution, car la circonscription adoptée n'est pas toujours le département. Les règles relatives aux déclarations de candidature (nécessaires par exemple pour les élections aux Chambres de commerce seulement) aux lieux et au mode du vote, au renouvellement, au régime fiscal, aux emprunts, etc... ne sont pas toujours les mêmes pour ces trois catégories d'établissements publics.

de commerce, Chambres d'agriculture, Chambre de métiers ?

A cette critique une première réponse peut être adressée : les différents producteurs défendent sans doute leurs intérêts particuliers, mais de leur prospérité dépend, en grande partie, celle de la nation, et il devient très difficile de dire à quel moment ces organismes rendent service au pays ou, au contraire, ne visent qu'à satisfaire leurs désirs personnels. Dans l'ensemble des avis et des vœux qu'elles émettent, les pouvoirs publics doivent reconnaître ceux qu'inspirent le souci justifié de la production nationale, ceux au contraire qu'une pensée égoïste a seule dictés.

Mais le texte des lois de 1898, de 1924 et de 1925 répond mieux encore à cette critique. Si on lit par exemple l'article 17 de la loi portant création des Chambres de métiers, on constate que leurs attributions sont doubles. En premier lieu, elles sauvegardent les intérêts professionnels et économiques des métiers : à côté et au-dessus des syndicats, elles font entendre leur voix à propos de tous les problèmes qui intéressent l'artisanat. En second lieu, elles participent à l'apprentissage ; sans doute le rôle des Chambres de métiers est modeste en ce domaine, mais il est appelé à se développer. De leur côté, les Chambres de commerce peuvent organiser et administrer toute une série d'établissements d'une grande utilité pour le commerce ou pour l'industrie, elles assurent souvent l'exécution de certains services publics, obtiennent des concessions importantes de travaux publics, particulièrement dans les ports, gèrent des entrepôts, dirigent des écoles, etc... Les Chambres d'agriculture, comme les Chambres de métiers, sont de création trop récente pour que leur activité puisse être comparée à celle des Chambres de commerce. Cependant le législateur les a toutes instituées pour qu'elles créent et développent des services publics utiles à la prospérité du pays. Chambres de commerce, Chambres d'agriculture, Chambres de métiers représentent les industriels et les commerçants, les paysans et les artisans de leur circonscription auprès de l'Etat, mais vis-à-vis de ces producteurs, elles représentent aussi l'Etat

et jouissent pour leur œuvre, des privilèges administratifs attachés à la qualité d'établissement public.

Ce rôle qui leur est confié, et même imposé, explique leur création et répond de leur avenir.

C'est en effet le seul qui convienne à un établissement public ; de nombreux industriels, agriculteurs ou artisans ne veulent encore voir dans leurs Chambres de commerce, d'agriculture ou de métiers que des institutions destinées à leur servir de porte-parole auprès du gouvernement : elles sont sans doute chargées de représenter les intérêts des agriculteurs ou des artisans de leur circonscription. Mais il faut considérer surtout que leur qualité d'établissement public leur impose d'autres charges : celles de représenter les pouvoirs publics auprès des commerçants, industriels, paysans, artisans, c'est-à-dire gérer certains services publics.

Ce rôle, en second lieu, permet l'intervention de l'Etat suivant la forme la meilleure qu'elle puisse revêtir. Tous ces producteurs réclament l'aide de l'Etat. De quelle manière celui-ci pourrait-il mieux les secourir, si ce n'est en leur donnant les moyens financiers et les pouvoirs administratifs nécessaires pour administrer les établissements utiles aux intérêts qu'ils défendent ?.

Ce rôle et cette tâche qu'on leur donne paraît indispensable si l'on veut éviter que des organismes semblables ne se multiplient sans raison. La Chambre de commerce de la Seine en 1932 a émis un avis défavorable à la création d'une Chambre de métiers dans son département car « l'on peut craindre, dit-elle, que la division de la nation en classes de plus en plus étroites et spécialisées ne multiplie les antagonismes et n'incite chacune d'elles à réclamer du législateur des privilèges individuels ». Cette remarque est exacte : si commerçants, industriels, paysans, artisans, considèrent leurs Chambres comme des organes destinés à rédiger et à soutenir leurs réclamations, qu'arrivera-t-il ? Des luttes éclateront entre les divers producteurs. La majorité évincera les autres et ceux-ci s'agiteront alors jusqu'à ce que les pouvoirs publics leur accordent une représentation

analogue : un mouvement de ce genre se dessine à l'intérieur des Chambres de métiers dont certains artisans cherchent à éliminer les industries de l'alimentation. On comprend leur sentiment, mais on comprend mieux encore les pouvoirs publics qui résistent à cette tendance, car qui empêchera ensuite les métiers de l'alimentation de revendiquer une représentation spéciale ? La multiplication de ces Chambres diminuera forcément leur rôle, leur activité et leur influence auprès du gouvernement. La remarque de la Chambre de commerce de la Seine est juste en elle-même : elle avait le tort de s'appliquer à une classe de producteurs dont les intérêts particuliers sont suffisamment importants et indépendants pour justifier une représentation spéciale, mais elle condamne les nouvelles tentatives de scission. La présence des métiers de l'alimentation au sein des Chambres de métiers paraît justifiée : les intérêts des petits boulangers en matière d'impôt, de crédit, d'apprentissage sont les mêmes que ceux des petits cordonniers. Membres des professions artisanes ou des métiers de l'alimentation peuvent en commun administrer des services semblables : leur union augmentera leur force.

Ce rôle, enfin, assure leur avenir. Les seuls établissements publics véritablement prospères et utiles sont en premier lieu, un grand nombre de Chambres de commerce, en second lieu la Chambre de métiers d'Alsace, et à un moindre degré peut-être, celle de la Moselle. Les premières, dans la plupart des grandes villes, assument la gestion de nombreux services importants, indispensables même aux industriels et aux commerçants. Les secondes, grâce à la législation locale, ont pu à maintes reprises, prouver leur utilité pour l'artisanat ; elles ont, en particulier, développé l'apprentissage et l'entraide professionnelle. Ni les unes ni les autres ne se sont contentées de représenter leurs membres auprès des pouvoirs publics : elles ont employé les taxes qu'elles percevaient et les privilèges dont elles jouissaient à une œuvre féconde.

Partisans de la C. G. A. F. partisans de la doctrine alsacienne

conçoivent ainsi le rôle des Chambres de métiers : ils demandent tous que les attributions de ces nouveaux établissements publics soient précisées et leurs ressources augmentées. Cependant la Confédération générale de l'artisanat français n'entend pas que les Chambres de métiers de l'intérieur ressemblent trop à celles des départements recouvrés. Syndicaliste, elle entend, d'abord, maintenir les droits des organisations professionnelles, et volontiers, elle verrait le rôle de protecteur officiel des artisans partagé entre les Chambres de métiers et les syndicats : pareil désir se comprend, car, à l'intérieur, il n'existe pas comme en Alsace et en Moselle de liens étroits entre les associations et les organismes officiels. Mais la C. G. A. F. voudrait, en second lieu, que la classe sociale des petits producteurs indépendants soit seule représentée dans les Chambres de métiers, elle a inspiré la dernière proposition qui modifie l'article 1^{er} de la loi de 1925. Les partisans de la doctrine alsacienne protestent et déclarent que cette mesure amènera la ruine des Chambres de métiers. Il est inutile de revenir ici sur un débat qui a été décrit dans un chapitre antérieur. A l'intérieur du pays, ces Chambres, véritables Chambres artisanes ne sont pas seulement constituées par « les gens qui aiment et connaissent leur métier » mais par « les gens qui le pratiquent et travaillent de leurs mains ». Quelle que soit leur composition, il paraît indispensable de donner aux Chambres de métiers les moyens de prouver leur utilité : l'exemple de la législation locale montre qu'il suffit de leur donner, pour que leur œuvre soit féconde, les pouvoirs nécessaires à l'organisation de l'apprentissage dans les métiers d'artisanat. Il est à souhaiter que le législateur ne tarde pas trop à compléter la loi de 1925, sinon les artisans ne souffriront pas longtemps de payer une taxe dont le produit serait destiné à un organisme dépourvu d'activité ; l'enthousiasme qui les anime encore, disparaîtrait.

§ 3. — La représentation des artisans auprès du pouvoir central.

Les artisans occupent une place importante dans la vie économique du pays : ils seront donc représentés au *Conseil national économique*. L'apprentissage les intéresse plus que tous les autres travailleurs : ils feront donc partie du *Conseil supérieur de l'Enseignement technique*. Pour des raisons analogues, ils désireraient siéger au *Conseil supérieur du Travail* et au *Conseil supérieur de la Coopération*. Enfin, les lois, décrets ou arrêtés édictés en leur faveur, avant d'être votés ou signés, seront l'objet d'une discussion au sein d'une *commission consultative* spéciale à l'artisanat créée en 1923. A cette liste, il convient d'ajouter en premier lieu, *l'assemblée des Présidents des Chambres de métiers* dont il a été parlé plus haut, en second lieu une institution nouvelle, les *conseillers de métiers*.

A. — Le Conseil national économique.

Le décret du 16 janvier 1925, a institué le Conseil national économique ; son existence a été reconnue par le Parlement (art. 134 de la loi de finances du 3 avril 1926) et depuis lors plusieurs décrets ont modifié et complété son organisation. La création de cet organe d'études placé auprès du gouvernement et, plus particulièrement auprès de la Présidence du Conseil, a donné de l'idée de représentation des intérêts sa plus haute application. Au fonctionnement de l'Assemblée coopèrent toutes les organisations économiques du pays : de leurs intérêts opposés, elles dégagent les principes d'une politique économique, la recommandent aux pouvoirs publics et au chef du gouvernement, qui doit trouver dans cet organisme l'aide et le conseil des personnalités compétentes.

Sa composition soulevait une double difficulté : en premier lieu, il fallait choisir les intérêts d'ordre économique qui auraient le droit d'envoyer des délégués, les classer, donner à chacun une représentation proportionnelle à son importance ; en second

lieu il fallait déterminer les conditions de leur nomination. Les divers intérêts ont été divisés en trois sections :

I. Population et consommation ; II. Travail ; III. Capital.

A chacune de ces catégories correspond un nombre plus ou moins important de subdivisions, qui, elles-mêmes, se ramifient encore.

L'élément Travail comprend : 1^o Travail intellectuel et d'enseignement (3 délégués) ; 2^o Travail de direction (11 délégués) ; 3^o Travail salarié (14 délégués) ; 4^o Enfin les « métiers urbains et ruraux (artisans) », représentés par deux délégués et quatre suppléants.

Les organisations professionnelles les plus représentatives sont invitées à désigner leurs députés : en vertu de ce principe, la Confédération générale de l'Artisanat français envoie un délégué, son président, et deux suppléants dont son secrétaire général ; la Chambre des métiers d'Alsace désigne un délégué titulaire, son secrétaire, et deux suppléants choisis parmi les dirigeants de l'Union des Artisans français. Par leur participation aux travaux du Conseil, les artisans affirment leur rôle économique et défendent leurs intérêts.

Le gouvernement Paul-Boncour a déposé en janvier 1932 un important projet de loi sur la réorganisation du Conseil national économique. D'après ce projet les trois catégories actuelles seraient supprimées et remplacées par les cinq sections suivantes : Section de l'Agriculture, Section de l'Industrie, Section de la Distribution, Section de la Banque et du Crédit, Section des Transports, Section des Services Publics.

La représentation des artisans serait partagée : deux délégués et quatre suppléants se verraient appeler à siéger dans la première section au nom des métiers ruraux ; dans la deuxième section les métiers urbains enverraient le même nombre de mandataires. Le projet rencontre de vives résistances de la part des artisans et en particulier de la Confédération générale. Les artisans, sans distinction de syndicats, se plaignent de la faiblesse de la représentation que ce projet leur accorde et de la

division arbitraire en métiers ruraux et métiers urbains, division qui ne correspond pas à une différence d'intérêts : les travailleurs indépendants de la ville et de la campagne éprouvent des besoins identiques, de nombreux métiers s'exercent à la fois dans les centres urbains et dans les villages. En outre, les artisans protestent contre l'absence de sièges réservés aux Chambres de métiers, alors que Chambres de commerce et Chambres d'agriculture sont également représentées. De leur côté, la Confédération générale de l'Artisanat avec ses 200.000 adhérents désire envoyer des délégués personnels au même titre que la Confédération générale du Travail, que la Confédération générale de la Production française ou que la Confédération des Travailleurs intellectuels.

Elle propose pour l'artisanat, la représentation suivante :

Section de l'Industrie : 2 délégués et 4 suppléants, au nom de la Confédération générale de l'Artisanat français, d'abord, ensuite des artisans alsaciens, 2 délégués et 4 suppléants au nom des Chambres de métiers.

Section de la Distribution : 2 délégués et 4 suppléants au nom des Coopératives artisanes.

Section de la Banque et du Crédit : 2 délégués et 4 suppléants au nom de l'Union nationale des coopératives des Artisans de France (Coopérative de crédit).

Les suggestions de la C. G. A. F. que les commissions parlementaires étudieront si le projet vient en discussion, ont été formulées à une époque où les relations avec les Alsaciens ne s'étaient pas encore envenimées, et où, seule, elle avait constitué une coopérative de crédit selon la loi de 1929. Depuis la situation a changé ; en particulier dans le courant de l'année 1933, les discussions sur la notion d'artisan ont provoqué une scission entre les deux tendances. Prenant l'offensive, la C. G. A. F. a demandé, en juin 1933, que la représentation de la Chambre de Strasbourg et de l'U. A. F. au Conseil national économique actuel soient supprimés, et que la désignation de

tous les délégués des métiers urbains et ruraux lui revienne. Elle explique sa demande par l'importance croissante de ses troupes : 200.000 membres, alors que la Chambre de métiers d'Alsace ne groupe que 20.000 membres et que l'effectif réel de l'U. A. F. ne dépasse pas quelques milliers d'adhérents. En attendant la décision de l'administration, le décret du 7 juillet 1933 qui nomme les membres du Conseil national pour une nouvelle période, suspend provisoirement la représentation artisanale. S'il est juste d'accorder à la C. G. A. F. la majorité des délégués, éliminer les artisans alsaciens constituerait, pour plusieurs raisons, une faute que le gouvernement devrait éviter.

**B. — Le Conseil Supérieur de l'Enseignement technique,
le Conseil Supérieur du Travail et le Conseil Supérieur de la Coopération.**

Les problèmes d'orientation professionnelle et d'enseignement technique ont été, à maintes reprises, depuis la Guerre, étudiés par le législateur et par les pouvoirs publics. Auprès du Sous-Secrétariat d'Etat créé par le décret du 13 mars 1920 et rattaché au ministère de l'Education nationale, un autre décret, en date du 16 janvier 1925, modifié le 23 juillet 1930, a reconstitué le Conseil supérieur de l'Enseignement technique. Cette assemblée est consultée sur tous les projets de lois, de décrets ou de règlements relatifs à l'enseignement technique et à l'apprentissage ; elle donne son avis, et peut émettre des vœux. Il était naturel que siègent parmi les délégués des groupements intéressés, des représentants de la classe artisanale. Quatre artisans font partie à ce titre du Conseil supérieur ; deux sont désignés par le ministre, parmi les dirigeants de la C. G. A. F., le troisième siège au nom des artisans des Chambres de métiers d'Alsace et de Moselle, le quatrième représente l'U. A. F.

Les comités départementaux de l'enseignement technique prévus par la loi du 25 juillet 1919 doivent obligatoirement comprendre quatre artisans désignés par la Chambre de métiers de chaque département. Les Chambres de métiers envoient en

outre deux représentants aux commissions locales instituées par cette même loi.

Les artisans désirent aussi être représentés au sein du Conseil supérieur du Travail, important organe consultatif, placé auprès du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. En décembre 1930, la C. G. A. F. demanda au ministre du Travail de compléter la composition du Conseil par l'adjonction de dix délégués élus par les artisans-maîtres, dix par les compagnons, dix par les Chambres de métiers. La commission permanente du Conseil, puis le Conseil lui-même, consultés au cours de l'année 1931 refusèrent de prendre cette demande en considération malgré le plaidoyer du président de la Chambre de métiers d'Alsace. Le Conseil en effet, a refusé de considérer les artisans-maîtres comme des patrons, les artisans-compagnons comme des ouvriers ; il a prétendu que les artisans étaient déjà représentés par les Chambres de métiers, et que leur admission serait en contradiction avec le principe paritaire qui est « le principe même de la constitution du Conseil ». Le Conseil à l'unanimité des membres ouvriers et patrons a donc le 16 novembre 1931, émis l'avis que la demande de la C. G. A. F. soit repoussée. (Un même refus, pour les mêmes raisons, a été opposé aux artisans qui réclamaient la création d'une commission spéciale au sein de l'Organisation internationale du Travail.). Les artisans alsaciens sont cependant représentés. En effet, comme la composition du Conseil a été fixée antérieurement à la Guerre et n'a pas été modifiée depuis, un décret du 27 octobre 1921 a appelé à siéger avec voix consultative, un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers alsaciens. Le gouvernement, parmi les quatre délégués patronaux, nomme un artisan-maître (M. Peter, président de la Chambre de métiers d'Alsace), et parmi les quatre délégués ouvriers, un artisan-compagnon.

Les artisans ne sont pas représentés au Conseil supérieur de la Coopération. Celui-ci, actuellement présidé par le ministre du Travail, comprend, à côté des membres désignés par le

ministre, des délégués élus par les coopératives de production et de consommation. Cependant, lors de sa session de 1931, où fut discuté un projet de définition et de statut des coopératives, les coopératives artisanes avaient été appelées à envoyer plusieurs représentants (le vice-président du Crédit artisanal, le délégué des coopératives d'Alsace et de Lorraine, un délégué d'une importante coopérative de Vendôme). Mais il est possible que le Conseil de la coopération qui est en voie de réorganisation, se transforme en un conseil consultatif plus important, placé auprès de la Présidence du Conseil : toutes les catégories de coopératives enverraient des mandataires ; ainsi les artisans obtiendraient indirectement une nouvelle représentation.

C. — La Commission de l'Artisanat.

L'octroi d'avances et de prêts aux artisans et aux sociétés coopératives d'artisans exige, au préalable, une étude sérieuse, afin que l'administration puisse se rendre compte de la solvabilité du quémendeur et des garanties qu'il présente. Aussi le législateur a-t-il prévu la constitution d'une commission spéciale dont le rôle essentiel consiste à examiner les demandes et à donner un avis, favorable ou défavorable, au ministre du Travail ; on a estimé ensuite que l'activité de cette commission ne devait pas se borner à cette enquête, et que sa composition la désignait pour s'occuper de toute question relative à l'artisanat. Ces idées expliquent le vote de l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923.

La commission consultative est présidée par le ministre du Travail ou par son représentant. Elle est composée de 20 membres nommés par décret pour trois ans :

Cinq parlementaires, deux sénateurs et trois députés.

Cinq fonctionnaires, deux du Ministère du Travail, deux du Ministère du Commerce, un du Ministère des Finances.

Le Gouverneur de la Banque de France ou son délégué.

Six membres de sociétés coopératives ou d'union de sociétés coopératives artisanes.

Trois membres de banques populaires.

Elle possède deux catégories d'attributions : en premier lieu, elle donne obligatoirement son avis sur les demandes de prêts ou d'avances formulées par les sociétés coopératives d'artisans ou les banques populaires, en second lieu, elle peut, et parfois même doit, être consultée sur les questions d'ordre général se rapportant au développement de l'artisanat ; ces derniers mois par exemple, la commission a examiné les problèmes que posaient la définition de l'artisan, le crédit aux coopératives immobilières, l'apprentissage, etc.. Par ses réunions périodiques, par son travail continu, elle assure mieux que tout autre organisme consultatif, une liaison utile entre le Parlement, l'administration et les organismes syndicaux ou coopératifs d'artisans.

D. — L'Assemblée des présidents des Chambres de Métiers.

La loi du 26 juillet 1925 a prévu une réunion annuelle des présidents des Chambres de métiers ou de leurs délégués. Cette réunion, qui prend le nom d'assemblée générale, comprend, à l'heure actuelle : 1^o tous les présidents des Chambres de métiers fondées en vertu de la loi du 26 juillet 1925 ; leur nombre augmente rapidement ; 2^o les présidents des Chambres de métiers du droit local : Chambres de Strasbourg et de Metz. Comme le veut la loi, cette assemblée élit un bureau qui siège à Paris et dont le président est chargé de la convoquer chaque année. Les attributions de cette assemblée ne sont pas nettement définies : sa composition et la fonction de ses membres la portent naturellement à s'intéresser à tous les problèmes qui, de près ou de loin, touchent l'artisanat ; elle propose des solutions aux pouvoirs publics, elle oriente l'activité des Chambres de métiers.

Depuis 1934, les présidents se rencontrent, en fait, deux fois par an, aux mois de mai et de novembre. Il semble que leur assemblée puisse jouer un très grand rôle : elle est appelée,

d'abord, à coordonner l'action des Chambres de métiers, à aider celles qui sont en difficulté, à créer une unité indispensable au succès de l'œuvre artisanale ; elle est désignée, ensuite, pour attirer l'attention des pouvoirs publics, non seulement sur les Chambres de métiers, mais encore sur l'artisanat tout entier. Il n'est pas impossible que le jour où les Chambres posséderont l'importance qu'elles n'ont pas encore eu le temps d'acquérir, l'assemblée des présidents ne devienne, auprès du gouvernement central, l'organe le plus actif de la représentation artisanale : elle aura les moyens d'exercer une influence directe sur les artisans, et par conséquent jouira, à juste titre, auprès du gouvernement, d'une incontestable influence.

Les groupements d'artisans ont senti tout de suite la valeur de cette assemblée. Les querelles, que la création de nombreuses Chambres avait déjà soulevées dans les départements, y ont éclaté avec plus de vigueur encore. On a vu plus haut les différentes motions votées par les présidents, contre la proposition Courtier, puis en sa faveur : ces disputes doctrinales ne sont que le premier épisode d'une lutte plus sévère. La C. G. A. F. possède, en fait et à juste titre, la majorité, et un grand nombre des présidents sont de fidèles adhérents et de vieux militants. Mais à côté des présidents des Chambres de métiers du droit local, siègent plusieurs représentants de Chambres de l'intérieur qui partagent leurs idées et auxquels l'œuvre de la Chambre d'Alsace inspire une légitime admiration. Afin d'affirmer d'une façon complète, la victoire de leur doctrine, les présidents affiliés à la Confédération ont, en mars 1933, demandé l'expulsion des présidents des Chambres de métiers de Metz et de Strasbourg. La réunion des présidents, disent-ils, a été prévue et autorisée par la loi du 26 juillet 1925, article 16, alinéas 2 et 3 ; ces alinéas, cet article, et le titre même auquel il appartient, n'ont en vue que les Chambres de l'intérieur : aucune disposition, ni expresse, ni implicite, ne permet de croire que les Chambres de métiers du droit local aient été visées ; au contraire la loi ne leur est pas applicable, et seule, la similitude de noms a per-

mis jusqu'ici le maintien d'une situation illégale. A cet argumentation, on peut répondre que l'intention du législateur était certainement d'établir en France une institution, sinon semblable à celle qui existait dans les départements recouvrés, du moins très voisine : c'est la même mission que la législation générale et la législation locale assignent aux Chambres de métiers ; leur intérêt commun est donc de s'entendre et de s'associer. Mais la Confédération proteste contre cette interprétation de la volonté du législateur : elle affirme le caractère original des Chambres de métiers de l'intérieur et va jusqu'à demander qu'il soit interdit aux Chambres de Strasbourg et d'Alsace de s'intituler Chambres de métiers, ces termes devant être réservés aux organismes créés en vertu de la loi de 1925. En fait, ce serait une grave erreur d'expulser les représentants des artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : à certains égards, des modifications dans l'organisation de ces Chambres locales sont souhaitables, mais c'est au législateur qu'il appartient de les imposer. Malgré les différences entre les deux législations, les Chambres de métiers d'Alsace et de Moselle méritent leur nom ; elles ont le droit d'avoir des représentants à l'assemblée générale des Présidents. Leur œuvre peut servir d'exemple.

E. — Les Conseillers des métiers.

Un décret du 24 octobre 1932, pris sur le rapport des ministres du Travail, de l'Education nationale, du Commerce et de l'Industrie, après avis favorable de la commission créée par la loi du 27 décembre 1923, a institué les « Conseillers des Métiers ». Ce titre sera donné à des personnes « susceptibles d'apporter un concours utile et désintéressé à la cause de l'artisanat », c'est-à-dire à des artistes, à des savants, à des juristes, à des écrivains ou publicistes, à des moralistes qui, chacun dans leur sphère d'activité particulière, mettent leurs connaissances au service de l'habileté manuelle des artisans. Le rôle de ces conseillers

des métiers revêt un double aspect : d'une part, ils aident le travail artisanal et les artisans, soit par des conseils ou des avertissements, soit par une propagande auprès du grand public, d'autre part, ils renseignent les autorités administratives sur les mesures propres à développer ou à encourager les industries artisanes. Le décret précise les conditions de leur nomination, leur statut, leurs attributions.

Un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis de la commission, instituée par la loi du 27 décembre 1923 nomme les conseillers des métiers. Les candidats peuvent, soit faire acte individuel de candidature, soit de préférence, être présentés par les Chambres de métiers, les syndicats professionnels ou tout autre groupement qualifié. Le candidat, pour être nommé, doit, en premier lieu, s'être déjà signalé par l'intérêt qu'il porte aux artisans, et être susceptible de contribuer au développement des métiers. Il doit, en second lieu, être Français, âgé d'au moins trente ans, jouir de ses droits civils et politiques, avoir satisfait aux obligations de la loi militaire ; les femmes peuvent être nommées conseillers de métiers si, répondant aux mêmes conditions d'âge et de nationalité, elles n'ont encouru aucune des condamnations prévues par le décret de 1852. Le nombre maximum des conseillers est fixé à 300.

La fonction de conseiller des métiers est gratuite et provisoire : les conseillers de métiers ne sont nommés en effet que pour cinq ans, mais ils peuvent être confirmés dans leurs fonctions pour une nouvelle période de durée identique, après avis favorable de la commission consultative. Ceux qui cessent de satisfaire aux conditions prescrites par le décret, ceux qui s'absiennent de répondre aux demandes d'avis que le ministre leur adresse, ceux enfin, qui font usage de leur titre dans l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, sont considérés comme démissionnaires.

L'article 2 règle leurs attributions :

1° Ils peuvent être consultés par le ministre du Travail et de

la Prévoyance sociale sur les questions intéressant l'artisanat.

2° Ils ont la faculté de soumettre au ministre des rapports ou des propositions qui ont pour but l'amélioration de la situation des artisans.

3° Ils se tiennent en relation avec les organisations d'artisans et les conseillent.

Ils n'ont donc que des attributions consultatives ; le ministre n'est même pas obligé de demander leur avis. Le rôle de chaque conseiller variera suivant la considération et l'autorité dont il jouira.

CHAPITRE II⁴⁵

ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE : LE RÉGIME FISCAL, LA COOPÉRATION ET LE CRÉDIT

SECTION I. — Le régime fiscal des artisans.

§ 1. — L'évolution de la législation fiscale de l'artisanat.

La législation fiscale s'adapte aux conditions économiques et sociales de la vie des contribuables, et, à chaque catégorie d'individus que des intérêts communs distinguent,* correspond une taxe qui atteint leurs revenus suivant les caractères particuliers de leur profession. Ainsi le réveil de la classe artisanale s'affirme par les transformations que les impôts qui les frappent ont subi et subiront encore.

Les lois des 29 mars et 15 juillet 1914, 31 juillet 1917, ont supprimé le vieux régime des contributions directes et achevé l'édification du nouveau système d'impôts cédulaires (1). Par cette réforme, des catégories de revenus, qui jusque-là échappaient au fisc, furent atteintes, on établit une discrimination des revenus et de leur taxation, enfin l'idée de personnalité de l'impôt avec toutes ses conséquences pratiques, tant du point de vue de la progressivité que du point de vue des exemptions fiscales et des abattements pour petits revenus, s'introduisit dans la législation française. Aux différentes cédules de revenus imposables se trouva superposé, par la même réforme, un impôt

(1) ALLIX, I.

complémentaire, destiné à frapper le revenu global supérieur à un certain chiffre. Cependant, il faut noter que les anciennes contributions ne disparurent pas toutes complètement : quelques-unes subsistent encore comme impositions locales.

Quelle était donc, vers 1917, après cette refonte de notre système fiscal, la situation des artisans au regard des nouveaux impôts ? (1). La cédule qui les intéressait, comme producteurs, était la cédule des bénéfices industriels et commerciaux : sans doute des difficultés s'élevèrent, car on discutait encore pour savoir si les artisans devaient être considérés comme des commerçants ou non ; mais la loi ayant fait mention expresse des artisans, ces discussions ne présentèrent tout de suite qu'un intérêt théorique. Donc la loi de 1917 assujettissait sur la portion du bénéfice dépassant 1500 francs « les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières leur appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique ; les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti ayant moins de seize ans ; la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari... ». N'étaient considérés ni comme compagnons ni comme apprentis « la femme travaillant avec son mari, les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ». Les termes employés par cette loi de 1917 étaient empruntés à l'article 17 d'une loi du 15 juillet 1880 qui exemptait certaines catégories d'artisans de l'impôt sur la patente, loi qui s'applique encore puisque la patente est toujours, dans une certaine mesure, perçue au bénéfice des collectivités locales. Ainsi, après la réforme générale du système fiscal, les artisans, sauf les exemptions ou atténuations spéciales accordées par les lois de 1880 et 1917, se trouvèrent soumis d'une part, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, d'autre part, à la patente.

(1) FRÉMONT, XLV ; Jeanne CARLOT, XLIII.

Ils supportaient une charge fiscale trop lourde. Ces « ouvriers indépendants » se trouvaient à peine moins imposés que les industriels et commerçants : ils étaient, en effet, exemptés de tout impôt sur la portion de leur bénéfice inférieur à 1500 francs, alors que les autres, sur cette même portion, n'étaient frappés que pour le quart ; au delà de ce chiffre, on ne relevait aucune différence entre les artisans et les non artisans. Par rapport aux simples ouvriers, soumis à l'impôt sur les salaires, et jamais à la patente, leur situation était encore plus défavorable : l'exemption à la base en matière de salaire pouvait s'élever jusqu'à 2000 francs ; le taux de l'impôt était de 3,75 % au lieu de 4,50 % en matière de bénéfices industriels (1). La loi du 25 juin 1920 allait encore augmenter la différence entre les artisans et les façonniers d'une part, les ouvriers travaillant en atelier ou à domicile d'autre part. Par cette loi, le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux passait à 8 %, celui de l'impôt sur les salaires était fixé à 6 % seulement ; l'exemption à la base demeurait pour les premiers, à 1500 francs ; pour les seconds, elle ne devenait jamais inférieure à 4000 francs et pouvait atteindre un chiffre plus élevé (6000 francs à Paris) ; en outre, cette loi créait l'impôt sur le chiffre d'affaires, taxe générale de consommation, qui atteint, entre autres, les actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

En un mot, alors que la majorité des artisans se rapproche plus de la classe ouvrière que de la classe des chefs d'entreprise, la législation fiscale de 1917 les assimilait tous à ceux-ci : les impôts auxquels ils étaient soumis ne concordaient pas avec leur situation. L'ouvrier indépendant, le petit artisan, et, à plus forte raison, l'ouvrier façonnier qui travaille chez lui au bénéfice d'un seul patron, vivent souvent comme les ouvriers qui travaillent en usine. Aussi, injustement taxés, réagirent-ils : le souci de payer le moins possible aux administrations du Ministère

(1) FRÉMONT, XLV et rapport Henry BÉRENGER, *J. O. Sénat*, 1922. Documents parlementaires, p. 430.

des Finances réveilla les artisans et aida beaucoup à l'essor du mouvement syndical. « L'idéal était fonction de l'intérêt, de la peur du fisc, notre meilleur agent de recrutement » (1). La classe artisanale se groupa pour assurer le succès de leurs réclamations. En effet que voit-on ? Vers 1920 les lois ignorent les artisans, elles ne parlent que « d'ouvriers travaillant chez eux pour leur compte » ; elles imposent leurs bénéfices au titre de l'impôt sur les revenus des entreprises industrielles et commerciales. En 1923 un premier effort de la C. G. A. F. aboutit au vote d'une loi transférant la plupart des artisans à la cédule des traitements et salaires, ce qui les fait bénéficier d'un taux d'imposition moins élevé et les exonère, en même temps, de la taxe sur le chiffre d'affaires ; la notion d'artisan n'est pas encore précise et le législateur, pour marquer sa faveur, se contente de les assimiler, ou, du moins, d'assimiler une grande part d'entre eux, à une classe sociale soumise à un régime fiscal moins sévère. Enfin, dans les derniers mois de l'année 1932, une proposition de loi a été déposée qui tend à créer entre la cédule : bénéfices industriels et commerciaux et la cédule : traitements, indemnités, salaires..., à côté des cédules : bénéfices des exploitations agricoles, bénéfices des professions non commerciales, une nouvelle cédule : bénéfices des professions artisanales. Si le Parlement adopte cette proposition de loi, l'évolution sera sans doute terminée. Vis-à-vis des artisans, la législation aura pris successivement trois attitudes : d'abord l'ignorance presque complète (loi de 1880 sur la patente, lois de 1917 et 1920), en second lieu, sous la pression d'un artisanat qui se réveille et qui se heurte à des difficultés fiscales, la reconnaissance de certaines injustices et l'octroi de faveurs partielles ; la troisième attitude sera celle de l'avenir : les artisans, classe distincte, sans injustice ni faveur, seront soumis à un régime fiscal particulier.

On étudiera d'abord le système d'impôts auquel les lois en vigueur soumettent les artisans ; ensuite les propositions de loi

(1) R. TAILLEDET, LXV.

déposées devant le Parlement et qui ont pour but de mettre fin aux complications du régime actuel, enfin le régime spécial de certaines entreprises artisanes quant aux droits de succession (1).

§ 2. — La législation fiscale actuelle.

L'article 10 de la loi du 30 juin 1923, portant fixation du budget général de l'exercice 1923, quoiqu'il paraisse, à première vue, une simple mesure favorable à des contribuables trop imposés, constitue la première manifestation législative en faveur de l'artisanat.

Par ce texte, en effet, le Parlement a plutôt voulu décharger d'impositions trop lourdes plusieurs catégories d'individus, que doter d'un statut fiscal particulier une classe sociale distincte. Parmi ces contribuables lésés par le fisc se trouvaient les artisans, qu'on a essayé de définir pour la première fois. Ensuite le législateur s'est surtout montré désireux de limiter exactement, dans ces mesures de bienveillance fiscale, le nombre des individus qui en profiteraient ; pour atteindre ce but, il a tenu compte plus de leur situation financière que de leur situation juridique. Enfin cette loi n'a pas doté ces individus, aux positions et aux intérêts divers, d'un statut particulier, n'a pas imposé leurs revenus par une taxe spéciale nouvelle : elle s'est contentée de les assimiler à une autre catégorie de contribuables auxquels la loi avait accordé un régime plus favorable.

L'article 10 reflète ces différentes préoccupations du législateur. Tel qu'il est, cependant, il a permis de soulager les artisans, en soumettant la plupart d'entre eux, non plus à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais à l'impôt sur les traitements et salaires. Un modeste alinéa a créé la fiscalité artisanale. C'est, en effet, dans un article qui comprend 7 para-

(1) Les lignes qui suivent n'ont trait qu'aux impôts payés par les artisans pour le budget de l'Etat ou des collectivités locales : il ne faut pas oublier cependant la taxe pour les Chambres de Métiers dont la plupart des artisans français seront bientôt débiteurs.

graphes intéressant chacun une catégorie particulière de contribuables, que se trouvent plusieurs lignes qui visent directement les artisans. Le premier paragraphe a trait aux ouvriers faconniers, le second aux artisans, le troisième aux veuves des ouvriers et artisans. Ces trois premiers alinéas de l'article 10 sont conçus de la façon suivante :

« L'article 13 de la loi du 31 juillet 1917 est modifié ainsi
« qu'il suit : Ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices
« industriels et commerciaux institués par le titre III de la présente loi :

« 1^o *Les ouvriers* travaillant chez eux, soit à la main, soit à
« l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail
« soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement
« à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants,
« avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme,
« de leur père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant
« tant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un
« compagnon.

« 2^o *Les artisans* travaillant chez eux ou au dehors, qui se
« livrent principalement à la vente du produit de leur propre
« travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des
« personnes énumérées au paragraphe précédent.

« 3^o *La veuve de l'ouvrier* et celle de l'artisan, travaillant dans
« les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son
« mari » (1).

Cet article 10 a été complété par l'article 59 de la loi du

(1) Les paragraphes suivants étendent les mêmes faveurs aux marchands ambulants, marins propriétaires d'un seul bateau, chauffeurs, cochers, pêcheurs, etc...

Les dispositions de cet article furent déclarées applicables à partir du 1^{er} janvier 1922 ; celles contenues dans le paragraphe 1^{er} (qui intéresse les faconniers) produisirent effet à compter du 1^{er} janvier 1920.

4 avril 1926 ; il est devenu l'article 42 du décret du 15 octobre 1926 portant codification des lois fiscales ; depuis lors il a été modifié par l'article 17 de la loi du 30 mars 1929 et complété encore par plusieurs lois de 1928. Ont été ainsi apportées au texte primitif de nombreuses suppressions et additions. Les ascendants ou descendants dont le concours est autorisé, devaient, pour que l'artisan ou le façonnier puisse bénéficier des réformes de l'article 10, habiter sous le même toit que cet artisan ou ce façonnier. Cette obligation a été abrogée (loi du 31 décembre 1928).

Il suffit désormais que l'apprenti soit âgé de moins de dix-huit ans (loi du 20 mars 1928) ; par contre, il est nécessaire qu'un contrat régulier d'apprentissage ait été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du livre 1^{er} du Code du Travail. Par la loi du 31 mars 1928, « tout ouvrier qui, pensionné en vertu de la loi du 31 mars 1919 ou en vertu de la loi du 9 avril 1898, aura été obligé de changer de profession en raison de l'incapacité de travail résultant de la guerre ou d'un accident pourra, quel que soit son âge, être employé comme apprenti pendant une année, sans que cet emploi entraîne contre l'employeur la déchéance du bénéfice du présent article ».

En ce qui concerne les compagnons, l'article 17 de la loi du 30 mars 1929 édicte des mesures plus larges : le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon, exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit du chef de l'atelier une quote-part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation.

Enfin, les dispositions prévues par la loi s'appliquant dans tous les cas prévus, sans qu'il y ait à distinguer suivant que l'ouvrier, le façonnier ou l'artisan travaille à titre individuel, ou en association, ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé (loi du 4 avril 1926, art. 59).

Tel est donc, à l'heure actuelle, le texte qui, en matière fiscale, divise les artisans en deux catégories principales : d'une part les petits artisans soumis à l'impôt sur les salaires, d'autre part les grands et moyens artisans assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et, en conséquence, à la taxe sur le chiffre d'affaires. Cette même division a été reprise par la loi du 13 juillet 1925 qui a créé la taxe d'apprentissage ; par contre, en ce qui concerne la patente, la séparation entre petits et grands artisans s'opère selon des caractéristiques différentes.

A. — Régime fiscal des petits artisans

(article 10 de la loi du 30 juin 1923).

1° Qui est petit artisan au sens de l'article 10 § 2 de la loi du 30 juin 1923 ?

La loi du 30 juin 1923 s'est montrée avare de détails ; aussi son application a soulevé parfois des difficultés : d'une part, l'administration des contributions directes ne s'est pas empressée de faire bénéficier tous les artisans des faveurs octroyées par le législateur ; d'autre part, certains artisans ont voulu se soumettre à ce texte fiscal plus élément alors qu'ils n'y avaient pas droit. Les circulaires ministérielles, les notes administratives se sont accumulées, les tribunaux n'ont pas chômé, le législateur lui-même a dû intervenir. Aussi ne faut-il pas s'étonner si on se trouve en présence d'une littérature abondante qui décrit d'une façon très détaillée la physionomie particulière du petit artisan de la loi de 1923.

Pour être soumis à la cédule fiscale « des traitements publics et privés, indemnités, émoluments, salaires, rentes et pensions viagères » l'artisan doit satisfaire à certaines conditions : a) en ce qui concerne la main-d'œuvre qu'il emploie, b) en ce qui concerne l'exercice de sa profession.

En ce qui concerne la main-d'œuvre qu'il emploie. — Le légis-

lateur a voulu imposer, d'une façon plus équitable, le petit atelier familial dirigé par l'artisan, simple travailleur indépendant dont les conditions de vie sont identiques, ou presque, à celles des ouvriers d'usine : aussi ne faut-il pas s'étonner s'il a fixé des mesures strictes destinées à limiter le nombre de la main-d'œuvre et à lui conserver son caractère familial.

Pour être soumis à l'impôt sur les traitements et salaires, l'artisan ne doit être aidé que par sa femme, ses père et mère, ses enfants et petits-enfants, auxquels on ajoute ses gendres et belles-filles. La condition de cohabitation a disparu. L'atelier familial peut comprendre aussi un apprenti, si celui-ci est âgé de moins de dix-huit ans et si un contrat d'apprentissage a été passé par écrit dans les formes prévues par la loi du 20 mars 1928 ; pendant un an, l'artisan pourra, comme apprenti, employer un mutilé de guerre ou un mutilé du travail dont l'incapacité de travail paraît assez grave pour l'obliger à un changement d'état : cette mesure est destinée à faciliter la rééducation professionnelle des mutilés. L'atelier familial peut comprendre, enfin, un compagnon, c'est-à-dire un ouvrier accompli qui connaît son métier et a fait son apprentissage, non un simple manœuvre.

Quelques difficultés se sont élevées : les artisans qui ont besoin exceptionnellement d'une main-d'œuvre en nombre supérieur à celui que la loi autorise, perdent-ils de ce fait le bénéfice de l'article 10 ? L'administration des contributions directes a fini par se montrer conciliante : lorsque le concours de la main-d'œuvre supplémentaire ne dure pas plus de deux mois, et qu'il ne revêt pas, chaque année, un caractère périodique, la qualité fiscale de petit artisan n'est pas modifiée ; si même, par hasard, cette aide supplémentaire se prolongeait pendant plus de deux mois, le fisc n'imposerait le petit patron qu'à la taxe sur le chiffre d'affaires et ne le changerait pas de catégorie fiscale. L'administration des contributions directes a même reconnu que les artisans qui n'emploient pas de compagnons chez eux, mais qui font travailler d'une manière intermittente

deux ou plusieurs ouvriers spécialisés travaillant à domicile ne perdent pas le bénéfice de l'article 10, si le travail de ces ouvriers n'excède pas celui que fournirait le compagnon employé chaque jour : le montant des salaires sert d'élément d'appréciation pour cette comparaison (1).

Enfin, la veuve de l'artisan qui continue la profession précédemment exercée par son mari profite des mêmes avantages fiscaux, même si elle ne travaille pas elle-même comme ouvrier.

En ce qui concerne l'exercice de sa profession. — Le travail du petit artisan est manuel et personnel ; son bénéfice principal provient de la vente des produits de son propre travail ; enfin reste en suspens la question assez confuse des procédés commerciaux.

L'artisan doit travailler lui-même et de ses mains : le premier paragraphe de l'article 10 autorise les façonniers à se servir de la force motrice ; le paragraphe 2 est au contraire muet sur ce point. La première interprétation qui fut donnée, défavorisait les artisans qui se virent soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dès qu'ils faisaient usage d'un moteur. Devant les protestations émanant d'artisans et de parlementaires, l'administration dut modifier son interprétation ; elle admit que la qualité fiscale de petit artisan ne pouvait être refusée à celui qui se servait d'un moteur, à condition que le travail manuel de l'artisan demeurât prépondérant. Mais quand peut-on dire que le rôle de l'outillage mécanique devient secondaire ? A partir de quel moment se révèle-t-il essentiel ? Une réponse générale et précise à la fois est difficile à fournir, un examen particulier s'impose pour chaque cas ; en fait, restera petit artisan, au sens de la loi fiscale, celui dont le travail ne se réduit pas à une simple surveillance des machines et dont l'habileté manuelle demeure le principal facteur de transformation de la matière première.

Le bénéfice de l'artisan doit provenir, pour la plus grande

(1) J. O., 28 février 1929. Débats parlementaires, Ch. des dép., p. 740.

part, de son travail. Le législateur a, d'abord, posé le principe que l'artisan doit tirer son gain principal du travail qu'il incorpore aux matières premières, entre le moment où il les achète et le moment où il les revend après les avoir transformées : par là, il exclut de la qualité fiscale de petit artisan tous les métiers de l'alimentation. On a jugé que le profit du boulanger, du boucher, du pâtissier... provenait plutôt d'une spéculation sur la matière première achetée, que du travail auquel elle était soumise avant d'être revendue. Mais le législateur a admis ensuite que l'artisan qui vendait accessoirement des produits non fabriqués, réparés ou façonnés par lui ne perdait pas cependant le bénéfice de la loi de 1923. Le cordonnier qui vend des lacets ou des semelles, le bottier qui vend des chaussures ou des éperons, le marbrier qui vend des ornements funéraires demeurent artisans. Mais quand perdent-ils cette qualité ? Une première interprétation a été donnée par l'administration des contributions directes, qui a décidé de ne maintenir dans la cédule des traitements et salaires que les artisans dont le bénéfice provenait, au moins pour les trois quarts, de la vente des produits fabriqués, réparés, ou façonnés. La jurisprudence des Conseils de préfecture a, en général, admis ce critérium qui prenait pour base le bénéfice total, et examinait la proportion que les produits du travail personnel comprenaient dans ce bénéfice : mais elle admettait que le pourcentage des ventes accessoires pouvait dépasser le quart. Le Conseil d'Etat a adopté une seconde solution et choisi un critérium plus équitable (1). Il ne s'occupe pas pour établir cette division fiscale du bénéfice dont profite l'artisan, mais de l'objet principal de son activité ; même si la vente des produits accessoires produit plus que la vente des objets à la fabrication desquels il passe la plus grande partie de sa journée, il demeure petit artisan et soumis à l'article 10.

(1) Arrêt du Conseil d'Etat : 24 juin 1927. La taxe sur le chiffre d'affaires est due sur le produit réalisé par ces ventes d'articles accessoires.

Reste la question des procédés commerciaux, question qui fit couler beaucoup d'encre et qui est responsable d'un grand nombre de circulaires administratives ; elle n'aurait pourtant pas dû être posée, d'abord parce que le législateur, avec raison, n'en a pas parlé, et ensuite parce que tout artisan, sauf des cas d'espèce peu fréquents, est commerçant. Les administrations des Contributions directes et indirectes ont prétendu que tous les petits artisans qui constituaient des approvisionnements et des stocks de matières premières, ou qui possédaient enseigne, boutique et étalage ne pouvaient bénéficier de l'article 10. Cette thèse ne reposait sur aucun texte précis et même interprétait mal la volonté du législateur. Aussi la jurisprudence, dans la plupart des cas qui lui furent soumis, a-t-elle rejeté la thèse de ces administrations : sauf lorsque le petit artisan veut spéculer sur les stocks qu'il a accumulés, sauf lorsque son installation perd complètement le caractère d'atelier pour revêtir celui de boutique commerciale, il reste soumis à la loi de 1923. Bien plus, si, à côté de son métier, il exerce un commerce de produits analogues ou différents de ceux qu'il travaille ou fabrique, le fisc l'imposera en tant qu'artisan pour la première part de son bénéfice, en tant que petit détaillant soumis à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux pour la seconde seulement.

2° Le régime fiscal des petits artisans.

Impôt sur le revenu professionnel. — Tous les petits artisans qui répondent aux conditions fixées par l'article 10 sont soumis à l'impôt sur les revenus professionnels sous la cédule qui frappe les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères. Or, le revenu du travail artisanal n'est ni un traitement, ni une indemnité, ni un salaire... : cet article 10 a adopté une solution bâtarde et des nécessités de justice fiscale l'ont emporté sur des conceptions plus logiques. La loi, alors que l'artisan

n'est pas un salarié, parle du salaire de l'artisan, c'est-à-dire du bénéfice net qu'il a réalisé dans l'année.

Comment l'artisan établit-il son salaire ? Il dresse, d'après un livre sur lequel il doit consigner ses recettes et ses dépenses, le bilan des opérations de commerce qu'il a effectuées dans l'année. Côté recettes, il note les sommes qu'il a touchées à l'occasion de l'exercice de sa profession, auxquelles naturellement il ajoute les indemnités, pensions ou rentes dont il peut être titulaire. Côté dépenses, il inscrit les sorties de fonds qui ayant un caractère strictement professionnel, doivent entrer en décompte du produit de ses gains (1) :

le montant des achats de matières premières ;

les salaires payés à tous ceux qui composent sa main-d'œuvre, y compris les membres de sa famille ; l'artisan cependant ne doit pas compter de salaire pour sa femme ;

l'amortissement du matériel et de l'outillage ;

les frais généraux et toutes les dépenses à caractère professionnel.

La différence entre ses recettes et ses dépenses constitue, pour le petit artisan, son bénéfice net et, du point de vue fiscal, son salaire.

Comment l'impôt est-il établi ? Le revenu du travail, appelé salaire, forme la matière imposable, mais les petits artisans ont droit à une déduction de 3000 francs pour leur femme et pour chacun des deux premiers enfants de moins de dix-huit ans, de 4000 francs pour chaque enfant de moins de dix-huit ans à partir du troisième, enfin de 2000 francs pour chacune des autres personnes à leur charge qui peuvent être, à partir d'un certain âge, les ascendants, les descendants, les parents en ligne collatérale et même les « personnes ayant élevé le contribuable » (loi du 31 mars 1930). Naturellement ces artisans ne profitent de ces abattements à la base que si tous les individus à

(1) Jeanne CARLOT, XLIII.

leur charge ne jouissent ni de revenus ni de salaires personnels (1). Ces déductions une fois achevées, l'impôt sur les salaires ne portera que sur la fraction qui excède 10.000 francs ; la fraction comprise entre 10.000 et 20.000 ne sera comptée que pour moitié : la fraction entre 20.000 et 40.000 pour les trois quarts. Le taux de 12 % a été, depuis 1929, ramené à 10 % sans double décime.

Régime spécial de la patente. — Tous les petits artisans, au sens de l'article 10 de la loi de 1923, ne sont pas, en ce qui concerne la patente, soumis au même régime.

L'impôt des patentes créé par la loi des 2-17 mars 1791 et modifié à plusieurs reprises, principalement par la loi du 15 juillet 1880, a cessé depuis 1917 d'être un impôt d'Etat ; il existe partiellement encore, en tant que ressource communale et départementale, sous forme de centimes additionnels à un principal qui ne sert plus que de base arithmétique au calcul des centimes. Les patentes, en principe, frappent tout individu français ou étranger qui exerce, en France, un commerce, une industrie, une profession non comprises dans les exceptions déterminées par la loi. Ce principe, en fait, est renversé, par les exceptions que la législation du XIX^e siècle lui a apportées : nombre d'occupations professionnelles échappent à la patente. Ainsi des lois ont successivement exempté les ouvriers, puis les ouvriers à domicile, les façonniers... Le texte actuellement en vigueur, l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, dispose :

« Ne sont pas assujettis à la patente... 5^o... les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique ; les ouvriers travaillant en chambre avec un

(1) Si l'artisan et sa femme sont tous deux passibles de l'impôt, les déductions pour charges de famille ne sont applicables qu'à celui dont le revenu imposable est le plus élevé. Il faut ajouter une déduction de 1.000 francs lorsque l'artisan est un mutilé titulaire d'une pension d'invalidité.

apprenti âgé de moins de dix-huit ans ; la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari... ».

Donc, parmi les petits artisans de la loi de 1923, il faut encore établir une division : ceux qui n'emploient ni compagnon ni apprenti ne sont pas soumis à la patente ; tous les autres le demeurent. Toutefois l'article 15 de la loi de 1880 précise qu'on ne peut considérer ni comme compagnon, ni comme apprenti, la femme qui travaille avec son mari, les enfants non mariés qui aident leurs père et mère, le manoeuvre, dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession. Le manoeuvre, aide non spécialisé, est différent du compagnon, ouvrier accompli. Enfin, l'emploi de la force motrice ne fait pas perdre le bénéfice de cette exemption.

Le régime fiscal des petits artisans de la loi de 1923 qui demeurent soumis à la patente sera étudié avec celui des moyens et des grands artisans. Ce qu'il fallait mettre en lumière, c'est la distinction actuelle entre le petit artisan que la loi de 1880 exonère de la patente et le petit artisan bénéficiaire de la loi de 1923 (1).

Taxes diverses. — L'impôt sur le chiffre d'affaires, créé par la loi du 25 juin 1920, est une taxe générale sur la consommation perçue, pour la plus grande partie, par l'administration des contributions indirectes. Il frappe les affaires faites en France par les personnes : 1^o qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre, ou 2^o qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou à la redevance des mines. Les artisans que la loi du 30 juin 1923 a soumis à l'impôt sur les salaires, ont été de ce fait exemptés de la taxe sur le chiffre d'affaires, car ils ne rentraient plus, désormais, dans la catégorie

(1) Le Parlement à plusieurs reprises a voulu supprimer cette différence de situation. M. THOUMYRE avait, sous la précédente législation, déposé une proposition de loi en ce sens.

de contribuables visée au paragraphe 2. Mais lorsqu'ils « achètent pour revendre », ils font acte de commerce et doivent acquitter la taxe : ce sera le cas lorsque l'artisan, à côté des produits de son travail, vend une quantité appréciable d'objets tout faits, ou lorsqu'il exerce un commerce distinct de son métier d'artisan.

La taxe de luxe, instituée par la loi du 31 décembre 1917, a été conservée et modifiée par la loi de 1920. Elle atteint, entre autres dépenses somptuaires, celles qui portent sur certains objets dits de luxe. Le petit artisan de la loi de 1923 n'en est pas toujours exempté. En effet, le règlement d'administration publique du 24 juillet 1920 (art. 20 et 21) a précisé les conditions nécessaires à l'exonération de la taxe de luxe. Le petit artisan ne les remplit pas toujours : entre autres obligations, l'acquéreur doit certifier qu'il est soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou qu'il se trouve dans un des cas d'exonération prévus par l'article 13 de la loi du 31 juillet 1917, et ensuite que tous les achats doivent s'appliquer à des objets destinés à être revendus par lui. Donc, à l'heure actuelle, lorsque le petit artisan de la loi de 1923 se trouve totalement exempté de l'impôt sur le chiffre d'affaires, il ne peut fournir l'attestation prévue : les achats d'objets de luxe qui sont passés par lui doivent acquitter la taxe. Lorsqu'au contraire, cet artisan pour une raison ou pour une autre, est soumis à la taxe sur le chiffre d'affaires, il peut signer la déclaration prévue par le décret du 24 juillet 1920. Si les autres conditions sont remplies, l'achat qu'il exécute ne supportera que l'impôt réduit de 2 % (1).

Les petits artisans de l'article 10 de la loi de 1923 ont été, par une disposition expresse de la loi du 13 juillet 1925, exemptés de la taxe d'apprentissage.

(1) Dans un cas comme dans l'autre, l'orsque l'artisan *vendra* un produit ou un objet classé produit ou objet de luxe, il acquittera la taxe générale prévue par l'article 57 de la loi du 25 juin 1920.

B. — Régime fiscal des grands et des moyens artisans.

1^o Qu'appelle-t-on grand et moyen artisan ?

La Confédération générale de l'Artisanat français entend par « moyen artisan » celui qui emploie deux à cinq compagnons ou apprentis, par « grand artisan » celui qui en emploie de six à dix. Les artisans alsaciens et quelques autres à l'intérieur du pays ne tiennent pas compte de ces limites numériques. En fait, à l'heure actuelle, sont appelés, au regard du fisc, grands et moyens artisans, tous ceux auxquels ne peut s'appliquer l'article 10 de la loi de 1923. Ils sont traités, non comme des ouvriers salariés, mais comme des producteurs, comme des chefs d'entreprise : ils sont assimilés aux industriels et commerçants ; ils paient les mêmes impôts et ne profitent d'aucune des faveurs que le législateur a accordées aux petits travailleurs indépendants. Cette distinction se comprend : la situation économique et les conditions de vie de celui qui n'emploie avec sa famille qu'un seul compagnon sont presque identiques à celles de l'ouvrier d'usine ; au contraire l'artisan dont l'atelier prend déjà une certaine importance socialement se rapproche plus du petit commerçant ou du petit industriel. Il faut reconnaître, cependant, qu'à l'heure actuelle, au moment où la classe artisanale se différencie chaque année davantage, ce régime aboutit à des complications et à des injustices.

2^o Le régime fiscal des grands et moyens artisans.

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Cet impôt, qui a succédé à celui des patentes, frappe les bénéfices réalisés dans l'année qui précède celle de l'imposition, pour toutes les personnes exerçant une profession à caractère commercial ou industriel. Les procédés d'évaluation qu'avait fixés la loi du 31 juillet 1917 ont été complètement transformés par la loi du 4 avril 1926. L'artisan doit, d'abord, établir son bénéfice net comme le petit artisan établit son salaire : la juris-

prudence en cette matière a précisé un certain nombre de règles qu'il faut appliquer en déduisant les charges de l'exploitation du chiffre des recettes (1). L'artisan soustrait ainsi de son chiffre d'affaires :

le montant des achats de marchandises et de matières premières ;

les salaires et traitements de son personnel ;

l'amortissement du matériel et de l'outillage ;

les frais généraux, en particulier le loyer des locaux loués et des capitaux empruntés.

Pour les contribuables dont le bénéfice net n'excède pas 50.000 francs, le législateur a établi un certain nombre de catégories (de 0 à 800 francs, de 801 à 1500 francs, etc.) soumises chacune à une taxation fixe différente (2). L'artisan se bornera à indiquer, dans sa déclaration, la catégorie dans laquelle il doit être rangé : il ne renouvelle pas cette déclaration chaque année, mais seulement lorsqu'il change de catégorie. Si le bénéfice de l'artisan est supérieur à 50.000 francs, celui-ci doit, dans les deux premiers mois de chaque année, déclarer son bénéfice effectif, en fournissant, à l'appui de ses dires, un résumé du compte profits et pertes ou un état de bénéfices. Le taux de l'impôt est fixé à 15 % du bénéfice net.

La loi du 29 décembre 1929 a modifié les réductions pour charges de famille et l'article 8 de la loi du 31 mars 1930 (3) a prévu que lorsque le bénéfice demeure inférieur à 20.000 francs et si la femme de l'artisan travaille avec son mari, le montant de l'impôt sera réduit de 20 % (4).

(1) Jeanne CARLOT, XLIII.

(2) La loi du 29 décembre 1929, article 2, a établi onze catégories. La première (de 0 à 5.000 fr.) est exonérée de l'impôt.

(3) Cette loi ne s'applique que si le contribuable est marié sous le régime de la communauté. Si son contrat de mariage a établi un régime différent, il faut classer le salaire de sa femme parmi les charges professionnelles à déduire.

(4) Voir, en ce qui concerne le report déficitaire, la tenue d'une comptabilité régulière, les déclarations et leur contrôle, le texte des lois et les ouvrages cités.

La patente. — Les grands et moyens artisans sont soumis, ainsi qu'une partie des petits artisans, à la contribution des patentes, impôt départemental et communal. La patente est due, en principe, pour l'année entière sur les bénéfices commerciaux et industriels réalisés, par toute personne exerçant en France et au premier janvier une profession soumise à cet impôt.

La patente est perçue, non sur la déclaration d'un bénéfice, mais par l'application d'un tarif à certains signes extérieurs choisis de façon à se rapprocher la plus possible de la réalité. Il comprend deux droits, un droit fixe qui varie suivant la nature de la profession, le chiffre de la population et les moyens de production, un droit proportionnel calculé sur la valeur locative des locaux habités par le contribuable ; la loi de finances du 16 avril 1930 (art. 10) a décidé que le droit proportionnel ne serait plus perçu que sur la valeur locative des locaux professionnels ; mais cette réforme a été ajournée jusqu'à la refonte générale des impositions locales.

Le principal de l'impôt ainsi calculé est fictif puisqu'il n'est plus perçu. Les contribuables ne payent que les centimes additionnels à ce principal : ces centimes constituent une ressource importante des budgets du département et de la commune. Comme le principal de cette vieille contribution, quoique fictif, est révisé tous les ans, l'impôt a suivi le développement de la matière imposable : les patentés supportent, de ce fait, une part croissante des impositions locales (1).

Les syndicats d'artisans, et en particulier la C. G. A. F., s'efforcent d'obtenir du Parlement quelques modifications à ce régime. Lorsque le projet de réforme générale des impositions départementales et communales viendra en discussion, un texte spécial règlera la situation des artisans vis-à-vis des budgets locaux.

(1) Il existe une patente spéciale due par les entrepreneurs de travaux publics. Les artisans peuvent y être soumis.

Taxes diverses. — La taxe sur le chiffre d'affaires est due pour les affaires faites en France par tous ceux qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; les moyens et les grands artisans devront donc acquitter cet impôt. Ils ne jouissent à cet égard d'aucun régime spécial; il en est de même pour la taxe à l'exportation et la taxe de luxe.

L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 a institué une taxe dite taxe d'apprentissage, dont le produit inscrit au budget de l'Etat doit contribuer au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage. Les moyens et les grands artisans n'y seront soumis que si le total des salaires qu'ils payent à leur personnel dépasse dix mille francs. Les salaires payés aux apprentis, « a) pendant les dix premiers mois de l'apprentissage lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique, b) pour les heures de présence aux cours professionnels... » n'entreront pas en ligne de compte pour le calcul de ce total (1). Le taux de la taxe est fixé chaque année par la loi de finances. Les dispositions très larges de la loi de 1925 expliquent le nombre peu élevé d'artisans qui sont soumis à cet impôt.

C. — Régime fiscal des faïonniers.

Le faïonnier ne peut pas être considéré comme un artisan au sens ordinaire de ce mot : il n'achète pas la matière première qu'il travaille, il ne vend pas directement à la clientèle. Mais ce n'est pas non plus un ouvrier à domicile : aucun contrat de travail ne le lie à un industriel, il exécute sa tâche sans se trouver sous la direction d'un patron. Son rôle consiste seulement à « faïonner » la matière première appartenant à autrui. Cette transformation s'effectue sous sa seule responsabilité, à

(1) Le texte de la loi s'exprime ainsi : « des exonérations totales ou partielles *pourront* être accordées » et parmi ces exonérations possibles il classe les salaires payés aux apprentis. Cette exemption n'est pas un droit, mais une faveur qui sera généralement accordée. V. FRÉMONT, XLV et J. O. Débats parlementaires, Chambre des députés, 1925, p. 3383.

ses risques et périls. Comme l'artisan, le façonnier a été exonéré de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Pour profiter des dispositions de l'article 10, le façonnier doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Il doit travailler à domicile : la loi ajoute qu'il importe peu que sa tâche s'effectue à la main ou à l'aide de la force motrice, que ses instruments de travail lui appartiennent ou ne lui appartiennent pas.

2^o Il doit opérer exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants avec des matières premières fournies par ces derniers : le façonnier se contente donc de transformer en matière achevée, ouvrée, la matière première prêtée par des commerçants ou des industriels.

3^o Il ne doit pas employer d'autre concours que celui de sa femme, de ses père et mère, de ses enfants et petits-enfants, d'un apprenti de moins de dix-huit ans et d'un compagnon.

L'article 17 de la loi du 30 mars 1929, modifiant l'article 21 de la loi du 19 mars 1928 a permis à l'ouvrier façonnier, possesseur d'un atelier, de bénéficier de l'article 10 même s'il dirigeait 3 compagnons au lieu d'un seul, à condition que chaque compagnon exécute séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, et reçoive du façonnier « une juste part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation ».

Le statut fiscal des façonniers se rapproche donc de celui des petits artisans. Il est cependant à remarquer qu'en certains cas, les façonniers resteront soumis à l'impôt sur les salaires, tout en occupant une main-d'œuvre supérieure à celle que l'artisan est autorisé à employer.

§ 3. — Le futur régime fiscal de l'artisanat.

Depuis le 30 juin 1923, date à laquelle fut votée la première loi importante en faveur des artisans, la notion de maître-artisan

s'est précisée ; sans doute les efforts de la Confédération générale de l'Artisanat français, ses discussions avec les Chambres de métiers d'Alsace et de Moselle, les études entreprises par le Bureau international du Travail, n'ont pas abouti à une définition entièrement satisfaisante ; des opinions opposées les unes aux autres ont été émises : les auteurs qui ont voulu délimiter les frontières de cette classe sociale se sont, sans cesse, heurtés à de nombreuses difficultés, car les problèmes économiques et sociaux échappent facilement à une classification juridique qui voudrait être, à la fois, universelle et précise. Cependant une ambition certaine se fait jour parmi les artisans : ils veulent se connaître, se grouper, et pour leurs intérêts particuliers réclament une législation particulière.

Les diverses mesures fiscales qui, tour à tour, ont été approuvées par le Parlement, ou simplement lui ont été soumises, prouvent l'apparition d'une nouvelle classe sociale qui s'unit et se défend. Au début de ce siècle les artisans étaient ignorés du législateur. Après les réformes fiscales votées en 1917 et 1920, les artisans se sont soulevés contre les impôts trop lourds : la loi de 1923 atténua les injustices dont ils souffraient. Maintenant, ils se sont séparés des salariés, des commerçants et des industriels, ils se sont reconnus entre eux : aussi ne veulent-ils plus être assujettis ni à l'impôt sur les salaires, ni à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; ils proposent de se soumettre à un impôt spécial qui atteindrait le revenu (1) de toutes les professions artisanes : une nouvelle cédula s'ajouterait à celles que la loi de 1917 a instituées.

En réclamant le vote de cette proposition de loi, les artisans défendent leurs intérêts : en effet, ils rencontrent, à l'heure

(1) « Nous avons employé le terme revenu et non celui de bénéfice, car nous estimons que l'artisan tire de sa profession non pas un bénéfice, mais un revenu. Le métier qu'il a appris constitue pour lui un capital, dont il tire ses moyens d'existence, sous forme d'un revenu dont la fixité ne peut être établie » (Exposé des motifs de la proposition de loi). « Les revenus des petits artisans sont des revenus du travail, non des bénéfices » (M. CAILLAUX, cité par POUMARÈDE, LI, p. 76).

actuelle, de multiples difficultés pour obtenir le droit d'être soumis à l'impôt sur les traitements et salaires. Nombreux sont les petits artisans auxquels l'administration n'étend le bénéfice de l'article 10 qu'après de longues démarches et d'inutiles discussions ; nombreux sont ceux qui se voient retirer dans le courant de l'année la faveur qui leur avait été accordée au mois de janvier ; souvent l'artisan isolé et désarmé n'obtient pas satisfaction. D'autre part, tout le monde a voulu profiter des obscurités de la loi de 1923 et se déclarer petit artisan pour jouir du nouveau régime fiscal. Déjà plusieurs mois avant le dépôt de cette proposition de loi, des plaintes souvent justifiées avaient attiré l'attention du législateur. « Cette législation a abouti à classer les commerçants en deux catégories... cet état de choses est des plus regrettables. S'il est légitime, en effet, que le petit artisan soit l'objet de la sollicitude du Parlement, il est fâcheux, sinon scandaleux, que la bienveillance du législateur envers le véritable artisan conduise à exonérer de toute charge fiscale des contribuables qui, en raison de l'importance de leurs bénéfices, devraient être fortement cotisés à l'impôt cédulaire et à l'impôt général » (1). Les artisans prétendent aussi défendre la logique : l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est réservé aux ressortissants des Chambres de commerce ; l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole aux ressortissants des Chambres d'agriculture ; les électeurs aux Chambres de métiers doivent être assujettis à un impôt spécial. Les artisans, enfin, estiment que l'Etat obtiendra, grâce aux dispositions prévues, particulièrement grâce à la collaboration des organisations syndicales, un rendement plus efficace (2).

(1) Extrait de la proposition de loi ANTONELLI sur la réforme de la législation fiscale. Quatorzième législature. Chambre des députés, n° 4461 ; annexe au procès-verbal de la première séance du 6 février 1931.

(2) L'exposé des motifs présente un quatrième argument en faveur de cette proposition de loi : beaucoup de chômeurs auraient pu travailler chez des artisans si la loi de 1923 n'avait pas limité strictement le nombre des ouvriers que l'artisan peut employer. L'artisan qui ne veut pas perdre le bénéfice de l'article 10, préfère refuser une commande importante plutôt qu'embaucher pour l'exécuter plusieurs compagnons.

Un nouvel impôt cédulaire sur le revenu des professions artisanales.

La proposition de loi « tendant à créer une imposition sur le revenu des professions exercées par les maîtres-artisans » a été présentée par le groupe parlementaire de défense artisanale (1). L'article 1^{er} énonce les textes législatifs qui seront abrogés (2). Puis les articles 2, 3, 4 et 5 précisent quels sont les individus qui seront soumis à cet impôt et leurs obligations, quels seront le taux et les modalités d'application de cette nouvelle cédule, enfin les sanctions.

L'impôt frappera le revenu des professions exercées par les maîtres-artisans : l'article 2 pour définir le maître-artisan reprend les termes de la proposition Courtier : seuls seront imposables les travailleurs indépendants et qui exercent personnellement leur métier. Cependant le texte nouveau est plus strict encore ; il édicte en effet : « Le nombre des compagnons, apprentis et membres de la famille employés ne devra, en aucun cas, dépasser dix unités », alors que la proposition Courtier déclare simplement : « Le nombre des compagnons et apprentis ne devra en aucun cas dépasser dix unités ». Si ces deux propositions de loi sont votées par le Parlement, tous les électeurs aux Chambres de métiers ne seront pas imposables au même impôt : certains resteront assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Tout artisan qui répond aux conditions fixées par cet article doit tenir un livre de recettes et de dépenses ; il est tenu de produire dans le premier trimestre de chaque année une déclaration par laquelle il fait connaître le montant brut de son revenu professionnel, celui de ses dépenses professionnelles, enfin le montant du revenu déclaré l'année précédente. Il joint à cette déclaration un certificat visé par la mairie de sa

(1) Quinzième législature. Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 29 décembre 1932.

(2) Ce sont les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 42 du décret du 15 octobre 1926.

commune attestant que sa situation correspond bien à la définition de la loi ; ce certificat est délivré par un syndicat d'artisans ou par une Chambre de métiers : ces deux organismes sont pécuniairement responsables des indications qu'elles fournissent. Le taux de l'impôt est de 10, 12 et 15 % suivant que le revenu net annuel est inférieur à 25.000, supérieur à 25.001 ou à 40.001 ; l'impôt ne porte que sur la partie du revenu net qui dépasse 10.000 francs ; cet abattement est en outre augmenté par des déductions pour charges de famille identiques à celles que le législateur a accordées aux contribuables soumis à l'impôt sur les traitements et salaires. Des sanctions sont prévues : l'impôt portera sur la totalité des revenus lorsque le maître-artisan ne fournira pas de déclaration ou ne communiquera pas son livre de recettes et de dépenses ; l'impôt sera doublé, si dans ses déclarations il est constaté une insuffisance supérieure au dixième de son revenu ou qui excède 20.000 francs. L'article 5 prévoit la constitution d'une Commission départementale composée d'un nombre égal de fonctionnaires et de maîtres-artisans désignés par les syndicats ou les Chambres de métiers. Le rôle de cette commission consistera dans l'examen de toutes les contestations qui s'élèveront à propos des déclarations.

Pour que le budget ne perde pas le bénéfice des sommes payées, au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires, par les artisans soumis à la cédula des bénéfices industriels et commerciaux, la proposition de loi prévoit, dans son dernier article, l'addition d'un nouvel alinéa au texte qui règle actuellement les modalités d'imposition de cette taxe. « Les opérations effectuées par les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu des professions exercées par les maîtres-artisans et occupant d'une manière permanente plus de deux personnes étrangères à la famille » seront passibles de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Le vote de cette proposition de loi ne serait peut-être qu'un premier pas. Les artisans, en effet, désirent une modification plus profonde du régime actuel de la taxe sur le chiffre d'affaires :

cet impôt serait remplacé par une taxe à la production artisanale qui frapperait, d'une part, le travail exécuté à façon, d'autre part les produits vendus.

Il est probable que ces propositions aboutiront à des réformes : il faut retenir de ce long effort, soutenu pendant une dizaine d'années, l'importance de la législation fiscale, et à quel point elle reflète une évolution certaine.

§ 4. — Le régime successoral de certaines exploitations artisanes.

La loi du 31 mars 1931, dans son article 18, a introduit un nouveau cas d'exemption totale des droits de mutation par décès. Les détails d'application de cette mesure de faveur qui intéresse une partie des artisans ont été précisés par le règlement d'administration publique du 1^{er} septembre 1931.

Désormais, pour la perception de la taxe successorale et des droits de mutation par décès, la valeur des immeubles appartenant, soit à une exploitation agricole, soit à une exploitation artisanale, est déduite de l'actif net global des successions en ligne directe descendante. Pour l'application de ce principe, nouveau dans notre législation fiscale, certaines conditions doivent être remplies, relatives d'abord aux immeubles eux-mêmes, ensuite aux héritiers.

a) *Immeubles de la succession :*

1. — Pour définir les immeubles qui jouissent de cette exemption fiscale, la loi du 31 mars 1931 renvoie à la loi du 22 février de la même année dont l'article unique complète les lois des 12 juillet 1909 et 14 mars 1928 : il étend l'application de la législation sur le bien de famille aux artisans. Ces textes permettent de constituer en bien de famille, soit une maison ou une portion divisée de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la

famille, soit une maison avec la boutique, l'atelier, le matériel et l'outillage, occupés et exploités par la famille d'artisans. A titre accessoire peuvent être compris en outre, suivant les cas, le cheptel, le matériel, l'outillage et les immeubles par destination. Ces biens jouissent seuls de l'exemption fiscale.

2. — En second lieu, ces immeubles doivent se prêter à une exploitation agricole ou à l'une des exploitations artisanes désignées à l'article 9 du décret du 9 février 1924 sur le crédit agricole ; ces immeubles doivent, par conséquent, appartenir à des petits artisans affiliés à un syndicat agricole, tels que maréchaux-ferrants, forgerons, tonneliers, charrons... L'exemption ne profite qu'aux artisans que la loi désigne sous le nom d'artisans ruraux.

3. — En troisième lieu, l'exploitation de l'immeuble doit avoir été assurée personnellement par l'artisan avec l'aide de sa famille et d'un seul ouvrier. L'exemption ne s'applique même pas à l'ensemble des petits artisans de l'article 10 de la loi de 1923.

b) *Héritiers :*

1. — Les héritiers doivent être des successeurs en ligne directe descendante, sans distinction de degré.

2. — Les héritiers, ou l'un d'entre eux seulement, doivent prendre l'engagement de continuer l'exploitation pendant une durée minima de cinq ans. Cet engagement est souscrit au pied de la déclaration par les héritiers, et s'ils sont incapables, par leurs représentants légaux ; il suffit qu'un seul le prenne pour que tous soient exemptés des droits. Pour éviter les fraudes, chaque année, les souscripteurs de l'engagement doivent produire un certificat du maire de la commune et du président d'un syndicat agricole auquel l'héritier-artisan doit, comme le *de cujus*, être inscrit. Si l'héritier décède avant l'expiration du délai de cinq ans, un engagement subsidiaire peut être souscrit, soit par un des autres héritiers, soit par un des héritiers du

second défunt, s'il est lui-même descendant du *de cujus* dont la succession avait donné lieu au premier engagement.

Ces diverses conditions sont nécessaires, mais suffisantes ; en effet, l'exemption est accordée quelles que soient l'importance et la valeur de l'immeuble transmis : telle est la solution admise dans le silence de la loi par l'administration de l'Enregistrement. Au contraire, un immeuble ne peut être constitué bien de famille que si la valeur est inférieure à 40.000 francs ; étant donné les autres conditions très strictes, il sera, en fait, rare que les immeubles exemptés atteignent une valeur aussi élevée. Aucune pénalité ne sanctionne l'inexécution des conditions imposées et des engagements pris ; ce sont, en effet, des circonstances imprévues qui le plus souvent en rendront l'observation impossible. Mais les droits de succession deviendront exigibles

En définitive, on peut analyser cette disposition de la loi du 31 mars 1931 comme une suspension provisoire de perception qui se transforme en exemption au bout d'un délai de cinq ans. Il est plus difficile de porter un jugement de valeur ; le principe est intéressant : le législateur a voulu exonérer l'instrument du travail paysan et artisan des impôts de mutation par décès. Mais cette réforme présente certains inconvénients : en premier lieu, comme elle n'a pas été étendue aux donations-partages, l'inégalité de traitement entre leur régime et celui des successions, aboutira à les faire disparaître presque totalement. Cette situation, il est vrai, est surtout déplorable pour les exploitations agricoles. Le second défaut paraît plus sérieux : si l'on exempte la terre ou l'atelier qui servent à l'agriculteur et à l'artisan des campagnes, pourquoi ne pas exempter l'atelier et la boutique de l'artisan des villes, les fonds de commerce, tout autre instrument de travail... ? Ces exonérations continues d'impôts finissent par nuire inutilement aux finances publiques.

SECTION II. — Organisation de la coopération et du crédit.

§ 1. — Introduction. Coopération et crédit populaire.

La situation défavorable qui est faite, dans la société actuelle, aux travailleurs isolés, artisans, commerçants, paysans, explique l'effort coopératif tenté par leurs syndicats, et les diverses organisations de crédit populaire, que, dans de nombreux pays, le législateur a dû établir (1).

Le petit artisan, est, en premier lieu, le vassal de son fournisseur de matières premières. Celui-ci se refuse à accorder des délais de paiement, ou bien les conditions exigées sont tellement strictes que l'artisan perd son indépendance et parfois tombe en faillite. Il ne peut choisir ni la qualité ni le prix de ses fournitures. S'il veut faire appel à un prêteur pour le soutenir, il ne peut lui offrir des garanties suffisamment sûres et le taux de l'intérêt en est d'autant plus élevé. Mais le petit artisan qui a souvent peine à obtenir pour lui-même des remises ou des avances, est par contre obligé d'accorder des délais à sa clientèle. Ces retards dans la rentrée des recettes, auxquels il doit consentir, constituent pour lui un second désavantage, d'autant plus grave que les entreprises importantes peuvent exiger le paiement au comptant et l'obtiennent. Enfin, travailleur isolé, sans capitaux, il ne possède pas un atelier convenable et bien situé. A-t-il même un atelier ? Une pièce sombre qui n'a jamais été destinée au travail industriel est souvent le seul local professionnel où il fabrique, répare et vend tout à la fois. Cet atelier, ou ce semblant d'atelier, se cache à l'ombre de vieilles maisons, dans les quartiers populaires où les appartements se louent bon marché. L'artisan ne peut occuper une boutique placée le long des

(1) VICTOR BRANTS, VII.

rues fréquentées ; il lui est difficile d'attirer la clientèle par une publicité importante.

L'artisan a donc besoin d'aide, de crédit : le manque de capitaux, l'absence de garanties efficaces exigent deux remèdes qui se complètent l'un et l'autre, la coopération d'une part, d'autre part l'organisation officielle du crédit populaire.

La coopération. — Sous les termes de coopération, de société ou d'association coopérative s'abritent des formes multiples d'activité industrielle en prenant ce dernier adjectif dans son sens le plus large (1). La coopération est, en effet, un mode d'organisation économique qui peut être employé dans des buts très différents ; il suppose toujours entre les intéressés une volonté continue de collaboration. On distingue trois groupes : les sociétés de consommation, les sociétés de production, les sociétés de crédit. Les premières « ont pour but l'acquisition, la fabrication et la manutention par la société de toutes les denrées, marchandises et autres objets destinés aux besoins des sociétaires ou aux besoins de leur profession ou industrie » ; les sociétés coopératives de production « ont pour but l'exercice en commun de la profession des associés, la vente des objets fabriqués ou travaillés par eux ou produits par leur exploitation, l'acquisition et l'emploi à l'usage exclusif des associés de machines ou instruments quelconques » ; les sociétés coopératives de crédit « ont pour but des opérations de crédit à effectuer avec les associés ou avec d'autres sociétés coopératives » (2). En 1931, le Conseil supérieur de la Coopération a proposé une définition très générale : « Les coopératives, sont des sociétés ou associations dont l'objet est de faciliter à leurs membres, par l'organi-

(1) Alfred NAST, XXVIII.

(2) Définitions formulées par le projet de loi présenté par le Gouvernement à la Chambre des Députés le 16 juillet 1888, longuement étudié et amendé à différentes reprises par le Parlement, avant d'être définitivement rejeté par le Sénat le 13 mars 1896. Ce projet prévoyait, en outre, des sociétés coopératives mixtes à caractères professionnel réunissant le caractère des trois précédentes ou de deux seulement,

sation et le fonctionnement d'une entreprise économique commune, leur activité professionnelle ou la satisfaction de leurs besoins ».

En France, cependant, malgré de nombreuses tentatives, aucun texte législatif n'a fixé le statut de ces différents organismes, aucune définition générale n'a été précisée. En Allemagne, au contraire, toutes les formes de coopératives ont reçu leur charte officielle par la loi du 1^{er} mai 1889, qui est encore applicable dans les départements recouvrés. Les circonstances ayant cependant obligé les pouvoirs publics à prendre position, le législateur français a procédé d'une manière fragmentaire et empirique. Soucieux d'accorder des encouragements financiers à certaines catégories d'individus, il a défini à chacune de ses interventions dans la vie coopérative, le statut juridique des institutions qu'il voulait protéger. Aussi, à l'heure actuelle, aucune disposition n'assujettit les organisations coopératives prises dans leur ensemble à des règles générales : seules des mesures particulières ont été édictées pour préciser les conditions à remplir par certaines sociétés qui désirent participer aux divers avantages octroyés par les pouvoirs publics, subventions, prêts, exonérations fiscales. Les institutions qui ne se soucient pas de profiter de ces faveurs ne sont pas obligées, en théorie, de se conformer aux types légaux créés par le législateur ; en fait l'adoption d'un régime préalablement défini par un texte réglementaire est utile, car il permet d'acquérir une situation juridique plus stable.

La législation française s'est surtout occupée des sociétés coopératives dont l'activité, quel que soit son but, est toujours d'ordre professionnel. Sans doute, elle a réglé le sort des coopératives de consommation et des sociétés coopératives de construction pour habitations à bon marché, sans se préoccuper du métier ni du travail de leurs membres ; cependant, la plupart des textes relatifs aux organisations coopératives, visent des associations à caractère professionnel. C'est ainsi qu'à côté des encouragements officiels aux institutions coopératives d'agri-

culteurs, de marins-pêcheurs, d'ouvriers, de petits et moyens industriels, de petits et moyens commerçants, d'hôteliers, d'importantes mesures ont été votées en faveur des coopératives d'artisans. En accordant leur aide financière aux coopératives artisanes, les pouvoirs publics les ont définies et organisées.

Le crédit populaire. — L'organisation d'un crédit populaire apparut, au cours du ^{xix}^e siècle, comme une idée féconde destinée à remédier d'une façon définitive aux maux du capitalisme et à assurer la libération de la classe ouvrière : permettre aux salariés, grâce à des prêts à court et à long terme, de s'établir à leur compte, ou bien de pouvoir gérer, en dehors des patrons, une industrie prospère, tel était l'idéal. Les premières tentatives n'aboutirent pas à d'heureux résultats. A l'heure actuelle, le crédit populaire n'a plus d'ambition si généreuse : son but n'est pas de transformer les ouvriers en petits capitalistes, mais de développer la classe moyenne des travailleurs, commerçants, industriels et en particulier les artisans. On cherche ainsi à maintenir les producteurs indépendants, à leur éviter la chute dans le salariat (1).

L'artisan isolé ne trouve pas aisément une banque disposée à lui avancer des fonds. Mais, si, au lieu de se présenter seuls à un établissement de crédit, les artisans s'unissent entre eux, nombreux et solidaires, ils trouveront plus facilement des prêteurs ; mieux encore, en se cotisant, ils constitueront un capital suffisant pour s'aider entre eux. C'est ce principe que le législateur a voulu appliquer : par la loi du 13 mars 1917 il a organisé le crédit populaire pour l'ensemble des petits producteurs et des petits commerçants, et il a encouragé son développement par des secours financiers. Des dispositions postérieures ont prévu un régime spécial pour les artisans.

Cette organisation stable et légale du crédit populaire ne doit

(1) Charles GIDE, XIII.

pas être confondue, ni dans son esprit, ni dans ses dispositions, avec certaines mesures provisoires qui, à plusieurs reprises, ont marqué l'intervention directe de l'Etat en faveur des producteurs et des travailleurs dont une crise passagère, mais dure, troublait l'activité. Cette aide, immédiate et temporaire, apportée à des particuliers par les pouvoirs publics, revêt généralement la forme de crédits extraordinaires alloués par les Chambres au Gouvernement : celui-ci, dans la limite des subsides votés par le Parlement, et en obéissant aux conditions fixées par la loi qui l'autorise à les employer, octroie aux bénéficiaires, des prêts d'une durée déterminée; lorsque les crédits sont épuisés, nul ne peut plus emprunter, et le remboursement des avances antérieures n'est pas, le plus souvent, destiné à de nouveaux prêts. Depuis le xix^e siècle, on note plusieurs mesures en faveur de la production industrielle ou commerciale (1). La loi du 17 octobre 1830 a voulu conjurer les effets d'une crise que les événements politiques et économiques faisaient craindre. La loi du 1^{er} août 1860, votée après la signature du traité anglo-français, eut un autre mobile : il fallait encourager la réorganisation de l'outillage industriel pour que les producteurs français puissent soutenir la lutte contre la concurrence étrangère. La loi du 24 octobre 1919 intéresse directement les artisans : elle ouvrit au ministre du Commerce un crédit de cinquante millions destiné à consentir des prêts aux petits commerçants, aux petits industriels, aux petits fabricants et aux petits artisans démobilisés. Un décret du 3 mars 1920 précisa les conditions d'application de cette loi : par l'intermédiaire des banques populaires, les cinquante millions furent intégralement prêtés entre 1920 et 1922, et, malgré plusieurs incidents, le remboursement s'est exécuté et s'exécute encore d'une façon très satisfaisante ; malheureusement il est difficile d'estimer l'importance de la part dont l'industrie artisanale a profité. Enfin, en 1930, lors des

(1) V. FRÉMONT, XLV, et les travaux de la commission extraparlémentaire réunie en 1911 pour envisager l'organisation du crédit populaire.

inondations, trois millions furent, sur l'ensemble des subventions, accordés aux artisans du midi. Il est inutile d'insister sur le rôle de ces crédits extraordinaires et provisoires : ils n'ont jamais exercé d'action importante sur l'artisanat. Ils présentent souvent le grave inconvénient de n'être jamais entièrement remboursés et de laisser un déficit plus ou moins lourd à la charge du Trésor.

L'Etat s'est parfois contenté d'allouer des subventions à des institutions privées ou à des banques populaires créées par des particuliers. Dans plusieurs grandes villes, ont fonctionné des caisses qui avançaient de l'argent aux artisans à court et parfois même à long terme, avec l'aide des pouvoirs publics. Des organisations de ce genre ont généralement abouti à des échecs car, au défaut de compétence du personnel qui les dirigeait, s'ajoutaient les difficultés inhérentes au crédit populaire : les prêts à long terme étaient pratiquement irrécouvrables, les garanties offertes étaient malaisément réalisables.

Après des études détaillées, que les dangers d'une pareille entreprise rendaient nécessaires, le Parlement, par la loi du 13 mars 1917, a organisé le crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. Cette loi intéresse donc les artisans : elle prévoit la création de sociétés de caution mutuelle et de banques populaires. Les premières ont pour objet exclusif, l'aval et l'endos des effets de commerce et des billets souscrits ou endossés par leurs membres pour l'exercice de leur profession. Les secondes ne doivent se livrer aux opérations bancaires les plus importantes, avances et escomptes, qu'avec un nombre restreint d'individus : les petits commerçants, les petits industriels, les petits artisans. Le fonctionnement de ces organismes ne sera pas examiné ici : en effet, pratiquement, les dispositions de la loi de 1917 ne profitèrent pas aux artisans. Aussi, par la loi du 27 décembre 1923, le législateur modifia le régime antérieur et, par la création d'un compte spécial au Trésor destiné à venir en aide aux seuls artisans, par l'assurance de garanties spéciales, il voulut encourager les banques popu-

laire^s à secourir plus directement les artisans. Cette première réforme ne fut pas suivie immédiatement du succès espéré. Une loi du 1^{er} mai 1929, sans consommer la rupture entre les banques populaires et les artisans, permit à ceux-ci de créer des organismes bancaires indépendants.

Avant d'aborder, avec l'étude de ces deux lois et des nombreux textes qui les ont complétés, l'examen de l'organisation du crédit à l'artisanat, on montrera dans un premier paragraphe, le développement du mouvement coopératif chez les artisans.

§ 2. — Les coopératives artisanes.

Les sociétés coopératives d'approvisionnement, les sociétés coopératives de production et de vente ne peuvent, semble-t-il, jouer un rôle actif que si elles sont formées à l'intérieur d'une profession déterminée : les artisans en ont constitué un certain nombre. Puis l'expérience leur a montré l'utilité de créer des coopératives de crédit dont ils seraient les seuls adhérents ; enfin la nécessité de construire des ateliers et des maisons d'habitation les a conduits à créer un nouveau type de coopérative professionnelle : la coopérative immobilière artisanne. Par son essence même, le mode de coopérative dont le développement doit, aux dires de nombreux théoriciens, supprimer les vices de l'organisation économique actuelle, la coopérative de consommation, se crée hors de toute emprise professionnelle : le contraire est possible, mais, pour les artisans qui ne sont pas, sauf certaines exceptions, groupés par quartiers ni par ville, difficile à mettre en pratique. Coopératives d'approvisionnement, de production et de vente, de crédit, de construction immobilière, tels sont donc les types auxquels les sociétés créées par les artisans se rattachent à l'heure actuelle.

Les coopératives d'approvisionnement ou d'achat en commun sont les plus nombreuses : pour se procurer leurs outils et leurs matières premières, les artisans isolés doivent acheter à des

intermédiaires, négociants qui vendent au détail. Afin de pouvoir s'adresser directement aux fabricants ou aux producteurs, les artisans d'une profession déterminée se groupent en coopérative : celle-ci passe une commande générale pour l'ensemble de ses membres, ensuite leur revend les objets achetés au prix qu'elle-même les a payés en l'augmentant d'une faible redevance destinée à compenser les frais généraux. Ce mécanisme de la coopérative d'achat en commun n'a été précisé par aucun texte légal, pas plus pour les artisans que pour d'autres professions ; cependant le législateur n'ignore pas cette forme de sociétés : il a prévu que des avances pourraient leur être faites. Au mois de janvier 1933 il existait en France, exception faite du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, une trentaine de coopératives d'approvisionnement ou d'achat en commun : 10 créées par les coiffeurs, 8 par les cordonniers et bottiers, 4 par les bourreliers, 3 par les maréchaux ferrants, 1 par les électriciens, 1 par les peintres en bâtiment, 1 par les tailleurs, 1 par les industries du bâtiment.

Jusqu'ici les tentatives faites pour constituer des sociétés coopératives de production et de vente n'ont abouti qu'à des échecs. Le travail des artisans, en effet, est essentiellement individuel : les mêmes mains fabriquent, ajustent ou réparent l'objet tout entier. Que des ouvriers spécialisés se réunissent à la fois pour travailler et pour vendre les produits de leur labeur et de leur association, cette entreprise se comprend et peut réussir malgré les imperfections que la pratique a mises en évidence.

Au contraire, les travailleurs, dont la force réside dans l'indépendance et dans la connaissance complète du métier, n'ont pas grand avantage à s'associer. D'autre part, sauf dans certaines grandes villes et pour un petit nombre de professions, les artisans ne sont pas rassemblés dans un seul quartier : disséminés dans les petites agglomérations urbaines et rurales, il leur est impossible de se grouper pour travailler en commun. Cependant, malgré ces difficultés, les dirigeants de l'Union des

Artisans français ont voulu, ces derniers mois, secourir un grand nombre de travailleurs indépendants en constituant des coopératives de production. On en comptait à la fin de 1933 une dizaine : quatre en province pour les métiers du bâtiment (menuiserie et charpente, plomberie, peinture), à Paris, une pour ces mêmes métiers, une pour les arts appliqués au métal et arts décoratifs (orfèvrerie, ciselure...) une pour les arts appliqués au bois (ameublement, sculpture...), enfin deux se rattachant aux industries de l'alimentation (cuisiniers, sommeliers). Le client, au lieu de s'adresser à chaque artisan individuellement, passe sa commande à une de ses coopératives de production, qui ont pris le nom de maîtrise artisanale ; ses membres se répartissent le travail. De son côté, le groupement syndical des artisans d'art, envisage la création, sous le nom d'équipes, de véritables coopératives pour les peintres, sculpteurs, graveurs et décorateurs. Quel succès le sort réserve-t-il à ces diverses sociétés ? Le caractère un peu particulier des équipes formées par les artistes leur assurera peut-être une certaine réussite, mais l'avenir des « maîtrises » fondées par l'U. A. F. semble compromis par les difficultés financières et même par la méfiance des artisans. En effet, les coopératives artisanes de production se heurtent à des difficultés, qui tiennent à ce fait que chacun de ses membres doit demeurer un producteur indépendant, sinon cette société se transforme en coopérative ouvrière. Les seules coopératives de production qui pourront vivre sont : 1^o celles qui agiront comme entrepreneur principal ou comme mandataire du maître de l'œuvre, chargé de traiter avec les artisans des différents corps de métiers ; elles pourront en outre donner leur garantie ; 2^o celles qui ouvriront un atelier où plusieurs maîtres et compagnons donneront aux matières premières, dont les adhérents ont besoin, un premier travail d'ébauche. La première forme de coopérative convient aux métiers du bâtiment, par exemple, la seconde aux maréchaux ferrants, charrons, serruriers...

Les difficultés financières expliquent, en partie aussi, le

peu de succès des coopératives simplement destinées à rendre plus aisés la vente et l'écoulement des produits fabriqués par les artisans : il semble cependant que la constitution de sociétés de ce genre présente d'importants avantages. Les artisans isolés, mal logés, ne peuvent pas étendre leur commerce dans des proportions normales : ils n'ont pas de boutiques bien installées, ni d'étalages susceptibles d'attirer la clientèle ; s'ils se groupent, ils peuvent réunir des sommes suffisantes pour ouvrir dans une rue animée un magasin coopératif, où leurs produits se vendent avec une plus grande facilité. En fait ne fonctionne à l'heure actuelle qu'une seule coopérative pour l'écoulement des marchandises : elle a été créée à Paris par les industries du vêtement et accessoires. La C. G. A. F. tente d'en fonder de nouvelles. Pas plus que les coopératives d'achat en commun, les coopératives de vente n'ont fait l'objet d'un texte légal.

Les coopératives de crédit et les coopératives immobilières ont été, au contraire, dotées par le législateur d'un statut détaillé. Les premières ont pour but d'allouer des avances à leurs membres : à ce titre elles sont régies par les lois sur le crédit à l'artisanat ; les secondes font partie de l'ensemble des mesures prises en faveur des constructions immobilières pour artisans. Leur organisation sera étudiée dans les pages qui suivent. En 1933 deux sociétés coopératives de crédit avaient vu le jour. En premier lieu, l'Union Nationale des Sociétés Coopératives d'Artisans de France, créée par la C. G. A. F. ; en second lieu, l'Union de Crédit artisanal, constituée sous les auspices de l'U. A. F., de la Chambre de métiers d'Alsace et du groupement syndical des Artisans d'art ; comme coopérative immobilière, on ne comptait encore que la Société coopérative immobilière, de l'Artisanat français, également constituée par la C. G. A. F.

Dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, malgré le double régime juridique, les mêmes constatations s'imposent. Les artisans d'Alsace ou de Lorraine qui désirent s'associer peuvent, ou bien adopter le régime local de

la loi allemande du 1^{er} mai 1889, qui constitue la charte de toutes les formes de coopératives, ou bien se soustraire à ce régime et constituer librement une coopérative en obéissant aux conditions particulières fixées par les lois françaises. La loi allemande, qui s'applique encore dans la plupart des cas, édicte des règles très précises quant à la constitution de ces coopératives, quant à la responsabilité de leurs membres qui, selon les statuts, pourra être illimitée ou au contraire plus ou moins limitée, quant à la répartition des bénéfices : en particulier il est interdit d'attribuer des intérêts aux sociétaires. Les formes mêmes de l'organisation sont prévues : la rédaction des statuts doit comprendre certaines mentions obligatoires, ils seront déposés au tribunal cantonal où la coopérative sera inscrite sur un registre spécial. Pratiquement, et en grande partie pour les mêmes raisons qu'à l'intérieur du pays, le développement des coopératives n'a pas été aussi important qu'on pouvait l'espérer. Au début du siècle, malgré les efforts de la Chambre de métiers, malgré ceux de nombreuses banques populaires spéciales aux artisans et toutes prêtes à venir en aide aux coopératives, on ne comptait qu'un nombre restreint de sociétés d'approvisionnement créées par les cordonniers, les coiffeurs, les ébénistes : puis des coopératives de vente firent leur apparition. Ce mouvement, ébauché en 1914, connut pendant la Guerre un développement dû aux circonstances particulières dans lesquelles se trouvèrent les artisans alsaciens. Les Allemands, pour faire face aux besoins de la Guerre, mobilisèrent toutes les formes de l'activité économique, et chaque industrie dut fournir le maximum de rendement. De nombreux artisans se groupèrent alors en coopératives de production, qui, pendant toute la durée des hostilités, connurent une grande activité. L'Office central des fournitures militaires, par l'intermédiaire d'offices régionaux et locaux, passait des commandes à une coopérative et le travail se répartissait ensuite entre les adhérents : tailleurs, cordonniers, menuisiers, charrons, forgerons... : les principaux corps de métiers formèrent de petites équipes. En 1918, on comptait, dans les

départements recouvrés, 64 coopératives artisanes moins d'achat ou de vente que de production. Mais avec la fin de la Guerre, disparut leur principal client, et toutes les coopératives de production furent dissoutes : leur liquidation entraîna plusieurs artisans dans de terribles difficultés financières. L'idée coopérative subit alors une défaveur très nette dans l'esprit des Alsaciens et des Lorrains. La Chambre de métiers voulut réagir, et, en 1927, se constitua une fédération des coopératives commerciales et artisanales d'Alsace et de Lorraine. Cependant, les sociétés coopératives d'artisans ne se sont pas multipliées.

On ne compte guère, à l'heure actuelle, dans la circonscription de la Chambre de Strasbourg, qu'une vingtaine de coopératives d'achat en commun : la plupart ont été constituées par les cordonniers, les coiffeurs, les tailleurs, les forgerons et les plâtriers, sans compter celles créées par les meuniers, les boulangers et les pâtisseries ; il en existe une pour les selliers, une pour les menuisiers, une pour les électriciens. Les tentatives de coopératives de vente n'ont pas été heureuses, malgré l'effort de nombreux artisans de la boucherie qui ont créé trois « halles aux cuirs » ; enfin un essai de coopérative de production dans les industries artisanes du bâtiment s'est terminé par une grave faillite. Dans le ressort de la Chambre de Metz, l'évolution du mouvement coopératif a, depuis la fin de la guerre, suivi le même chemin : il n'existe plus à l'heure actuelle qu'une seule coopérative d'achat en commun (coiffeurs).

Tels sont les résultats du mouvement coopératif dans la classe artisanale. Même en laissant de côté les coopératives immobilières et les coopératives de crédit qui sont d'origine récente, dont le but est spécial et limité, dont le fonctionnement exige des dirigeants habiles et des ressources abondantes, on peut s'étonner du médiocre développement de l'esprit coopératif chez les artisans. Parmi les causes de cet échec, certaines sont peut-être provisoires, mais d'autres paraissent plus difficiles à supprimer. Il faut un capital initial suffisamment important pour ne pas végéter dès le début et pour éviter les difficultés

financières qu'une jeune entreprise ne peut vaincre ; il faut aussi un fonds de roulement. Enfin, l'esprit des petits travailleurs est souvent hostile à des associations de ce genre : ils veulent rester indépendants et maîtres de leur travail ; leur clientèle réduite et leurs bénéfices médiocres les satisfont. Ils craignent, en adhérant à une coopérative, de se lancer dans une affaire hasardeuse, où les pertes dépasseraient les gains. Cependant, lorsqu'ils se trouvent dans une situation vraiment précaire et dangereuse, n'ayant plus que peu de chose à perdre, ils estiment à leur juste valeur les avantages des coopératives d'achat ou de vente. Mais la coopérative qu'ils constituent alors manque des moyens financiers nécessaires à son fonctionnement, et aussitôt elle réclame les secours de l'Etat. Seules les coopératives alsaciennes, jusqu'ici peu nombreuses, mais prospères, vivent sans faire appel aux finances publiques ; la plupart de celles qui ont vu le jour à l'intérieur du pays, doivent au contraire être aidées sans cesse par les pouvoirs publics. Si l'on examine les causes précises qui ont amené la faillite de telle ou telle coopérative, on constate que certaines ont été dirigées par des artisans qui n'étaient pas des commerçants très avisés, et qui se sont révélés incapables de gérer des organismes commerciaux ; ailleurs, on remarque que la baisse des matières premières a eu sa répercussion sur la valeur des stocks constitués par des coopératives d'approvisionnement ; celles-ci qui n'avaient point de réserves suffisantes, se sont heurtées, dans de nombreuses régions, à la concurrence de négociants ou de producteurs que la gravité de la crise a conduits à s'adresser aux petits artisans. En outre, achetant pour revendre, elles sont assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires (sauf lorsqu'elles sont composées de moins de dix artisans, répondant tous à la définition du petit artisan précisée par la loi du 27 décembre 1923. Loi 16 avril 1930, art. 49).

Ces difficultés ont obligé le législateur à prévoir, à côté des prêts individuels aux petits artisans, une autre forme d'avances

les avances aux sociétés coopératives. Ces deux modes de crédit seront étudiés dans deux parties distinctes du prochain paragraphe. L'organisation prévue pour venir en aide aux constructions immobilières, ainsi que certaines dispositions accessoires, seront ensuite examinées.

§ 3. — Le crédit à l'artisanat.

Les textes. — Les textes relatifs au crédit artisanal sont nombreux ; voici une liste des lois importantes et des principaux décrets (1) :

Loi du 27 décembre 1923. Cette loi a institué le crédit artisanal et a distingué ses deux formes principales ; les avances aux sociétés ou unions de sociétés coopératives d'artisans d'une part, les prêts aux petits artisans d'autre part.

Décret du 27 juillet 1924, pris en forme de règlement d'administration publique. Ce décret fixe les conditions d'application de la loi de 1923.

Loi du 1^{er} mai 1929. Cette loi a permis aux artisans d'obtenir des avances suivant une procédure nouvelle.

Loi du 2 août 1932. Cette loi a organisé un nouveau régime de crédit destiné à faciliter la construction d'immeubles pour artisans.

Loi du 13 mars 1917. Cette loi a créé les Banques populaires destinées à organiser le crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie ; elle a été complétée par le décret du 31 janvier 1918.

La loi du 10 juillet 1928 a simplifié les formalités nécessaires par la modification des statuts.

La loi du 19 décembre 1926, portant fixation du budget général de l'exercice 1927, a augmenté dans son article 66 l'importance des affectations au fonds de dotation de l'Artisanat.

(1) Pour rendre hommage aux parlementaires qui ont obtenu le vote de la Chambre ou du Sénat, les artisans ont appelé la loi de 1923, loi Peyronnet, celle de 1929 loi Serre, celle de 1932 loi Payer ou loi Payer-Néron.

Le taux d'intérêt des avances a été modifié à plusieurs reprises. L'article 4 § 2 de la loi de 1923 avait édicté que ce taux d'intérêt serait celui fixé par la Banque de France pour les avances sur titres. Il était de 8 %, trop élevé par conséquent. En outre, l'aval des prêts individuels par une société de caution mutuelle était obligatoirement prescrit par l'article 5, § 3.

Par l'article 100 de la loi du 26 mars 1927, la garantie obligatoire d'une société de caution mutuelle a été transformée en garantie facultative. Ce même texte a modifié le taux d'intérêt pour les avances aux sociétés coopératives et pour les prêts individuels : il a prévu que pour les sociétés coopératives, le taux d'intérêt serait fixé par décret à un chiffre ne pouvant être ni inférieur à 5 %, ni supérieur au taux des avances sur titres de la Banque de France. Après un décret du 15 mai 1927 qui établit en conséquence le taux d'intérêt des avances aux sociétés coopératives à 5,25 %, l'article 65 de la loi du 19 mars 1928 apporta de nouvelles modifications : le taux minimum devint égal au taux d'escompte de la Banque de France, le taux maximum restant celui des avances sur titres. Le décret du 5 juillet 1928 le fixa alors à 4 1/2 %. Un décret du 14 mai 1930 l'a ramené à 3,50 %. Le taux d'intérêt des prêts individuels, que fixent les organismes prêteurs dans les limites fixées par la loi, a été soumis aux mêmes fluctuations : l'article 65 de la loi du 19 mars 1928 a été modifié par la loi du 1^{er} mai 1929 qui a remis en vigueur la formule de la loi du 26 mars 1927. A l'heure actuelle le taux d'intérêt est fixé : pour les avances aux sociétés et unions de sociétés coopératives à : 3,50 % par an ; pour les prêts individuels à : 4 %.

Le décret du 9 février 1921, pris en vertu de la loi du 5 août 1920, puis la loi du 17 mars 1931, ont permis à certains artisans de profiter des dispositions législatives votées en faveur du crédit agricole.

L'organisation du crédit artisanal par la loi de 1923 n'avait pas été étendue aux départements recouvrés. La loi du 22 décembre 1928 a rendu applicable la loi du 27 décembre 1923 aux

départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Le décret du 12 juin 1929 a fixé, dans ces trois départements, les modalités d'application du décret du 27 juillet 1924.

L'article 117 de la loi du 31 mars 1932 et le règlement d'administration publique du 15 mars 1932 ont précisé les conditions nécessaires pour permettre l'octroi d'avances aux sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art.

Enfin, parmi les circulaires ministérielles, il faut noter, d'abord, celle du 1^{er} juin 1929 qui reconnaît aux artisans de l'alimentation le droit de bénéficier des dispositions légales sur le crédit et les Chambres de Métiers. Il faut indiquer surtout celles du 16 mars 1932 et du 28 janvier 1933 sur le rôle respectif des unions agréées et des banques populaires dans l'application des prescriptions légales et réglementaires (1).

Le fonds de dotation de l'Artisanat français. — Les avances qui peuvent être attribuées soit aux sociétés ou unions de sociétés coopératives, soit individuellement aux artisans, sont imputées sur les ressources budgétaires. Ces ressources sont constituées d'une part à l'aide des crédits qui peuvent être ouverts par la loi des finances, d'autre part à l'aide d'un fonds de dotation dont les disponibilités proviennent :

1^o D'une somme de 2 millions, prise sur le reliquat disponible au 31 décembre 1922 du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France instituée par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, ainsi que de la part des bénéfices de cet établissement revenant éventuellement à l'Etat en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1916 (loi de 1923, art. 2).

2^o De versements annuels constitués par le prélèvement du tiers du produit disponible de la redevance supplémentaire, précédemment attribué à la Banque nationale du Commerce extérieur (même texte).

(1) Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale a fait éditer en 1930 un recueil de textes : Encouragements aux Sociétés coopératives d'artisans et aux petits artisans.

3° De versements annuels d'une part des bénéfices de la Banque de France revenant éventuellement à l'Etat, en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918 (loi du 19 décembre 1926, art. 6).

4° Des fonds de concours qui seraient versés en vue de la même affectation, et, éventuellement, de l'actif disponible des sociétés d'artisans, dont la dissolution aurait été prononcée, sans qu'ait pu être fixée l'institution coopérative auquel le reliquat des bénéfices était destiné.

Le montant des sommes du fonds de dotation qui figure à un compte spécial du Trésor s'élevait en octobre 1933 à 70 millions environ. Il n'a jamais été nécessaire de faire appel aux crédits budgétaires. Ces sommes sont à la disposition du ministre du Travail : assisté de la Commission prévue par l'article 6 de la loi de 1923, il examine les demandes et attribue les avances soit aux sociétés ou unions de sociétés coopératives, soit aux organismes chargés de remettre aux intéressés les prêts individuels. On examinera tour à tour les deux formes du crédit artisanal.

A. — Avances aux sociétés et unions de sociétés coopératives d'artisans.

a) Règles générales.

Conditions auxquelles doivent satisfaire les sociétés qui demandent des avances. — 1° Les sociétés coopératives auxquelles peuvent être attribuées les avances prévues par la loi doivent avoir un caractère nettement artisanal, c'est-à-dire avoir pour but « l'achat, la fabrication ou la répartition des marchandises, matières premières, machines ou objets quelconques, ou tout autre but intéressant directement ou indirectement l'exercice de la profession artisanale de ses membres ».

Ces termes ont soulevé plusieurs difficultés : à différentes reprises la question s'est posée de savoir si certaines sociétés ou unions de sociétés, dont le genre d'activité n'avait pas été expressément prévu par les textes, pouvaient demander des

avances. La commission de l'artisanat s'est prononcée plusieurs fois sur des problèmes de ce genre : elle applique strictement la législation, et n'a donné d'avis favorable que lorsque la coopérative cherchait vraiment à employer les prêts qu'elle demandait à des objets qui intéressent, directement et exclusivement, l'exercice de la profession artisanale, coopératives d'achat, coopératives de vente par exemple. La loi n'a pas défini non plus ce qu'elle entendait par profession artisanale : les membres de la société ou de l'union doivent cependant faire partie d'un syndicat professionnel d'artisans ; en fait, on admet comme membre, toute personne qui répond à la définition fixée pour les Chambres de métiers. Des syndicats professionnels et des sociétés de caution mutuelle, formés entre artisans, peuvent souscrire et posséder des parts ou actions de ces sociétés coopératives ou de ces unions. Mais la coopérative a le droit de rembourser, à mesure que ses ressources augmentent, les parts sociales ou les actions appartenant à des personnes qui n'exercent pas la profession ou l'une des professions artisanales dont l'encouragement est le but de la société ; la même mesure est prévue pour les parts sociales des syndicats ou sociétés de caution mutuelle ne se rattachant pas à ces professions. Enfin le conseil d'administration doit être composé, à concurrence des deux tiers au moins, de sociétaires exerçant ou ayant exercé le métier ou l'un des métiers que la société a pour mission d'aider.

2° La société coopérative d'artisans est une société à capital et à personnel variables, constituée conformément au titre III de la loi du 24 juillet 1867. En fait elle prend toujours la forme de société anonyme et profite de plusieurs dispositions des lois du 7 mars 1917 (coopératives de consommation) et 13 mars 1917 (crédit au petit commerce) : elle peut se constituer un capital supérieur à 200.000 francs, elle peut augmenter son capital, en cours de fonctionnement, sans être astreinte à limiter ses augmentations à une somme annuelle de 200.000 francs ; les conditions de publicité ont été réduites à des formalités assez

simples et les mêmes exemptions fiscales que celles dont jouissent les banques populaires lui ont été accordées. Les souscriptions, qui peuvent être inégales, doivent être versées soit par des membres qui participent aux avantages de la coopérative, soit par des membres non participant qui, en ce cas, n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

3^o Le fonctionnement des sociétés est réglé suivant les principes de la coopération. Aucun dividende n'est attribué au capital apporté par les actionnaires ; les statuts peuvent cependant autoriser le paiement d'un intérêt prélevé sur les excédents nets et dont le taux ne doit pas dépasser 6 %. Les bénéfices, déduction faite des amortissements et réserves nécessaires, ne peuvent être répartis entre les sociétaires que proportionnellement à l'importance des opérations qu'ils ont traitées avec la société. Les parts ou actions ne sont transmissibles qu'avec l'agrément des membres de la coopérative. Lors de la liquidation de la société, les actionnaires, après avoir reçu le remboursement des sommes qui leur sont dues, ne peuvent se partager l'actif restant disponible. Celui-ci doit être affecté à une autre institution coopérative et si, à défaut des statuts, l'assemblée générale n'en désigne pas, il est versé au fonds de dotation artisanal. Chaque associé, quel que soit le nombre de ses actions, n'a droit qu'à une seule voix. Le décret de 1924 fixe, en outre, certaines conditions de détail visant entre autres la situation des administrateurs, les règles de dissolution et de comptabilité. Toute modification des statuts d'une société qui bénéficie d'une avance de l'Etat doit être aussitôt portée à la connaissance du ministre du Travail.

Les sociétés coopératives d'artisans peuvent constituer entre elles des unions sous la forme de sociétés à personnel et à capital variables. L'objet de ces unions doit être le même que celui des sociétés : elles doivent avoir pour but l'achat, la fabrication ou la répartition des objets, des matières premières... ou toutes activités intéressant directement les artisans et leurs organisa-

tions. Cependant ces unions peuvent se constituer uniquement pour accomplir des opérations de crédit. Elles sont soumises au même régime juridique que les sociétés.

Formalités nécessaires pour obtenir une avance. — La société coopérative, ou l'union de sociétés coopératives d'artisans qui remplissent les conditions fixées par les textes et qui désirent obtenir une avance sur le fonds de dotation prévu par la loi de 1923, doivent s'astreindre à certaines formalités.

La demande de la coopérative n'est pas directement adressée au ministère du Travail. Le législateur a estimé préférable, pour la sauvegarde des finances publiques, d'obliger la société coopérative, quelle qu'elle soit, à adresser sa demande à une union centrale de coopératives, organisme agréé par le ministère après examen de la solvabilité. Cette union agréée représentera la coopérative demanderesse en face des pouvoirs publics, elle leur garantira la régularité de sa constitution et renseignera sur sa situation financière : elle agira comme mandataire de cette coopérative : le prêt lui sera attribué et elle le reversera à la société qui l'a réclamé. C'est grâce à l'intermédiaire de cette union agréée que les avances pourront être remises.

La procédure instituée pour la répartition des avances est simple, mais entourée d'un certain nombre de formalités et de garanties :

1^o La coopérative, par l'intermédiaire de l'union agréée qui a déjà fait son enquête, envoie une demande au ministère du Travail. Cette demande indique le montant, le but et la durée de l'avance sollicitée. Elle est accompagnée d'un dossier qui comprend, au minimum, les neuf pièces énumérées par l'article 7 du décret de 1924 (copie des statuts, liste des membres du conseil d'administration, nombre de travailleurs occupés, liste des succursales, état du dernier bilan).

2^o La demande est soumise à une enquête administrative : un délégué du ministère du Travail peut vérifier les livres et les

pièces justificatives. La coopérative doit fournir tous les renseignements nécessaires à ce délégué pour qu'il puisse s'assurer que les conditions et garanties prévues par la loi sont bien observées.

3^o La demande et le dossier sont examinés par la commission spéciale prévue par la loi de 1923. Celle-ci donne son avis ; si elle juge que l'avance peut être accordée, elle propose un chiffre et éventuellement indique les garanties spéciales dont le prêt devra être entouré.

4^o Le ministre, enfin, statue définitivement. Sa décision fixe le mode, la durée et le point de départ du remboursement. La réalisation du prêt comporte alors un double contrat : l'un passé entre le ministère et l'union agréée, l'autre entre l'union et la société bénéficiaire : en échange des sommes que celle-là verse à celle-ci, la société remet à l'union des effets à échéances trimestrielles qui représentent le montant de l'avance : ces effets sont déposés au Trésor et retirés au fur et à mesure des échéances. Les frais auxquels l'union doit faire face sont compensés par l'intérêt qu'elle est autorisée par la loi à demander aux coopératives et que l'Etat lui a abandonné. Les frais une fois payés, le produit de cet intérêt constitue une réserve destinée à garantir le remboursement des avances de l'Etat.

Caractères de l'avance octroyée. — L'avance octroyée :

1^o ne peut dépasser le triple de l'actif net de la société coopérative (une proposition de loi prévoit que les avances pourront atteindre cinq fois le montant de l'actif net) ;

2^o ne peut excéder dix années ; en fait, aucune avance n'est accordée si le remboursement ne peut être achevé dans les huit ans ;

3^o le remboursement s'exécute par des versements annuels ;

4^o le taux d'intérêt est actuellement fixé à 3,50 % l'an ; il peut être modifié par décret ministériel, mais doit être compris entre un maximum et un minimum définis ;

5^o les avances sont renouvelables.

Résultats pratiques. — Trois unions de coopératives ont été agréées par le ministre du Travail pour le service des prêts aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans. La première, à l'heure actuelle, est la plus active.

1^o Union centrale de la Coopération artisanale française (organisme créé par la C. G. A. F.) agréée par arrêté ministériel du 22 janvier 1925 ;

2^o Le Crédit artisanal (organisme créée par l'U. A. F.) agréé le 27 juillet 1925 ;

3^o Union des Sociétés coopératives d'Artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (organisme important créé par les artisans affiliés aux Chambres de Métiers de Strasbourg et de Metz) agréée le 19 juillet 1929 pour le crédit aux petits artisans, et le 3 mai 1930 pour le crédit aux coopératives.

Ces unions agréées peuvent naturellement obtenir des avances au même titre que les sociétés auxquelles elles servent d'intermédiaires : en ce cas elles s'adressent directement au ministère du Travail.

Comme on a déjà eu l'occasion de le signaler les coopératives alsaciennes n'ont pas jusqu'ici eu recours à cette forme de crédit, A l'intérieur, au contraire, les diverses sociétés en fait, surtout les coopératives d'approvisionnement, empruntent aisément : mais leur petit nombre explique le montant relativement faible des prêts qu'elles ont reçus. Les premières avances ont été accordées au cours de l'année 1925, et, depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1932, il leur a été effectivement consenti 36 prêts s'élevant à 8 millions 850.000 francs ; les remboursements se montaient à 2 millions 188.928 francs, les moratoires à 1 million 972.500 francs. Ce dernier chiffre montre à quel point les difficultés financières troublent la vie des coopératives et rendent leur existence problématique.

Il faut ajouter à ce premier chiffre de 8 millions, un second de 4 millions, qui représente les diverses avances accordées

depuis 1930 à la seule coopérative de crédit qui s'était constituée aussitôt après le vote de la loi de 1929 (V. ci-dessous) (1).

b) Règles particulières : Avances aux sociétés coopératives de crédit pour les artisans d'art.

Les « artisans d'art » se sont groupés et, grâce à ces deux mots curieusement accouplés, ont essayé de se glisser dans les rangs de la classe artisanale : pour certains l'assimilation est possible ; pour d'autres elle paraît une gageure. Quoi qu'il en soit, l'article 117 de la loi du 31 mars 1932, complété par le décret du 15 mars et la loi du 13 juillet 1933, a donné aux sociétés coopératives de crédit formées par les industries d'art le droit de puiser au fonds de dotation de l'artisanat français créé par la loi de 1923. A ce titre le crédit aux artisans d'art doit être étudié.

Conditions auxquelles doivent satisfaire ces sociétés coopératives. — Ces coopératives de crédit peuvent comprendre des individus et des sociétés. Les individus appartiennent à des milieux divers : à côté des artisans d'art et des artistes qui reproduisent eux-mêmes les modèles qu'ils fabriquent, s'inscrivent des industriels : les éditeurs de production d'art, et des commerçants : les « ensembliers » ou tout autre entrepreneur qui réalise « l'exposition, la diffusion ou la vente de productions d'art ». Des sociétés sont appelées à faire partie de ces coopératives : ce sont les « entreprises constituées sous forme de sociétés civiles ou commerciales ou de groupements professionnels ayant capacité de poursuivre les mêmes buts ». Que penser de cette composition si variée ? Les « artisans d'art », véritables artisans parfois, sont noyés parmi des non-artisans qui se groupent grâce au terme d'industries d'art : le fonds de dotation de la loi de 1923 n'était certainement pas prévu pour des sociétés civiles ou commerciales. Les médiocres résultats fournis par le crédit à l'artisanat pendant les premières années, expliquent l'augmen-

(1) Voir documents annexes.

tation du nombre des bénéficiaires. On remarquera cependant le caractère de la législation nouvelle : elle ne cherche ni à favoriser la production en elle-même, ni à aider directement l'artiste ou l'artisan d'art, qui peuvent profiter du régime de la loi de 1923 ; mais elle veut « assurer des débouchés à l'artiste et à l'artisan d'art en favorisant la fabrication, l'édition, la reproduction, la diffusion, la vente de leurs produits. Ce n'est pas la création elle-même qui est encouragée, mais sa mise en œuvre » (1). Ne sont directement intéressés aux dispositions de l'article 117 que ceux dont le métier consiste à ouvrir des débouchés pour la production artisanale et artistique. Cette conception du crédit possède un double avantage : d'une part elle ne pousse pas à une production sans issue, d'autre part elle permet d'asseoir le crédit sur des bases commerciales, sur des garanties autrement sûres que le talent ou le génie d'un artiste (1). Ce caractère de la nouvelle loi explique, en premier lieu, que le bénéfice n'en soit pas limité aux petites industries : les entreprises importantes assureront aux reproductions un succès plus étendu ; il explique, en second lieu, que le crédit alloué par cet article soit si restreint quant à sa durée et quant au montant de la somme mise à la disposition des coopératives.

Afin d'obtenir des avances, ces sociétés coopératives de crédit doivent être constituées sous le régime des lois françaises ; elles peuvent revêtir la forme de sociétés par actions, de coopératives de consommation, de coopératives suivant la loi du 27 décembre 1923, ou mieux encore, de banques populaires. Leurs statuts doivent leur donner en premier lieu un caractère national : un siège social en France, des souscripteurs et administrateurs français. En second lieu, le décret exige que la société soit une véritable coopérative : un capital social, formé de parts d'intérêts ou d'actions non négociables mais seulement cessibles après assentiment du conseil d'administration, des parts sociales qui ne peuvent recevoir qu'un intérêt limité, des fonc-

(1) Commentaire succinct de l'article 117, par M. DELAMARCHE, publié par le Ministère du Commerce.

tions d'administrateur gratuites, toute spéculation sur marchandises prohibée, le vote plural interdit... ; les statuts ne doivent contenir aucune disposition contraire à ces conditions et à quelques autres d'importance moins grande.

Formalités nécessaires. — Les demandes d'avances présentées par la coopérative sont adressées au ministre du Commerce et de l'Industrie, et soumises à enquête ; un avis est demandé à une commission spéciale qui, sous la présidence du ministre, comprend :

- quatre représentants de ministères (2 pour le ministère du Commerce, 1 pour celui des Finances et 1 pour celui du Travail) ;
- un représentant du Gouverneur de la Banque de France ;
- le Directeur général des Beaux Arts ;
- le Directeur de l'Ecole nationale des Arts décoratifs ;
- deux membres de Chambres syndicales d'industries d'art comptant au moins deux ans d'existence ;
- deux membres de groupements d'artisans d'art ou d'artistes ;
- deux membres de la commission spéciale de l'artisanat constituée par la loi du 27 décembre 1923 ;
- quatre autres membres, représentants de chambres syndicales d'industries d'art, siégeant avec voix consultative.

Après l'avis de cette commission qui porte non seulement sur la quotité de l'avance, mais aussi sur son utilité et son opportunité, le ministre statue. Il est tenu compte du développement des affaires de la société, de l'étendue de la responsabilité statutaire de ses membres..., de tous les éléments qui permettent de juger sa solvabilité ; des garanties de remboursement peuvent être exigées : par exemple, la constitution obligatoire de réserves spéciales.

Caractères de l'avance octroyée. — Cette avance est accordée

dans un but déterminé, pour un temps défini ; elle est d'un montant limité. Une première règle a été édictée dans la loi de 1932 : tous les prêts avancés aux sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art par le fonds de dotation de l'artisanat, ne pourront excéder la somme de cinq millions de francs, et devront lui être remboursés dans un délai de cinq ans. Lorsque le crédit artisanal sera complètement rentré dans ses débours, les deux membres de la commission spéciale de la loi de 1923 cesseront de siéger à la commission constituée par celle de 1932.

Dans ces limites ainsi fixées, les avances sont attribuées pour encourager ces sociétés, et particulièrement pour qu'elles puissent prêter à leurs sociétaires et clients des sommes qui les aideront à supporter la crise. Le conseil d'administration de la coopérative détermine le montant, la durée, le mode de remboursement des prêts, ou des avantages financiers de toutes sortes qui peuvent être consentis. Seuls les individus ou les entreprises énumérés plus haut bénéficient de ces mesures. La société, avant de leur octroyer ces prêts qui sont remboursables par annuités, doit, à son tour, s'assurer non seulement de la valeur personnelle technique et morale des emprunteurs, mais encore des garanties réelles et personnelles qu'ils peuvent présenter.

Les avances sont allouées à la société sans intérêt, et leur durée maximum ne peut dépasser cinq ans. Elles sont remboursables par amortissements périodiques ; en cas de violation des statuts ou des engagements pris par la société, en cas de diminution des garanties, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le remboursement devient aussitôt exigible. Un commissaire du gouvernement nommé par décret représente l'Etat auprès des coopératives ; non seulement il surveille l'emploi des sommes qui leur ont été attribuées, mais encore s'assure que leur organisation et leur gestion sont conformes aux prescriptions réglementaires ; chaque année il remet un rapport aux ministres du Commerce et de l'Industrie, des Finances et du Travail.

Enfin, le montant des avances ne peut excéder pour chaque société le double de son actif net. On calcule cet actif net en supposant que la société tombe en liquidation : on tient compte de toutes les sommes, valeurs, ou propriétés qui demeureraient entre ses mains après paiement des dettes et des charges.

Résultats pratiques. — Toute conclusion est téméraire, car cette organisation récente n'a donné encore aucun résultat. Sans doute l'article 117 et le règlement d'administration publique qui l'a suivi, n'ont provoqué aucun enthousiasme de la part de la Confédération générale qui craint certainement que le fonds de dotation ne revoie jamais les cinq millions mis à la disposition non seulement des « artisans d'art », mais encore des « industriels et des commerçants d'art ». Les intéressés font remarquer, à juste titre, qu'ils avaient besoin d'argent, qu'ils se sont adressés à l'Etat, et que celui-ci a profité des ressources du crédit à l'artisanat en attendant une organisation permanente destinée à encourager les artistes. A la fin de 1933 une seule coopérative de crédit avait été constituée, sous les auspices du groupement syndical.

B. — Prêts individuels aux artisans.

Les artisans qui satisfont aux conditions fixées par divers textes de lois et de décrets, peuvent obtenir, à titre individuel, des avances et des prêts de trois façons différentes :

1^o Ils peuvent, suivant la procédure primitive de la loi du 27 décembre 1923, s'adresser aux banques populaires et, par leur intermédiaire, obtenir une avance prise sur le fonds de dotation de l'artisanat ;

2^o Ils peuvent demander l'attribution d'une avance, suivant la procédure de la loi du 1^{er} mai 1929, c'est-à-dire non plus par l'intermédiaire d'une banque populaire, mais grâce à une « union de coopératives ayant pour objet exclusif l'accomplissement d'opérations de crédits ».

3^o Depuis les lois du 5 août 1920 et du 17 mars 1931, les petits artisans ruraux peuvent bénéficier des prêts accordés par les caisses de crédit agricole.

**a) Les prêts aux petits artisans
par l'intermédiaire des Banques Populaires.**

Les conditions à remplir. — Pour obtenir une avance, l'artisan doit satisfaire à plusieurs conditions : il faut que son entreprise ne dépasse pas certaines dimensions et que le prêt qu'il réclame soit affecté à un usage déterminé.

Ne peuvent actuellement bénéficier des dispositions de la loi de 1923 que les artisans qui répondent à la définition édictée par la commission de l'artisanat. « Sont considérés petits artisans, les travailleurs de l'un ou l'autre sexe exerçant à leurs risques et périls les travaux manuels qui font l'objet de ce métier, et n'occupant comme auxiliaires, en dehors des membres de leur famille, que deux personnes au plus ; ce nombre peut être porté à trois, s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat d'apprentissage. Sont considérés comme membres de la famille, le conjoint, les ascendants, les enfants et petits-enfants et leurs conjoints, ou les pupilles habitant avec eux. » Cette définition exclut donc de l'organisation du crédit individuel, les artisans qui emploient, outre les membres de la famille, plus de deux ouvriers et plus d'un apprenti. En outre, l'artisan doit être sociétaire d'une coopérative, par conséquent doit être affilié à un syndicat professionnel légalement constitué. Dans une circulaire du 16 mars 1932, le ministre du Travail a rappelé les termes des textes en vigueur aux conseils d'administration des unions de sociétés coopératives et des banques populaires. En effet, des abus se sont parfois glissés, et des individus qui n'exerçaient pas un métier artisanal ont réclamé une avance en se prétendant artisan : le législateur, en obligeant le demandeur du prêt à adhérer à une société coopérative, donc au syndicat professionnel, a voulu établir une première garantie du caractère artisanal de la profession exer-

cée par l'emprunteur : le syndicat, dans l'intérêt même de son existence légale, n'admet comme adhérents que les membres de la même profession.

L'emploi de l'avance que réclame l'artisan doit être préalablement défini : la loi édicte que les prêts individuels ne pourront être accordés que s'ils sont affectés :

- 1^o à la constitution d'un fonds artisanal (son achat) ;
- 2^o à l'aménagement, à l'installation, à la réfection totale ou partielle de ce fonds ;
- 3^o à sa dotation en outillage ou en matériel.

Si l'avance est demandée pour un but autre que ceux énumérés dans cet article 5, elle ne sera pas octroyée. A cette seconde condition, les artisans doivent se soumettre aussi bien qu'à la première. Le ministère du Travail exige que l'union agréée et la banque populaire vérifient toutes deux les demandes de chaque artisan : elles examineront donc les devis et les projets évaluatifs, s'ils existent, sinon elles s'informeront et obtiendront des explications détaillées ; ainsi elles seront à même d'estimer si l'objet de l'avance est bien conforme aux prescriptions légales.

Les formalités nécessaires. — 1^o Le petit artisan adresse sa demande de prêt à une union agréée par le ministère du Travail pour le service des prêts individuels. Cette demande est accompagnée de plusieurs pièces qui constituent le dossier du demandeur (profession, montant des bénéfices de l'année écoulée, objet et durée de l'avance demandée, garanties offertes...). Il doit déclarer n'être pas bénéficiaire de prêts antérieurs et prendre l'engagement de n'en pas demander à une autre banque.

2^o Le rôle de l'union agréée ne se résume pas à la simple constitution de ce dossier. Elle joue un rôle actif, puisqu'elle certifie, sous sa responsabilité, que le demandeur du prêt est un petit artisan au sens de l'article 5 de la loi. « Les unions agréées ne doivent pas perdre de vue que l'admission comme sociétaire d'une personne ne remplissant pas les conditions fixées par les textes obligatoires et la présentation de cette personne comme

emprunteur à une banque populaire, non seulement engagent leur responsabilité vis-à-vis du ministère du Travail qui a donné l'agrément, mais risque encore, le cas échéant, d'avoir une répercussion sur la légalité même de leur constitution » (circulaire du 16 mars 1932).

3^o Lorsque l'union agréée a achevé l'examen de la demande, elle transmet le dossier, avec son avis, à la banque populaire désignée par sa compétence territoriale pour consentir ou refuser le prêt. La banque populaire, sous sa responsabilité, s'assure que le prêt demandé sera affecté à l'un des objets limitativement énumérés par l'article 5 ; elle a le devoir de vérifier la nature exacte des travaux ou des achats que l'artisan veut entreprendre, même si l'union agréée a déjà examiné cet aspect du problème. « La commission spéciale de l'artisanat a estimé que les prêts consentis par les banques populaires pour d'autres objets que ceux prévus par la loi ne pourront s'imputer sur les avances reçues par les banques au titre de prêts à l'artisanat. Le remboursement des fractions d'avances à l'aide desquelles les prêts irréguliers auraient été attribués peut être immédiatement exigé des banques populaires. » En second lieu ces organismes examinent les garanties offertes : hypothèques, garanties personnelles, nantissement de titres ; responsables vis-à-vis de l'Etat, les banques réclament de la part des débiteurs des garanties sérieuses, mais non exagérées. La garantie d'une société de caution mutuelle n'est plus obligatoire ; la banque peut cependant l'exiger.

La banque populaire décide seule et en dernier ressort : c'est son conseil d'administration qui alloue le crédit ou qui refuse de donner suite à la demande. Cependant il faut remarquer que les banques populaires de la loi de 1917 qui veulent servir d'intermédiaires pour les opérations prévues par la loi de 1923 doivent :

a) Modifier leurs statuts, les mettre en harmonie avec les dispositions de cette dernière loi ; une assemblée générale insère

une clause autorisant expressément la banque populaire à effectuer les opérations de crédit artisanal ;

b) Tenir une comptabilité spéciale pour ces opérations ;

c) Constituer, en vue du remboursement des prêts, un fonds de réserve spécial destiné à garantir l'Etat contre l'insolvabilité des emprunteurs : lorsque les avances ont été intégralement remboursées à l'Etat, le fonds de réserve spécial est incorporé au fonds de réserve légal de la banque.

d) Lorsqu'une banque populaire a décidé d'effectuer des opérations de crédit artisanal, elle s'adresse par l'intermédiaire du ministre du Commerce et de l'Industrie, au ministre du Travail : celui-ci statue sur la demande de la banque populaire après avoir pris l'avis de la commission spéciale de l'artisanat. L'attribution des avances, que le ministre octroie ainsi à la banque pour qu'elle puisse satisfaire aux demandes de crédit individuel, peut être subordonnée à la présentation de garanties sérieuses de remboursement. Le décret du 27 juillet 1924 précise les conditions de ce remboursement et les règles spéciales de comptabilité auxquelles la banque doit se soumettre.

Caractère du prêt alloué. — Que le petit artisan soit embarrassé par des difficultés financières, pour l'achat de matières premières par exemple, qu'il désire s'établir, qu'il procède à une réfection totale ou partielle de son entreprise, il ne peut obtenir qu'un prêt dit à long terme, c'est-à-dire remboursable en plusieurs versements semestriels qui s'échelonnent sur une durée de cinq années, et dont le maximum a été fixé à vingt-cinq mille francs. Les avances de l'Etat sont consenties sans intérêt aux organismes chargés des prêts individuels : ceux-ci doivent les rembourser en totalité dans un délai de 6 ans, en versant, chaque semestre, à l'Etat, une somme égale aux remboursements qu'ils ont eux-mêmes recus de leurs artisans. Certaines banques, au lieu de remettre à l'artisan le montant du prêt qu'il demande, lui constituent une ouverture de crédit, et contrôlent elles-mêmes les factures qui lui sont adressées,

Une réforme prochaine. — Les modalités et les caractères des avances octroyés, offrent encore, à l'heure actuelle, divers inconvénients. L'artisan peut n'avoir besoin que d'une petite somme pour faire face à une difficulté momentanée : aussi une récente proposition de loi, déjà votée par la Chambre des députés (1), permet aux banques populaires d'attribuer à des petits artisans des prêts, remboursables mensuellement sur une *période maxima de 15 mois* : les avances auront pour but le règlement des achats de matières premières et de petit outillage, la constitution de fonds de roulement... En second lieu, les artisans se plaignent de la durée de 5 années, qu'ils estiment trop courte, et de l'obligation qui leur est faite de rembourser un dixième de l'avance six mois après l'avoir reçue. La même proposition prévoit que la durée des prêts pourra être fixée à 7 ans et que l'amortissement ne commencera qu'à l'expiration de la première année, mais qu'il s'effectuera ensuite trimestriellement.

Résultats pratiques. — L'organisation du crédit artisanal tel qu'elle a été fixée par la loi du 27 décembre 1923 n'a pas dans l'ensemble donné de bons résultats. Non seulement les artisans se sont plaints du taux de l'intérêt et des formalités qu'ils jugeaient trop compliquées, mais encore et surtout ils furent rebutés par la défiance ou la mauvaise volonté de certaines banques populaires.

Le taux de l'intérêt fut modifié à plusieurs reprises, les formalités simplifiées : en particulier la garantie d'une société de caution mutuelle ne fut plus obligatoire. Mais certaines banques populaires continuèrent à élever des difficultés contre lesquelles s'usent la patience des artisans. Il faut, sans doute, se rendre compte de leur situation : leur tâche principale ne consiste pas à s'occuper du crédit artisanal : il n'est pas pour elles une source de bénéfices, mais une véritable mission so-

(1) Rapporteur : M. THOUMYRE, puis M. PAULIN. Adoptée à la Chambre des Députés le 31 mars 1932.

ciale dont l'exécution comporte un certain risque puisqu'elles sont responsables vis-à-vis de l'Etat du remboursement des crédits alloués par elles aux artisans (1). A cette responsabilité importante, s'ajoutent les soucis dont les enquêtes qu'elles doivent faire sont la source : c'est aux banques populaires à s'assurer si les travaux pour lesquels l'artisan demande une avance, sont exactement prévus par la loi ; elles doivent vérifier la qualité des garanties, tenir une comptabilité spéciale...

Cette première organisation du crédit a cependant fonctionné. Quatre unions servent d'intermédiaires entre les emprunteurs et les banques : outre les trois unions agréées pour le service des avances aux coopératives, dont l'une, celle du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ne s'occupe, en fait, que du crédit aux petits artisans, une quatrième s'est spécialisée dans ce second rôle : « l'Union des Artisans de Bourgogne et de Franche-Comté ». Dans certains départements, grâce aux groupements d'artisans, ou grâce à l'activité personnelle des directeurs de banques, les avances allouées aux travailleurs indépendants ont revêtu une certaine importance. Ainsi, les artisans du Jura, de la Haute-Vienne, de l'Isère, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle, du Doubs, du Cher, de la Côte-d'Or ont, pour ces raisons exceptionnelles, véritablement profité des dispositions de la loi de 1923. Leur expérience permet d'établir certaines constatations. Toutes les catégories d'artisans se sont adressées aux banques populaires, mais un grand nombre ignore encore l'existence de cette législation. Aucun métier n'a eu besoin de plus d'avances que les autres ; les artisans ruraux présentent plus de garanties de remboursement, sauf lorsque leur petit terrain est déjà grevé d'hypothèques ou que les paysans, par suite d'une crise agricole, ne les payent pas. Les prêts sont, en général, demandés en vue d'acheter du matériel ou de l'outillage et leur montant varie, le plus souvent, entre 10 et 25.000 francs. Les quelques banques

(1) Hubert LEY, LX.

populaires qui s'intéressent à cette tâche, non seulement exigent des sûretés, mais aussi examinent les qualités techniques et la moralité de l'emprunteur : la proportion des demandes refusées est assez variable suivant les départements, elle oscille en général entre 10 et 20 %. On ne peut dire exactement si les remboursements s'effectuent régulièrement : dans certains départements, les banques populaires se montrent satisfaites, dans d'autres elles expriment assez vivement leur mécontentement, et espèrent que le délai et les modalités de remboursement seront modifiés en faveur des artisans.

Les banques populaires (à l'exception de quelques-unes, dont on vient de citer les principales) sont en général demeurées indifférentes. De 1925 au 31 décembre 1932, 229 avances leur ont seulement été consenties : le montant total de ces prêts s'élevait en décembre 1932 à 35.500 000 francs, dont 5 millions pour les provinces recouvrées ; près de 6 millions ont été remboursés. Ces chiffres permettent de comprendre le désir éprouvé par de nombreux artisans de voir modifier la législation (1).

**b) Les prêts aux petits artisans
par l'intermédiaire de sociétés coopératives artisanes de crédit.**

La loi du 1^{er} mai 1929 a été votée pour permettre aux artisans d'éviter l'intermédiaire des banques populaires et d'obtenir directement des prêts individuels. Cette loi n'a pas augmenté le nombre des bénéficiaires : les artisans doivent satisfaire aux conditions fixées par les textes primitifs. Elle n'a pas non plus élargi le champ d'application de la loi de 1923 : des avances ne peuvent être allouées aux artisans que pour les travaux strictement énumérés dans l'article 5. Elle a simplement établi une procédure simplifiée qui se déroule sans l'intervention des banques populaires.

Règles pour l'octroi de ces nouveaux prêts individuels. Leurs caractères. — Des unions de coopératives d'artisans peuvent

(1) Voir documents annexes.

désormais, si l'objet de leur activité consiste uniquement en l'octroi de crédits, effectuer les opérations que seules les banques populaires pouvaient auparavant accomplir. Par ces unions de coopératives sont véritablement créés des organismes bancaires particuliers aux artisans. Le rôle de ces unions est double : d'une part, elles reçoivent la demande, constituent le dossier, vérifient, ce qui leur est facile, la qualité du demandeur, d'autre part, elles s'assurent de la nature des travaux ou des achats que l'artisan compte entreprendre et, enfin, elles examinent les garanties proposées et apprécient leur valeur. En un mot ces unions accomplissent toutes les opérations qui, dans le système de la loi de 1923, étaient partagées entre les unions et les banques.

Cependant, la durée et le montant des avances qu'elles octroient sont les mêmes que pour celles accordées par les banques populaires. La proposition de loi, dont il a été parlé dans le paragraphe précédent, intéresse aussi les unions de coopératives de crédit. Elle prévoit en outre que le montant des avances accordées par l'Etat aux unions de crédit pourront atteindre cinq fois le montant de l'actif net.

Résultats pratiques. — La première union constituée depuis le vote de cette loi a pris le nom d'Union nationale des sociétés coopératives d'artisans de France. Cet organisme, créé par la C. G. A. F. en 1930, a pour objet exclusif des opérations de crédit : en premier lieu, il consent aux artisans des prêts et des avances en application de la loi du 1^{er} mai 1929 ; en second lieu, à titre privé et sans recevoir d'avances de l'Etat, il a établi un système de crédit à court et moyen terme dont peuvent jouir les sociétés coopératives affiliées et leurs sociétaires ; en outre il reçoit des dépôts de fonds et se livre à toutes les opérations financières utiles à son développement. L'importance présente et future de cette union, que justifie le rôle du crédit à court et à long terme dans l'existence des métiers, contribue au développement incessant du syndicalisme artisanal.

Cette nouvelle forme de crédit est trop récente pour qu'on

puisse la juger : une demi-douzaine d'avances s'élevant, en décembre 1932, à la somme de 4 millions, avaient déjà été consenties à l'Union nationale ; celle-ci désire remplacer les banques populaires et déploie une très grande activité.

Les artisans d'art, les fédérations d'Alsace et de Lorraine, l'U. A. F. ont fondé en 1933 une seconde union de coopératives de crédit sous le nom d'Union de crédit artisanal. Ce nouvel organisme, qui n'a pas encore fonctionné, se propose simplement de secourir les artisans dans les départements où les banques populaires ne donnent pas satisfaction : la Chambre de Métiers d'Alsace, par exemple, ne paraît pas disposée à abandonner l'ancien régime de la loi de 1923 (1).

**c) Les prêts aux petits artisans ruraux
par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole.**

Par l'article 9 du décret du 9 février 1921, pris en application de la loi du 5 août 1920, puis par la loi du 17 mars 1931, les institutions du crédit agricole ont été autorisées à recevoir les demandes de prêts présentées par certains artisans.

La mission du crédit agricole consiste, essentiellement, à procurer aux agriculteurs les sommes qui leur sont nécessaires pour faire face aux dépenses courantes et extraordinaires de leur exploitation. Après plusieurs tentatives faites à la fin du XIX^e siècle pour organiser le crédit public agricole à court terme, la grande loi du 5 août 1920 a modifié et complété les textes antérieurs : elle a fixé les rôles respectifs des caisses locales, des caisses régionales et de la caisse nationale du crédit agricole, établissement pourvu de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle a, en second lieu, déterminé les ressources à l'aide desquelles les prêts pourront être accordés : avance temporaire et redevance annuelle de la Banque de France, dons et legs... Enfin les modalités et les formes de crédit ont été précisées : elle a distingué le crédit à court terme,

(1) V. documents annexes.

d'une durée maximum d'un an, pour les opérations agricoles normales, le crédit à moyen terme, d'une durée maximum de dix ans, destiné à financer des opérations de plus grande envergure, le crédit à long terme, d'une durée maximum de 25 ans, pour les travaux d'installation et de réorganisation des grandes entreprises agricoles.

Le sort des métiers ruraux est lié au développement de l'agriculture. L'existence que mènent les artisans de la campagne est semblable à celle des paysans et des laboureurs : leur vie, leurs besoins et leurs désirs, sont identiques. Ils souffrent des mêmes maux et s'enrichissent en commun. Ces raisons expliquent pourquoi, sous réserve d'un certain nombre de conditions qu'il faut rapidement examiner, les artisans ont bénéficié du crédit agricole.

1^o Seuls les artisans dits ruraux peuvent se prévaloir des dispositions législatives. Le décret de 1921 donne une énumération qui n'est pas limitative. Il cite le maréchal ferrant, le forgeron, le réparateur de machines, d'outils, d'instruments ou de bâtiments agricoles, le bourrelier, le sabotier, le tonnelier, le charron... En fait tout artisan de village qui, à un titre quelconque, est utile à l'agriculture ou à la vie des paysans a le droit de faire appel au crédit agricole.

2^o Ils ne doivent pas employer de façon permanente plus de deux ouvriers ; le petit artisan rural du décret de 1921 répond à peu près à la définition donnée plus tard par la commission de l'artisanat.

3^o Ils doivent adhérer à un syndicat agricole.

S'ils remplissent ces trois conditions ils s'adressent à une caisse régionale de crédit ; mais la loi, en premier lieu, a obligé ces caisses régionales, qui sont responsables des avances allouées, à ne consentir de prêts que contre hypothèques, nantissements, cautions ou autres garanties suffisantes ; elle leur a interdit de se contenter des seules signatures des emprunteurs. En second lieu, la loi n'avait pas étendu aux artisans les dispositions du

crédit à long terme, qui a été, en effet, institué pour l'exécution de grands ouvrages agricoles ; cette restriction a été abrogée par la loi du 17 mars 1934. Les petits artisans ruraux peuvent ainsi obtenir, à d'excellentes conditions, des prêts à court, moyen et long terme.

On citera encore la loi du 18 décembre 1923 qui a créé un livret agricole de prévoyance. Ce livret spécial est destiné à constater les versements effectués par son titulaire, en vue de la constitution d'une rente viagère et de l'assurance d'un capital en cas de vie ou de décès. Ces versements, soit directement, soit par l'intermédiaire des caisses locales, sont recueillis par les caisses régionales qui, en échange, remettent ce livret. Par le décret du 4 mars 1924 certaines règles particulières ont été édictées : elles intéressent les artisans car l'article 1^{er} de la loi a permis aux caisses de délivrer ce livret aux ouvriers et artisans qui exercent « une profession connexe à l'agriculture ».

Résultats pratiques. — Dès les premières années, les caisses de crédit agricole ont consenti aux artisans ruraux un nombre important de prêts. En effet, de 1920 à décembre 1929, 3.750 prêts ont été accordés, s'élevant à près de 21.500.000 francs. Sur ces 3.750, 2.600 prêts étaient à court terme (9 millions fr.) et 1.150 à moyen terme (12.500.000 fr.). A partir de l'année 1930, le nombre des opérations effectuées par les caisses augmente : en 1930, 1.086 prêts furent consentis, d'un montant total de 9.447.250 francs ; 658 à court terme (3.888.880 fr.), 428 à moyen terme (5.558.370 fr.). En 1931, 1.090 prêts furent accordés, dont le montant s'élevait à 11.229.329 francs : 545 étaient à court terme (3.299.620 fr.), 373 à moyen terme (4.800.900 fr.), 172 à long terme (3.128.769 fr.). En 1932, on note 1.321 prêts, d'un total de 13.132.050 fr. dont 662 étaient à court terme (3.876.850 fr.), 358 à moyen terme (4.326.000 fr.), et 301 à long terme (4.929.200 fr.). Les principaux métiers qui ont fait appel au crédit agricole, sont les maréchaux ferrants, charrons et forgerons ; les artisans du bâtiment : menui-

siers, charpentiers, maçons, couvreurs, plombiers... ont largement profité du crédit agricole, ainsi qu'un grand nombre de mécaniciens, réparateurs de machines-outils ou d'instruments agricoles ; enfin, ont encore obtenu les prêts dont ils avaient besoin les tonneliers, scieurs, vanniers, cordonniers, tourneurs, bourreliers, sabotiers, puisatiers.

L'importance des prêts varie, dans chaque département, suivant l'activité des caisses régionales : quelques-unes s'intéressent beaucoup aux artisans (celles du Morbihan, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher, du Gers, de la Haute-Marne, de la Charente-Inférieure, du Jura, de l'Orne, de la Vendée et de la Loire) ; d'autres, au contraire, ne s'en préoccupent peut-être pas assez. (V. documents annexes).

Les confédérations artisanes, sans être hostiles à cette forme de crédit aux petits métiers, ne lui sont pas favorables. Cependant son utilité n'est pas à dédaigner ; les caisses de crédit agricole, qui sont à même de juger plus facilement les besoins et les garanties des artisans de la campagne, peuvent jouer un rôle très important et aider, d'une façon efficace, ces auxiliaires indispensables des agriculteurs.

C. — Le crédit immobilier.

Parmi les causes de l'infériorité économique de l'artisan, les syndicats ont signalé, à maintes reprises, celle qui tient aux défauts de son habitation. La plupart des travailleurs indépendants habitent, dans un quartier éloigné, une maison à loyers modestes ; aussi ne vendent-ils pas assez car la clientèle ne vient pas les chercher et ils ne peuvent l'atteindre par la publicité ; une pièce de petites dimensions leur sert d'atelier et de magasin, parfois même ils y logent. Ils travaillent donc dans de mauvaises conditions. Aussi la construction de locaux à l'usage d'artisans est-elle, depuis la guerre, une question très discutée. Au moment où fut votée la loi Ribot (5 décembre 1922) et surtout lors de la discussion de la loi Loucheur (13 juillet

1928), les rapporteurs montrèrent l'insuffisance de ces textes, quoique certaines de ces dispositions fussent applicables aux artisans ruraux. Lorsque ceux-ci n'emploient outre les membres de leur famille habitant avec eux, qu'un seul ouvrier, ils ont, en vertu de la loi de 1922, le droit de demander aux sociétés de crédit immobilier, instituées par cette loi, des prêts hypothécaires spéciaux. Ces avances doivent avoir pour but de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la réfection des ateliers annexés aux maisons individuelles à bon marché qu'un emprunt hypothécaire permet aux artisans d'acquérir. Le régime de subventions et d'avances remboursables établi par la loi du 13 juillet 1928, s'applique également aux logements pourvus d'ateliers destinés à des artisans ruraux. Mais le 25 avril 1930, était déposée sur le bureau de la Chambre, une proposition qui est devenue la loi du 2 août 1932 ou loi Payer-Néron. Cette loi a pour objet de fournir aux seuls artisans les moyens de se procurer, suivant leurs modestes facultés, des locaux adaptés à leur mode de travail et destinés à améliorer leurs conditions d'habitation (1).

Conditions d'application de la loi. — Qui peut se livrer aux opérations immobilières prévues par la loi ? Quelles sont ces opérations immobilières ? Quels sont les artisans appelés à en bénéficier ?

Les sociétés qui, seules, peuvent se livrer aux opérations immobilières, sont, d'une part, les coopératives artisanes régies par la loi de 1923, d'autre part, des groupements de coopératives. Les coopératives de la loi de 1923 ne pouvaient pas, jusqu'au vote de cette loi, avoir pour objet l'acquisition de terrains ou la construction d'immeubles, car la commission spéciale de l'artisanat avait décidé que ces opérations n'étaient pas prévues par le texte de la loi. La nouvelle loi accorde, au contraire, à ces coopératives le droit d'acquérir et de construire. Mais le législateur a craint que des coopératives isolées ne parviennent

(1) Géo MINVIELLE. D. P. 1933, IV.

pas à exécuter les projets d'une réelle importance, les projets de cités artisanes par exemple. Aussi a-t-il édicté que des unions de coopératives pourraient se constituer, afin de mener à bien les opérations immobilières que ne peuvent tenter de simples coopératives. Afin de ne pas confondre ces unions de coopératives, dont l'organisation et l'objet avaient déjà été réglés par les lois de 1923 et de 1929, avec les « unions de coopératives ayant pour but exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit », qui ont été créées par la loi de 1929 et auxquelles la loi de 1932 assigne un autre rôle, le législateur a nommé ces premières unions « groupements de coopératives ».

Ces sociétés ou ces groupements peuvent accomplir les quatre opérations suivantes :

1^o Acquérir des terrains et faire construire des immeubles collectifs ou des maisons individuelles comportant des logements et des ateliers destinés à des artisans ;

2^o Créer des cités-jardins comportant des maisons collectives et individuelles destinées à des artisans ;

3^o Acquérir des maisons comportant un fonds artisanal et des maisons déjà bâties en vue de les transformer et de les aménager en maisons collectives ou individuelles destinées à des artisans ;

4^o Louer, gérer, attribuer et vendre des immeubles ainsi construits.

Ces quatre opérations répondent chacune à un besoin différent. En particulier l'acquisition de maisons comportant déjà un fonds artisanal permet aux artisans de s'installer, non dans les quartiers neufs de la périphérie, mais dans les vieux quartiers des villes ; en outre, le vendeur d'un fonds artisanal exige souvent que la maison soit achetée en même temps que le fonds, ce que l'artisan acquéreur ne peut faire seul.

Sont appelés à profiter des dispositions de la loi de 1932, en premier lieu, les petits artisans qui répondent à la définition

fixée par la commission spéciale prévue par la loi de 1923, en second lieu les organisations constituées entre artisans répondant à la définition de la loi du 25 juillet 1925.

Enfin, pour éviter toute spéculation, la loi limite la valeur locative et le prix de revient des locaux au double des maxima fixés pour les habitations à bon marché. Un arrêté du ministre du Travail a, le 13 juin 1933, déterminé la composition des logements, la superficie minima d'ateliers, enfin, l'importance de ces derniers, par rapport aux locaux d'habitation ; un arrêté est en préparation qui déterminera les conditions auxquelles devront satisfaire les locaux destinés aux organisations artisanes. De larges exemptions fiscales sont prévues pour toutes ces coopératives.

Financement des opérations immobilières. — Les unions de coopératives de la loi de 1929 sont appelées à faire deux catégories distinctes d'opérations de crédit.

Elles sont, en premier lieu, les seules qualifiées pour prêter aux petits artisans, l'argent qui leur est nécessaire pour accéder à la propriété des habitations individuelles ou des locaux professionnels, achetés ou construits comme il a été dit plus haut. Ces prêts individuels, remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq ans, ne peuvent être employés que dans ce but. Les banques populaires n'ont plus à intervenir. Un arrêté ministériel doit fixer les conditions d'attribution et de remboursement des prêts. Ces unions se voient accorder, d'une part les privilèges dont jouissent les sociétés de crédit foncier pour la sûreté et le recouvrement de leurs prêts, d'autre part la dispense de renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires.

Ces unions sont, en second lieu, chargées de consentir les avances qui sont nécessaires aux sociétés coopératives pour l'accomplissement de toutes les opérations immobilières prévues par la loi.

Pour se procurer les fonds, qui leur sont doublement indis-

pensables, ces unions peuvent contracter des emprunts auprès de la Caisse des dépôts et consignations, au même titre que les départements, communes et établissements publics. Ces emprunts sont soumis, d'abord, à l'autorisation du ministre du Travail; la faculté d'emprunt est, ensuite, limitée à 80 % du montant des opérations à réaliser, 20 % restant à la charge des sociétés ou artisans emprunteurs. Les conditions suivant lesquelles ces emprunts sont amortis, doivent être fixées par un arrêté ministériel qui n'est pas encore intervenu ; mais, dès à présent, afin d'éviter que le taux d'intérêt versé par les unions de coopératives de crédit ne soit supérieur à celui que paient les bénéficiaires des lois sur les habitations à bon marché, le ministre du Travail est autorisé à prélever, chaque année, une somme de 2 millions de francs, au maximum, sur les disponibilités du fonds de dotation de l'artisanat ; avec cette somme, il contribue à l'amortissement des emprunts, dans une proportion qui ne peut être supérieure à 2 % du montant des fonds empruntés (1).

Ces unions, déjà contrôlées par un délégué du ministre du Travail, envoient au ministère un rapport annuel sur leur activité.

Résultats pratiques. — La première application de la loi a été donnée par la C. G. A. F. qui a fait construire à Paris une cité artisanale sous le nom de « Cité artisanale Clémentel ». Mais les difficultés financières que rencontreront les unions de coopératives de crédit, et la surveillance qu'exercera le ministère du Travail, interdiront aux unions hâtivement constituées de tenter des entreprises aussi importantes. Dans plusieurs années, lorsqu'on se rendra compte de l'importance des bâtiments achetés ou construits, et surtout des résultats financiers, on pourra plus facilement juger les avantages et les qualités de cette loi.

(1) Rapport PAYER (Chambre des Députés).

D. — Dispositions accessoires.

Le souci des pouvoirs publics d'encourager les industries artisanes se remarque, enfin, par certaines dispositions accessoires qui accordent aux artisans des facilités pour participer aux nombreux travaux que les diverses administrations font exécuter sur le territoire.

Dans la passation des contrats de marchés de travaux ou de fournitures, les personnes publiques cherchent, d'abord, à obtenir les meilleures conditions possibles, techniques et financières, pour assurer une bonne exécution du travail, et n'avoir à payer que la dépense la moins élevée possible. Elles veulent, ensuite, être garanties contre l'insolvabilité, la mauvaise foi ou les erreurs de l'entrepreneur : cette seconde préoccupation explique l'exigence du cautionnement dont l'importance varie suivant la valeur des travaux ou des fournitures envisagés. Cependant des considérations d'ordre social interviennent qui sont l'origine de règles particulières fixées, soit par le législateur, soit par le pouvoir exécutif et dont le but sera d'accorder à certains individus, lors de la passation de ces marchés, des avantages exorbitants du droit commun.

Afin d'éviter que seuls les grands industriels profitent des travaux que l'administration fait exécuter, plusieurs dispositions peuvent être édictées. On fractionne, par exemple, les marchés par corps de métiers plutôt que de confier tout un ensemble d'ouvrages à un même entrepreneur ; la division des travaux publics en lots d'importance modeste, est indispensable pour que les petites entreprises puissent participer aux adjudications et marchés de gré à gré. Sans doute cet éparpillement de la tâche ne doit pas être exagéré, sinon on risquerait de compromettre le succès de l'œuvre commune et on multiplierait les discussions et les procès. Cependant, chaque fois que cette manière de faire ne présente pas d'inconvénients, l'administration est invitée, par divers textes, à confier à des entrepreneurs de moyenne ou de petite importance, une partie

des travaux à effectuer. Le décret du 4 juin 1888, et le décret du 1^{er} octobre 1931, qui l'a remplacé, disposent que pour aider les sociétés françaises d'ouvriers et pour leur permettre de participer à l'exécution des travaux publics, les adjudications et marchés de gré à gré, passés au nom de l'Etat, seront, autant que possible, divisées en plusieurs lots, en tenant compte de l'importance des travaux ou des fournitures, et de la nature des professions intéressées. Plusieurs circulaires et lettres ministérielles ont prévu l'application de mesures semblables aux marchés de l'Etat qui sont conclus avec de petits producteurs et des artisans (1). Une loi du 18 août 1926 invite de même les communes à diviser leurs marchés en plusieurs lots.

La dispense de cautionnement. — Il faut surtout signaler une disposition législative récente dont les effets seront peut-être plus sensibles. L'article 6 de la loi du 28 décembre 1931, légèrement modifié par l'article 68 de la loi du 1^{er} avril 1932 (2), a dispensé certains artisans de verser le cautionnement que tout entrepreneur doit fournir en principe dès la passation d'un marché avec une personne publique. Cette faveur avait déjà été octroyée par le décret du 4 juin 1888 aux associations d'ouvriers. Souvent, en effet, les travailleurs indépendants ne peuvent, quoique parfaitement solvables, ni concourir à l'adjudication ni signer un marché de gré à gré, faute de sommes disponibles pour déposer le cautionnement obligatoire. En permettant aux artisans d'échapper à cette règle, le législateur force les personnes publiques à faire crédit aux artisans, en même temps qu'il aide au développement des petites industries.

Désormais dans les adjudications ou marchés de gré à gré les artisans sont dispensés de fournir un cautionnement s'ils remplissent quatre conditions : la première relative à la personne publique contractante, les autres à la situation de l'artisan, au montant et au lieu des travaux.

(1) V. lettre du Ministre du Travail, M. LANDRY, du 20 février 1932.

(2) Ces deux textes sont parfois appelés lois Berger-Hymans-Serre. V. aussi une circulaire du Ministre du Travail du 28 janvier 1932.

1^o L'adjudication ou le marché de gré à gré doit être passé au nom de l'Etat, d'un département, d'une commune, d'un établissement public de bienfaisance et d'assistance ou d'un établissement reconnu d'utilité publique à caractère hospitalier ou de bienfaisance. Le droit commun s'applique lorsque le contrat est signé par une autre personne morale.

2^o Seul le petit artisan, au sens de la loi fiscale, peut profiter de cette faveur exceptionnelle. Il devra en conséquence prouver qu'il est imposé non sous la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, mais sous celle des traitements et salaires. En cas d'adjudication, l'artisan devra produire un certificat délivré par le contrôleur des contributions directes de son domicile, indiquant nettement l'impôt dont il est frappé ; le dépôt de cette pièce produite à l'appui de la soumission est mentionné au procès-verbal, ce qui dispense l'artisan de la présenter au comptable chargé de le payer. En cas de marché de gré à gré, le certificat doit, au contraire, accompagner le contrat et doit avec lui être fourni au comptable. Le législateur a voulu limiter les risques que ces dispositions faisaient courir aux finances publiques ; il a estimé que l'artisan qui emploie plusieurs compagnons, et dont l'entreprise est par conséquent de dimensions moyennes, pouvait aisément fournir le cautionnement exigé.

3^o Le montant prévu des travaux et fournitures faisant l'objet du marché ne doit pas dépasser 50.000 francs dans les villes de 10.000 habitants et au-dessous, 75.000 francs dans les villes de 10.001 à 100.000 habitants, 100.000 francs dans les villes de 100.001 à 200.000 habitants, 125.000 francs dans les villes de 200.001 à 300.000 habitants, 150.000 francs dans les villes de 300.000 habitants et au-dessus ; le maximum est porté à 200.000 francs pour la ville de Paris. Les petites dimensions de l'entreprise artisanale appelée à bénéficier de ces textes législatifs expliquent cette dernière condition. Lorsque la dépense prévue excède 90.000 francs, l'artisan doit se munir d'un cer-

tificat du préfet précisant, d'après les résultats définitifs du dernier recensement, la population de la ville où il exerce son métier.

4^o Enfin la dispense de cautionnement ne peut être accordée que pour les adjudications et marchés de gré à gré passés dans les localités où l'artisan exerce sa profession, c'est-à-dire où l'impôt de la patente est exigible s'il emploie un compagnon ou un apprenti, et là où il serait exigible s'il ne satisfait pas aux conditions fixées par la loi du 15 juillet 1880.

Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 28 décembre 1931 prévoit que les acomptes sur les ouvrages exécutés ou sur les fournitures livrées seront payés tous les quinze jours aux artisans, sauf les retenues prévues par le cahier des charges.

En fait, la fragmentation des soumissions en lots de petite importance n'est pas souvent exécutée ; les demandes faites par les artisans qui désirent être dispensés du cautionnement, ne sont que rarement prises en considération. Naturellement les artisans se plaignent et voudraient voir se modifier ces habitudes de l'administration. Emue par leurs réclamations, la Chambre a adopté une proposition de loi dont le paragraphe essentiel est ainsi libellé :

« Tous travaux susceptibles d'être exécutés par des artisans définis par l'article premier de la loi du 26 juillet 1925 et qui font l'objet d'adjudications et de marchés de gré à gré passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance et d'assistance, devront être réservés de préférence, jusqu'à concurrence de 25 % de leur montant, à des coopératives d'artisans constituées en application de la loi du 27 décembre 1923, pour être réparties par ces coopératives à leurs adhérents artisans ». Une caisse de garantie-caution devra être créée, par chaque coopérative, afin de couvrir les risques de malfaçon. Ces dispositions, enfin, seraient applicables aux « travaux d'art » susceptibles d'être exécutés par les « artisans d'art ». Même si la Haute

Assemblée vote cette proposition, l'administration, semble-t-il, pourra toujours écarter les artisans en faisant remarquer que le travail envisagé n'est pas « susceptible » d'être mené à bien par des petits travailleurs. Ce texte a cependant l'avantage d'attirer l'attention de l'administration, et les artisans souhaitent beaucoup qu'il soit adopté par le Parlement.

§ 4. — Conclusion.

Une bonne organisation de la coopération et une bonne organisation du crédit populaire peuvent avoir sur les destinées de l'artisanat une très grande influence. Aussi a-t-on longuement insisté, au cours de ce chapitre, sur les résultats du mouvement coopératif et de la législation artisanale en matière de crédit.

Grâce aux coopératives, les travailleurs indépendants peuvent mieux acheter et mieux vendre, par conséquent luttent avec plus de succès contre la grande industrie et contre les magasins à succursales multiples. Grâce aux avances libéralement consenties par l'Etat, ils peuvent renouveler leur outillage, refaire leur atelier, traverser les périodes difficiles, se maintenir au rang des petits propriétaires, développer leurs affaires. Cependant malgré l'effort de certains particuliers, apôtres de la coopération dans le monde artisan, malgré la ténacité du législateur qui, depuis la guerre, ne cesse de perfectionner l'organisation du crédit populaire, les résultats ne correspondent pas à ce qu'on était en droit d'attendre. Sans doute la situation des artisans français est, en général, suffisamment prospère pour que leur individualisme et leur défiance vis-à-vis de la coopération se donnent libre cours ; les lois sur le crédit aux métiers d'artisanat sont encore trop récentes pour que tous les ayants droit puissent les connaître et en profiter. Mais il faut remarquer que les confédérations de syndicats, ayant compris tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer du développement de la coopération et du crédit, ont, depuis plusieurs années, fourni de gros efforts pour apprendre aux artisans des villes et des campagnes,

les avantages des coopératives et des avances financières de l'Etat. Leur propagande n'a pas été inutile; l'augmentation des effectifs de la C. G. A. F. est due, pour une bonne part, à la protection habile qu'elle accorde aux coopératives et à la législation de 1929, qui a permis de supprimer l'intermédiaire des banques populaires. Cependant les dirigeants du mouvement artisanal ont eux-mêmes été déçus du manque d'enthousiasme de leurs camarades.

Diverses raisons expliquent cette indifférence. Plusieurs ont été précédemment exposées : l'ignorance des artisans, mais plus souvent, leur excès d'individualisme, les écarte des coopératives ; leur prudence les empêche de s'adresser à un créancier pour étendre leurs affaires, ce créancier fût-il l'Etat. Certains inconvénients accessoires jouent aussi un rôle important : le législateur, en réglementant les coopératives, a entendu leur maintenir un caractère assez prononcé d'œuvres sociales et n'a pas voulu les transformer en affaires commerciales ; tout en organisant le crédit à l'artisanat, il a voulu cependant protéger les finances publiques ; jusqu'en 1931, l'indifférence de nombreuses banques populaires empêchait la diffusion du crédit. Enfin, on a prétendu que les lois de 1923 et 1929 n'obtenaient pas les brillants résultats qu'on en espérait, en premier lieu parce que leurs dispositions n'intéressaient pas assez d'artisans, en second lieu parce que la durée et les modes de remboursement étaient trop stricts, en troisième lieu parce qu'elles n'avaient point organisé un système de sûretés réelles et personnelles suffisamment souple pour que les artisans puissent profiter des avances qui leur étaient destinées.

Peut-on vraiment faire grief au législateur d'avoir donné de l'artisan bénéficiaire de ces mesures de faveur, une définition si étroite ? Le travailleur dont l'atelier comprend plus de deux compagnons salariés, surtout lorsqu'il est aidé de quelques membres de sa famille et d'un apprenti, peut considérer qu'il se trouve à la tête d'une entreprise importante. Sans doute dans certains métiers, ceux du bâtiment par exemple, trois ouvriers

constituent un personnel très restreint ; mais, dans la plupart des cas, employer trois compagnons est signe de bonnes affaires, et le patron qui les dirige trouvera facilement un prêteur car il pourra offrir de sérieuses garanties. Aussi ne semble-t-il pas nécessaire actuellement de modifier la législation sur ce point : les unions de coopératives de crédit accordent, à titre privé, des avances à des artisans.

On a vu, ci-dessus, que les modalités et la durée des avances octroyées faisaient l'objet d'une proposition déjà votée par la Chambre des députés.

Le fonds artisanal. — L'absence de législation sur les sûretés réelles ou personnelles paraît une objection plus sérieuse. L'organisme prêteur, banque populaire ou union de coopératives, ne peut engager sa responsabilité vis-à-vis de l'Etat qu'après s'être assuré préalablement de la solvabilité de cet emprunteur. D'après le texte primitif de la loi du 27 décembre 1923, l'artisan emprunteur devait être affilié à une société de caution mutuelle ; mais cette exigence rendait inefficace et inutile le crédit à l'artisanat, car aucune société de ce genre n'était viable. Aussi la loi du 26 mars 1927 (art. 100) complétée par la loi du 1^{er} mai 1929 (art. 3) a-t-elle édicté « que les banques populaires ou les unions de coopératives devront exiger des sûretés en rapport avec l'importance des prêts, et, *s'il y a lieu*, la garantie d'une société de caution mutuelle... ». Le décret du 27 juillet 1924 précise que le dossier constitué par l'union agréée, devra, entre autres pièces, contenir l'indication, sinon de la société de caution mutuelle appelée à garantir l'avance, du moins de la nature et de la valeur des sûretés réelles ou personnelles offertes. Dans une circulaire du 15 juin 1932, le ministre du Travail a donné une juste interprétation de ces divers textes : « le crédit individuel aux artisans ne saurait être un crédit purement personnel... il faut encore que l'exécution de l'obligation contractée vis-à-vis de l'organisme prêteur soit *garantie* par des sûretés accessoires, personnelles ou réelles, s'appliquant spécialement

à cette obligation... Les sûretés personnelles consistent dans l'adjonction au débiteur primitif d'un nouveau débiteur qui s'engage pour la dette soit à titre principal, soit à titre accessoire (solidarité et cautionnement). Les sûretés réelles impliquent l'affectation d'un ou de plusieurs biens déterminés, à la garantie du paiement de la dette (hypothèque, privilège, gage ou nantissement) » (1).

Mais quelles sont les garanties que l'artisan peut présenter ? Il ne faut pas oublier que seul le petit artisan, tel qu'il a été défini par la commission spéciale de l'artisanat, peut demander l'octroi d'un prêt : c'est un travailleur qui dirige une très modeste entreprise. Il ne peut trouver des sûretés personnelles, débiteurs solidaires ou cautions, vraiment satisfaisantes. Est-il possible, alors, de découvrir des sûretés réelles suffisantes ? A la fin de 1930, le ministre du Travail réunit une commission composée de juristes spécialisés dans les questions de droit commercial ; mais elle n'aboutit, faute d'entente, à aucun résultat pratique. La solution, en effet, est difficile : l'artisan ne peut constituer hypothèque, car il ne possède pas d'immeubles assez importants ; un nantissement sur le « fonds artisanal » est dans notre législation actuelle impossible à établir sauf, si l'artisan étant en même temps commerçant, se trouve propriétaire d'un fonds de commerce. Enfin les règles applicables au gage civil ou commercial rencontrent de graves difficultés d'application, car le gage entraînerait dépossession du matériel de l'artisan.

Cependant le crédit artisanal présente une telle utilité que la C. G. A. F. a voulu, malgré les avis opposés de plusieurs juristes, résoudre cette question des garanties. Elle a créé une véritable sûreté personnelle « la caution professionnelle confédérale » : elle donne à l'organisme prêteur sa propre garantie et, si les emprunteurs ne peuvent rembourser, elle supplée à leur défaillance. Mais cette sûreté personnelle ne joue

(1) Rapport de M. PAULIN.

qu'à défaut de sûretés réelles. Aussi le groupe parlementaire de défense artisanale, répondant à une demande de la C. G. A. F., a-t-il déposé une proposition de loi « tendant à faciliter aux artisans la constitution de sûretés en garantie des emprunts par eux contractés au titre du Crédit artisanal »... La seconde partie de cette proposition a pour but « de faciliter aux organismes prêteurs la réalisation de ces sûretés, en cas de défaillance des emprunteurs ».

L'article premier prévoit pour la garantie des avances accordées aux artisans, trois catégories différentes de sûretés :

1^o Un *nantissement* du fonds possédé par l'artisan. Les éléments du fonds d'exploitation seraient semblables à ceux qui ont déjà été énumérés pour la définition du fonds de commerce par la loi du 17 mars 1909, c'est-à-dire l'enseigne, le nom commercial, le droit au bail, etc... l'énumération donnée par la loi du 17 mars 1909 est limitative. Mais il ne suffit pas de fixer quels sont les éléments qui constituent le fonds artisanal : il est nécessaire que ces éléments aient une réelle valeur. Parmi les juristes consultés par le ministère du Travail, certains (1) ont considéré que le fonds artisanal n'était pas assez important pour qu'on puisse l'employer comme garantie efficace. D'autres (2), au contraire, ont jugé que, parmi ces éléments, plusieurs pouvaient être, à juste titre, considérés comme sûretés. Par ordre d'importance, le mobilier avec le matériel, l'outillage, puis les droits de propriété industrielle, le nom artisanal, la clientèle, éventuellement le droit au bail et l'achalandage, pourraient, d'après eux, faire l'objet d'un nantissement. Cette dernière opinion a été approuvée par la C. G. A. F. et par le groupement parlementaire de défense artisanale qui l'a faite sienne et l'a transformée en proposition de loi : si celle-ci est

(1) MM. NIBOYET et PERCEROU, Professeurs à la Faculté de Droit de Paris, BAUDET, Président de la Chambre de Commerce de Paris, DECUGIS, Avocat à la Cour.

(2) MM. BUISSON, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, ESCARRA, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

adoptée, l'artisan emprunteur donnera en nantissement ces éléments, qui constitueront désormais le « fonds artisanal ».

2^o Mais le fonds de l'emprunteur ne possède pas toujours une valeur suffisante : aussi pour les artisans dont l'entreprise est de dimensions trop modestes, la proposition de loi prévoit soit un *droit de gage* sur les objets qu'ils ont fabriqués, et qui, sauf convention spéciale, seront remis à une coopérative artisanne, soit une *délégation* sur les sommes dont l'artisan emprunteur peut être créancier. Cette troisième catégorie de sûreté est destinée aux artisans dont le métier ne consiste pas tant à fabriquer des objets, qu'à transformer, façonner, réparer ; mais comme cette garantie présente beaucoup d'aléas, l'organisme prêteur devra examiner les justifications présentées par l'artisan et obliger celui-ci à faire partie d'une caisse de garantie-caution, qui, constituée par des coopératives d'artisans et approuvée par le ministère du Travail, suppléera aux défaillances du débiteur.

Les articles qui suivent cet article premier, règlent certaines questions de détail et, en particulier, le fonctionnement des fonds de réserve, que doivent constituer les organisations syndicales d'artisans en vue de garantir les cautions qu'ils auront données à ceux de leurs membres qui n'ont pas fourni les sûretés nécessaires. Les fonds de garantie seront gérés par les organisations syndicales qui les auront créés, sous le contrôle du ministre du Travail. Leurs ressources proviendront non seulement des sommes versées par les organisations syndicales, mais encore d'une part forfaitaire (10 %) de l'intérêt fixé par la loi de 1923 pour le remboursement des avances : cet intérêt, on l'a vu, est abandonné aux organismes prêteurs. Cet article sanctionne officiellement les efforts que jusqu'ici la C. G. A. F. avait accomplis pour créer des sûretés personnelles valables.

La seconde partie de la proposition de loi a pour but de permettre aux organismes prêteurs une réalisation facile des sûretés remises en garantie. Une procédure très rapide est

prévue, inspirée de celle qui a été édictée pour le warrant agricole : elle garantit l'organisme prêteur contre l'insolvabilité définitive de son débiteur.

Cette proposition de loi déposée le 29 décembre 1932 va, sans doute, être discutée bientôt par le Parlement, des modifications et des précisions y seront certainement apportées. Votée, deviendra-t-elle une loi importante ? D'une part, elle reconnaît l'existence d'un fonds artisanal distinct du fonds de commerce et elle détermine les éléments qui le constituent. D'autre part, ses promoteurs ne manquent pas de faire remarquer qu'elle est nécessaire pour compléter l'organisation du crédit à l'artisanat : l'existence de bonnes sûretés réelles ou personnelles permettra d'augmenter le nombre des avances et des prêts individuels. Cependant les objections ne manquent pas : elles viennent, en premier lieu, de ceux qui se sont toujours montrés sceptiques à l'égard du crédit populaire et qui ne voient pas sans crainte le régime se développer et se compliquer. Elles viennent, en second lieu, de certains juristes qui partagent l'opinion d'une partie des membres de la commission consultée par le ministre du Travail : ou bien, disent-ils, le petit artisan dirige une entreprise prospère, et, alors, c'est un artisan commerçant ayant bail et clientèle, il peut mettre en nantissement son fonds de commerce ; ou bien son activité est médiocre et il ne suffit pas de nommer son atelier « fonds artisanal » pour lui conférer une valeur marchande suffisante. Les autres sûretés, d'après ces mêmes critiques, ne seraient guère plus avantageuses : dans combien de cas les objets mis en gage par le petit artisan, les sommes d'argent dont il est créancier pourront-ils rembourser l'organisme prêteur ? Accorder quelque confiance à des sûretés si fragiles, n'est-ce pas jouer un jeu dangereux pour les finances publiques ? Une partie de ces critiques est certainement justifiée, et, bien souvent, le fonds artisanal se réduira à très peu de chose. Cependant il n'est pas impossible que cette reconnaissance officielle de la valeur des garanties que peuvent offrir les artisans, incite les organismes prêteurs, sans inconvénient pour la tré-

sorerie, à un examen plus indulgent des garanties présentées par les emprunteurs.

Ces modifications récentes ou futures attireront, peut-être, dans une proportion plus grande qu'il y a quelques années, les artisans soucieux de maintenir ou de développer leurs affaires. Il est à souhaiter que cette organisation du crédit populaire se développe : si, en même temps, les coopératives se multipliaient, l'artisanat viendrait à bout des difficultés financières qui le mettent souvent, par rapport à la grande industrie, en état d'infériorité. Sans aide, sans crédit, nombre d'artisans disparaîtraient, et avec eux, la prospérité des campagnes et des petites villes.

CHAPITRE III

PRINCIPALES QUESTIONS INTÉRESSANT L'ARTISANAT

SECTION I. — L'apprentissage.

Peu de problèmes sont plus importants pour l'artisanat que celui de l'apprentissage. Sans doute il n'est pas spécial à la classe artisanale. Dès la fin du ^{xix}^e siècle, les économistes et les industriels s'étaient préoccupés des remèdes à apporter à la diminution du nombre des apprentis ; après la Guerre, dans le trouble de la vie économique, le problème fut repris, de nouveaux efforts furent tentés pour le résoudre. Dès le début de leur mouvement syndical, les artisans ont toujours, ou presque toujours, considéré que les métiers d'artisanat méritaient un apprentissage particulier.

Nous avons besoin, disent-ils, d'un apprentissage spécial ; un apprentissage complet d'abord, car chaque artisan ne doit pas seulement être habile dans sa spécialité, il doit avoir étudié les principes théoriques essentiels de son art et posséder toutes les connaissances pratiques nécessaires à son métier ; en second lieu, il nous faut un apprentissage varié, car la force des artisans vient justement de leur adaptation au monde moderne : le petit travailleur, en particulier dans les villages, doit être capable d'exécuter, à côté de son métier ordinaire, divers ouvrages d'ajustement et de réparation ; enfin l'apprentissage doit être sanctionné par un examen, où le futur artisan, par des épreuves théoriques et pratiques, prouvera sa science et sa valeur.

L'apprentissage dans les métiers d'artisanat n'a encore fait l'objet d'aucun texte législatif. Une réglementation générale se heurte, en effet, à de nombreux obstacles ; aussi le Parlement français n'a-t-il voté que les mesures qui apparaissaient indispensables pour mettre fin à certaines injustices. Mais, à l'heure actuelle, les artisans ont soulevé de nouvelles réclamations, qui ont abouti au dépôt de diverses propositions de loi. Avant d'étudier ces propositions, on examinera, successivement, les difficultés d'une organisation rationnelle de l'apprentissage et les tentatives faites par le législateur.

§ 1. — Le problème de l'apprentissage.

La crise de l'apprentissage. — Tout ouvrier suppose un apprenti ; l'apprentissage au sens large c'est l'étude d'un métier, d'une profession. Quiconque désire exercer un métier, salarié ou indépendant, même le plus facile, doit l'apprendre : il est nécessaire pour assurer la valeur du futur travailleur, que cette étude du métier présente de sérieuses qualités et s'effectue dans une excellente atmosphère. Aussi les pouvoirs publics, ou les particuliers, lorsqu'ils s'intéressent à ce problème, doivent résoudre deux questions différentes : *l'organisation des études* d'une part, et d'autre part *l'organisation des conditions dans lesquelles les apprentis poursuivront ces études*. On se heurte à des difficultés différentes suivant que l'on s'attaque à l'une ou l'autre de ces questions. La première apparaît comme la plus importante : il faut que le travailleur, quelle que soit la condition juridique dont le hasard plus tard le pourvoira, connaisse son métier, et sache se servir habilement de ses mains et de son intelligence : développera-t-on les exercices manuels à l'atelier plutôt que l'enseignement technique dans des écoles professionnelles ? Au contraire, ne donnera-t-on pas une grande importance aux connaissances théoriques, avant d'augmenter l'habileté manuelle du futur ouvrier ? Plus que pour tout autre travailleur, l'artisan a besoin de cette science théorique et pratique. La seconde ques-

tion ne doit cependant pas être oubliée : il est indispensable que le programme établi ne soit jamais perdu de vue, et que l'apprenti ne soit pas exploité par un maître malhonnête qui cherche à profiter de ses efforts inexpérimentés, ou qui mette sa jeunesse à contribution, en lui faisant exécuter des tâches inutiles et inintéressantes. Ces deux aspects du même problème ont été envisagés, suivant les époques, d'une façon différente.

Les corporations de l'ancien régime avaient, en premier lieu, édicté le principe de l'apprentissage obligatoire ; elles fixaient dans chaque métier la durée, le but, les méthodes et le programme de l'apprentissage, le sanctionnaient par des examens. Elles réglaient, en second lieu, les conditions de cet apprentissage, le nombre d'apprentis que chaque maître pouvait diriger, leur âge, leurs relations avec leurs patrons, les travaux qui pouvaient leur être imposés et ceux dont ils étaient exempts. Sans doute, au cours des années, de graves abus s'étaient introduits : l'apprentissage était devenu moins un stade préparatoire, utile au futur ouvrier, qu'un moyen facile de diminuer la concurrence et d'augmenter la suprématie du maître. Cette évolution du régime de l'apprentissage explique certaines dispositions qui contrastent avec l'esprit primitif de l'institution. La durée de l'apprentissage était souvent scandaleusement exagérée, les fils de maîtres en étaient exemptés, les règlements soumettaient l'apprenti au maître, sans donner au premier des garanties suffisantes. Néanmoins, ce régime, avec ses défauts et ses abus intolérables, avait l'avantage de former des ouvriers accomplis, connaissant leur métier, dont l'habileté parfaite était héritée directement d'une longue tradition. La loi du 2 mars 1791, en supprimant les corporations et en permettant à tout individu de s'établir à sa guise, fit disparaître les règlements d'apprentissage et toutes les obligations qu'ils imposaient. Marat, après le vote de cette loi, en aperçut les conséquences : « je ne sais si je m'abuse, mais je ne serais pas étonné que dans vingt ans on ne trouvât pas un seul ouvrier qui sût faire un chapeau ou une paire de souliers (1) ».

(1) Cité par BARDOUL, III.

L'influence de la disparition des corporations sur l'apprentissage peut se résumer en deux phrases : l'apprentissage a cessé d'être réglementé ; il a cessé d'être obligatoire.

Désormais aucune règle ne fixa les conditions des jeunes gens qui apprenaient le métier : les apprentis purent être embauchés par un industriel et par un artisan, sans qu'aucune condition imposée à l'une ou l'autre des parties, vînt limiter leur liberté ; le patron ne fut plus obligé d'enseigner son métier à l'apprenti, et le travail de ce dernier ne fut plus fixé par des textes précis qui, jadis, mettaient un frein à l'arbitraire du maître.

Désormais chacun put s'établir à sa guise, et nul ne subit l'obligation d'avoir à prouver un apprentissage préalable. Aucune condition n'était mise par la loi, aucun examen n'était nécessaire, ni pour devenir ouvrier, ni pour devenir patron. La liberté du commerce et de l'industrie était proclamée, et le législateur révolutionnaire ne se contenta pas d'affirmer un principe : il l'appliqua dans toute sa rigueur.

La disparition du régime corporatif fit donc sentir ses effets sur l'apprentissage ; cependant la décadence que l'apprentissage subit au ^{xix}^e et au ^{xx}^e siècles doit-elle être, tout entière, imputée à la loi des 2-17 mars 1791 ? Sans doute, depuis plus d'un siècle, les enquêtes et les études menées par les économistes et les industriels, en France et à l'étranger, ont prouvé que le nombre total des apprentis avait progressivement diminué dans les établissements industriels, et que, même, dans certaines professions, il n'en existait plus. Puisqu'avant 1791 l'apprentissage était obligatoire, ne doit-on pas conclure de ces constatations que la responsabilité de cette décadence incombe à la loi révolutionnaire ? Cependant pareille conclusion éliminerait le principal facteur, celui dont le rôle en cette matière a de beaucoup été prépondérant : le développement du machinisme. Les conséquences du bouleversement industriel du siècle dernier ont été plus d'une fois exposées : alors que jadis tout travailleur pouvait être considéré comme un créateur, un producteur, maintenant la plupart des ouvriers se bornent à surveiller la

marche des machines : pour cette tâche, aucun apprentissage n'est nécessaire. A côté de cette cause de beaucoup dominante, il en est d'autres, qui, souvent, lui sont apparentées : le désir d'un gain immédiat partagé par les enfants et les parents, l'insouciance des patrons qui trop longtemps ne se sont pas inquiétés de recruter des travailleurs qualifiés, la défiance des ouvriers vis-à-vis de jeunes qui exécutent leur travail pour un salaire moins élevé, l'absence de législation précise, tant sur l'apprentissage lui-même que sur la protection des apprentis, peut-être même le développement de l'instruction obligatoire.

L'artisanat souffre de cette crise de l'apprentissage. Sans doute les petits travailleurs français sont assez habiles, intelligents et observateurs pour apprendre d'eux-mêmes la plupart des connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour exercer deux ou trois métiers. Cependant un apprentissage méthodique et bien organisé paraît supérieur à l'initiative individuelle. Le législateur et les groupements privés l'ont compris ; mais, sauf exception, les mesures qu'ils ont prises jusqu'ici ne visent pas spécialement les métiers d'artisanat ; aussi ne les étudiera-t-on que rapidement.

L'intervention du législateur et des groupements privés. — Les conséquences de cette crise de l'apprentissage sont graves ; les pouvoirs publics ont dû s'intéresser à cette question. Les premières interventions du législateur ont eu pour but de régler les conditions dans lesquelles avait lieu l'apprentissage ; elles devaient, théoriquement, limiter la liberté des parties dans la passation du contrat d'apprentissage, c'est-à-dire le contrat par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier, s'engage à donner une formation professionnelle à une autre personne, qui s'oblige, en retour, à travailler avec lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus. Plus tard, au ^{xx}^e siècle, c'est le problème des études elles-mêmes qu'il dut s'attacher à résoudre ; enfin de nouvelles questions furent mises à l'étude, celle de l'orientation professionnelle, avant l'apprentissage,

celle du placement des jeunes ouvriers, après l'apprentissage.

La loi des 22 germinal et 3 février de l'an XI, dont le texte est en partie dû à Chaptal, tenta d'obvier aux premiers inconvénients qu'entraînait l'absence de toute législation sur la condition des apprentis : « Elle donna au juge, la faculté de briser, en certains cas, le contrat d'apprentissage, elle frappa de nullité toute stipulation ayant pour objet de prolonger, dans l'intérêt du maître, la durée de l'apprentissage au delà du terme d'usage. Elle protégea la liberté de l'apprenti contre les exigences tyranniques, et la probité du maître contre la mauvaise foi de l'apprenti ». Dispositions utiles mais incomplètes, les seules qui pendant longtemps existèrent dans nos codes. La loi du 22 février 1851 marque une seconde étape de la législation française. Le rapporteur de la loi, Auguste Callet, s'exprimait ainsi : (1)

« Tandis que l'enseignement des sciences, des lettres et des arts était assujéti à des règles sévères, à une surveillance ombrageuse, à des conditions préventives de toute nature, l'éducation professionnelle était abandonnée à tous les hasards d'une liberté sans limites. Il n'était pas permis de réunir chez soi quelques enfants pour leur apprendre à lire ; mais le premier venu, même un repris de justice, pouvait les recevoir et les garder deux ou trois ans dans sa maison pour leur enseigner un métier. Ici l'Etat reconnaissait le droit des pères de famille, mais il abandonnait le sien ; là, au contraire, il établissait son propre droit à l'exclusion des droits paternels. On avait, d'une part, le despotisme, d'autre part, la licence...

« Si l'on reconnaît que l'Etat a de justes motifs d'intervenir entre les instituteurs et les parents, en matière d'instruction tant primaire que secondaire, et de stipuler des garanties pour la santé et la moralité des élèves, on ne saurait nier qu'il a précisément les mêmes motifs d'intervenir au contrat d'apprentissage ». Mais le rapporteur ajoute : « seulement il doit tenir compte de la différence qu'il y a entre les écoles proprement dites et ces écoles pratiques d'industrie. Les pre-

(1) Rapport Auguste CALLET. Assemblée législative, 26 décembre 1850.

« mières sont peu nombreuses relativement au nombre des
« disciples ; les secondes au contraire sont innombrables... Les
« relations du maître et de l'apprenti ont quelque chose d'intime
« que le législateur doit respecter. L'atelier touche de près au
« foyer domestique et l'Etat n'a pas le droit d'y pénétrer sans
« une absolue nécessité. Des garanties sont pourtant nécessaires,
« mais elles différeront de celles qui sont écrites dans la loi de
« l'enseignement quoiqu'elles aient au fond le même objet ».

Cette loi de 1851 réglait en conséquence les principales dispositions que devait comprendre le contrat d'apprentissage et précisait les obligations qu'il mettait à la charge des parties. Mais cette loi ne reçut jamais qu'une application très limitée : l'apprentissage familial, qui faisait l'objet de tant de soins, n'existait plus, et l'impuissance de la loi à assurer le respect des conventions, rendait vaines la plupart de ses dispositions.

Par la loi du 20 mars 1928, le législateur de la III^e République manifeste son intention de régler, d'une façon plus stricte, le contrat et les conditions d'apprentissage. Le contrat doit désormais être passé par écrit, sous la forme d'acte authentique ou d'acte sous seing privé ; en ce dernier cas, il est déposé, soit au secrétariat du conseil des prudhommes, soit au greffe de la justice de paix. La loi précise les obligations mises à la charge des parties. Le maître, par exemple, doit laisser à son apprenti le temps nécessaire pour développer son instruction générale et professionnelle. Lorsque l'instruction donnée par un patron est jugée insuffisante, le conseil des prudhommes ou le juge de paix peuvent limiter le nombre des apprentis de son établissement, ou même suspendre le droit d'en former.

La loi de 1928 a certainement amélioré les conditions de l'apprentissage ; mais, pour enrayer son déclin, c'est l'apprentissage qu'il faut lui-même améliorer. Le législateur, avant même cette loi de 1928, s'était décidé à intervenir dans un autre sens.

Après la Guerre, le Parlement a tenté de résoudre le problème qui logiquement semble être le premier et le plus important, celui

des études elles-mêmes. Deux solutions peuvent être envisagées : soit l'enseignement technique dans des écoles professionnelles, avec des cours théoriques et des exercices manuels, soit l'apprentissage à l'atelier qui, au contraire, ne donne aux jeunes ouvriers que des connaissances pratiques. Les deux régimes ont leurs avantages et leurs inconvénients ; l'apprentissage à l'atelier, d'après ses partisans, par le caractère de l'enseignement, par le contact quotidien d'ouvriers habiles, serait le seul capable de former de bons compagnons ; mais d'autres font remarquer le déclin de cette forme d'apprentissage, les vices et les abus du régime, l'impossibilité d'y remédier d'une façon efficace, même par un corps spécial d'inspecteurs habiles, et ils montrent, au contraire, les bons effets des cours théoriques, qui développent l'instruction générale et l'intelligence des futurs ouvriers, tout en leur permettant d'exercer leur habileté manuelle.

Les deux systèmes ont été employés en France, d'abord par des particuliers, patrons ou syndicats : de nombreuses associations ont voulu favoriser et développer l'apprentissage à l'atelier. Plusieurs écoles professionnelles ont été créées, soit par un industriel dans son intérêt exclusif, soit par des groupements professionnels dans l'intérêt général de la profession : la confédération des maréchaux ferrants a fondé, par exemple, l'Ecole Supérieure de maréchalerie. Enfin des cours techniques, cours du soir ou cours de demi-temps, ont été institués dans différents centres industriels, pour compléter l'instruction des apprentis à l'atelier ; ces cours forment un système mixte, destiné à atténuer les défauts de l'apprentissage à l'atelier.

Le grave inconvénient de ces créations dues à l'initiative privée, c'est leur insuffisance en quantité comme en qualité. Les pouvoirs publics, ont, de leur côté, fait un effort. Les difficultés que soulevait leur intervention en faveur de l'apprentissage à l'atelier, leur ont fait d'abord abandonner le premier système. C'est donc au développement de l'enseignement technique, que l'Etat et les municipalités se sont efforcés de contribuer. De nombreuses villes ont créé des cours techniques

et des écoles professionnelles ; l'Etat lui-même a fondé des écoles nationales ; il a, en outre, versé des subventions aux œuvres instituées par les villes. Plusieurs mesures, en particulier une loi du 11 décembre 1880, ont essayé de régler d'une façon générale l'ensemble un peu hétéroclite de ces établissements d'enseignement professionnel. Mais ce fut la loi Astier du 25 juillet 1919, qui vint tenter, la première, de réorganiser l'enseignement technique, de le rendre plus vivant et plus efficace. Ainsi cette loi permet aux Chambres de commerce et aux associations professionnelles de créer des écoles de métiers ; elle édicte, dans certaines circonstances, le principe de l'obligation, comme la loi du 28 mars 1882 pour l'enseignement primaire : sauf exception, les cours professionnels sont obligatoires pour les jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans, qui sont employés dans le commerce ou dans l'industrie ; enfin elle institue un examen, le certificat d'aptitude professionnelle... Depuis cette loi, l'enseignement technique a pris en France un grand développement.

Cependant l'apprentissage à l'atelier ou à l'usine n'est toujours pas réglementé. L'enseignement demeure libre, et la loi du 20 mars 1928 se contente de créer un « examen de fin d'apprentissage », destiné à prouver les connaissances de l'apprenti.

Toutes ces mesures intéressent plus ou moins directement les artisans ; aucune n'a été votée spécialement pour eux.

Il existe une troisième catégorie de problèmes : avant l'apprentissage, il est nécessaire de diriger les enfants vers les métiers qui conviennent le mieux à leurs aptitudes et à leurs goûts, d'abord, et qui, ensuite, sont le moins encombrés : c'est le problème de l'orientation professionnelle. Après l'apprentissage il faut trouver à l'ouvrier une place qui corresponde à son habileté et à son talent ; il peut arriver, en effet, qu'un apprenti, au sortir de l'école, laissé seul, s'embauche pour une tâche qu'il n'est nullement préparé à accomplir : c'est le problème du placement des apprentis. Des groupements privés, les Cham-

bres de métiers créées avant la loi de 1925, par exemple, ont cherché à résoudre ces deux problèmes. A diverses reprises, le législateur a réglementé l'organisation du placement et des bureaux de placement ; un décret du 26 septembre 1922, complété par un arrêté du 10 février 1925, a prévu la création d'offices professionnels et a constitué une commission centrale chargée d'études et d'enquêtes : un grand nombre de ces offices sont très actifs. Aucune disposition particulière n'a été prise en faveur des apprentis artisans.

§ 2. — L'apprentissage dans les métiers d'artisanat.

De nombreux établissements d'enseignement technique ont été créés : il existe ainsi plus d'une vingtaine d'écoles de métiers dont certaines intéressent directement les artisans. En particulier, depuis le décret du 25 décembre 1926, les écoles d'artisanat rural, ou plus exactement de métiers ruraux, ont été officiellement reconnues et protégées : les premières avaient été créées au début du ^{xx}^e siècle par les divers syndicats de patrons maréchaux ferrants. Plus de 2000 élèves suivent annuellement les cours de ces diverses écoles, mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure ces jeunes gens sont ensuite attirés par les métiers d'artisanat : un grand nombre entrent dans l'industrie. Les services de l'enseignement technique ont institué aussi des cours professionnels spécialement dans les métiers d'artisanat rural. Ces cours sont donnés soit dans des ateliers annexés à un établissement scolaire, soit dans des ateliers ambulants.

Mais aux efforts des services de l'enseignement technique, les artisans demeurent hostiles. Ils ne sont pas satisfaits non plus des cours professionnels organisés par les industriels ou par les Chambres de commerce. Ils demandent aux pouvoirs publics qu'une loi soit votée afin d'organiser un apprentissage spécial aux métiers d'artisanat. Leurs arguments sont les suivants : en premier lieu les caractères de l'apprentissage artisanal, qui ont été notés au début de ce chapitre, rendent nécessaires, disent-ils,

des études particulières. En second lieu, si le même enseignement technique est donné aux jeunes hommes, beaucoup seront tentés par les salaires obtenus plus facilement dans l'industrie : au contraire, si des établissements, dirigés par les artisans, organisent eux-mêmes des cours et un apprentissage sérieux dans les ateliers, ils sauront attirer vers les métiers un grand nombre d'apprentis, qui auront pu, dès leur premier ouvrage, goûter le plaisir du travail bien fait, achevé en toute indépendance. Ainsi, disent-ils, la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a rendu d'immenses services aux artisans alsaciens. Mais leurs adversaires, en l'espèce les patrons, ne sont pas convaincus par ce raisonnement. D'après eux, tout apprentissage est semblable : le futur ouvrier d'une fabrique de chaussures et le futur cordonnier ont tout intérêt à s'instruire dans la même école ; artisans et patrons n'ont qu'à s'entendre pour fonder des écoles professionnelles, avec ou sans le secours de l'Etat, et à diriger, comme ils le désirent, leurs futurs ouvriers, leurs futurs compagnons ou leurs futurs maîtres. Enfin, ajoutent ces adversaires, l'exemple de la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine est mal choisi, car cet organisme était justement composé de « gens de métiers », dont certains, au sens des lois françaises, étaient de véritables patrons que le goût du travail manuel et le désir de posséder d'habiles ouvriers, poussaient à s'intéresser aux tentatives de ce genre.

Cependant les artisans ont maintenu leur doctrine ; ils considèrent que grâce à l'apprentissage, non seulement ils posséderont de meilleurs compagnons et de meilleurs maîtres, mais qu'encore ils attireront vers le métier un grand nombre de jeunes, que l'industrie tente souvent par la facilité du travail qu'elle leur impose. Livrés à eux-mêmes, ils ne possèdent pas les moyens d'organiser des cours et des examens. L'intervention de l'Etat leur paraît donc nécessaire. Sur ce point encore, ils s'opposent aux patrons qui ne désirent pas que les pouvoirs publics s'intéressent de trop près à ces questions. Les divergences de vues en matière d'apprentissage n'ont pas peu contribué à la scission entre

artisans et patrons (1). Avant d'examiner les diverses propositions que le législateur sera amené à discuter dans les mois qui vont venir, il est bon de rappeler en quelques mots, l'œuvre des Chambres de métiers d'Alsace et de Moselle, héritières de l'ancienne Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine.

La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine. — L'œuvre accomplie par la Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine a été décrite en de nombreux ouvrages (2). C'est, en effet, en matière d'apprentissage que cet organisme a donné les meilleures preuves de son utilité. L'activité des deux Chambres qui lui ont succédé ne s'est pas ralentie.

D'après la législation locale, la réglementation et le contrôle de l'apprentissage constituent la tâche essentielle des Chambres de métiers. Ce sont les « gens de métiers » qui composent les corporations et la Chambre ; c'est pour développer le goût et la qualité des métiers que les corporations et la Chambre ont, d'abord, été créées. Pour assurer la formation professionnelle, théorique et pratique des apprentis, la Chambre de métiers a reçu des pouvoirs étendus. Cette mission a été aussi donnée aux Chambres de métiers par la loi française, mais jusqu'ici elles n'ont ni les instructions, ni les pouvoirs nécessaires, pour organiser un enseignement.

La Chambre de métiers établit un *règlement d'apprentissage*, où elle fixe, avec l'approbation du ministre chargé de l'enseignement technique, les modalités, la durée et les sanctions du contrat d'apprentissage, qui est obligatoirement écrit. L'apprentissage n'est pas, comme au moyen-âge, obligatoire : chacun, sauf rares exceptions, peut exercer librement son métier ; mais, dans les départements recouvrés, nul ne peut former des apprentis s'il ne remplit une condition d'âge : 24 ans, et une condition de capacité professionnelle : le titre de maître qui est accordé après examen. Sous certaines réserves, une autorisation admi-

(1) Cf. Troisième partie.

(2) DANIEL, BARRAUD, MILFORD, DATY.

nistrative tient lieu du brevet de maître. Seuls les métiers reconnus par la Chambre de métiers peuvent avoir des apprentis, mais à chaque métier principal est rattaché une série de métiers connexes. Pour chaque entreprise le nombre des apprentis est proportionnel au nombre des compagnons.

A côté de ce règlement général de l'apprentissage, la Chambre de métiers rédige un *contrat-type d'apprentissage*, qui précise les obligations réciproques des parties contractantes. Conformément à ce contrat-type, les contrats sont établis en triple exemplaire, dont l'un est déposé à la Chambre de métiers et inscrit sur un rôle d'apprentissage.

Le *contrôle de l'apprentissage* est confié à un petit nombre d'inspecteurs qui visitent plusieurs milliers d'ateliers par an. Ils vérifient les conditions dans lesquelles sont formés, employés et traités les apprentis. Ils constatent les contraventions aux lois et au règlement, et saisissent, au besoin, les tribunaux : des sanctions pécuniaires punissent ces contraventions.

La Chambre de métiers ne néglige pas la *formation théorique* de l'apprenti. Elle oblige les apprentis à suivre les écoles professionnelles que la plupart des villes ont créées ; pour les apprentis des métiers ruraux, elle a institué des cours et des centres d'instruction, qui permettent aux jeunes artisans de la campagne de s'instruire et de compléter leur éducation scolaire.

A la fin de l'apprentissage, la Chambre de métiers invite l'apprenti à se présenter à l'examen de compagnon : cet examen n'est pas obligatoire, mais en fait la plupart des jeunes se soumettent aux épreuves théoriques et pratiques qui leur donnent, en cas de succès, le titre de compagnon. Les compagnons peuvent, s'ils le désirent, suivre des cours de perfectionnement, et, toujours s'ils le désirent, passer l'examen de maîtrise, qui leur confiera le droit d'enseigner à leur tour le métier. Il ne faut donc pas considérer ces titres de compagnon et de maître comme des grades exigés pour l'exercice d'un métier, mais comme des garanties de capacité professionnelle.

Enfin, la Chambre de métiers collabore d'une part avec les

offices d'orientation professionnelle, avec les offices de placement d'autre part (1).

L'œuvre des Chambres de métiers du droit local, et particulièrement de la Chambre de métiers d'Alsace, a été, en matière d'apprentissage, un succès : sur les 25.000 artisans établis en Alsace, 16.000 ont le droit de former des apprentis ; depuis 1900 plus de 100.000 contrats d'apprentissage ont été enregistrés à Strasbourg ; la plupart des apprentis (75 %) reçoivent, soit à la ville, soit à la campagne, un enseignement technique plus ou moins spécialisé ; plus de 3.500 candidats se présentent chaque année à l'examen de compagnon, plus de 600 à l'examen de maîtrise. La liberté du travail ne rend donc pas impossible l'organisation d'un bon apprentissage.

Deux récentes propositions de loi. — L'apprentissage dans les métiers d'artisanat n'a fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucun texte législatif. La première tentative officielle date de la création des Chambres de métiers. Au moment du dépôt de leur proposition, les auteurs de la loi du 26 juillet 1925 avaient pensé qu'il était utile de préciser, tout de suite, le rôle de ces nouveaux organismes en matière d'apprentissage et de formation professionnelle. Ils s'inspiraient de la législation alsacienne. Mais, au cours des débats parlementaires, cette partie de la proposition de loi rencontra une vive opposition, car, à cette même époque, d'autres mesures étaient envisagées pour régler l'apprentissage d'une façon générale. Aussi le législateur se contenta d'indiquer dans l'article 17 de la loi du 26 juillet 1925 que « les Chambres de métiers ont pour attributions de participer à l'organisation de l'apprentissage des métiers dans les conditions qui seront fixées par une loi spéciale ».

Huit ans se sont écoulés. De nombreux projets ont succédé aux projets devenus caducs, mais aucune décision n'a été prise par le Parlement, malgré les doléances des organisations artisanes et de l'Assemblée générale des présidents des Chambres de

(1) H. LEY, LXI,

métiers. Cependant, l'article 1^{er} de la loi du 20 mars 1928 autorise les Chambres de métiers à arrêter des règles générales pour l'établissement des contrats d'apprentissage. Depuis cette loi, ces contrats doivent désormais être passés par écrit.

A la fin de 1932, deux propositions de loi ont été déposées sur le bureau de la Chambre des Députés en vue de réglementer l'apprentissage dans les métiers d'artisanat.

La première (1), présentée par les députés des départements recouvrés, a été inspirée par la Chambre de métiers de Strasbourg. Elle est courte, simple, et, à l'instar de la législation locale, donne aux Chambres de métiers le contrôle total de l'apprentissage dans les métiers d'artisanat. Chaque Chambre de métiers établit un règlement d'apprentissage, institue un service d'inspection, surveille les contrats, enfin organise des examens. Le *règlement* détermine les conditions, les modalités et la durée de l'apprentissage : les règles du contrat, les droits des parties contractantes, les sanctions en cas de rupture. Le *service d'inspection* contrôle les entreprises artisanes, et vérifie les conditions dans lesquelles s'effectue la formation professionnelle de l'apprenti. Les *contrats* d'apprentissage, passés conformément aux lois en vigueur, sont tous portés à la connaissance de la Chambre. Enfin l'apprentissage se termine par un *examen* : le jury comprend un président assisté d'un nombre égal de maîtres et de compagnons ; l'apprenti doit fournir la preuve de son habileté manuelle et de ses connaissances théoriques. L'examen de maîtrise, également organisé par la Chambre de métiers, a pour but d'accorder aux individus âgés d'au moins 24 ans le droit de former des apprentis ; cependant, le préfet peut, après avis de la Chambre de métiers, permettre à un artisan qui n'a pas passé cet examen d'embaucher des apprentis. Deux dangers sont à éviter : d'une part l'arbitraire et le particularisme des Chambres de métiers, d'autre part la rivalité nuisible entre ces organismes et les institutions déjà créées. Aussi la proposition de loi pré-

(1) Chambre des Députés. 15^e législation, 2^e session extraordinaire, n^o 883 24 novembre 1932, 1^{re} séance).

voit-elle que les règlements d'apprentissage et d'examens seront soumis au conseil départemental de l'enseignement technique, puis approuvés par le ministre chargé de l'enseignement technique ; « un règlement d'apprentissage commun à plusieurs ou à tous les départements, en procédant de préférence par région économique » pourra être établi. Enfin l'examen de fin d'apprentissage, déjà prévu par la loi du 20 mars 1928, et réservé aux Chambres de métiers par cette proposition, ne doit pas remplacer, dans l'esprit de ses auteurs, le certificat d'aptitude professionnelle à qui la loi du 25 juillet 1919 a donné un caractère plus théorique.

La seconde proposition (1), déposée par les députés appartenant au groupe parlementaire de défense artisanale, reflète les tendances de la C. G. A. F. Elle est plus longue, plus complète sur certains points ; mais sa forme est souvent confuse, et trop d'articles paraissent mal rédigés ; on y remarque une intervention plus directe de l'Etat et des organisations syndicales, au détriment des Chambres de métiers et des droits individuels. D'après cette proposition « dans les six mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, un décret... déterminera les métiers artisanaux nécessitant un apprentissage complet sanctionné par le certificat d'aptitude professionnelle artisanale pour pouvoir être exercés » : il est difficile d'imaginer atteinte plus sévère à la liberté du travail ; en outre « nul ne pourra recevoir, employer ou instruire des apprentis s'il n'exerce son métier depuis plus de cinq ans et s'il n'a été reconnu suffisamment instruit et compétent, après examen passé devant une commission permanente désignée par la Chambre de métiers du département ». L'apprenti doit être âgé de quatorze ans au moins, et avoir satisfait à ses obligations scolaires ; la durée de l'apprentissage ne peut être inférieure à un an. La proposition de loi prévoit la création, près de toutes les Chambres de métiers, d'un « centre d'orientation professionnelle artisanale », dont le rôle

(1) Chambre des Députés, 15^e législation, 2^e session extraordinaire, n^o 1192 (24 décembre 1932).

social et médical deviendrait très important. Elle réglemente l'apprentissage ; en premier lieu l'apprentissage à l'atelier, en second lieu l'enseignement professionnel par des cours du soir au siège de la Chambre de métiers : dans les villages éloignés, ces cours seraient faits par des maîtres-artisans à l'école primaire ; elle oblige, enfin, tout apprenti à subir « l'examen prévu par la loi du 25 juillet 1919 pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle », devant un jury constitué par des délégués de la Chambre de métiers et des organisations syndicales.

Ces deux propositions sont actuellement soumises à l'examen de la commission du Travail. Celle qui a été déposée par les députés des départements recouvrés s'inspire de la législation locale et de l'expérience alsacienne. Les partisans de la C. G. A. F. lui reprochent d'abord de laisser à chaque Chambre de métiers, le soin d'établir un règlement d'apprentissage valable pour son département. Malgré les restrictions contenues dans le texte même de la proposition, on peut craindre, disent-ils, que cette liberté laissée aux Chambres de métiers n'entraîne de graves inconvénients : l'esprit et la lettre de ces règlements variera d'un département à l'autre. Les adversaires de cette proposition notent un second défaut : le rôle des Chambres de métiers leur paraît trop considérable. Il ne faut pas oublier, en effet, que, depuis 1925, la C. G. A. F. est devenue, d'une part, un groupement chaque année plus puissant, et que, d'autre part, elle a défendu une doctrine à tendances syndicalistes. Elle désire voir croître le nombre et la force des Chambres de métiers, mais à condition que ces organismes officiels ne lui portent pas ombre. Cet état d'esprit explique les dispositions de la seconde proposition de loi.

Les partisans de la doctrine alsacienne, de leur côté, ne ménagent pas leurs reproches. Ils montrent que cette seconde proposition supprime, en quelques lignes, la liberté du travail et qu'elle ne précise le rôle des Chambres de métiers que pour le réduire au bénéfice des syndicats. Ils l'accusent aussi, avec raison, de montrer une ambition trop optimiste : tout apprenti

devra subir avec succès l'examen prévu pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, sinon il ne pourra exercer son métier ? On ne peut pourtant pas empêcher les individus d'exercer leur métier et de s'établir à leur guise : ou bien cet examen apparaîtra comme une obligation tyrannique, ou bien il deviendra une simple formalité.

Plusieurs autres propositions et même, projets de loi, portant réglementation de l'apprentissage en général, ont été déposés devant le Parlement : en particulier un récent projet tend à modifier et à compléter plusieurs dispositions de la loi de 1928. Devant les difficultés d'une réglementation d'ensemble, le Parlement sans doute hésitera : son silence ne sera pas blâmé par tous les artisans, car il en est certains, individualistes à l'extrême, qui méprisent tout cet appareil de règlements et d'examens. Ils estiment que l'habileté et l'adresse des petits travailleurs, complétées par quelques mois d'apprentissage libre, suffisent à leur donner les connaissances suffisantes pour exercer leur métier. Mais toutes les organisations artisanes jugent différemment ; elles ont fait de l'apprentissage une partie de leur programme et leurs réclamations obligeront sans doute le Parlement à prendre position. Il est à souhaiter que le législateur s'inspire de l'exemple alsacien, et que, rectifiant certains détails, complétant la proposition inspirée par la Chambre de métiers de Strasbourg, par les dispositions intéressantes suggérées par la C. G. A. F., notamment à propos de l'orientation professionnelle, il vote enfin une loi claire et complète sur l'apprentissage dans les métiers d'artisanat.

SECTION II. — Artisanat urbain et artisanat rural.

Avant même que des lois aient été votées en faveur des artisans, le Parlement s'était intéressé aux métiers ruraux. Cette catégorie spéciale de travailleurs indépendants jouit, à plusieurs égards, d'une législation plus favorable encore. Quels sont les métiers qui répondent à cette définition, et quelle raison explique

cet effort du Parlement ? Existe-t-il, du point de vue économique, d'importantes différences entre métiers ruraux et métiers urbains ? Enfin, quelles sont, à l'heure actuelle, les dispositions spéciales aux artisans des campagnes ?

La définition de l'artisan rural n'est pas encore, à l'heure actuelle, nettement précisée. Aucun critérium ne permet de faire la distinction à coup sûr. Certains, pour estimer la qualité urbaine ou rurale d'un métier, examinent le métier lui-même, indépendamment des conditions dans lesquelles il s'exerce. Les maréchaux ferrants, par exemple, qu'ils exercent leur métier dans une ville ou dans un village, sont, à leurs yeux, des artisans ruraux. D'autres, au contraire, ne considèrent que les éléments extérieurs au métier, qui le rapprochent de la vie agricole. Tout travailleur indépendant, installé dans un petit village, et dont la clientèle est uniquement composée de paysans, peut se dire artisan rural.

En fait, il semble que le législateur français se soit inspiré à la fois de ces deux critères. Le décret du 9 février 1921 (V. chap. II) donne une liste énumérative à laquelle se sont référés plusieurs textes postérieurs. Cette liste comprend : « les maréchaux ferrants, les forgerons, les réparateurs de machines-outils, d'instruments ou de bâtiments agricoles, les bourreliers, les sabotiers, les tonneliers, les charrons, etc... faisant partie d'un syndicat agricole et n'employant pas plus de deux ouvriers ». Le décret choisit, d'abord, le premier critérium : il considère comme métiers ruraux, un certain nombre de professions artisanes qui, généralement, sont en rapports économiques très étroits avec l'agriculture. Il corrige, ensuite, ce que ce premier critérium peut avoir de trop général en exigeant que, non seulement l'artisan exerce un métier très proche de l'agriculture, mais qu'encore il l'exerce effectivement d'une façon utile aux paysans : pour s'assurer que cette condition est remplie, le décret oblige l'artisan, qui prétend exercer un métier rural, à faire partie d'un syndicat agricole. Cependant, dans l'application de la loi sur les assurances sociales, les textes n'exigent plus

cette affiliation à un syndicat agricole. C'est un tort, semble-t-il.

Une troisième définition a été proposée : ne pourrait être appelé artisan rural, que l'artisan qui, à côté de son atelier, posséderait un morceau de terre qu'il exploiterait lui-même. On rencontre, en effet, assez fréquemment en France, surtout dans les régions de petite propriété viticole ou maraîchère, des charrons, des menuisiers, des tonneliers... qui possèdent quelques arpents de terre : ils quittent leur établi pour aller soigner leurs champs et leurs vignes. On pourrait les appeler plus justement, artisans-paysans. Mais cette distinction établie entre artisans, suivant qu'ils sont ou ne sont pas petits cultivateurs, ne présente pas un grand intérêt. L'artisan, qui possède en même temps un champ ou une vigne, n'en tire pas, le plus souvent, un gros bénéfice : sa récolte est destinée à son usage personnel, et même s'il en vend une partie, sa situation n'en est pas modifiée. On voit, par contre, dans les régions pauvres, dans les pays de montagnes, en Jura par exemple, des paysans qui, à la fin de leur journée, exécutent de petits objets. Grâce à un tour mu à l'électricité, leur travail est simple et rapide : leur bénéfice, sans être très élevé, n'est pas négligeable. Mais, le plus souvent, ces paysans ne vendent pas eux-mêmes : ils se rapprochent plus des ouvriers à domicile que des artisans.

L'artisan rural, c'est donc, en définitive, le petit travailleur d'une profession artisanale connexe à l'agriculture, et qui exerce effectivement son métier d'une façon utile aux paysans.

L'importance économique et sociale des artisans ruraux a été souvent discutée. D'après certains auteurs, la diminution de l'artisanat rural serait une des causes principales de la dépopulation des campagnes. Dans les régions de France, disent-ils, où les artisans des bourgs ont été attirés par les centres industriels, où les fils des maréchaux-ferrants, des charrons, des forgerons, des menuisiers, des sabotiers, des tonneliers, ont déserté l'atelier familial pour les usines, le paysan, privé des fournisseurs indispensables à son travail, seul, dans son village appauvri par l'absence de ces travailleurs actifs, s'est heurté

à des difficultés nouvelles ; aussi les jeunes générations ont préféré abandonner les champs. Dans les régions, au contraire, où l'industrie ne s'est pas implantée, où les artisans ont été moins facilement tentés, où des jeunes ont repris, derrière l'enclume ou derrière la forge, la place des anciens, les villages ont conservé une population paysanne nombreuses et prospère. Mais une autre opinion défend une thèse contraire. La diminution, dans plusieurs départements, de l'artisanat rural ne serait pas la cause, mais bien la conséquence de l'exode paysan. Forgerons, couvreurs, maçons, réparateurs de machines-outils ne partent pas les premiers : ils demeurent tant qu'ils ont une clientèle assurée ; mais le jour où ils ne reçoivent plus de commandes, ils émigrent vers les villes. Dans les régions où l'agriculture n'a point déchu, l'artisanat rural n'a pas subi de décadence.

Chacune de ces deux doctrines comporte une part de vérité. Il est juste de dire que la diminution du nombre des métiers ruraux entraîne un exode des paysans : lorsque les jeunes artisans vont s'engager comme salariés, de jeunes paysans les imitent, mais ce n'est pas seulement parce que la vie devient plus difficile aux villages : les salaires réguliers attirent tout le monde. Il est juste aussi de dire que le développement de l'artisanat est fonction du développement de l'agriculture. Dans les provinces agricoles, où les machines modernes, tracteurs, moissonneuses, batteuses, ont transformé le travail de la terre, l'artisanat rural, à son tour, s'est modifié ; à côté du maréchal ferrant et du forgeron se sont établis les réparateurs de machines-outils et d'instruments agricoles.

L'expérience montre donc l'interdépendance de l'agriculture et de l'artisanat rural. L'existence du petit artisan est liée à celle du petit paysan ; lorsque celui-ci ne peut pas vendre son blé ou son vin, l'artisan n'est pas payé. D'un autre côté, l'existence du petit paysan subit, plus ou moins vite, le contre-coup des difficultés économiques qui troublent celle du petit artisan. Le rôle de l'artisanat, en France, est en grande partie fonction

du rôle de l'agriculture ; mais il ne faut pas oublier que venir en aide aux artisans ruraux, empêcher leur disparition, développer leur nombre et leur savoir, c'est indirectement venir en aide aux paysans.

Il ne faut donc point s'étonner si le Parlement, avant même les lois spéciales à l'artisanat, a fait profiter les métiers ruraux de certaines dispositions législatives destinées aux paysans. Le décret du 9 février 1924 a étendu aux métiers ruraux le bénéfice de la loi sur le crédit agricole (cf. chap. II). Les lois sur les habitations à bon marché ont accordé certains privilèges aux artisans des campagnes (cf. chap. II). Le décret du 1^{er} septembre 1931 leur a donné le droit de bénéficier des dispositions nouvelles sur le régime successoral de certaines entreprises agricoles (cf. chap. II). Des règles particulières ont été prévues, d'abord pour les accidents du travail, ensuite pour les assurances sociales (cf. chap. III). Enfin la représentation des artisans au Conseil national économique est dite « représentation des métiers urbains et ruraux ». On a vu (chap. I) que cette tendance à distinguer les métiers urbains et ruraux était encore accentuée dans un récent projet de loi tendant à réorganiser le Conseil.

A cet égard, deux tendances divisent les artisans. Certains, que représentent la Confédération des maréchaux-ferrants, charrons et forgerons, considèrent les artisans des métiers ruraux comme une catégorie particulière de travailleurs dont les intérêts, aussi proches de ceux des paysans que ceux des artisans, exigent des mesures spéciales. Les dirigeants de cette Confédération qui cherchent à grouper tous les artisans des métiers connexes à l'agriculture, refusent de s'allier avec les unions nationales, telles que la C. G. A. F. ou l'U. A. F. ; ils conservent leur indépendance, afin, disent-ils, d'avoir une action plus utile et plus efficace. D'autres, au contraire, sans s'opposer à ce que les artisans ruraux profitent des lois destinées aux paysans, entendent qu'on respecte l'unité de la classe artisanale ; ils se rendent compte de l'intérêt qu'ils ont à s'unir avec les paysans, mais ils protestent contre une division

en métiers ruraux et métiers urbains qui, disent-ils, ne correspond qu'à une différence dans la production, non dans la situation économique ou sociale de ceux qui les exercent. Cette théorie est défendue par la C. G. A. F. Une union toujours plus étroite semble, en effet, préférable. Sans perdre leurs caractères particuliers, sans nuire à leurs intérêts, les métiers ruraux auront tout avantage à ne point disperser leurs efforts et à s'associer avec l'ensemble des artisans.

SECTION III. — L'artisanat et les lois sociales.

L'artisan, à la fois patron et ouvrier, se trouve, vis-à-vis de la législation sociale, dans une situation très particulière. Il emploie des salariés : il est donc tenu à certaines obligations que la loi impose aux employeurs, par exemple il doit verser sa part de cotisation pour les assurances sociales ; souvent il est obligé d'adhérer à une caisse de compensation pour allocations familiales. Il travaille lui-même, et quoique à un moindre degré, souffre, comme l'ouvrier, de certains maux que le Parlement s'efforce de soulager : ainsi des mesures ont été prises pour venir en aide aux artisans chômeurs. Enfin, tantôt l'artisan, comme la plupart des paysans, est propriétaire, tantôt, comme de nombreux commerçants, il est simplement locataire : la législation sur le bien de famille d'une part, la législation sur les loyers et la révision des baux, d'autre part, lui ont été déclarées applicables. Dans ce chapitre, on insistera surtout sur les dispositions législatives ou réglementaires vraiment spéciales à l'artisanat.

§ 1. — L'artisan, patron.

Les lois spéciales intéressent l'artisan comme patron ; il doit respecter les lois sur les assurances sociales, sur les allocations familiales, sur les accidents de travail, sur la durée de la journée de travail... comme doit les respecter un industriel. Cependant l'assimilation n'est pas complète car, en premier lieu,

le fait que ce petit chef d'entreprise travaille lui-même lui permet d'acquérir certains avantages ; en second lieu, certains métiers, dits métiers ruraux, profitent des privilèges consentis aux paysans.

Les artisans payent, en faveur de leurs employés, une part de cotisation pour les assurances sociales ; mais, eux-mêmes, sont exclus du bénéfice de l'assurance obligatoire : en effet (circulaire du 24 août 1930) :

1° ils ont l'initiative de la production et de l'exploitation, c'est-à-dire qu'ils assument la direction générale de l'entreprise.

2° ils courent les risques de la production ou de l'exploitation et supportent éventuellement la charge du déficit de l'exploitation.

Par contre, s'ils remplissent les conditions exigées par la loi, ils peuvent profiter des dispositions relatives à l'assurance facultative. Enfin, les mesures spéciales votées en faveur des professions agricoles s'appliquent aux artisans ruraux et à leurs salariés : pour définir les métiers ruraux, les textes se reportent tous au décret de 1921, mais l'obligation d'être affilié à un syndicat agricole n'est plus exigée.

La loi du 11 mars 1932, qui a rendu obligatoire les caisses de compensation pour allocations familiales, est partiellement entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1933 (décret du 12 août 1933). Les artisans doivent, comme les industriels, s'affilier à une caisse et payer une cotisation variable suivant le nombre de leurs ouvriers.

Les confédérations artisanes demandent que les textes relatifs aux assurances sociales et aux allocations familiales soient modifiés en faveur des artisans-patrons : d'une part, elles voudraient que les petits artisans fussent considérés comme des assurés obligatoires ; d'autre part, elles désireraient que les syndicats d'artisans soient autorisés à créer des caisses personnelles de compensation auxquelles les artisans verseraient une cotisation, non seulement pour leurs employés, mais pour eux-mêmes.

§ 2. — L'artisan, ouvrier.

Depuis de longues années, le chômage est devenu un mal que les gouvernements cherchent en vain à guérir. Le plus souvent, grâce au caractère de leur production, les artisans conservent leur travail et leur clientèle : ceux qui connaissent bien leur métier, et qui ont pu, dans les années prospères, acquérir une saine situation financière, résistent aux difficultés économiques. Cependant la crise actuelle, quoiqu'elle ait touché les petites entreprises moins profondément que les grandes, a réduit l'activité de nombreuses industries artisanes. Dès le début de la crise, les métiers spécialisés dans la fabrication des objets d'art et dont certains même travaillent pour l'exportation, ont vu progressivement leurs bénéfices diminuer : des compagnons, puis de nombreux maîtres sont maintenant réduits au chômage. Les artisans producteurs d'objets de consommation courante ne connaissent pas encore de semblables revers de fortune, mais leur clientèle achète de moins en moins ; les travailleurs du bâtiment sont les premiers à faire entendre leurs doléances : les travaux qu'ils ont effectués ne leur sont point payés et peu de constructions nouvelles sont envisagées. Les artisans réparateurs et façonniers se plaignent moins ; par contre, tous les artisans des campagnes subissent les effets de la mévente des produits agricoles : les paysans se refusent, non seulement à payer les travaux exécutés, mais encore n'acquittent pas le prix des objets manufacturés que l'artisan, qui les avait en dépôt, leur a vendus. Sur ces artisans, « victimes d'une situation dont ils ne sont pas responsables (1) », l'attention des pouvoirs publics a été attirée et un système de secours aux chômeurs a été aussitôt organisé. Des mesures plus importantes et plus efficaces sont maintenant envisagées.

Les secours de chômage. — Une forme déjà ancienne de secours aux chômeurs a été adoptée pour venir en aide aux artisans.

(1) Rapport publié par la C. G. A. F.

Le décret du 28 juillet 1932 se reporte, en effet, à l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905. Cet article, complété par le décret du 9 septembre 1905, modifié lui-même à maintes reprises, permet au ministre du Travail d'accorder des subventions à certaines caisses constituées en vue de secourir des chômeurs. Ces caisses, que peuvent fonder des syndicats professionnels, des unions d'associations, des municipalités, sont alimentées, outre ces subventions, par les cotisations de leurs membres. Ceux-ci, par le versement régulier d'une petite somme, peuvent, la misère venue, recevoir des allocations ; la qualité de ces cotisants n'a jamais été précisée : ce sont des salariés, des employés... mais l'Etat ne connaît que la caisse (1) : il s'assure qu'elle satisfait aux conditions réglementaires, que ce sont bien des chômeurs involontaires qu'elle rétribue et qu'elle cherche véritablement à leur trouver du travail. Une commission centrale des caisses de chômage, constituée en 1925, composée de parlementaires, de fonctionnaires et de représentants des caisses, assiste le ministre du Travail qui, avec l'aide des offices régionaux de main-d'œuvre, contrôle cette organisation assez rudimentaire.

Le décret du 28 juillet 1932 a complété et modifié une nouvelle fois le décret du 9 septembre 1905 : le système des subventions aux caisses de secours a été étendu à celles créées par les travailleurs indépendants dans le but de venir en aide à leurs camarades chômeurs.

Sont considérés comme travailleurs indépendants :

1^o les travailleurs manuels ou intellectuels qui ne sont pas habituellement au service d'un employeur déterminé,

2^o les chefs d'une petite entreprise artisanale au sens de l'article 5 § 2 de la loi du 27 décembre 1923 (cf. chap. II).

Sont considérés comme travailleurs en chômage : ceux qui se trouvent complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence. Cette précision était indispensable :

(1) Georges HÉREIL, XX.

le salarié est en chômage lorsque son contrat est rompu et qu'il n'est nulle part employé ; mais la situation d'un travailleur indépendant, artiste ou artisan, qui se déclare chômeur ne peut pas être estimée de la même façon. On voit ici une des principales difficultés soulevées par ce décret. Un sculpteur est-il en chômage parce qu'aucun client ne vient lui demander un buste ? Ou l'on oblige l'administration à un effort véritablement impossible, ou l'on donne aux travailleurs indépendants la possibilité de vivre, grâce aux cotisations et aux subventions, dans une oisiveté née du manque de talent, mais dorée par le chômage. Pour certains musiciens engagés dans un orchestre et dont le contrat n'est pas renouvelé, pour les travailleurs manuels, et surtout pour les petits artisans qui possèdent une boutique et un chiffre d'affaires régulier dans les périodes de prospérité, la situation est toute différente : la diminution ou la perte de leur clientèle peut s'expliquer par des causes d'ordre économique.

Le décret du 28 juillet 1932 renvoie au décret de 1905 qui, avec des modifications, forme le droit commun des secours de chômage accordés aux artisans. Les conditions fixées pour recevoir un secours d'une caisse subventionnée sont les suivantes :

- 1° être petit artisan, au sens de la loi du 27 décembre 1923 ;
- 2° s'inscrire à une caisse constituée par de petits artisans ;
- 3° être entièrement privé de travail et s'inscrire à l'office public de placement dans le ressort duquel il réside.

Une fois officiellement en chômage, tout petit artisan, membre actif d'une caisse, a droit à une indemnité. D'après la règle générale du décret de 1905, il ne peut toucher son premier secours que six mois après sa première cotisation. Exceptionnellement, les chômeurs inscrits à une caisse de travailleurs indépendants, lorsque cette caisse, au moment de sa création, aura reçu, de l'organisation qui la fonda et va assurer son fonctionnement, une somme globale représentant six mois de cotisation des adhérents, pourront, immédiatement après leur adhésion, toucher leur indemnité. L'office public, aussitôt, cherche un

emploi pour ces chômeurs. Le travailleur indépendant, le petit artisan, indique ses préférences ; il doit, sous peine de radiation, accepter soit un emploi voisin des professions qu'il a indiquées, soit un emploi en rapport avec ses aptitudes, soit, enfin, tout travail qui lui est procuré par la caisse. Pour le petit artisan qui possède sa boutique ou son atelier, il semble bien que l'office public de placement doive tout d'abord chercher à lui donner du travail plutôt qu'un emploi. Cependant, à défaut de travail pouvant s'exécuter à domicile, le petit artisan sera peut-être obligé d'accepter un emploi tout nouveau.

Ces caisses ainsi constituées sont dès leur fondation subventionnées par l'Etat. Par exception aux règles fixées par le décret de 1905, leurs membres peuvent ne pas appartenir aux mêmes professions : le critérium adopté n'est donc pas tant économique (profession) que juridique (indépendance). Un décret du 4 août 1932 a autorisé toutes les caisses constituées, en vertu du décret de 1905, à réclamer des avances sur les subventions à recevoir pour les sommes qu'elles ont distribuées depuis le début du 2^e semestre de 1932. Les caisses de secours aux travailleurs indépendants ont profité de cette mesure de faveur.

Plusieurs caisses ont été fondées par les artisans. Celle qu'ont créée les artisans alsaciens, est une des rares qui ait pu vivre sans se heurter à trop de difficultés financières. Sa situation privilégiée s'explique par le petit nombre de chômeurs dans les départements recouvrés : en 1933 on en comptait à peine une cinquantaine, pour la plupart, artisans peu qualifiés, n'ayant pas subi leur temps d'apprentissage réglementaire. Au contraire, les caisses créées à l'intérieur de la France, ont connu de terribles déboires. Pour qu'une caisse puisse vivre, il lui faut, même avec les subventions de l'Etat, qui atteignent jusqu'à 60 % de l'actif, une vingtaine de cotisants pour un chômeur secouru. Or, ces caisses, constituées en pleine crise, n'ont reçu, en général, que l'adhésion de chômeurs. Elles ont rapidement épuisé leur premier capital et les avances que l'Etat leur accor-

dait ou les subventions auxquelles elles avaient droit ; elles ont même dépassé le montant de ces avances, et, finalement, ont dû arrêter leurs opérations. Ce fut le sort, en particulier, de la caisse créée, dans le département de la Seine, par la C. G. A. F. et de celle constituée par les « artisans d'art ».

Comment protéger les artisans ? Une première solution serait d'étendre aux travailleurs indépendants le régime de droit commun et de les assimiler aux travailleurs salariés, employés et ouvriers, qui sont secourus grâce au fonds national de chômage. Une seconde solution, proposée par les travailleurs intellectuels et qui ne déplairait pas à maints artisans, consisterait à laisser subsister le système des caisses professionnelles ou interprofessionnelles, mais en mettant complètement à la charge des finances publiques, le montant des allocations versées : l'Etat et les collectivités locales feraient l'économie des frais de gestion que les caisses seules supporteraient. Un décret du 16 décembre 1933 a permis au fonds national de chômage de verser des subventions aux fonds spéciaux créés par les départements et les communes en vue de venir en aide à certains artistes non salariés, tels que les « artisans d'art ». Mais aucune nouvelle mesure n'est intervenue en faveur des artisans proprement dits.

Le plan artisanal de redressement économique. — Enfin la C. G. A. F. propose aux pouvoirs publics l'adoption d'une série de mesures qu'elle a groupées sous le nom ambitieux de « plan artisanal de redressement économique ». Elle demande :

1^o que soient votées toutes les propositions qui tendent à développer le crédit aux métiers d'artisanat (cf. chap. II) ;

2^o que l'administration et les collectivités locales soient obligées de faire participer les artisans à tous les travaux qu'ils peuvent exécuter et qui font l'objet d'adjudications ou de marchés de gré à gré (cf. chap. II) ;

3^o que soit remis en état, par les soins des artisans, un certain nombre de monuments classés monuments historiques ;

4° que soient encouragées toutes les constructions effectuées en vertu de la loi du 2 août 1932 (cf. chap. II) ;

5° que les cultivateurs soient autorisés à payer leurs créanciers artisans en leur remettant des warrants agricoles « portant uniquement sur du blé récolté par eux et dont ils sont propriétaires ».

La C. G. A. F. espère que ce plan, s'il est adopté, aidera les artisans, car nombreux sont ceux qui commencent à souffrir de la crise.

§ 3. — L'artisan, propriétaire ou locataire.

Pour assurer l'existence du foyer familial, pour mettre à l'abri des créanciers, une portion du patrimoine indispensable, la loi du 12 juillet 1909 a créé le bien de famille ; ses principales dispositions ont été rendues applicables aux artisans par la loi du 22 février 1931. Le bien de famille peut comprendre « soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille, soit une maison avec boutique ou atelier et le matériel et outillage le garnissant, occupées et exploitées par une famille d'artisans ». La valeur du bien, y compris celle du cheptel, du matériel, outillage et immeubles par destination, ne doit pas, lors de sa fondation, dépasser 40.000 francs. Les règles générales, les conditions de fond et de forme suivant lesquelles le bien de famille peut être constitué, et suivant lesquelles cette situation exceptionnelle peut prendre fin, sont celles du droit commun. La maison et l'atelier de l'artisan transformés en bien de famille ne peuvent plus, sauf en certains cas très rares, être saisis, ni hypothéqués ni vendus à réméré. Les partisans de cette institution vantent ces qualités : le bien de famille protège les artisans contre eux-mêmes et contre leurs créanciers, il protège la famille qui conserve son foyer malgré les difficultés financières, il protège la société en augmentant le nombre des petits propriétaires. Mais les adversaires font remar-

quer que la constitution du bien de famille diminue le crédit et la liberté de l'artisan, par conséquent diminue son activité. La loi du 22 février 1931 n'a reçu jusqu'ici qu'un très petit nombre d'applications.

Un grand nombre d'artisans, surtout dans les villes, ne sont pas propriétaires de leur atelier ni de leurs locaux d'habitation : simples locataires, ils connaissent tous les inconvénients qui s'attachent à cette situation. Or, les difficultés économiques qui ont suivi la guerre, ont obligé le législateur à intervenir, et à modifier, d'autorité, les rapports entre propriétaires et locataires : de nombreux textes ont créé peu à peu une législation abondante et touffue.

Les frais d'installation sont pour les artisans une lourde charge, et il faut aussi leur permettre de s'agrandir tranquillement, sans crainte d'être chassé ; aussi, comme les commerçants et les industriels, et même d'une façon plus complète encore, ils ont été protégés contre ceux de leurs propriétaires qui auraient voulu les renvoyer conformément au droit commun. Une première série de mesures qui visent à maintenir les artisans dans les locaux qu'ils occupent, ou du moins à leur accorder, en cas d'éviction de leurs locaux professionnels, une indemnité compensatrice, ont fait l'objet de diverses lois : certaines, comme la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée le 29 juin 1929, ont trait aux locaux d'habitation et aux locaux à caractère professionnel, mais non commercial ; d'autres, comme la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 22 avril 1927 et surtout par celle du 13 juillet 1933, n'intéressent que les baux des locaux à caractère commercial ou industriel. Plus récemment, la diminution des bénéfices, née de la baisse du prix des marchandises, a eu pour conséquence de mettre les locataires qui avaient passé un bail au cours de la période de prospérité, dans une situation difficilement tolérable ; de nouvelles mesures durent être envisagées par le législateur afin de permettre la révision du prix des loyers : la réduction du prix des baux à ferme fut l'œuvre de la loi du 8 avril 1933, celle du prix des baux à loyer des commer-

cants, industriels et artisans, l'œuvre de la loi du 12 juillet 1933.

Quoique cette législation intéresse directement les petits artisans, et leur octroie de grandes faveurs, cependant elle ne leur est pas particulière. Une étude rapide des principales dispositions contenues dans ces textes divers suffira donc :

1^o Le droit des artisans au renouvellement ou à prorogation de leur bail.

Deux textes sont en présence : d'une part la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 13 juillet 1933, dites « sur la propriété commerciale » qui visent le renouvellement des baux commerciaux ; d'autre part la loi du 1^{er} avril 1926 qui a trait au renouvellement des baux à caractère non commercial. Suivant leur situation, les artisans profitent de tout ou partie de cette double législation.

Lorsqu'il s'agit, en premier lieu, d'un artisan commerçant, le renouvellement de son bail ne peut avoir lieu que conformément aux lois sur la propriété commerciale : le texte de la loi de 1933 reproduit exactement celui de la loi de 1926. L'artisan se trouve protégé du propriétaire par un droit au renouvellement de son bail, à défaut par un droit à indemnité. Les règles générales sont les suivantes : pour les baux des locaux où il exploite, depuis deux ans si le bail est écrit, depuis six ans si le bail est verbal, un fond de commerce, et pour les baux des locaux accessoires nécessaires à son exploitation, l'artisan peut demander à son propriétaire le renouvellement : celui-ci n'est jamais obligé de satisfaire à cette demande, mais, sauf dans certains cas où il peut prouver l'existence d'un motif légitime et prévu par la loi, il sera condamné au paiement d'une indemnité d'éviction. La loi fixe la procédure que suit la demande en renouvellement et suivant laquelle sont discutées les conditions du nouveau bail : une grande place est laissée à l'arbitrage. Lorsque le propriétaire refuse le renouvellement, soit qu'il désire exercer son droit de reprise, soit qu'il refuse de consentir le bail aux conditions déterminées par les arbitres, ou, à défaut, par le président du tribunal civil, il devra payer une indemnité proportionnée au

préjudice causé, en tenant compte de tous les éléments de perte que le locataire aura à subir et de gain dont il sera privé, par suite de l'éviction. Le droit de reprise est limité à un certain nombre de cas que la législation nouvelle a encore eu tendance à restreindre ; d'un autre côté, les motifs légitimes admis pour le refus du droit à indemnité en cas de non-renouvellement sont strictement énumérés. Enfin, on peut noter que lorsque l'artisan n'a pas obtenu renouvellement de son bail, pendant les cinq ans qui suivent le refus, le propriétaire ne peut pas louer ses locaux qui ont fait l'objet de discussions, à un artisan exerçant une industrie similaire.

Lorsqu'il s'agit, en second lieu, d'un artisan dont le local est sans caractère commercial ou industriel, la prorogation du bail peut avoir lieu conformément à la loi du 1^{er} avril 1926. Cette loi, modifiée à diverses reprises, prescrit une prorogation obligatoire des baux écrits ou oraux des locaux à usage professionnel dans lesquels les locataires exercent effectivement un art ou une profession non compris dans la liste des métiers commerciaux ou industriels. Le propriétaire peut exercer son droit de reprise aux conditions fixées par la loi ; en principe, le locataire ne reçoit pas d'indemnité mais si le propriétaire exerce ce droit de reprise d'une manière abusive ou ne satisfait pas aux prescriptions légales qui pèsent sur ce droit, il peut être frappé d'une amende civile. Lorsque l'artisan n'est pas commerçant, ces dispositions lui sont applicables. Mais la loi du 30 juin 1926, puis la loi du 13 juillet 1933, comprennent une même disposition qui déclare applicable aux artisans et façonniers répondant aux conditions fixées par l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, et, en conséquence, soumis à l'impôt sur le revenu des traitements et salaires, toutes les mesures votées en faveur des artisans commerçants. Ces artisans et façonniers, visés par l'article 10, sont tantôt des commerçants, tantôt des non-commerçants, mais tous les artisans non-commerçants, à peu d'exceptions près, profitent de l'article 10, et par conséquent sont appelés à bénéficier à la fois des lois sur le renouvellement

des baux commerciaux et des lois sur les prorogations des baux de locaux d'habitation ou de locaux professionnels sans caractère commercial. L'interprétation de ces textes a donné lieu à de nombreuses discussions doctrinales et jurisprudentielles : certains auteurs accordent au juge le droit d'estimer l'importance respective de l'atelier professionnel ou du logement d'habitation, et, en conséquence, lui reconnaissent le pouvoir de décider quelle est celle des deux lois qui devra être appliquée à l'artisan ; d'autres admettent simplement le cumul des lois, l'artisan non-commerçant pouvant à la fois jouir de la prorogation légale et du droit à renouvellement. Le Parlement, lors de la discussion d'une réforme de la loi du 30 juin 1926, réforme qui devait aboutir à la loi du 13 juillet 1933, avait tenté de mettre fin aux hésitations de la jurisprudence. Mais l'entente ne put se faire entre les deux Chambres, et les mêmes dispositions reproduites dans la nouvelle loi permettent de considérer qu'effectivement les artisans non-commerçants pourront, tantôt demander le bénéfice de la loi du 1^{er} avril 1926, tantôt le bénéfice de la loi du 13 juillet 1933.

2^o Le droit à réduction du prix du bail.

La loi du 12 juillet 1933 a admis, dans certains cas, le principe de la réduction des baux de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal. En particulier, tous les artisans, qu'ils soient commerçants ou qu'ils ne le soient pas, pourront demander la réduction du bail de leurs ateliers : le Parlement, d'une façon expresse a donc permis aux artisans de cumuler les dispositions favorables, puisque, déjà comme non-commerçants, ils profitent des lois sur la prorogation des locaux professionnels. Le droit à réduction est, d'ailleurs, limité à des conditions assez précises : il faut un bail « à loyer normal, prorogé ou renouvelé », d'une durée de six ans au moins, ayant pris cours ou conclu avant le 1^{er} juillet 1932. La procédure de réduction, sa mesure et ses effets sont en outre fixés. Enfin la loi, comme celle du 6 juillet 1925, qui avait été faite pour permettre une majoration du prix de bail en fonction de la diminution de la

valeur du franc, prévoit des cas de réajustement du prix de bail à la valeur locative, sur la demande et au profit du propriétaire.

Telles sont les principales dispositions de la législation sur les loyers des locaux à usage professionnel : les artisans ont largement profité des faveurs particulières que le Parlement leur a accordées (1).

Les lois sociales intéressent donc l'artisan comme patron, comme ouvrier, enfin comme travailleur, propriétaire ou locataire de son atelier et de son magasin. Lorsqu'il dirige ses compagnons ou lorsqu'il vend à la clientèle, il ressemble, sauf par certains détails, à l'industriel ou au commerçant ; au contraire, lorsqu'il travaille lui-même, son métier, son existence le rapprochent souvent du salarié, mais son indépendance juridique l'en éloigne. Cette situation explique les mesures auxquelles il est soumis ou dont il bénéficie : quoique patron, il peut s'inscrire aux assurances sociales, et surtout il obtient des secours de chômage.

Mais quelles seront parmi les lois ouvrières, celles qui l'intéresseront et celles, au contraire, qui l'ignoreront ? On peut, d'abord, considérer qu'il est impossible d'appliquer aux artisans toutes les mesures destinées à limiter ou à protéger le travail de l'ouvrier : non seulement ils doivent achever leur ouvrage, mais encore ils doivent passer des commandes et recevoir leur clientèle ; ils ne peuvent vivre que s'ils travaillent comme il leur plaît. Ils connaissent les risques qu'ils courent et l'effort qu'ils doivent fournir pour subsister. Mais il n'en est pas absolument de même pour les lois qui visent à protéger les travailleurs contre les risques sociaux : certains ne considérant que leur caractère juridique d'indépendance, ne peuvent admettre que des mesures puissent être imposées aux artisans, que ce soit pour les accidents du travail, les assurances sociales, les allocations fami-

(1) V. POUMARÈDE, LI et, dans la collection des *Lois Nouvelles*, les commentaires de M. Gaëtan AUBÉRY (années 1926 et 1927) et de M. Paul ESMEIN (années 1932 et 1933).

liales ; d'autres ne veulent voir que leurs conditions d'existence et estiment que la société se doit de venir en aide, au besoin en agissant sans le consentement des intéressés, à tous les petits travailleurs dispersés. Cette conception peut sembler dangereuse, car elle conduit rapidement certains théoriciens à proclamer que l'Etat a le devoir de secourir tout individu réduit au chômage, quels que soient sa profession, son mode de vie, les fautes qu'il a pu commettre, les événements qui l'accablent. Mais les difficultés économiques actuelles, qui rendent l'avenir incertain même aux artisans les plus travailleurs et les plus habiles, forcent peu à peu le législateur à adopter cette seconde solution ; il limite cette extension de la législation sociale à ceux des artisans dont les conditions d'existence se rapprochent de celles des ouvriers, c'est-à-dire à ceux dont le bénéfice ne dépasse pas un certain chiffre (assurance facultative), ou qui n'emploient pas un nombreux personnel (caisses de chômage). Ces distinctions sont forcément arbitraires ; elles paraissent cependant nécessaires.

Parmi leurs principales revendications, les artisans demandent l'interdiction du travail noir et la protection de leurs modèles.

On appelle « travail noir » le travail à caractère industriel, exécuté par un employé, un ouvrier ou un fonctionnaire en dehors de ses heures de service. Nombreux sont, en effet, les individus qui occupent une situation publique ou privée, et qui, leur journée de travail achevée, se livrent à de petits travaux de serrurerie, de cordonnerie, d'installations électriques, etc... Ils se font payer à un prix très inférieur à celui que demandent des artisans, car, d'une part aucun impôt ne frappe leurs petits bénéfices, et d'autre part, les travaux qu'ils exécutent ne forment pas le principal de leurs gains. A l'heure actuelle le travail noir irrite un grand nombre d'artisans car :

1° des fonctionnaires ou des employés profitent de leurs connaissances techniques pour s'assurer, en dehors de leurs

heures de service, une clientèle particulière aux dépens des artisans : ainsi les agents des postes sont souvent invités à monter des installations électriques ;

2^o d'autres exercent, par personne interposée, une véritable profession artisanale : par exemple certains facteurs tiennent de petits ateliers (réparation de chaussures) ;

3^o enfin, nombreux sont les ouvriers chômeurs qui effectuent les travaux les plus divers.

A ce problème du travail noir aucune solution ne peut être donnée qui satisfasse tout le monde. Cependant le ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones, a invité son personnel à ne point exercer, en cette période de crise, un commerce en dehors de leurs fonctions. Les artisans, de leur côté, demandent que les travaux exécutés par les ouvriers soient passibles de l'impôt.

Pour protéger les objets, dessins et modèles fabriqués par les artisans et destinés à être revendus, une proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat par M. Serre et adoptée le 25 janvier 1934, tend à rendre obligatoire l'apposition d'une marque artisanale nationale. Plusieurs modèles de marques seraient la propriété des Confédérations nationales de syndicats : leur apposition ne serait pas obligatoire pour les artisans vendant eux-mêmes au public, mais elle le serait pour les intermédiaires qui se chargent de la revente. Lorsque le produit du travail de l'artisan est, pour sa plus grande part, exécuté à la main, une mention spéciale serait inscrite sur la marque.

Une autre proposition déposée sur le bureau de la Chambre des Députés par M. Susset, tend à accorder aux propriétaires des avances à long terme destinées à leur permettre de donner du travail aux artisans en leur faisant réparer et aménager leurs habitations.

Progressivement les pouvoirs publics viennent en aide aux artisans, non plus en diminuant leurs impôts, en développant les modes de crédit, en subventionnant les caisses de chômage, mais en favorisant directement la production des métiers. On

a déjà pu citer les mesures prises en vue de permettre le fractionnement des travaux publics, et les dispositions que la C. G. A. F. voudrait voir adopter pour remédier au chômage. Dans quelques années, il sera peut-être possible, en étudiant la législation artisanale, de consacrer un chapitre aux lois destinées à encourager et à diriger la production des métiers.

Les artisans réclament aussi la création d'un registre de métiers, semblable au registre de commerce déjà existant. Ce registre serait tenu, dans chaque département, par le secrétaire de la Chambre de métiers : tout artisan, français ou étranger, serait tenu de se faire inscrire sur ce registre au cours du mois qui suivrait son installation. Un registre central serait tenu au ministère du Travail. Les artisans demandent, enfin, la constitution, au sein des tribunaux de commerce, d'une section spéciale où ne siègeraient que des juges élus par les artisans. La classe artisanale veut obtenir, peu à peu, un statut particulier.

CHAPITRE IV

LA VIE INTERNATIONALE DES ARTISANS

Dans la plupart des pays d'Europe, des groupements d'artisans se sont constitués. Leur composition est variable car certaines législations n'ont pas établi cette sorte de présomption d'artisanat, que l'on trouve dans les pays qui ont fixé une limite numérique à la main-d'œuvre employée par l'artisan. Cependant, partout, la masse des artisans est formée par les travailleurs qui exercent leur profession seuls, ou avec l'aide d'un petit nombre de compagnons ; les différences que l'on remarque dans les diverses définitions, en fait, modifient peu l'aspect que la classe artisanale revêt dans tous les pays. Cette unité, dans leur condition et dans leurs besoins d'existence, explique que l'idée d'une coopération internationale ait rapidement abouti à des résultats pratiques. En 1930 fut fondé, à Paris et à Rome, l'Institut international de l'artisanat ; depuis plusieurs années, on envisage la création d'une commission artisanale auprès du Bureau international du Travail, à Genève.

§ 1. — L'Institut International de l'Artisanat.

Sa création. — Dès avant la Guerre, grâce à diverses initiatives, en particulier celle de la Belgique, des congrès internationaux réunissaient les « classes moyennes ». A l'une de ces assemblées, en septembre 1928, les délégués de diverses organisations artisanales sentirent la nécessité de constituer un organisme

international propre aux artisans. L'initiative de cette création revient, d'une part, aux délégués français, d'autre part, aux délégués italiens (1). Les Congrès nationaux de la C. G. A. F., tenus à Lille en 1929, puis au Havre en 1930, et, cette même année, le Congrès de l'Artisanat italien réuni à Rome, donnèrent mandat à leurs dirigeants de s'entendre pour préparer la première assemblée internationale des artisans. Dès 1929, des recherches furent effectuées, pour dresser la liste des principales associations d'artisans dans les différents pays d'Europe ; délégués français et italiens se concertèrent à plusieurs reprises pour adresser leurs invitations, et établir un programme. A Rome, en septembre 1930, le premier congrès international de l'artisanat comprit des délégations venues d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de France, de Grèce, de Hongrie, d'Italie, du Luxembourg, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie ; le B. I. T. était représenté ; des associations de Bulgarie, de Lettonie, de Suède et de Suisse avaient envoyé leur adhésion. Après avoir examiné la plupart des questions importantes pour l'artisanat, ce Congrès décida, à l'unanimité, de fonder un Institut international, dont la présidence serait partagée entre le délégué italien et le délégué français. Le second Congrès international, tenu à Paris, l'année suivante, approuva définitivement les statuts du nouvel organisme. « Onze nations y étaient représentées par 70 délégués, mandataires de près de 4 millions d'artisans ». La délégation française comprenait, outre les dirigeants de la C. G. A. F., le président et le secrétaire général de la Chambre de métiers d'Alsace. L'élaboration des statuts donna lieu, lors du vote de chaque article, à de longues discussions. En effet, les doctrines s'opposaient, les unes qui voulaient une liaison étroite avec la grande industrie et le patronat, les autres, en plus grand nombre, semble-t-il, qui désiraient assurer et renforcer la complète indépendance de la

(1) Délégués français : MM. TAILLEDET et GRANDADAM. Délégués italiens : MM. BURONZO, député ; GATTINARIA, Secrétaire Général de la Fédération fasciste autonome des artisans d'Italie, Comm. BALLERINI, CRISTILLI.

classe artisanne. En juin 1931, l'existence de l'Institut international de l'Artisanat fut officiellement proclamée.

Son objet et son organisation. — L'Institut international de l'Artisanat est appelé à jouer un triple rôle.

1^o Le rôle d'un organisme d'études, d'informations et de renseignements. Il étudie et publie les documents statistiques ou économiques qui intéressent les artisans et la production artisanne ; il réunit et communique aux associations nationales les renseignements qui ont trait à tous les problèmes importants pour l'artisanat, tels que le crédit, l'apprentissage, les assurances sociales, la coopération...

2^o Le rôle d'un organisme destiné à la défense des intérêts professionnels, du point de vue national comme du point de vue international. D'une part, il s'efforce de faire édicter par les différents gouvernements, les mesures susceptibles de protéger l'activité industrielle des artisans et d'améliorer leur situation. D'autre part, près des organismes internationaux, ou lors de l'établissement de conventions internationales, il représente les intérêts de l'artisanat.

3^o Le rôle d'un organisme chargé de développer la production artisanne et d'encourager les œuvres d'entr'aide mutuelle. Ainsi, il doit chercher à rendre plus nombreux les échanges d'apprentis et de compagnons, il crée des institutions sociales, il soutient les mesures qui renforcent l'autorité et le rôle de la famille.

Enfin, le dernier alinéa de l'article II prévoit que l'Institut « poursuivra la réalisation d'un régime économique assurant au travail artisanal la situation prépondérante qui lui revient dans l'économie mondiale ».

Ne peuvent adhérer que les organisations nationales groupant les artisans de leur pays ; lorsqu'il existe, pour une seule nation, plusieurs fédérations, le conseil d'administration de l'Institut, après examen de leur objet et de leurs statuts, peut les autoriser toutes à s'affilier ; la même solution a été adoptée pour les pays

où des associations régionales sont seules constituées. L'admission est prononcée par le conseil d'administration et ratifiée par le congrès.

Le congrès forme l'organe essentiel de l'Institut. Composé des délégués des différents pays adhérents, il se réunit tous les deux ans. Chaque organisation adhérente envoie au minimum un délégué ; les organisations de plus de 25.000 membres ont droit à un délégué supplémentaire par 25.000 ou fraction de 25.000 membres. Ce congrès discute les problèmes importants, les rapports des délégués et les comptes. Il élit le conseil d'administration. Celui-ci comprend un président, des vice-présidents et un secrétaire général ; il se réunit deux fois par an. Pouvoir exécutif de l'Institut, il est chargé de l'application des décisions du congrès et de préparer le budget. Le président est nommé par le congrès pour une durée de 2 ans et rééligible ; les vice-présidents sont désignés, chacun par un des pays adhérents, afin que tous soient représentés. Le secrétaire général est choisi parmi les délégués du pays auquel appartient le président, et où se trouve, de ce fait, situé le siège social de l'Institut (1).

Les associations adhérentes à l'Institut versent annuellement une contribution fixée par le congrès et proportionnelle au nombre des artisans représentés.

Les difficultés présentes. — Cette fondation est récente ; l'enthousiasme des artisans se heurte, à l'heure actuelle, à de nombreuses difficultés. Un peu partout les associations d'artisans subissent les conséquences de la crise économique, et en particulier de la mévente des produits agricoles. Le congrès, prévu à Budapest pour 1933, a été remis à l'année suivante. Cependant un effort a déjà été fait : les dirigeants de l'Institut ont d'abord voulu créer un centre actif d'études, d'informations

(1) A côté de M. BURONZO nommé Président-Fondateur de l'Institut, a été élu Président M. TAILLEDET, président de la C. G. A. F. Le siège social a été fixé en conséquence à Paris et M. LEY, secrétaire général de la Chambre de Métiers d'Alsace, désigné pour les fonctions de secrétaire général. Le secrétariat administratif demeure à Rome ; ce poste est rempli par M. GATTINARIA,

et de propagande ; ensuite, après avoir affermi leur organisation, assurer, aussi bien à Genève que dans les différentes capitales d'Europe, la défense des intérêts de l'artisanat. Dans une dizaine d'années, on pourra apprécier les premiers résultats de leur effort, mais, dès à présent, on entrevoit les principaux obstacles qui gêneront leur action :

1^o L'individualisme des artisans. Lorsqu'aucune loi ne les oblige à se grouper, les petits travailleurs préfèrent souvent leur indépendance à l'association. Ce sentiment met obstacle au développement de l'entr'aide nationale ; à plus forte raison, nuit-il à la prospérité d'une organisation internationale.

2^o L'absence de personnel compétent pour les affaires internationales. Les associations nationales se connaissent mal entre elles et ignorent le plus souvent les législations étrangères. Aussi, avant de pouvoir achever un travail sérieux de documentation et une œuvre solide de coopération, l'Institut connaîtra probablement des échecs.

3^o Le manque d'argent. L'absence de cotisations, un an à peine après le vote des statuts, a obligé l'Institut à ralentir son effort.

4^o Mais la principale difficulté vient de la diversité des conceptions politiques ; dans certains pays les artisans demeurent absolument libres (France, pays scandinaves), ailleurs les cadres de leur organisation professionnelle sont nettement déterminés et fixés par les pouvoirs publics (Italie, Allemagne) ; presque toujours, dans la seconde catégorie, les artisans se trouvent plus rapprochés du patronat que dans la première. Ces différences de doctrines ont déjà abouti à des heurts et à des discussions qui ont mis en péril l'existence de ce nouvel organisme.

C'est seulement lorsque ces obstacles auront pu être franchis, que l'Institut international prouvera son utilité.

§ 2. — La représentation de l'Artisanat auprès du Bureau International du Travail.

Le réveil, dans de nombreux pays d'Europe, du mouvement artisanal, a rapidement fait naître chez les dirigeants des principales associations artisanes, le désir de créer un lien entre le monde des petits travailleurs indépendants et l'Organisation internationale du Travail. Comment la question a-t-elle été posée à Genève, et comment, jusqu'à présent, a-t-elle été résolue ? Quels sont les arguments invoqués par les artisans et les réponses de leurs adversaires ?

En France, en Italie, et dans quelques autres pays, les artisans, à plusieurs reprises, avaient exprimé le vœu de se voir représenter par une commission consultative, placée auprès du B. I. T., et composée des dirigeants des principales organisations européennes. En particulier, aux congrès de la C. G. A. F., tenus en 1928 et dans les années suivantes, le problème avait été discuté. La question fut officiellement posée à Genève par le chef de la délégation italienne, M. de Michelis, représentant le gouvernement fasciste, qui, le 20 novembre 1928, proposa la création d'une commission consultative de l'artisanat. Le conseil d'administration du B. I. T., saisi du problème, le discuta, en particulier dans une séance tenue le 7 octobre 1929, où M. de Michelis fut soutenu par le directeur du B. I. T., Albert Thomas. Une sous-commission fut chargée, après une longue discussion, d'étudier la question, de se rendre compte si véritablement les artisans désiraient cette représentation, et quels seraient le rôle et l'activité de cette commission, si elle venait un jour à être créée. Quelques mois après, en février 1930, la sous-commission, composée d'un représentant gouvernemental (M. de Michelis), d'un représentant patronal et d'un représentant ouvrier, n'avait pu se mettre d'accord ; le conseil d'administration du B. I. T. dut l'autoriser à continuer ses travaux. Sur ces entrefaites, le premier congrès international de l'artisanat se réunit à Rome,

et insista auprès du B. I. T. pour éviter que la sous-commission ne s'endormît. Celle-ci, surprise par cette solidarité des artisans, invita, en janvier 1931, les présidents de l'Institut international de l'Artisanat à venir s'expliquer en personne. Ils firent un exposé général du problème et eurent à répondre aux questions suivantes :

1^o Quels sont les critères qui permettent de distinguer l'artisan de l'entrepreneur industriel, d'une part, et, d'autre part, de l'ouvrier salarié ?

2^o Quels sont les problèmes de la compétence du B. I. T. qui peuvent présenter un intérêt spécial pour l'artisanat ?

3^o Quelles sont la constitution et l'activité de l'Institut international de l'Artisanat ?

En avril 1931, la sous-commission décida de consulter, par écrit, une liste importante de personnalités choisies dans les différents pays d'Europe. A la même époque, les services du B. I. T. publiaient, après une étude sérieuse, une brochure « sur la notion de l'artisanat et son évolution » (H. Rabino-witch). Depuis la fin de cette enquête, le travail de la sous-commission paraît terminé et le conseil d'administration du B. I. T. n'a pris aucune décision, ouvriers et patrons se montrent, en général, également hostiles à la présence des artisans.

Leurs premières réclamations avaient été, en effet, accueillies avec scepticisme. Tous les membres du B. I. T. avaient élevé aussitôt les deux objections suivantes : l'artisanat existe-t-il ? Si même il existe, quels sont les problèmes que discute le B. I. T., qui peuvent l'intéresser ? D'une part, disaient-ils, la notion d'artisan n'a jamais été précisée, les associations artisanes s'ignorent entre elles, sont composées, dans chaque pays, d'une façon différente, et aucun renseignement sûr ne permet d'affirmer que toutes désirent une représentation auprès du B. I. T. ; d'autre part, la compétence du B. I. T. n'est pas infinie, elle a des limites, et les problèmes qui rentrent dans sa compétence ont été

fixés par le Traité de Versailles et le Pacte de la Société des Nations. Or, non seulement aucun texte officiel n'a mis l'artisanat au rang de ses problèmes, mais encore on ne voit pas, parmi les questions qu'examine l'Organisation internationale du Travail, quelles sont celles qui intéressent les artisans, au point qu'une commission spéciale soit créée pour eux.

Les artisans n'eurent pas de peine à répondre à ces premiers arguments. L'artisanat existe-t-il et prend-il conscience de son rôle ? On pouvait peut-être en douter avant la guerre, mais, à l'heure actuelle, la notion d'artisan, sous la pression des faits économiques et sociaux, s'est précisée, les différences qui subsistent, dues aux multiples définitions édictées par les législations, ne laissent en discussion que des détails et n'affectent pas la masse des travailleurs indépendants ; les associations partout constituées ou reconstituées après la guerre, n'ont cessé de se développer, et les principales d'entre elles, se réunissent régulièrement dans des congrès internationaux. L'artisanat demeure-t-il hors de la compétence du B. I. T., et les problèmes qui y sont examinés ne les intéressent-ils pas ? Cet argument reprend la vieille théorie de la compétence limitée de l'Organisation internationale du Travail. Par trois fois, la Cour permanente de justice internationale a condamné cette doctrine. Après avoir réfuté les arguments invoqués, la Cour de La Haye, s'inspirant du texte et de l'esprit de la Partie XIII du Pacte, des sentiments exprimés dans le Préambule du Pacte de la Société des Nations, a affirmé la compétence universelle de l'Organisation internationale du Travail : elle a décidé que cette organisation avait le droit de discuter toutes les questions relatives au travail et à la condition de vie des travailleurs. Ce que la Cour a jugé pour les travailleurs agricoles et pour les travailleurs intellectuels s'applique aux travailleurs de l'artisanat. De nombreuses commissions consultatives existent au sein du B. I. T. ; leur avis est obligatoirement demandé lorsqu'il s'agit de problèmes qui les intéressent particulièrement ; pourquoi les artisans ne seraient-ils pas représentés également ? Il paraît, en effet, difficile

de soutenir qu'ils n'auraient aucun rôle à jouer : toutes les questions ayant trait à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, aux assurances sociales, à la réglementation, à la coopération, au crédit populaire... sont pour les artisans, aussi bien que pour les ouvriers et les patrons, des questions importantes, essentielles même parfois. Les artisans y sont doublement intéressés ; comme patrons, car ils emploient compagnons et apprentis ; comme ouvriers, car ils travaillent eux-mêmes.

Cette situation spéciale sert actuellement aux patrons et aux ouvriers ; à défaut des objections précédentes, elle leur permet de ne pas donner suite aux réclamations des artisans. Les patrons leur disent : « vous employez des salariés, vous dirigez des entreprises indépendantes, vous appartenez donc à la classe patronale, nous vous représentons et nous défendons vos intérêts ». Les ouvriers, de leur côté, s'adressent aux artisans : « la plupart d'entre vous, travailleurs manuels souvent isolés, partagez nos conditions de vie ; vos besoins, nous les connaissons, ils sont voisins des nôtres et nous vous protégeons ». Les premiers ont peur de ces petits patrons qui, parfois, soutiendraient les réclamations ouvrières ; les seconds craignent ces ouvriers indépendants qui opineraient, de temps à autre, en faveur des doctrines patronales.

Aussi, depuis cinq ans, les réclamations artisanes n'aboutissent pas. On n'enregistre aucun progrès ; au contraire : alors que les délégués gouvernementaux avaient toujours pris une attitude tantôt réservée, tantôt favorable, en février 1933, le nouveau gouvernement allemand s'est opposé à la création de cette commission artisanale : il s'est fait le champion d'une définition très large de l'artisan qui conduit, en fait, à mettre les petits travailleurs indépendants, isolés ou chefs d'une entreprise aux dimensions très réduites, sous la domination des patrons et des industriels. Cette conception contraire aux intérêts de l'artisanat, et rejetée dans tous les pays qui laissent les artisans se grouper selon leurs propres intérêts et selon la communauté

de leurs sentiments, fausse complètement la définition de l'artisan. Elle jette le discrédit sur leurs associations, considérées comme des groupements de petits patrons, mécontents de l'attitude des grands. De nombreuses organisations nationales ont, dans tous les pays, protesté contre cette attitude de l'Allemagne et contre les hésitations du B. I. T. Leurs réclamations sont justifiées ; le succès doit, en récompensant leur effort, affirmer leur force et leur unité.

TROISIÈME PARTIE

L'artisanat, classe sociale.

Joie de la main exacte, des doigts intelligents, les gros doigts d'où l'on voit sortir la fragile œuvre d'art ! Joie de l'esprit qui commande aux forces de la terre, qui inscrit dans le bois, dans le fer ou dans la pierre, le caprice ordonné de sa noble fantaisie !... mes mains sont des ouvriers dociles que dirige mon maître compagnon, mon vieux cerveau, lequel, m'étant soumis lui-même, organise le jeu qui plaît à ma rêverie. Qui jamais fut mieux servi que moi ?

Romain ROLLAND, « *Colas Breugnot* ».

Au début du xx^e siècle, un des premiers économistes qui aient étudié la situation des artisans, s'exprimait en ces termes : « autant jadis on s'est montré catégorique, tranchant dans l'affirmation de l'irréremédiable déchéance de l'atelier de l'artisan, autant aujourd'hui on y regarde, on hésite et on distingue ; l'observation a montré qu'on avait été trop absolu et qu'on avait énoncé des lois trop générales » (1). Le réveil économique de l'artisanat, après la guerre, prouve l'exactitude de cette remarque et la production artisanale conserve un domaine d'activité très précis. Cependant à l'heure actuelle un second phénomène retient l'attention : le réveil social des artisans. Non seulement l'artisanat, forme économique de production, subsiste, mais encore un artisanat, classe sociale, se constitue. Prenant conscience de leurs intérêts et de leur valeur, un grand

(1) BRANTS, VII.

nombre de petits travailleurs s'unissent ; ils refusent toute assimilation avec la classe patronale et la classe ouvrière ; presque toujours ils se séparent des autres membres de la classe moyenne, groupe intermédiaire et de composition variable.

C'est au cours des années qui ont immédiatement suivi la guerre, que les artisans ont fait sentir leur importance : non seulement leur nombre a surpris, mais encore leur rôle social est apparu de premier plan. Propriétaires de leurs ateliers et travailleurs eux-mêmes, ennemis d'un côté des grands patrons, opposés de l'autre aux ouvriers et aux théories communistes, ils se sont alliés, pour la défense de leurs intérêts, avec les petits commerçants et surtout les petits paysans, comme eux propriétaires. La politique économique et sociale de certains gouvernements s'est traduite par un mécontentement de ces artisans qui, venant grossir, sinon de leur fortune, du moins de leur nombre, les rangs de l'opposition, ont contribué, en Italie, en Allemagne, en Autriche, par exemple, à l'établissement d'un régime autoritaire. Cette puissance sociale que partagent les artisans avec les commerçants et les paysans a naturellement préoccupé, aussi bien les dictateurs que les gouvernements parlementaires, tous soucieux de s'assurer, après ces expériences, le concours et l'adhésion des petits travailleurs indépendants.

En France, où depuis longtemps les paysans sont respectés, le législateur s'intéressa très tôt aux artisans et, dans le courant de l'année 1923, deux mesures importantes furent votées en leur faveur (lois des 30 juin et 27 décembre). Ils se sont groupés sans animosité contre le régime : au contraire, leurs orateurs et leurs doctrinaires ont toujours présenté la classe artisanale comme un élément d'équilibre et un facteur d'ordre dans la démocratie.

L'artisanat forme-t-il une classe sociale véritablement indépendante ? A cet égard, la France constitue un excellent exemple, puisque les artisans y sont nombreux, et qu'ils ont pu s'unir sous l'empire de lois très respectueuses des droits individuels.

§ 1. — La notion de classe sociale.

Pourquoi dans une société évoluée et hiérarchisée, des individus, qui exercent des professions différentes, éprouvent-ils le besoin de se grouper et de lutter ensemble ? Pourquoi d'autres, que semble rapprocher un métier commun, restent-ils séparés et hostiles les uns aux autres ? Cependant la classe sociale n'est pas une invention d'historien ou de philosophe, c'est un fait que chaque individu constate, et dont il ressent les conséquences en les approuvant ou en les condamnant : « nous avons tous le sentiment que la classe dont nous faisons partie est un groupe où notre place, comme celle de ses autres membres, se trouvait fixée dès avant notre naissance et que des forces, indépendantes de notre volonté et difficiles à vaincre, nous y retiennent (1) ». Cette conscience de classe est donc la première manifestation qui atteste ces divisions de la société, car il paraît contradictoire de supposer qu'une classe existe sans prendre conscience d'elle-même. Un gouvernement autoritaire peut briser les cadres naturels des classes sociales pour créer à leur place de nouveaux groupements, mais le temps et l'usage finissent par dissoudre ceux-ci selon les besoins et les sentiments des hommes. Quels sont donc les facteurs qui unissent les individus, qui créent les classes sociales ?

Cette notion de classe avait déjà été aperçue par certains écrivains du XVIII^e siècle, mais ce sont les doctrines collectivistes qui, les premières, lui ont attribué une valeur scientifique certaine et un grand rôle politique. La définition suivante paraît à la fois répondre au sentiment de chaque individu et demeurer conforme aux vues des sociologues modernes : une classe sociale est formée d'un ensemble de gens ayant, d'une part, des intérêts matériels communs et distincts de ceux des autres membres de la société dont ils font partie, étant, d'autre part, soutenus par des aspirations morales et une doctrine communes.

(1) HALBWACHS, XVII.

Deux éléments donc dans cette définition : communauté d'intérêts économiques, communauté de sentiments. Plus ces liens sont forts, plus les individus qui composent cette classe se sentent voisins et solidaires les uns des autres.

Le premier élément est un élément matériel : une classe sociale ne se forme naturellement que si, d'abord, des facteurs d'ordre économique conduisent certains hommes à se connaître, à se fréquenter, et, au besoin, à s'associer. Une véritable communauté d'intérêts ne peut, semble-t-il, naître entre les individus que si plusieurs liens les unissent. La profession qu'exercent certains hommes, ou, plus exactement, la fonction qu'ils occupent dans une profession donnée, constitue leur première attache : « seront d'une même classe les individus qui, dans la production des richesses nationales, jouent le même rôle (1) ». La similitude des revenus forme un second lien, et les différences de classes se remarquent à la différence des titres juridiques que les individus apportent dans la répartition des biens. D'aucuns, par exemple, seront propriétaires, d'autres ne posséderont rien. Enfin, l'hérédité et l'éducation rapprochent ou éloignent les hommes les uns des autres ; les habitudes innées ou acquises dans la consommation des biens allient ou séparent les individus.

Il semble que le rôle dans la production doive être considéré comme le facteur économique qui, d'abord, divise le plus nettement les individus et les range en catégories nettes et tranchées, chacune avec ses intérêts et ses besoins particuliers. Les différences des rôles dans la production entraînent, d'une part, des différences sensibles entre les sources de revenus, d'autre part, des différences d'hérédité et surtout d'éducation. Mais le rôle commun dans la production paraît l'élément essentiel, qui soude les individus les uns aux autres par la nécessité matérielle de se défendre pour assurer leur vie et leur subsistance. Une première division s'établit, par exemple, entre ceux qui possèdent et ceux

(1) Roger PICARD, XXXI.

qui exécutent les travaux, les patrons d'une part, les ouvriers de l'autre. Mais il faut, pour que se constitue une véritable classe sociale, une certaine force matérielle de ses membres : d'abord un nombre élevé d'individus pour créer une catégorie particulière de la société : la richesse peut remplacer le nombre ; en second lieu, un rôle actif et précis, sinon les intérêts économiques ne présentent aucune valeur ou n'ont aucune cohésion ; enfin, pour la même raison, le genre de production, à laquelle participent les individus qui forment une classe spéciale, doit revêtir quelque importance. A ces conditions et dans une nation donnée, les facteurs économiques aboutissent à diviser la société en catégories distinctes et opposées.

La communauté d'intérêts économiques n'est pas suffisante. La communauté de sentiments et d'aspirations qui crée une âme, une conscience, une discipline, forme le second élément essentiel de la constitution d'une classe sociale. Tous les membres de cette classe, vis-à-vis des principaux problèmes d'ordre économique ou social, apprennent à réagir d'une façon identique. Plus les sentiments de chacun sont identiques, plus la classe est forte, plus se forme une véritable conscience collective. Si les circonstances permettent ou provoquent une lutte de classes, les chefs proposent une doctrine qui, d'une façon logique et presque scientifique, pour chaque classe, affirme son existence et la valeur de ses membres, précise les facteurs sentimentaux qui les agitent et les unissent, définit leur idéal et les moyens à mettre en œuvre pour leur assurer dans la société une situation meilleure.

Les artisans forment-ils une classe sociale ? Possèdent-ils vraiment des intérêts économiques distincts nés d'un rôle actif dans la production ? Existe-t-il une conscience et une doctrine de classe ?

§ 2. — L'artisanat forme-t-il une classe sociale ?

a) Des intérêts économiques communs.

Les artisans dirigent leur entreprise et travaillent eux-mêmes de leurs mains : d'après leur rôle dans la production, on ne peut les assimiler ni aux patrons, ni aux ouvriers, ni aux professions libérales. Ils sont pour la plupart, propriétaires de leur atelier, souvent de leur maison ; ils n'exercent leur métier que dans un local qui leur appartient ou qu'ils ont loué. Ils possèdent leurs outils et vendent directement à la clientèle : d'après la source de leurs revenus, et leurs titres juridiques dans la répartition des biens, ils se distinguent surtout des ouvriers et de l'ensemble des travailleurs soumis et obéissants à d'autres individus. Enfin la vie des artisans, leurs habitudes innées ou acquises dans la consommation des biens les éloignent des patrons, des membres des professions libérales ou artistiques, et même de la masse des ouvriers : ils mènent une existence paisible ; ils ne sont jamais fortunés ; beaucoup dans les années difficiles éprouvent quelque gêne à équilibrer leur budget, en particulier les artisans des villages qui souffrent des crises agricoles ; mais les artisans voient plus loin que leur métier ; de leur atelier où ils travaillent et qu'ils quittent souvent pour se rendre chez leurs clients, ils jugent les événements et apprécient les hommes ; ils ont une philosophie et une morale de l'existence.

Cette philosophie, cette morale se rapprochent de celles des paysans et des petits commerçants détaillants. En effet, le paysan, comme l'artisan, travaille de ses mains, il possède son champ, mène une existence tranquille, semblable à celle de l'artisan. Le petit commerçant détaillant ne fait pas toujours subir de modifications ou de transformations aux objets qu'il met en vente, mais sa boutique et son comptoir ressemblent à ceux de l'artisan, et sa vie, en particulier dans les bourgs de campagne, n'est guère différente. Ces liens expliquent que petits artisans, petits paysans, petits commerçants se soient souvent

unis pour la défense d'une même opinion politique. Un mécontentement général peut rapprocher ces trois catégories distinctes de la société, qui, toutes trois, sont composées de travailleurs indépendants et propriétaires. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne, les expériences mêmes de la France montrent les attaches politiques communes de ces artisans, paysans et commerçants : il importait de les signaler.

Mais il ne suffit pas, pour prouver l'existence d'intérêts matériels distincts, d'établir les caractéristiques juridiques de telle catégorie d'individus. Il faut, en premier lieu, une activité économique prospère et développée. Le nombre des artisans, leur rôle dans la vie de la nation sont-ils suffisamment importants pour expliquer leur union et la communauté de leurs sentiments ? Au contraire le mouvement artisanal n'a-t-il pas été provoqué par des causes artificielles ou provisoires ?

Pendant de longues années le développement de la grande industrie avait fait croire à la disparition de l'artisanat. Karl Marx dans le *Manifeste communiste*, puis, plus tard, dans le *Capital*, avait prédit sa ruine définitive. Il montre, en effet, comment l'évolution du monde qui conduit, peu à peu, à une expropriation des travailleurs indépendants et à une concentration capitaliste de plus en plus intense, condamne les artisans. Dans un chapitre célèbre, Marx dépeint la situation de ces petits artisans exploités, puis dépossédés par la classe capitaliste et bourgeoise : ils sont donc, comme les salariés, comme les prolétaires, des ennemis de cette classe dominante ; mais ils ne cherchent pas à atteindre le même but que les ouvriers, car, pour vivre, au lieu de marcher vers un nouveau régime économique où ils ne trouveraient pas place, ils « tentent de faire rétrograder la roue de l'histoire ».

« Ainsi donc, écrit Marx, ce qui gît au fond de l'accumulation primitive du capital, au fond de sa genèse historique, « c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la dissolution de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur... »

« La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive est le corollaire de la petite industrie agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élaborent l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre individualité du travailleur...

« Ce régime industriel de petits producteurs indépendants, travaillant à leur compte, présuppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Comme il en exclut la concentration, il en exclut aussi la coopération sur une grande échelle, la subdivision de la besogne dans l'atelier et aux champs, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts de l'activité collective. Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. L'éterniser, ce serait », comme le dit pertinemment Pecqueur « décréter la médiocrité en tout ». Mais, arrivé à un certain degré, il engendre lui-même les agents matériels de sa dissolution. A partir de ce moment, des forces et des passions qu'il com-
prime commencent à s'agiter au sein de la société. Il doit être, il est anéanti. »

Dans les derniers paragraphes de ce chapitre, Marx décrit l'expropriation des petits producteurs par les capitalistes, « expropriation qui s'exécute avec un vandalisme impitoyable » ; il montre ensuite comment la classe ouvrière prend une importance chaque jour plus grande, et comment par un processus logique « les expropriateurs seront à leur tour expropriés ». De nombreuses prophéties de Marx ont été vérifiées ; cependant les travailleurs indépendants existent toujours. La petite propriété agricole, la petite propriété industrielle se maintiennent. L'artisanat, comme forme économique de production demeure prospère et même, au début du ^{xx}^e siècle, de nouveaux métiers se sont ajoutés à la liste de ceux qui avaient subsisté ; dans les villes, dans les campagnes, la grande industrie n'a pas chassé

les petits fabricants et les petits réparateurs qui possèdent leur atelier et leurs moyens de production : l'artisanat, que l'on croyait condamné, n'est pas mort, il affirme son existence et conserve un rôle important dans l'activité industrielle de la nation.

Mais ces symptômes que l'on observe dans de nombreux pays, ne sont-ils pas provoqués par des causes artificielles ?

On a voulu expliquer, en premier lieu, la persistance de cette forme de production par la conception sociale ou politique de certains gouvernements. En France, la législation protège l'industrie artisanale : le fisc présente aux artisans une note moins sévère, le trésor leur prête facilement les sommes qui sont nécessaires à leur métier, des organismes officiels sont chargés de surveiller l'apprentissage et des mesures moins importantes ont été votées en grand nombre. Cette protection, sans doute, répond en grande partie à une idée politique : le Parlement protège une catégorie d'individus dont l'importance n'est pas à dédaigner au moment des élections ; en outre, le législateur a toujours défendu la petite propriété, qu'elle soit industrielle, agricole ou commerciale. Mais les faveurs accordées à l'industrie artisanale s'expliquent aussi par le désir de venir en aide à une forme de production utile : par la quantité de leur travail, par les liens qui les unissent aux paysans, les artisans méritent la bienveillance du législateur. Ainsi, les mesures qui sont destinées à encourager l'agriculture intéressent souvent les artisans : le bénéfice de certaines lois votées spécialement pour les paysans est parfois étendu aux métiers indispensables à la vie agricole ; d'une façon générale, la prospérité de nombreux artisans des villages de France dépend de la prospérité des paysans.

D'autres prétendent parfois que cette renaissance économique d'artisans n'est pas absolument vérifiée. Selon cette opinion, le réveil social serait uniquement l'œuvre de quelques hommes. Grâce, dit-on, à l'effort de ces artisans habiles, les derniers travailleurs indépendants se sont unis : le Parlement écoute leurs revendications, parce qu'ils sont encore nombreux et bien

organisés. Mais rien n'entravera l'évolution économique qui a définitivement condamné l'artisanat.

Enfin, on soutient parfois que le succès actuel de la production artisanale est uniquement dû au trouble économique de notre époque. Les crises dont le monde souffre depuis la Guerre ont jeté un discrédit momentané sur les entreprises industrielles. Elles ont touché plus profondément le grand capitalisme que le petit capitalisme. Les usines ferment, ou éteignent la plupart de leurs cheminées ; les ateliers demeurent, moins prospères, mais toujours vivants ; si quelques-uns disparaissent, d'autres aussitôt prennent leur place (1). Les ouvriers, menacés par le chômage, préfèrent, lorsqu'ils le peuvent, louer ou acheter un atelier ; mais, ajoute-t-on, ces nouveaux artisans retourneront à l'usine dès que cette situation provisoire aura pris fin.

Sans doute, l'effort des pouvoirs publics et l'intelligence de certains dirigeants ont contribué à la renaissance des métiers ; on peut même admettre que l'existence tranquille d'un grand nombre d'artisans a tenté quelques travailleurs chassés par les usines. Mais ces explications sont insuffisantes.

Dans la plupart des pays d'Europe, les gouvernements s'intéressent aux artisans. L'Italie les protège ; les plans de réorganisation économique établis par l'U. R. S. S. ont toujours tenu compte de l'industrie artisanale. Cependant les élections donnent peu de soucis aux dictateurs ; les régimes socialistes ne mettent pas la défense de la petite propriété au premier rang de leurs préoccupations. D'autre part, les congrès internationaux réunissent les représentants de nombreuses associations professionnelles, car, au début du ^{xx}e siècle, l'essor des syndicats et des corporations d'artisans s'est étendu au continent tout entier. Pourtant ceux qui dirigent ces associations professionnelles ont souvent compris leur tâche d'une façon différente. Enfin, dès avant la Guerre, les économistes avaient signalé la résistance des petits métiers.

(1) R. LOUZON, XXII.

Une raison plus profonde explique l'importance du rôle que jouent toujours les travailleurs indépendants, et la place que l'artisanat, forme économique de production, a conservée : les artisans sont nécessaires et les grandes entreprises ne peuvent pas satisfaire tous les besoins des consommateurs. Dans un domaine assez nettement délimité, le travail des artisans ne subit presque aucune concurrence. En Russie, pays qui théoriquement devrait être le plus hostile aux travailleurs-propriétaires, les commissaires du peuple ont reconnu que l'artisanat était indispensable à l'agriculteur, et que son rôle dans la vie urbaine et rurale « expliquait son immense importance pour l'économie nationale de l'U. R. S. S. » (1). Mais ce n'est pas seulement à l'agriculture que les métiers sont utiles ; ils sont nécessaires pour tous les petits travaux de réparation ou de façon, et dans toutes les branches d'industrie qui exigent le contact direct entre le travailleur et le consommateur ; enfin l'œuvre de l'artisan qui travaille les métaux, le bois ou le cuir est renommée par sa qualité et fait contraste avec les produits de la grande industrie. L'ébénisterie parisienne fournit un excellent exemple : dans le vieux faubourg Saint-Antoine, « usine originale, gigantesque, avec des milliers de sous-usines grandes comme des échoppes, des milliers de patrons et de sous-patrons », où les « établissements » d'artisans forment la grande majorité des entreprises d'ameublement, ne se fabriquent en général que de bons et beaux meubles ; « l'artisan jouit encore, et fort justement, de la renommée des ancêtres ». Au contraire, dans le quartier de Charonne, nouveau faubourg rempli de petites manufactures industrielles, les machines débitent, avec hâte, des meubles dont « l'artifice camoufle la médiocrité » (2).

Sans doute, les pouvoirs publics doivent aider les petits métiers qui souffrent des difficultés économiques de l'heure présente. Pour organiser un nouveau mode de crédit populaire, pour réglementer l'apprentissage, les artisans, dans la plupart

(1) H. RABINOVITCH, LXIV.

(2) J. DE GROOTE, XVI.

des pays, demandent l'intervention de l'Etat ; suivant le régime économique et politique auquel sont soumises les différentes nations, diverses mesures accessoires ont été prises en leur faveur. Mais l'agriculture, l'industrie n'ont-elles jamais été protégées ? Est-il enfin au pouvoir d'une législation de créer une forme si durable et si universelle de production ?

Lorsque les doctrines marxistes condamnaient l'artisanat, elles visaient une forme de production qu'elles croyaient figée, elles condamnaient la petite industrie routinière et rétrograde, le fabricant attardé sur un objet qu'il ignore, le chef d'une entreprise aux dimensions étroites incapable d'organiser la division du travail dans son atelier caduc. Elles prédisaient le succès définitif des grandes manufactures, maîtresses de l'économie nouvelle. En effet, au milieu et à la fin du ^{xix}^e siècle, les prophéties socialistes se vérifient et le chemin dont elles ont montré la direction est suivi par le machinisme victorieux. Mais les doctrines marxistes ne se sont pas rendu compte de la souplesse de cette forme de production qu'on nomme industrie artisanale, et elles ne pouvaient prévoir l'aide que de nouveaux progrès scientifiques lui apporteraient. Elles ont fait une exacte analyse des phénomènes économiques du siècle dernier, mais des modifications imprévisibles ont apporté un démenti à certaines de leurs déductions. Alors qu'on croyait assister à la mort des métiers, on s'aperçoit qu'ils vivent toujours et que la classe artisanale, vouée à la disparition, renaît. L'artisanat transformé affirme et prouve son utilité, sa valeur, l'importance de son rôle économique.

Les artisans sont encore nombreux. Dans l'économie de la nation, leur activité est certaine et leur importance incontestée. On comprend qu'ils aient des intérêts matériels communs, distincts de ceux des ouvriers et de ceux des patrons.

b) Un sentiment et une doctrine de classe.

Jusqu'à ces dernières années, la classe artisanale française ignorait son unité. Mais elle l'apprit quand elle eut à lutter contre la classe ouvrière qui prédisait sa ruine, la classe patronale

qui ne prêtait pas grande attention à ses doléances, le législateur enfin, qui l'ignorait. Rapidement, la force sociale des artisans ne fut plus à dédaigner : à l'heure actuelle, il existe une âme de classe, et, pour soutenir leurs revendications, une véritable doctrine s'est formée.

L'amour du travail, le respect de la tradition, de la propriété, et surtout, la fierté de son indépendance et de sa liberté, tels sont les premiers sentiments de l'artisan.

L'artisan tire orgueil du travail de ses mains, de son travail apprécié des connaisseurs, et qui porte sa marque personnelle. « Il n'y a pas de honte, dit-il, à porter la blouse de travail du « peintre ou les bleus du mécanicien... Il y a autant de noblesse « à pousser la varlope, à manier le burin, la gouge ou la truelle « qu'à défendre de mauvaises causes... » (1). L'artisan ne se réjouit pas seulement de sa science et de son habileté, mais aussi de la facture personnelle que l'on reconnaît dans l'œuvre, si petite soit-elle, qui sort de son atelier. Enfin, les artisans respectent la tradition : « nous avons reconstitué, à la moderne, « les corporations de métiers... nous conserverons à notre pays « la couronne que lui ont tressée nos ancêtres, les Artisans des « grands siècles d'Art (2). »

Ces sentiments, qu'éprouvent tous les artisans, se manifestent dans l'amour qu'ils portent à leur métier : « Compagnon, apprends « que nul n'est quitte envers le métier tant qu'il a la force de « le servir... travaille, et la beauté de ton métier t'apparaîtra ». Cette affection et cet orgueil se traduisent vis-à-vis des ouvriers et des patrons, tantôt par un certain mépris, tantôt par la pitié. L'artisan ne dédaigne pas la machine : « elle lui donne un sérieux « coup de main. Le scie à refendre de l'ébéniste, son riflard, « ses bouvets à moulures ont cédé le pas au ruban, à la rabo- « teuse et à la toupie de la scierie à façon... (3) ». Mais : « la « machine est au service de l'homme et sous sa direction absolue,

(1) « Si j'avais un fils », LXVII.

(2) I. DUDIT, LVII.

(3) J. DE GROOTE, XVI.

« jamais l'homme sous la dépendance de la machine ». Le véritable travailleur doit avoir horreur du machinisme : « le machinisme s'est développé comme une gangrène... esclaves de la machine, ces vingt mille ouvriers perdent peu à peu le contrôle de leurs pensées créatrices, et, quand ils sortent des immenses usines, Dieu lui-même ne les reconnaît pas, tant les vingt mille sont tous pareils et pareille la lassitude qui les broie (1). » L'artisan ne doit jamais ressembler aux patrons qui ne travaillent pas eux-mêmes de leurs mains et qui ne connaissent pas leurs salariés. Il ne doit envier le sort ni des intellectuels ni des artistes, car il peut conserver lui aussi son indépendance, et la gloire du travail manuel égale toutes les autres. Enfin, l'artisan aime la terre : « le réveil de l'artisanat entraînera le réveil de l'agriculture ». Comme le paysan, il travaille de ses mains ; comme lui, une longue tradition lui a légué le plaisir de se sentir propriétaire, le goût de l'ouvrage bien fait et de la liberté.

Les véritables artisans se reconnaissent à la fierté que leur donne l'indépendance. La liberté leur plaît plus que la richesse ; ils préfèrent, à tout autre bonheur, celui de se sentir propriétaire de l'atelier qu'ils dirigent et où personne ne leur commande.

Pour défendre ses intérêts matériels et moraux, il ne suffit pas d'affirmer sa solidarité ; il importe de présenter, à l'appui de ses revendications, une doctrine économique et sociale.

Les groupements d'artisans ont tous compris cette nécessité, mais d'une façon parfois sensiblement différente. La Confédération générale de l'Artisanat français a établi, la première, un programme. Les artisans d'Alsace et de Lorraine, pendant longtemps, ne se sont préoccupés ni de définition, ni d'esprit de classe : quiconque avait appris un métier et adhérait à une corporation, se trouvait soumis aux règles fixées par la Chambre de métiers. Mais le mouvement syndical, à tendances si opposées, qui se développait à l'intérieur du pays, obligea les Chambres

(1) I. DUDIT, LVII.

de métiers des provinces recouvrées à modifier leur attitude : leurs dirigeants proposent à leur tour une doctrine adoptée même par certains artisans de l'intérieur. Ces deux doctrines considèrent que les pouvoirs publics ont le devoir de s'intéresser aux petites industries urbaines et rurales. Par l'importance de son rôle, par sa valeur, l'artisanat mérite la protection de l'Etat.

En premier lieu, l'artisan est utile à l'économie de la nation. Il produit une œuvre de qualité dont la réputation s'étend à l'étranger. Il est nécessaire aux progrès de l'industrie ; son sort est lié à celui de l'agriculteur, car, dans chaque village, certains métiers sont indispensables. Enfin il accomplit partout les petits travaux que nulle forme d'industrie ne peut actuellement accomplir à sa place.

En second lieu, l'artisan, dans la société, est un élément d'ordre et de stabilité. Il défend la famille : l'atelier fait partie du foyer ; la femme y travaille au besoin, et la discipline artisanne est pour l'enfant, dès qu'il ouvre les yeux, une école où commencent son éducation et son apprentissage. Les dirigeants des syndicats insistent sur l'importance de l'artisanat en matière de pédagogie : ils ne sont pas hostiles aux efforts des pouvoirs publics qui, souvent, veulent conférer aux établissements de l'Etat une part de plus en plus grande dans l'enseignement et l'éducation des enfants. Mais les artisans entendent, d'abord, maintenir le rôle du père dans la formation de la jeunesse ; ils désirent ensuite rénover et développer l'apprentissage technique et manuel qui, sous la direction du patron, se fait à l'atelier.

Enfin l'artisan aime son atelier et son indépendance ; ennemi de tout bouleversement, il se déclare démocrate.

Cet exposé des vertus économiques et sociales de l'artisanat, aboutit à une conclusion pratique, mais, sur ce point, la doctrine alsacienne se sépare de la doctrine confédérale.

L'artisanat éprouve des difficultés qui proviennent soit du manque de crédit, soit de la mauvaise organisation de l'apprentissage. Il faut donner aux artisans les moyens financiers suffi-

sants pour ouvrir des ateliers et pour résister aux crises. Il faut encourager la coopération, organiser et sanctionner l'enseignement technique et l'apprentissage. Pour maintenir et développer l'artisanat, le secours de l'Etat s'impose donc. La C. G. A. F. propose alors un plan à tendances nettement syndicalistes et étatistes : elle désire le renforcement des pouvoirs du Conseil national économique dont la majorité serait composée par les délégués des principales confédérations de syndicats professionnels. Elle veut aussi le développement du rôle économique de l'Etat : en particulier, les pouvoirs publics devraient s'intéresser d'une façon immédiate au succès et à la prospérité de l'artisanat, l'Etat deviendrait le seul dispensateur des avances et des prêts, le seul organisateur et le seul surveillant de l'apprentissage dans tous les métiers. L'Etat, par l'intermédiaire des syndicats, qui conseilleraient les pouvoirs publics et exécuteraient ses décisions, deviendrait le régulateur de la vie économique. Entre l'usine et l'atelier, il partagerait les tâches et saurait donner aux artisans la place qui leur est due. On a vu que la C. G. A. F. essayait de faire prévaloir ces idées : le plan qu'elle a établi pour remédier au chômage dans les métiers et pour développer les industries artisanes, s'en inspire. Cette doctrine s'apparente à certaines théories modernes, et les dirigeants de la C. G. A. F. se réclament volontiers des socialistes français de 1848.

La doctrine alsacienne ne formule aucun projet semblable de réforme politique ; au contraire, elle s'oppose à la tendance syndicaliste et se montre hostile à toute mesure qui augmenterait les attributions du pouvoir central. En un sens, elle respecte moins les droits de l'individu, car, pour le groupement des artisans, elle s'inspire du régime corporatif moderne. En un autre sens, elle les défend âprement contre l'Etat : elle ne propose ni définition, ni règles strictes, sauf celles qui se montrent indispensables à la vie administrative du pays. Elle ne désire que des organismes décentralisés chargés de surveiller et de rénover l'apprentissage d'après des règlements établis par métier et par

région, des banques indépendantes et simplement contrôlées pour le crédit aux petits artisans, des coopératives entièrement libres et maîtresses de leurs statuts. Ainsi, dit-elle, sans les secours incessants de l'Etat, les petits métiers pourront conserver leur prospérité.

Il ne faut pas s'étonner de ces discussions entre artisans. Elles s'expliquent par les différences entre les caractères, les traditions, les législations mêmes. Rares sont les classes sociales que ne divisent pas des tendances doctrinales divergentes. Cependant cette notion même de classe déplaît aux défenseurs de la thèse alsacienne. Ils opposent à cette conception qui entraîne, sinon une lutte contre les ouvriers et les patrons, du moins une grande défiance vis-à-vis des uns et des autres, celle, plus artificielle, d'entité corporative. Une classe sociale groupe les individus qu'unit la communauté de leurs intérêts économiques et moraux nés d'un rôle semblable dans la production. La corporation rassemble, sous la surveillance de l'Etat, en une seule association, tous les individus qui pratiquent un même métier ou des métiers similaires, malgré la différence de leur rôle économique ou de leur situation sociale. « Evitons les classifications collectives trop rigides, laissons à chaque métier et à chaque artisan son individualité et traçons notre doctrine et notre cadre corporatif d'une façon assez souple et assez large, pour être le plus nombreux et le plus fort possible (1). » Pour les partisans de cette doctrine, l'artisan est un petit patron, et les corporations d'artisans peuvent comprendre de véritables industriels dirigeants des établissements très importants. L'artisanat serait simplement une branche du patronat.

Mais l'on constate l'existence de cette notion de classe, même dans les pays soumis à des régimes autoritaires, opposés à cette conception de la société. En France, cette notion paraît assez forte ; sans créer aucune inégalité juridique entre les individus, la législation l'a, elle-même, indirectement sanctionnée, et la

(1) M. PETER LXII.

doctrine de la C. G. A. F. qui affirme la volonté des artisans de former une classe et de défendre leurs prérogatives contre les patrons et les ouvriers, devient, peu à peu, la doctrine fondamentale de l'artisanat.

Des intérêts économiques nés d'un rôle actif et distinct dans la production, des sentiments communs et une doctrine : l'artisanat possède ces deux éléments essentiels de la classe sociale.

Artisans, patrons et ouvriers. — L'hostilité des patrons d'une part, des ouvriers de l'autre, prouve mieux encore les caractères particuliers des artisans.

Patrons et ouvriers ont, d'abord, voulu tirer profit du réveil des artisans. Les premiers ont longtemps jugé que les travailleurs indépendants appartenaient à leur groupe, et formaient une masse nombreuse, utile, mais qui ne possédait pas des intérêts différents des leurs. Les Chambres de commerce ont pris position contre la création des Chambres de métiers, les représentants patronaux à Genève s'opposent à la constitution d'une commission consultative de l'artisanat. « Vous n'êtes, disent-ils « aux artisans, que des petits patrons : vous travaillez vous-mêmes, mais vous possédez votre atelier, vous dirigez des « salariés, vous vous adressez directement à vos fournisseurs « et à la clientèle. Vous faites en petit ce que les industriels font « en grand. Vos intérêts en matière d'assurances sociales, de « salaires, de réglementation du travail, d'apprentissage sont « exactement les mêmes que les nôtres, et, malgré quelques « besoins particuliers qui tiennent à votre forme de production, « vous appartenez à la classe patronale. » De leur côté les ouvriers restent les adversaires déterminés du mouvement artisanal ; en 1931, la Confédération générale du Travail a émis un vœu aux termes duquel elle invitait le Gouvernement à ne pas appliquer la loi du 26 juillet 1925, et à refuser toute proposition tendant à la création d'une Chambre de métiers (1). Parlant

(1) Texte de la résolution votée en septembre 1931 par le Congrès National

aux artisans isolés, les ouvriers s'expriment ainsi : « Vous souffrez comme nous de la grande industrie, vous représentez, comme nous, le travail écrasé par le capital, venez donc grossir nos rangs et augmenter la force de nos syndicats ». Quant aux chefs de petits ateliers, ils sont considérés, par les ouvriers, comme des patrons.

Mais les artisans ont conservé leur unité. « Nous sommes patrons, sans doute », ont-ils répondu aux premiers, « mais nous travaillons de nos mains : en matière économique et sociale nos intérêts sont différents des vôtres, et la prospérité de vos usines ne fait pas toujours la prospérité de nos ateliers. Nous voulons un apprentissage spécial et des lois sociales particulières, nous ne pourrions les obtenir qu'en manifestant notre indépendance ». « Nous sommes ouvriers, sans doute », ont-ils répliqué aux seconds, « mais, même isolés, nous possédons notre atelier et nous travaillons librement. Les doctrines que vous défendez ne nous promettent guère le paradis. Nous ne cherchons pas à atteindre le même but, nous ne pouvons lutter ensemble. En un mot, nous formons une classe sociale distincte ».

Depuis le début du mouvement syndical, les artisans ont voulu affirmer de plus en plus leur indépendance. Au début, alors qu'ils cherchaient encore des appuis, ils en ont trouvés auprès des industriels et des Chambres de commerce : ceux-ci, quoique pour la plupart opposés à la doctrine de l'artisanat, ont cru que ces petits patrons deviendraient leurs alliés naturels. Mais cette alliance fut brève, car rapidement la C. G. A. F. dévoila des tendances étatistes et syndicalistes trop prononcées :

de la C. G. T. : « Le Congrès, considérant que la loi du 26 juillet 1925 sur les Chambres de Métiers substitue ces dernières aux syndicats professionnels placés sous le régime de la loi de 1884, en ce qui concerne la défense des intérêts des métiers et vise à donner aux groupements d'artisans des privilèges nouveaux en matière d'apprentissage.

« Emet le vœu qu'il ne soit pas donné suite à la création des Chambres de Métiers dites d'artisans ou que la loi soit modifiée quant à leurs attributions.

« Recommande aux délégués syndicaux dans les comités départementaux de s'opposer à la prise en considération de création de Chambres de Métiers telles qu'elles sont définies dans la loi sus-indiquée ».

elle réclama la participation et le contrôle de l'Etat dans l'organisation de l'apprentissage, alors que les patrons préférèrent demeurer seuls maîtres des écoles professionnelles ; elle demanda que les petits industriels fussent exclus des Chambres de métiers, et les syndicats patronaux n'osèrent pas soutenir les partisans de la doctrine alsacienne, de peur que ces nouveaux organismes ne finissent par accroître leur rôle et leur clientèle aux dépens des Chambres de commerce ; elle multiplia les démarches pour obtenir dans tous les conseils nationaux ou internationaux une représentation distincte de la représentation patronale... Certains faits d'ordre politique ou parlementaire expriment assez justement cette attitude nouvelle de la C. G. A. F. : la présidence du groupe parlementaire de défense artisanale, après avoir appartenu à un sénateur d'opinions modérées, est passée à un député socialiste.

Il ne faut pas cependant attacher une trop grande importance à cette tendance récente de la C. G. A. F. Elle a augmenté les dissentiments entre les artisans qui lui sont fidèles et les artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, mais elle n'a pas abouti à rapprocher la classe artisanale de la classe ouvrière : celle-ci reste l'adversaire de toutes les mesures favorables aux artisans, et demeure hostile au principe et à la doctrine mêmes de l'artisanat. Le fait que les thèses socialistes aient été, en partie, adoptées par un grand nombre d'artisans, prouve moins une alliance entre salariés et petits travailleurs indépendants, qu'une évolution de la politique socialiste qui a concilié sa vieille théorie avec l'état économique actuel, et qui défend maintenant la petite propriété paysanne et la petite propriété industrielle. Mais quoique la C. G. A. F. désire le développement du syndicalisme et l'augmentation des pouvoirs de l'Etat, les confédérations ouvrières ne voient pas sans irritation les artisans prendre une grande place dans les préoccupations d'ordre économique et social des gouvernements. Elles demeurent fidèles aux théories socialistes initiales qui, toutes, condamnent, directement, l'artisanat et les petits métiers à disparaître. Elles n'oublient

pas que les artisans sont de petits propriétaires et qu'ils embauchent des salariés ; les rapports entre le maître et le compagnon ont beau ne rappeler que de loin la lutte entre le capital et le travail, les théoriciens communistes restent, parfois violemment, les adversaires de l'artisanat. Ceux qui n'ont pas à concilier leur doctrine avec les exigences électorales, souhaitent la disparition des petits ateliers, car, malgré la camaraderie qui subsiste souvent entre l'artisan et le compagnon, « l'exploitation de l'homme par l'homme, disent-ils, n'y impose pas moins sa loi avec autant d'âpreté qu'ailleurs (1) ». Cependant, les compagnons préfèrent souvent ces petits ateliers aux usines. Plusieurs finissent par s'installer à leur compte et les syndicats d'artisans veulent justement que le développement du crédit artisanal permette aux meilleurs compagnons d'acheter un local pour devenir, à leur tour, patrons. Les confédérations ouvrières s'opposent naturellement à cette politique, qu'elles estiment rétrograde et artificielle.

Ainsi, après avoir essayé, chacune de leur côté, d'enrôler les travailleurs indépendants, la classe patronale et la classe ouvrière s'entendent presque pour diminuer le rôle et l'influence de la classe artisanale ; en luttant contre elle, ne prouvent-ils pas qu'elle existe, distincte de l'une et de l'autre ? D'ailleurs il n'est pas besoin de connaître les querelles doctrinales et ce mouvement d'idées qui indiquent un réveil social des artisans ; il suffit d'examiner attentivement certains quartiers de grandes villes et surtout les villages et les bourgs des campagnes françaises. Les petits ateliers travaillent ; la qualité de l'œuvre des artisans, leurs attaches avec l'agriculture, l'habileté de leurs mains leur donnent un caractère tout particulier ; on se rend compte de leur importance et de la force qu'ils représentent. On comprend à quel point cet artisanat, vivant et laborieux, fidèle à son indépendance et à sa liberté, est lié au sol même de la France.

(1) J. DE GROOTE, XVI.

L'artisanat forme une classe sociale intermédiaire entre le patronat et le prolétariat. Cette classe est constituée, en grande majorité, par les travailleurs isolés ou par les chefs de petites entreprises qui dirigent entre un et six compagnons. En France elle ne connaît sa force que depuis quelques années ; son unité n'est pas encore assurée. Mais dès maintenant elle a pris dans la vie sociale de la nation, la place qui correspondait à son importance économique. Ses dirigeants espèrent qu'au cours du ^{xx}e siècle, plus forte et plus nombreuse encore, elle contribuera toujours davantage au développement de la production nationale.

CONCLUSION

Une notion précise de l'artisan moderne peu à peu se fait jour. Le Parlement vote, en faveur de l'artisanat, une législation chaque année plus complète. Enfin, l'ensemble des travailleurs indépendants éprouve le sentiment d'appartenir à une même classe. Ce réveil, que l'on observe presque partout en Europe, pose deux problèmes qui paraissent, au premier abord, assez différents.

En premier lieu, un problème économique : quelle est la place et la valeur de la production artisanale ? Longtemps, on a cru que les petits ateliers ne pourraient subsister. Aujourd'hui, on constate que la production artisanale a vécu, on admire sa souplesse et sa variété, on reconnaît que, malgré le développement de la grande industrie, elle demeure nécessaire dans les villes et dans les campagnes.

En second lieu, un problème politique : quel est, dans la vie de la nation, le rôle de la classe artisanale ? Longtemps, les luttes entre industriels et salariés, propriétaires et prolétaires, ont paru les seules importantes. Aujourd'hui, on est étonné de voir ces travailleurs indépendants et dispersés, les artisans, les commerçants, les paysans, s'unir, devenir une force importante dans l'Etat, prouver leur puissance à des moments difficiles de l'histoire.

L'économique et le politique se joignent : les pouvoirs publics protègent les artisans. En France, le législateur diminue leurs impôts, développe les modes de crédit, essaie d'encourager l'apprentissage ; auprès des collectivités locales, auprès du gou-

vernement et des ministères, apparaît une première forme de représentation économique des artisans. L'Etat s'intéresse à l'artisanat, et l'artisanat se crée une place dans l'Etat. Les mesures que l'on a étudiées sont nombreuses, quoique incomplètes et parfois arbitraires ; elles manquent de coordination et d'unité. Mais le mouvement commence à peine : d'ici quelques années les artisans espèrent obtenir du Parlement un véritable statut qui, d'une part affirmera une intervention directe de l'Etat en faveur de la production artisanale, d'autre part précisera le rôle des artisans auprès des administrations publiques. D'après ce statut, le législateur fixerait, en premier lieu, une définition générale de l'artisan, semblable à celle qui a été établie pour les élections aux Chambres de métiers, et cette définition remplacerait toutes celles que les différentes lois ont promulguées jusqu'à présent. En second lieu, ce texte prévoirait une organisation administrative plus précise et plus puissante que celle qui existe actuellement ; cette organisation administrative pourrait, sinon se substituer, du moins se superposer à l'organisation professionnelle dispersée et illogique : les Chambres de métiers représenteraient les artisans auprès des autorités régionales, et, en contrôlant les coopératives, les organismes de crédit et l'apprentissage, exerceraient leur autorité sur la production et la classe artisanes ; les délégués de ces assemblées locales au Conseil national économique défendraient les intérêts des artisans auprès du pouvoir central. En troisième lieu, ce statut édicterait un régime spécial d'impôts, une organisation particulière de la coopération et du crédit. Enfin, tâche plus difficile, l'Etat, pour encourager directement la production des métiers, déterminerait les grandes lignes d'un plan de travail destiné aux artisans. Sans doute, ce statut n'est pas encore rédigé, mais il suffirait de réunir en une seule toutes les lois votées depuis dix ans, pour que déjà, une première ébauche apparaisse.

L'état d'animosité qui règne entre la Confédération générale de l'Artisanat français et la Chambre de métiers d'Alsace est une grave difficulté qui s'oppose au vote de ce statut. La Cham-

bre de Strasbourg, soutenue par celle de Metz, reste attachée à ses théories et à son droit local : elle se plaint de la façon dont sont travesties, à l'intérieur du pays, les institutions qui ont été empruntées aux lois qui la régissent. La Confédération générale de l'Artisanat français, fière de son œuvre, s'irrite des conseils que lui donne son aînée. Cependant, sauf les disputes personnelles que le temps se chargera d'adoucir, les divergences sont faibles : les Chambres de métiers de Strasbourg et de Metz ont tort de s'opposer à une limitation du nombre des compagnons, car cette limitation paraît nécessaire pour rendre plus cohérents les efforts des petits travailleurs ; leur régime électoral gagnerait à être modifié. Mais, d'autre part, la Confédération n'aurait pas dû, peut-être, réclamer une limitation, par certains côtés, arbitraire, et surtout il paraît inutile d'expulser des Chambres de métiers les industries de l'alimentation dont les intérêts sont souvent voisins de ceux des artisans. Cette première difficulté est sérieuse, puisque le mouvement des artisans français froisse un grand nombre d'artisans d'Alsace et de Lorraine, mais elle est provisoire et une politique habile peut aisément la supprimer.

Le mouvement des artisans, que ces querelles n'arrêteront pas, présente d'autres inconvénients. On peut craindre de voir l'Etat étendre son activité au delà de ses limites naturelles ; on peut craindre aussi de voir les différentes classes de la société se dresser les unes contre les autres. Mais n'est-il pas difficile de juger une évolution, dont les causes, aussi bien que les conséquences, échappent probablement à l'action des hommes ? Ce n'est pas seulement parce qu'il permet de constater les divers aspects d'une forme de production toujours vivante et les phases successives d'une législation qui se perfectionne, que le problème de l'artisanat est digne de retenir l'attention : le nouvel état d'esprit des artisans et aussi, le prompt développement des mesures prises en leur faveur, ne sont que la traduction de transformations plus générales de la société.

L'Etat se voit obligé de préserver sans cesse, contre les risques de la vie économique, les entreprises et les travailleurs utiles à

la nation : mieux encore, il doit les encourager et diriger leur activité ; d'un autre côté, l'influence des individus, groupés selon leurs qualités et professions, grandit à l'intérieur des services publics. Aux mesures exceptionnelles qui marquaient parfois son intervention, l'Etat substitue une véritable politique d'économie nationale. Aux premiers essais maladroits de représentation administrative des intérêts, succède lentement une forme plus générale et aussi bien adaptée que possible aux besoins du pays. Le rôle de l'Etat se transforme, sa structure même se modifie. L'étude de la législation artisanale permet de se rendre compte de cette double évolution : chacune des lois votées depuis une dizaine d'années montre, soit un aspect de cette activité nouvelle de la Puissance Publique, soit une collaboration plus étroite des organisations artisanes avec l'administration.

Cette législation n'est peut-être que l'expression d'un mouvement plus profond : les différentes classes de la société affirment leur unité et leur originalité, entrent en lutte les unes contre les autres. Chaque individu se sent obligé de protéger ses intérêts, aussi adhère-t-il aux groupements qui se chargent de le défendre. Ceux-là même qui, comme les artisans, travaillent d'une façon indépendante et vivent dispersés sur le territoire, n'ont pu tous demeurer dans l'isolement. De leurs besoins identiques, naît un idéal nouveau, et de leur faiblesse individuelle, la nécessité de s'associer. Les tendances modernes de la législation et du droit expriment cette évolution de la société. Depuis de longues années déjà, est oublié l'enseignement des Constituants et des Conventionnels qui ne voulaient pas qu'entre l'Etat et les citoyens, puissent s'interposer des corporations dont l'existence même implique, au profit de leurs membres, certains privilèges. Or les syndicats ne travaillent pas seulement pour eux-mêmes, le bénéfice de leurs efforts profite à tous ceux qui appartiennent à leur profession, à leur classe. La société se divise ainsi en catégories distinctes et souvent hostiles : chacune d'elles entend surveiller la marche des affaires publiques et acquérir de nouvelles prérogatives. Quoiqu'elle n'ait pas été la

première à se grouper, la classe artisanne paraît maintenant l'une des plus solidement constituées. La force de ses cadres lui permettrait de résister, si le besoin s'en faisait sentir, aux mouvements politiques qui ne lui seraient pas favorables.

Il appartient au législateur, en brisant les coalitions égoïstes, d'affirmer la supériorité de l'intérêt général ; il lui appartient d'éviter l'apparition de castes privilégiées ou de classes injustement privées de droits. Mais, tout en restant fidèle à cette mission, il a le devoir de s'intéresser aux artisans ; leur industrie est indispensable au pays, comme lui est indispensable leur amour de la liberté.

Vu : le Président de la thèse,
R. PICARD.

Vu : le Doyen de la Faculté,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

DOCUMENTS ANNEXES

I

Création d'une Chambre de Métiers.

Liste des métiers d'artisanat

Le décret suivant, extrait du *Journal officiel* du 21 mars 1933, est le décret-type, qui, avec diverses modifications, est toujours reproduit lors de la création d'une nouvelle Chambre de Métiers. La Chambre de métiers de la Seine (Décret du 13 septembre 1933) a un nombre de membres plus élevé et une organisation plus compliquée (Voir *J. O.* du 22 septembre).

Le Président de la République française ;

Sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre de l'Education nationale, chargé de l'enseignement technique ;

Vu la loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers ;

Vu le décret du 14 avril 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu la requête de l'union des syndicats des maîtres artisans du département de la Marne en date du 20 novembre 1928 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Reims en date du 24 juin 1931 et l'avis de la chambre de commerce de Châlons-sur-Marne en date du 9 juin 1931 ;

Vu l'avis du conseil général en date du 26 octobre 1928 ;

Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Reims en date du 28 avril 1931 ;

Vu l'avis du comité départemental de l'enseignement technique de la Marne en date du 27 juillet 1931 ;

Vu l'avis du comité régional des arts appliqués de Reims en date du 22 janvier 1932 ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 28 juin 1929 et relatif à la création de chambres de métiers ;

Les sections réunies des travaux publics de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes, télégraphes et téléphones, du travail, de la prévoyance sociale et de la marine marchande, de l'intérieur, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendues.

Décète :

ART. 1^{er}. — Il est créé à Reims une chambre de métiers dont la circonscription s'étendra au département de la Marne.

La répartition des métiers représentés et le nombre des artisans maîtres et des artisans compagnons membres de la chambre des métiers sont fixés par catégories, conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Il sera procédé à des élections générales pour la nomination des membres de la chambre de métiers de la Marne dans un délai de six mois à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le ministre du Commerce et de l'Industrie et le ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1933.

Métiers	Nombre de membres	
	Artisans	Artisans maîtres compagnons
<i>Première catégorie.</i>		
Boucher ; bouilleur d'eau-de-vie ; boulanger ; pâtissier ; pressoir (exploitant de) ; tripier	4	2
<i>Deuxième catégorie.</i>		
Afficheur ; carreleur en faïence ; carrières (exploitant de) ; céramiste ; charpentier en bois ou en fer ; ci- mentier ; couvreur ; fumiste ; installations électri- ques (entrepreneur d') ; maçon ; marbrier ; peintre en bâtiment ; peintre décorateur ; peintre d'ensei- gnes ; plâtrier ; plombier ; puisatier ; rejointoyeur ; tôlier ; vitrier ; zingueur	4	2
<i>Troisième catégorie.</i>		
Abatage de bois (entrepreneur d') ; agencement de bu- reaux (entrepreneur d') ; ameublement (fabricant d'objets d') ; articles de Paris (fabricant d') ; balais (fabricant de) ; bouchons et objets en liège (fabri- cant de) ; broserie (fabricant de) ; chaises (fabricant de) ; carrossier ; charron ; décorateur sur bois ; do- reur sur bois et métaux ; ébéniste ; emballer laye- tier ; formier ; graveur sur bois ; encadreur ; menui- sier ; sabotier ; sculpteur sur bois ; tabletier ; ton- nelier ; tourneur sur bois ; vannier rotier ; billards (fabricant et réparateur de)	4	2
<i>Quatrième catégorie.</i>		
Abat-jour (fabricant d') ; bandagiste orthopédiste ; bottier ; bourrelier-sellier ; caoutchouc (fabricant d'objets en) ; chapelier ; chaussures (fabricant de) ; cordonnier ; corroyeur ; faïence et porcelaine (rac- commodeur de) ; dactylographie et écritures à la main (entrepreneur de) ; fleurs en papier, tissu, mé- tal, celluloid, perles ou porcelaine (fabricant de) ; fourreur ; galochier ; gantier en peau ou tissus ; gra- veur lithographe ; imprimeur lithographe ; luthier ; accordeur de pianos ; maroquinier ; mégissier ; mo- deleur ; naturaliste ; objets d'art (réparateur d') ; objets de piété (fabricant d') ; photographe ; potier ; prothèse dentaire (fabricant d'appareils de) ; relieur ; tapissier ; tapissier décorateur ; tapissier en sièges.	4	2
A reporter	16	8

Métiers	Nombre de membres	
	Artisans maîtres	Artisans compagnons
Report.....	16	8

Cinquième catégorie.

Agrafes ou anneaux (fabricant d') ; ajusteur balancier ; appareils de T. S. F. et accessoires (fabricant d') ; armes (réparateur d') ; articles et objets d'aluminium (fabricant d') ; articles de ménage et de cuisine (fa- bricant d') ; automobiles et accessoires (réparateur d') ; bijoux (monteur de, réparateur de) ; bronzeur ; chaudronnier ; couronnes et articles funéraires (fa- bricant de) ; coutelier ; cycles et accessoires (cons- tructeur ou réparateur de) ; émailleur ; étameur ; ferblantier ; ferronnier d'art ; fil de fer ou d'acier (fa- bricant d'objets en) ; fondeur en cuivre, laiton ou bronze ; forgeron ; horloger ; joaillier ; lapidaire ; sertisseur ; lames (affûteur de) ; maréchal-ferrant ; mécanicien ; remouleur ambulant ; serrurier ; sou- deur autogène ; taillandier ; tourneur décolleteur ; graveur sur métaux ; tourneur repousseur.....	4	2
--	---	---

Sixième catégorie.

Apprêteur de tissus ; bâches (fabricant de) ; blanchis- seur ; bonnetier ; broderies ou dentelles (confection- neur de) ; chemisier ; coiffeur ; cordier ; corsetière ; couturière ; filets (fabricant de) ; matelassier ; con- fectionneur de formes pour modes ; modiste ; para- pluies (réparateur de) ; plisseur en tissus ; repas- seuse ; stoppeur ; remmailleur de bas ; tailleur ; teinturier.....	4	2
---	---	---

TOTAL	24	12
-------------	----	----

TOTAL GÉNÉRAL	36
---------------------	----

Les premières chambres de métiers ont été créées par plusieurs décrets du 31 décembre 1929 (*J. O.* du 7 janvier 1930) ; quatre ans plus tard, le 31 décembre 1933, 36 chambres étaient déjà installées, non compris les Chambres d'Alsace et de Moselle. Trois départements, Isère, Loire, Seine-et-Marne, en possédaient deux.

A l'intérieur des Chambres de Métiers d'Alsace et de Moselle, les artisans sont répartis en 8 catégories :

1. Alimentation.
2. Arts graphiques et livre.
3. Vêtements et textiles.
4. Cuirs et peaux.
5. Bois et ameublement.
6. Travail des métaux.
7. Bâtiments.
8. Soins personnels.

Une liste excellente des métiers d'artisanat, établie pour la circonscription de la Chambre d'Alsace, a été publiée dans le Compte Rendu des Travaux de la Chambre de Métiers d'Alsace, 1923-1927, pages 77 et suivantes. Voir bibliographie LV.

II

Liste des Fédérations nationales formant la Confédération générale de l'Artisanat français.

Fédération de la Petite Industrie de la Chaussure.
Union fédérale des Coiffeurs de France, d'Algérie et des Colonies.
Fédération des Cuirs, Peaux et Transformations.
Fédération du Bois et Transformations.
Fédération du Meuble.
Fédération de l'Habillement.
Fédération de l'Accessoire du Vêtement.
Fédération du Tissu et Accessoires.
Fédération de la Maréchalerie, Forge, Charronnage et Voiture.
Fédération du Cycle, Auto, Moto.
Fédération de l'Article de Paris.
Fédération du Bronze et du Cuivre.
Fédération du Papier.
Fédération du Livre.
Fédération du Bâtiment.
Fédération de la Mécanique et Métaux.
Fédération des Electriciens.
Fédération de la Céramique, Marbre et Verre.
Fédération de la Bijouterie et Accessoires.

Fédération du Décor, Dessin et Créateurs de Modèles.

Fédération de la Photographie.

Fédération de l'Optique et Chirurgie (Prothèse et Instruments de Verre).

Fédération des Vanniers et Cordiers.

Fédération des Modeleurs, Tourneurs, Polisseurs.

Fédération de la Musique.

Divers.

Liste des Fédérations affiliées à l'Union des Artisans français.

Fédération des artisans des Alpes, de Bordeaux et du Sud-Ouest, de Bourgogne et Franche-Comté, du Centre, de Lille et du Nord, Lyon et Sud-Est, du Midi, du Nivernais, de l'Ouest, de la Région Parisienne, du Rouergue et du Quercy, du Roussillon, de la Sarthe, de la Région Sétoise, de la Région Stéphanoise, de Toulouse-Pyrénées, de Bretagne, d'Alès et des Cévennes, du Nord-Est, Artisans de Touraine, Artisans de Céret.

Enfin, fédération des métiers d'Alsace et de Lorraine.

Un grand nombre de ces fédérations paraissent, à l'examen très peu importantes. La seule vraiment importante est la dernière ; on peut noter aussi la fédération de Bourgogne et de Franche-Comté.

Enfin, la Confédération des Artisans Maréchaux comprend des fédérations de maréchaux ferrants, de charrons, de forgerons, de hongreurs, d'entrepreneurs de travaux agricoles et de battage, de marchands-réparateurs de machines agricoles.

III

Fonctionnement des diverses organisations de crédit aux artisans.

A. — **Lois des 27 décembre 1923 et 1^{er} mai 1929** (*J. O.*, 22 novembre 1933, p. 4238. Réponse du Ministre du Travail à M. Leculier, député).

1^o Solde créditeur du fonds de dotation.

Le tableau ci-dessous indique le montant à la fin de chaque année depuis 1925, et au 1^{er} octobre 1933, du solde créditeur du compte spécial du Trésor constituant le fonds de dotation de l'artisanat :

Années	Disponible
31 décembre 1925	19.416.414,32
31 décembre 1926	23.282.774,74
31 décembre 1927	19.433.185,30
31 décembre 1928	18.016.595,36
31 décembre 1929	19.576.491,19
31 décembre 1930	16.168.361,64
31 décembre 1931	18.703.755,70
31 décembre 1932	23.306.557,18
1 ^{er} octobre 1933	17.376.603,39

Aux mêmes dates, le solde créditeur effectif, qui comprend le solde créditeur du compte spécial du Trésor et les crédits détachés de ce compte et non encore employés, était de :

31 décembre 1925	21.916.414,32
31 décembre 1926	23.732.774,74
31 décembre 1927	22.112.392,05
31 décembre 1928	24.684.825,31
31 décembre 1929	29.099.164,80
31 décembre 1930	31.320.142,49
31 décembre 1931	28.585.302,90
31 décembre 1932	27.557.139,38
1 ^{er} octobre 1933	26.497.668,09

Au 1^{er} octobre 1933, la consistance du fonds de dotation de l'artisanat, y compris les avances non encore remboursées faites aux coopératives artisanes ainsi qu'aux banques populaires était de 74 millions 239.174 francs, dont une somme de 5 millions qui a fait l'objet d'une avance au fonds de dotation du crédit aux industries d'art, en application de l'article 117 de la loi de finances du 31 mars 1932 (avance remboursable en 5 ans).

2° Nombre et montant des avances accordées aux unions de sociétés coopératives (crédit aux coopératives artisanes).

Années	Nombre	Montant
1925.....	3	800.000
1926.....	5	1.950.000
1927.....	3	1.070.000
1928.....	6	1.910.000
1929.....	8	1.295.000
1930.....	3	160.000
1931.....	3	505.000
1932 (31 décembre).....	3	1.060.000
TOTAL.....	34	8.750.000

3° Nombre et montant des avances accordées aux petits artisans.

a) *Par l'intermédiaire des banques populaires* (loi 27 décembre 1923).

Années	Avances accordées aux banques populaires par le fonds de dotation		Prêts accordés par les banques populaires aux artisans	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1925.....	5	350.000	1	6.000
1926.....	26	1.550.000	7	59.500
1927.....	1	50.000	43	291.000
1928.....	22	2.100.000	128	1.375.400
1929.....	57	6.000.000	254	2.701.070
1930.....	46	7.925.000	413	5.359.800
1931.....	29	10.230.000	518	7.755.300
1932.....	43	7.270.000	485	7.177.200
1933 (jusqu'au 1 ^{er} octobre)	17	4.750.000		(1)
TOTAL	246	40.225.000	1.849	24.725.270

b) *Par l'intermédiaire des unions de coopératives artisanes de crédit* (loi du 1^{er} mai 1929).

Une seule union (voir II^e partie, Ch. II) a jusqu'ici effectué des opérations de crédit.

Années	Avances accordées à l'Union Artisanale de Crédit par le fonds de dotation		Prêts accordés par l'Union Artisanale de Crédit aux artisans	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1931.....	1	1.500.000	90	1.036.533,55
1932.....	1	2.500.000	85	1.062.283, »
1933 (1 ^{er} sem.) ...	1	500.000	57	609.467, »
TOTAL	3	4.500.000	232	2.708.283, »

(1) Le montant n'est pas encore connu.

B. — **Lois des 5 août 1920 et 17 mars 1931** (Rapports annuels de la Caisse nationale de Crédit agricole.)

Prêts accordés aux petits artisans ruraux par les caisses régionales de crédit agricole.

Années	Prêts à court terme (loi 5 août 1920)		Prêts à moyen terme (loi 5 août 1920)		Prêts à long terme (loi 17 mars 1931)		Total des prêts	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1924-1929	2.600	9.000.000	1.150	12.500.000	»	»	3.750	21.500.000
1930	658	3.888.880	428	5.558.370	»	»	1.086	9.447.250
1931	545	3.299.620	373	4.800.000	172	3.428.769	1.090	11.229.329
1932	662	3.876.850	358	4.326.000	301	4.929.200	1.321	13.132.050
TOTAL	4.465	20.065.350	2.309	27.184.370	473	8.057.969	7.247	55.308.629

Ces tableaux, qui ne reproduisent que des chiffres officiels, montrent l'importance du crédit aux artisans. Les caisses régionales de crédit agricole ont donc accordé plus de 7.000 prêts représentant plus de 55 millions de francs. Les unions agréées, les banques populaires, l'union artisanale de crédit ont accordé, tant aux coopératives qu'aux artisans isolés, plus de 2.000 prêts dont le montant dépasse 36 millions de francs. L'infériorité du crédit artisanal proprement dit s'explique, en premier lieu, par les conditions plus favorables que les caisses agricoles peuvent faire à leurs emprunteurs, en second lieu, et surtout, par les nombreuses difficultés que l'organisation du crédit artisanal a rencontrées, au début de son fonctionnement, entre 1923 et 1928 (voir II^e partie, Ch. II).

ERRATA

Page 85 :

lire : « Chambre civile », *au lieu de* : « Chambre des requêtes ».

Pages 224 et 250 :

L'Union de crédit artisanal (coopérative de crédit) n'est pas encore constituée.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

*Articles et ouvrages ayant trait à certains problèmes
intéressant l'artisanat.*

- I. ALLIX (E.). — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*. Paris, 6^e édition, 1931.
- II. BALLOT (Charles). — *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*, publié par Claude Gevel. Paris et Lille, 1923.
- III. BARDOUL (E.). — *Essai sur l'apprentissage industriel en France*. Thèse Paris, 1919.
- IV. BOISSARD (A.). — *Le syndicat mixte, institution professionnelle d'initiative privée à tendance corporative*. Thèse Aix, 1896.
- V. BOUILLLOUX-LAFONT (M.). — *Les Chambres de Métiers*. Paris, 1919.
- VI. BOURGUIN (M.). — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, 3^e édition, 1907.
- VII. BRANTS (V.). — *La petite industrie contemporaine*. Paris, 1902.
- VIII. BRU (E.). — *Essai sur la réglementation du travail à domicile*. Thèse Paris, 1903.
- IX. BÜCHER (Karl). — *Etudes d'histoire et d'économie politique*, traduction Hansay. Bruxelles et Paris, 1901.
- X. CAILLARD (C.). — *Chambres de métiers et conseils de métiers*. Paris.
- XI. CAILLARD (C.). — *Les chambres de métiers en France* in *Revue internationale du travail*, 1921.
- XII. FONTÈGNE (J.). — *Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle*. Paris, 1925.
- XIII. GIDE (Charles). — *Principes d'économie politique*. Paris, 26^e édition, 1931.
- XIV. GIDE (Charles). — *La Coopération, conférences de propagande*. Paris, 2^e édition, 1906.
- XV. GIDE (Charles). — *Le Coopératisme, conférences de propagande*. Paris, 1929.

- XVI. GROOTE (J. de). — Le faubourg Saint-Antoine in *Révolution prolétarienne*, 10 décembre 1932.
- XVII. HALBWACHS (M.). — *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*. Paris, 1913.
- XVIII. HAUSER (H.). — *Les compagnonnages d'arts et métiers à Dijon au XVII^e et XVIII^e siècle*. Paris, 1907.
- XIX. HAUSER (H.). — *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*. Paris, 1920.
- XIX bis. HAUSER (H.). — Remarques sur les mots Artisan, Artisanat. *Revue de Synthèse*, décembre 1933.
- XX. HEREIL (C.). — *Le chômage en France*. Thèse Paris, 1932.
- XXI. JEHAN (C.). — *Essai sur l'organisation de l'enseignement technique industriel post-scolaire et de l'apprentissage*. Thèse Caen, 1924.
- XXI bis. LÆBNITZ (J.). — Rapport sur la définition de l'artisan, in *Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris*, 30 décembre 1933.
- XXII. LOUZON (R.). — In *Révolution prolétarienne*, 10 septembre 1933.
- XXIII. MANTOUX (P.). — *La révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*. Paris, 1905.
- XXIV. GERMAIN-MARTIN. — *Histoire de l'industrie en France (avant 1789)*. Paris, 1899.
- XXV. MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Histoire des corporations de métiers suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative de 1791 à nos jours et sur le mouvement syndical contemporain*. Paris, 3^e édition, 1922.
- XXVI. MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Le petit commerce français, sa lutte pour la vie*. Paris, 2^e édition, 1911.
- XXVII. NAST (A.). — Les fausses coopératives et la législation. *Rapport au XIII^e Congrès de l'Union des Coopératives*. Paris, 1910.
- XXVIII. NAST (A.). — *Code de la Coopération, étude sur le régime légal et réglementaire de la coopération en France*. Paris, 1928.
- XXIX. PIC (Paul). — *Traité élémentaire de législation industrielle*. Paris, 6^e édition, 1930.

- XXX. PICARD (Roger). — *Les cahiers de 1789 au point de vue industriel et commercial*. Thèse Paris, 1910.
- XXXI. PICARD (Roger). — La théorie de la lutte des classes à la veille de la Révolution française, in *Revue d'Economie politique*, 1911.
- XXXI bis. QUILICI (Elisabeth). — *Les bénéficiaires des assurances sociales*. Thèse Grenoble, 1931.
- XXXII. RENARD (G.) et DULAC (A.). — L'évolution industrielle et agricole depuis cinquante ans. *Histoire universelle du travail*. Paris, 1912.
- XXXIII. SÉE (H.). — *Les origines du capitalisme moderne*. Paris, 1926.
- XXXIV. SÉE (H.). — *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France depuis les origines jusqu'à la guerre moderne*. Paris, 1929.
- XXXIV bis. SÉE (H.). — Artisan, Artisanat. *Revue de Synthèse*, décembre 1933.
- XXXV. THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de Droit commercial*, 2^e édition. Paris, 1931.
- XXXVI. VILLEHARDY (Niveau de). — *Le conseil national économique et la représentation professionnelle*. Thèse Bordeaux, 1931.
- XXXVII. DE VILLE-CHABROLLE (M.). — La population active en France avant et depuis la guerre, in *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre-décembre 1931.
- XXXVIII. DE VILLE-CHABROLLE (M.). — La concentration des entreprises en France avant et depuis la guerre in *Bulletin de la statistique générale de la France*, avril-juin 1933.

II. — OUVRAGES TRAITANT PARTICULIÈREMENT DE L'ARTISANAT

1^o Ouvrages anciens.

- XXXIX. BARRAUD. — *Les Chambres de Métiers*. Thèse Paris, 1925.
- XL. CHAIGNON (Christian de). — *Condition juridique de l'artisan*. Thèse Dijon, 1902.
- XLI. DANIEL. — *Les Chambres de Métiers*. Thèse Rennes, 1922.

2^o *Ouvrages qui peuvent être consultés avec fruit.*

- XLII. BÉNARD. — *La notion d'artisan*. Thèse Paris, 1927.
XLIII. CARLOT (Jeanne). — *Le manuel de l'artisan*, édition de l'Usine. Paris, 1929. Supplément, 1933.
XLIV. DATY. — *L'artisanat en Alsace*. Thèse Paris, 1933.
XLV. FRÉMONT. — *Le crédit et la fiscalité de l'artisanat*. Thèse Paris, 1926.
XLVI. GIRARDET. — *L'artisanat rural*. Thèse Paris, 1933.
XLVII. MILFORD. — *Les Chambres de Métiers en droit local et en droit français*. Thèse Strasbourg, 1929.

3^o *Autres ouvrages.*

- XLVIII. DELAGE. — *L'artisanat, cahier du redressement français*. Paris, 1926.
XLIX. FÉLICE (de). — *L'artisanat rural*. Thèse Paris, 1930.
L. GROGNOT. — *La fiscalité artisanale*. Thèse Paris, 1926.
LI. POUMARÈDE. — *Situation et notion juridiques de l'artisan*. Thèse Toulouse, 1932.
LII. PUECH. — *L'artisanat*. Thèse Montpellier, 1929.

4^o *Monographies professionnelles.*

- LIII. GAUDIN. — *Le maréchal ferrant*. Thèse Paris, 1925.

III. — RAPPORTS ET BROCHURES

- LIV. Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers. Comptes rendus des sessions annuelles.
LV. Chambre de métiers d'Alsace.
Règlement d'apprentissage pour les métiers d'artisanat. Strasbourg, 1929.
Règlement de l'examen de compagnon. Strasbourg, 1927.
Règlement de l'examen de maîtrise. Strasbourg, 1931.
Compte rendu de l'activité de la Chambre, 1923-1927. Strasbourg, 1929 et Rapports annuels.
La notion d'artisan. Strasbourg, 1933.
Les trente-cinq années de la Chambre de Métiers d'Alsace. Strasbourg, 1934.

La Chambre de métiers de la Moselle et plusieurs Chambres de métiers de l'intérieur publient des rapports annuels.

LVI. Confédération générale de l'Artisanat français :

La fiscalité artisanale (Balme). Paris, 1930.

L'artisanat et les assurances sociales (Léon Mabille). Paris, 1931.

L'artisanat et le bien de famille (Y. Merle). Paris, 1933.

La Rénovation artisanale. Paris, 1933.

La notion d'artisan. Paris, 1933.

Rapports présentés aux Congrès annuels depuis 1923, in *Artisan français*.

Rapports présentés aux Congrès de l'Institut National des Métiers depuis 1932.

LVII. DUDIT (Isabelle). — *Marbrerery, maître artisan*, roman. Paris, C. G. A. F., 1930.

LVIII. Institut international de l'Artisanat. *Comptes rendus des Congrès internationaux*. Paris, C. G. A. F., 1929 et 1931.

LIX. LEY (H.). — *Etude comparée de la législation artisanale en droit local et en droit français*. Strasbourg, 1929.

LX. LEY (H.). — *Le Crédit artisanal*. Strasbourg, 1930.

LXI. LEY (H.). — *L'expérience corporative en Alsace, le rôle des Chambres de Métiers*. Rapport présenté au XXIV^e Congrès du Crédit populaire. Strasbourg, 1932.

LXII. PETER. — Mémoire présenté à l'assemblée des Présidents de Chambres de Métiers. *Chambres de Métiers d'Alsace*, 1932.

LXIII. PIC. — Le congrès de l'artisanat, in *Revue politique et parlementaire*, octobre 1927.

LXIV. RABINOVITCH (Hermine). — Evolution récente de l'artisanat et de ses problèmes, in *Revue internationale du Travail*, n° de juin 1928.

LXV. TAILLEDET. — *La doctrine de l'artisanat*. Paris, C. G. A. F., 1930.

LXVI. — Union des artisans français. *Comptes rendus des Congrès annuels*. Paris.

LXVII. X... « Si j'avais un fils » in *Artisan français*, n° du 15 mai 1933.

IV. — REVUES. PÉRIODIQUES. JOURNAUX

L'Artisan français.

La Gazette des Métiers.

Le premier, organe de la C. G. A. F., le second édité par la Chambre de Métiers de Strasbourg sont les deux principaux journaux d'artisans. Le premier est lu dans toute la France, le second a surtout une importante clientèle locale. Nombreux sont les périodiques publiés par des organisations régionales d'artisans.

La Revue internationale du Travail.

Cette revue, publiée par l'Organisation internationale du travail publie, chaque année, à diverses reprises des nouvelles intéressant les artisans de tous les pays du monde, et particulièrement les modifications importantes des législations.

I Problemi dell'Artigianato (Revue italienne trimestrielle).

CENTRES D'INFORMATION ET DE RENSEIGNEMENTS

Au siège social de la Confédération générale de l'Artisanat français à Paris et auprès de l'Institut national des Métiers, institut que la C. G. A. F. a créé ; accessoirement, au siège social des autres syndicats.

A la Chambre de Métiers d'Alsace à Strasbourg, et dans quelques années auprès des autres Chambres de Métiers.

Auprès des administrations publiques : ministère du Travail et accessoirement : ministère du Commerce et de l'Industrie, ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (enseignement technique).

ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES

<i>J. O.</i>	Journal officiel.
<i>D. H.</i>	Dalloz hebdomadaire.
<i>D. P.</i>	Dalloz périodique.
<i>S.</i>	Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
Situation économique, juridique et sociale des artisans à la veille de la Révolution.....	2
Situation économique, juridique et sociale des artisans au cours du xix ^e siècle.....	6
Le réveil de l'artisanat français au xx ^e siècle.....	11
PREMIÈRE PARTIE	
La production artisanale et la notion d'artisan.	
INTRODUCTION	13
L'influence du xix ^e et du xx ^e siècles.....	13
L'influence des préoccupations d'ordre politique et social....	17
CHAPITRE I. — La production artisanale	19
§ 1. — La place de l'artisanat dans les divers modes de production	19
§ 2. — Les différents aspects de la production artisanale.....	23
1 ^o Fabrication	23
2 ^o Ajustement. Réparation. Façon.....	33
Les transformations et le rôle de la production artisanale	38
CHAPITRE II. — La classe artisanale : la notion juridique d'artisan	41
L'artisan, le compagnon, l'apprenti.....	41
§ 1. — L'artisan et l'ouvrier.....	43
Travail indépendant et travail à domicile.....	43
Contrat de travail et contrat d'entreprise.....	44
L'artisan et le manoeuvre.....	47
§ 2. — L'artisan et le façonnier.....	47
§ 3. — L'artisan et le petit industriel.....	50
Nombre d'ouvriers et importance du chiffre d'affaires....	50
Travail d'artisan et travail d'industriel.....	51
§ 4. — L'artisan et le commerçant.....	53

Les controverses	53
Les deux sens du mot commerçant.....	57
Conclusion	64
§ 5. — L'artisan et les professions libérales.....	67
Artisan, artiste, artisan d'art.....	68
§ 6. — Caractères distinctifs de l'artisanat moderne.....	72
CHAPITRE III. — La notion d'artisan d'après la législation, la doctrine et la jurisprudence	74
§ 1. — La notion d'artisan d'après la législation.....	74
a) Les définitions partielles.....	74
Loi du 30 juin 1923.....	74
Loi du 27 décembre 1923.....	75
Décret du 28 juillet 1932.....	76
b) La définition générale de la loi du 26 juillet 1925.....	77
§ 2. — Les querelles doctrinales.....	79
a) Les classifications de la C. G. A. F.....	79
b) Les opinions adverses.....	81
1° La thèse alsacienne.....	81
2° La thèse des autres organisations syndicales.....	83
§ 3. — La jurisprudence.....	84
§ 4. — La notion d'artisan d'après la nouvelle législation ...	88
La proposition Courtier.....	88
Les différentes motions de l'assemblée des présidents des Chambres de métiers.....	90
Les amendements à la proposition Courtier.....	93
CONCLUSION.....	94
CHAPITRE IV. — L'importance numérique de l'artisanat....	98
§ 1. — D'après le recensement de 1926.....	101
§ 2. — Depuis le début du xx ^e siècle.....	106
CHAPITRE V. — Le problème de l'artisanat	112
§ 1. — Le mouvement artisanal. Son but.....	112
§ 2. — L'intervention de l'Etat. Son but.....	115

DEUXIÈME PARTIE

La législation artisanale.

CHAPITRE I. — Organisation professionnelle et administra- tive de l'artisanat	119
<i>Section I. — L'organisation professionnelle.....</i>	<i>119</i>
§ 1. — La législation française sur les associations profes- sionnelles	119
§ 2. — Les artisans et le mouvement syndical.....	121

A. <i>La Confédération Générale de l'Artisanat Français</i>	121
Ses débuts.....	121
Ses statuts. Ses tendances. Son importance.....	123
B. <i>Les autres organisations syndicales</i>	127
L'Union des Artisans français.....	127
Les tentatives de nouvelles confédérations.....	130
Les groupements indépendants.....	131
Les artisans maréchaux.....	131
Les artisans d'art.....	132
§ 3. — L'organisation professionnelle en Alsace et en Lorraine	134
Les corporations.....	134
Le syndicat du droit français et la corporation du droit local	139
<i>Section II. — L'organisation administrative (1)</i>	143
§ 1. — La représentation des intérêts d'après la législa- tion française	143
§ 2. — Un établissement public décentralisé pour arti- sans : la Chambre de métiers.....	144
A. <i>Les précédents</i>	144
1 ^o Les Chambres de métiers en France avant 1925...	144
2 ^o La Chambre de métiers d'Alsace-Lorraine.....	146
B. <i>La loi du 26 juillet 1925</i>	152
1 ^o Organisation des Chambres de métiers.....	152
a) Création	152
b) Composition	154
c) Election.....	155
Règles de l'électorat.....	155
Conditions de jouissance.....	155
Conditions d'exercice.....	156
Règles de l'éligibilité.....	157
Règles du vote.....	158
2 ^o Fonctionnement administratif et financier.....	159
a) Fonctionnement administratif.....	159
Statut des membres du bureau et de la Chambre	159
Assemblée des présidents.....	160
b) Ressources financières et budget	161
Ressources	161
Budget et comptabilité.....	162
3 ^o Attributions.....	163
C. <i>L'application de la loi</i>	165

1. Une erreur s'est glissée dans le texte, page 143 ; lire « section », au lieu de « chapitre ».

1 ^o Le sort des Chambres de métiers antérieures à la loi	165
a) La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine.	165
b) Les Chambres de métiers d'origine privée....	167
2 ^o Les difficultés d'application.....	167
a) En ce qui concerne la création et la composition des Chambres.....	167
b) En ce qui concerne leurs ressources et leurs attributions	169
D. <i>Conclusion</i>	170
§ 3. — La représentation des artisans auprès du pouvoir central	176
a) La représentation des artisans au Conseil National économique	176
b) La représentation des artisans au Conseil Supérieur de l'Enseignement technique, au Conseil Supérieur du Travail et au Conseil Supérieur de la Coopération	179
c) La commission consultative de la loi du 27 décembre 1923	181
d) L'assemblée des présidents des Chambres de métiers	182
e) Les conseillers de métiers.....	184
CHAPITRE II. — Organisation économique et financière : le régime fiscal, la coopération et le crédit	187
<i>Section I.</i> — Le régime fiscal des artisans.....	187
§ 1. — Evolution de la législation fiscale de l'artisanat... ..	187
§ 2. — La législation fiscale actuelle.....	191
Les textes	194
A. <i>Régime fiscal des petits artisans</i>	194
1 ^o Qu'appelle-t-on petit artisan ?	194
Conditions relatives à la main-d'œuvre.....	194
Conditions relatives à l'exercice de la profession.	196
2 ^o Régime fiscal des petits artisans.....	198
Impôt sur le revenu professionnel.....	198
Régime spécial de la patente	200
Taxes diverses.....	201
B. <i>Régime fiscal des grands et moyens artisans</i>	203
1 ^o Qu'appelle-t-on grand ou moyen artisan ?.....	203
2 ^o Régime fiscal des grands et moyens artisans.....	203
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.	203
La patente.....	205
Taxes diverses.....	206
C. <i>Régime fiscal des façonniers</i>	206
§ 3. — Le futur régime fiscal des artisans.....	207
Un nouvel impôt cédulaire.....	210

§ 4. — Le régime successoral de certaines exploitations artisanas.....	212
<i>Section II. — Organisation de la coopération et du crédit....</i>	215
§ 1. — Introduction. Coopération et crédit populaire....	215
§ 2. — Les coopératives artisanes.....	221
§ 3. — Le crédit à l'artisanat.....	228
Les textes.....	229
Le fonds de dotation de l'artisanat français.....	230
A. <i>Les avances aux sociétés coopératives.....</i>	231
a) Règles générales.....	231
Conditions auxquelles doivent satisfaire les socié- tés qui demandent des avances.....	231
Formalités nécessaires pour obtenir une avance..	234
Caractères de l'avance octroyée.....	235
Résultats pratiques.....	236
b) Règles particulières pour les avances aux sociétés coopératives de crédit pour les artisans d'art.....	237
Conditions auxquelles doivent satisfaire ces socié- tés coopératives	237
Formalités nécessaires.....	239
Caractères de l'avance octroyée.....	239
Résultats pratiques.....	241
B. <i>Les prêts individuels aux artisans.....</i>	241
a) Les prêts aux petits artisans par l'intermédiaire des banques populaires.....	242
Conditions à remplir.....	242
Formalités nécessaires.....	243
Caractère du prêt alloué. Une réforme prochaine.	245
Résultats pratiques.....	246
b) Les prêts aux petits artisans par l'intermédiaire des sociétés coopératives artisanes.....	248
Règles pour l'octroi de ces nouveaux prêts. Leurs caractères.....	248
Résultats pratiques	249
c) Les prêts aux petits artisans par l'intermédiaire des caisses agricoles	250
Résultats pratiques	252
C. <i>Le crédit immobilier.....</i>	253
Conditions d'application.....	254
Financement des opérations immobilières.....	254
Résultats pratiques.....	257
D. <i>Dispositions accessoires.....</i>	258
Le fractionnement des travaux.....	258
La dispense de cautionnement.....	259

§ 4. — Conclusion.....	262
Le rôle de la coopération et du crédit du point de vue syndical et du point de vue économique.....	262
Le problème des garanties : le fonds artisanal.....	264
CHAPITRE III. — Principales questions intéressant l'artisanat	270
<i>Section I.</i> — L'apprentissage.....	270
§ 1. — Le problème de l'apprentissage.....	271
La crise de l'apprentissage.....	271
L'intervention du législateur et des groupements privés	274
§ 2. — L'apprentissage dans les métiers d'artisanat.....	279
a) La Chambre de métiers d'Alsace et de Lorraine...	281
b) Deux récentes propositions de loi.....	283
<i>Section II.</i> — L'artisanat urbain et l'artisanat rural.....	287
<i>Section III.</i> — L'artisanat et les lois sociales.....	292
§ 1. — L'artisan, patron.....	292
Les assurances sociales et les allocations familiales...	293
§ 2. — L'artisan, ouvrier.....	294
Mesures contre le chômage.....	294
§ 3. — L'artisan, propriétaire et locataire.....	299
Le bien de famille.....	299
Les lois sur les loyers.....	300
Les principales revendications	305
Le travail noir.....	306
CHAPITRE IV. — La vie internationale des artisans	308
§ 1. — L'institut international de l'artisanat.....	308
Création	308
Objet et organisation.....	310
Les difficultés présentes.....	311
§ 2. — La représentation des artisans auprès du B. I. T...	313
TROISIÈME PARTIE	
L'artisanat, classe sociale.	
§ 1. — La notion de classe sociale.....	321
§ 2. — L'artisanat forme-t-il une classe sociale ?.....	324
a) Des intérêts économiques communs.....	324
b) Un sentiment et une doctrine de classe.....	330
Artisans, patrons et ouvriers.....	336
CONCLUSION	341
ANNEXES	347
BIBLIOGRAPHIE	357
TABLE DES MATIÈRES	363

